

LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC DANS LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE de 1789 à 1848

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Décembre 1934, à 13 heures 30.

PAR

M. P. CHALLINE

JURY...	{	Président : M. BASDEVANT, <i>Professeur.</i>		{	<i>Professeurs</i>
		Suffragants	{ MM. GEOUFFRE DE LA PRADELLE, SCELLE.		

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Le droit international public
dans la jurisprudence française
de 1789 à 1848**

**La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.**

LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC DANS LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE de 1789 à 1848

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Décembre 1934, à 13 heures 30.

PAR

M. P. CHALLINE

JURY ...	{	Président : M. BASDEVANT, <i>Professeur.</i>	{	Professeurs
		Suffragants { MM. GEOUFFRE DE LA PRADELLE, SCELLE.		

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1934



INTRODUCTION

Le droit des gens moderne a fait son apparition depuis la Réforme, avec l'avènement d'une communauté juridique internationale formée par la coexistence d'Etats souverains et indépendants. Ce droit s'est développé lentement et il est encore à l'état d'une discipline juridique en construction, non seulement parce qu'il n'a jamais été fixé dans une codification, mais parce que ses principes essentiels ne cessent de se modifier profondément au contact des événements politiques et économiques.

Les sources de ce droit ont elles-mêmes été l'objet de discussions les plus vives ; si l'on s'accorde à peu près sur la liste des éléments qui contribuent à l'élaboration des règles de ce droit, on ne s'entend plus en ce qui concerne la valeur respective de ces éléments et leur hiérarchie ; au cours de l'histoire les opinions les plus opposées ont triomphé tour à tour à ce sujet.

Actuellement, il existe un texte du droit positif donnant des sources du droit international public, une énumération qui fait généralement autorité :

C'est l'article 38 du *Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale*, entré en vigueur en 1921, ainsi rédigé : « La Cour applique : 1° les conventions internationales soit générales, soit spéciales établissant des

règles expressément reconnues par les Etats en litige » ; 2° : « la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant de droit » ; 3° : « les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées » ; 4° : « sous réserve de la disposition de l'article 59 (c'est la disposition relative à l'autorité de la chose jugée) les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés comme moyens auxiliaires de détermination des règles de droit ».

Nous trouvons dans cette énumération les décisions judiciaires... « comme moyens auxiliaires de détermination des règles de droit ».

Ce qui est visé ici, ce sont toutes les décisions judiciaires, non pas seulement les décisions internationales, mais même les décisions judiciaires nationales.

Les décisions nationales feront apparaître la conception nationale de tel ou tel Etat sur ce qu'est le Droit international, et précisément en interrogeant les décisions nationales on pourra arriver à dégager tel ou tel principe comme étant reconnu à titre de principe de droit international par les nations civilisées.

Les jugements rendus par les Cours nationales doivent ainsi être recueillis et analysés de même que les traités et les précédents faisant ressortir l'application d'une règle coutumière. D'ailleurs, leur valeur est à cet égard limitée déjà, par ce fait que, tandis que le traité ou la coutume englobent plusieurs Etats contractant entre eux ou se trouvant en rapport, les décisions judiciaires nationales décèlent seulement l'attitude d'un Etat déterminé.

En outre, le texte susvisé vise cet appel aux décisions en question comme moyen auxiliaire de détermination

des règles de droit. Plus exactement les arrêts nationaux ne sont même pas considérés comme des sources proprement dites. Ce ne sont que des moyens auxiliaires, propres à permettre seulement de découvrir dans certains cas le contenu réel des sources elles-mêmes.

Les décisions judiciaires intéressant le droit international public, qui ont été prononcées en France entre 1789 et 1848 par les Cours et Tribunaux, la Cour suprême et le Conseil d'Etat sont étudiées dans le présent travail, en tant qu'elles constituent ce moyen auxiliaire de détermination des règles du droit dont traite le statut de la C.P.J.I.

On peut penser qu'elles nous éclaireront peut-être parfois sur les solutions admises en France, à tel ou tel moment de cette période sur les problèmes fondamentaux du Droit International Public.

Parmi les postulats essentiels de la Science du Droit des gens, il y en a un devant lequel tout juge moderne saisi d'un litige appelant l'application du droit international public, doit prendre position, au moins implicitement. C'est celui qui est relatif à l'autorité que les règles juridiques internationales peuvent avoir dans le fonctionnement des institutions publiques à l'intérieur de l'Etat. Le juge national ne statue pas comme tribunal international, c'est évident. Il collabore en principe uniquement à un service public interne, sous l'autorité de la loi et de la Constitution de son pays. Le droit des gens règle la conduite de l'Etat sur le terrain international. Le juge interne peut se trouver en présence d'une contradiction entre la règle internationale et la loi interne, que va-t-il faire ? On peut aller même plus loin et se demander si le juge national a le droit de se déclarer

compétent pour appliquer et interpréter une règle du droit des gens.

Le problème des rapports entre le droit international et le droit interne se trouve ainsi évoqué à l'occasion des litiges soulevant des questions de droit international et soumis à des tribunaux nationaux. Les décisions judiciaires françaises de 1789 à 1848 se sont trouvées aux prises avec ce problème. Nous verrons comment il a été résolu.

Ce problème de technique fondamentale est en somme sous-jacent à chaque décision que nous aurons à examiner. Par ailleurs, les espèces étudiées dans les décisions ont intéressé tour à tour un certain nombre de matières dans l'ensemble du *Corpus Juris* constitué par les règles du droit international : par exemple : les droits fondamentaux des Etats, la compétence territoriale, l'occupation et la cession de territoire, la condition des navires dans les ports, les immunités des agents diplomatiques, le droit de la guerre sur terre et sur mer, etc... Les tribunaux nationaux ne peuvent forcément explorer qu'un domaine assez limité du droit international public, puisqu'ils ne peuvent être saisis que de litiges intéressant des particuliers en relations entre eux ou avec l'Etat.

C'est également un problème vivement débattu dans la Doctrine que celui de savoir si les individus peuvent invoquer directement les règles du droit international qui, par définition, régissent uniquement la condition des Etats entre eux. Dans les matières énumérées ci-dessus, le droit international conduit le droit interne à adopter une règle correspondante à la règle de droit international. Par exemple, la règle internationale rela-

tive aux immunités des ambassadeurs conduit le législateur interne à édicter des textes qui interdisent aux tribunaux de recevoir une action intentée contre de tels personnages. Le tribunal national est alors appelé à rechercher la règle de droit international, à l'interpréter, à en apprécier la source, dans la mesure où cela est nécessaire pour délimiter la sphère d'application et la portée d'une prescription de droit interne, ou peut-être aussi, à la rigueur, pour suppléer à une lacune du droit interne.

Ainsi la question peut se poser dans le fonctionnement des procédures judiciaires nationales, de savoir si le droit international est bien uniquement un droit entre les Etats ou s'il n'est pas aussi destiné à s'appliquer directement aux individus. Sur cette matière peut-être trouverons-nous quelques lumières dans les décisions qui font l'objet de cette étude ?

* * *

Sur les théories générales ci-dessus rappelées, comme sur les matières spéciales mentionnées en même temps, notre période jurisprudentielle a puisé ses directives essentielles dans les données fournies par la période politique, économique et doctrinale correspondante ; on peut juger de l'importance de ces données, surtout en matière politique, quand on pense que l'époque qui va de 1789 à 1848 a vu passer successivement la Révolution de 1789, le Premier Empire, les Traités de 1815, le Réveil nationalitaire postérieur à 1830.

Il ne nous semble pas inutile de rappeler sommairement l'action que ces événements ont pu exercer sur

l'évolution du droit des gens, dans la première moitié du XIX^e siècle.

Le milieu juridique sur lequel ont agi ces événements doit au préalable être sommairement rappelé, puisqu'il reste la matière fondamentale dans laquelle ont puisé les décisions que nous analyserons.

Du XVII^e siècle jusqu'à la Révolution française, l'Etat souverain, le véritable sujet en droit international se concentre dans la personne du prince. Le prince est considéré comme possédant la souveraineté à titre de droit propre. Il a un droit propre sur ses sujets et il a sur son territoire un droit qui est à peu près considéré comme un droit de propriété.

Les Traités de Westphalie conclus le 24 octobre 1648 établissent les relations entre les grands Etats qui se sont formés, sur la base de leur souveraineté et de leur indépendance réciproque. En même temps ces traités impliquent la reconnaissance par ces Etats de la solidarité qui les unit, d'où résulte l'importance des relations diplomatiques normales. C'est à cette époque que les Etats commencent à entretenir les uns avec les autres des relations suivies et instituent des ambassades permanentes. Le principe politique essentiel qui gouverne les rapports se formant au sein de cette communauté internationale, c'est le principe de l'équilibre, véritable facteur de la paix. Il ne peut y en avoir d'autres, chaque Etat étant souverain, et libre de se gouverner comme il lui plaît et de disposer à son gré de son territoire et de ses sujets, de sorte que la seule règle à observer dans les modifications territoriales est celle qui consiste à maintenir un certain équilibre entre les puissances de façon qu'aucune d'elles ne puisse exercer une suprématie

abusive. Ce principe fut d'ailleurs invoqué pour justifier toutes les violations de la liberté et des droits des petits Etats à l'existence. Il servit indirectement à faciliter certains progrès du droit, en ce qui concerne la liberté de la mer, la liberté du commerce des neutres en temps de guerre maritime, le droit d'intervention, etc., le respect du caractère inviolable des ambassadeurs ; c'est l'époque du régime de la diplomatie qui servit à la fois à la consommation des plus grandes injustices et à la reconnaissance de la plupart des principes admis de nos jours dans beaucoup de matières du droit des gens.

Nous n'avons pas besoin de rappeler que c'est à cette époque que, dans la doctrine, Grotius fonde la science du droit des gens ; à sa suite, au ^{xvii}e siècle, l'opinion scientifique divise en deux domaines distincts la matière des règles internationales, savoir, d'une part, le droit naturel dicté par la raison, d'autre part, le *jus gentium*, qui est l'ensemble des règles par lesquelles les coutumes des nations ont complété le droit naturel, pourvu que ces règles ne soient pas en désaccord avec la raison naturelle.

Au ^{xviii}e siècle Vattel (1758) vulgarise les enseignements de l'école du droit de la nature et des gens. En même temps, une seconde école fait son apparition, l'école positiviste pour laquelle le droit des gens est uniquement le « Droit des divers peuples libres résultant du consentement exprès ou tacite par lequel ils s'obligent dans un but d'utilité » (définition de Samuel Rachel, dans le *De jure nature et gentium*, paru en 1676). Approfondie par J.J. Moser (1701-1785), qui en est le véritable fondateur¹, la doctrine positiviste est la doc-

1. Nys, *Le droit international*, Bruxelles, 1904, t. I, p. 258.

trine dominante à l'époque que nous étudions, c'est-à-dire à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle.

Cependant, dans le droit public interne, c'est une orientation toute différente qui apparaît au même moment, avec J.J. Rousseau, principalement.

La Révolution française apporte précisément une nouvelle conception de l'Etat, absolument opposée à celle basée sur la souveraineté absolue du prince, conception inspirée, par les idées philosophiques du XVIII^e siècle relative à la nation et au rôle de l'Etat, conception de nature à modifier profondément les théories admises jusqu'alors en droit international .

Sous l'influence de ces idées, la Révolution introduit dans le droit positif cette idée que l'Etat n'est pas tout.

Alors que les rapports politiques au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle avaient été construits en considération uniquement de l'Etat, de l'intérêt du prince, la Révolution introduit un autre élément, savoir que l'Etat n'existe pas pour lui-même, l'Etat existe pour rendre des services aux individus.

Les individus deviennent le centre de l'organisation politique et l'individu étant pris comme point de départ de l'organisation politique, on est conduit à dire d'une part que l'Etat existe pour sauvegarder les intérêts des individus, pour rendre des services aux individus ; l'Etat est essentiellement non pas titulaire de droits à l'encontre des individus mais chargé de fonctions qu'il doit remplir au profit des individus, et d'autre part, on en arrive à cette idée que le titulaire essentiel de la souveraineté, ce n'est pas l'Etat, ce n'est pas celui qui, à un moment donné, exerce la puissance publique, par exemple le prince, c'est la Nation.

Voilà deux idées très importantes qui, sous l'influence de la Révolution américaine et de la Révolution française, entrent dans le Droit public à la fin du XVIII^e siècle.

Voilà donc deux idées nouvelles, deux idées qui impliquent notamment dans l'ordre international que le pouvoir politique doit être fondé sur le consentement des gouvernés, le consentement national. D'où l'on tirera cette conséquence qu'un changement de nationalité ne peut pas être imposé aux individus contre leur gré et c'est pourquoi très logiquement la Constitution de 1791 contenait un article par lequel la France déclarait renoncer aux conquêtes. Conséquence un peu plus lointaine de cette idée, c'est qu'un groupement d'hommes au moins lorsqu'il présente certaines qualités, dans le détail desquelles nous n'avons pas le loisir d'entrer, a le droit de changer son organisation politique. Il a le droit, non seulement de changer son organisation politique, ce qu'a fait la France de 1789 et les années suivantes, mais il a encore le droit de s'émanciper de son allégeance politique traditionnelle pour se rattacher à un Etat déjà constitué vers lequel il se sent en quelque sorte attiré.

C'est cette idée que l'Assemblée Constituante invoqua pour décréter la réunion à la France d'Avignon et du Comtat Venaissin, conformément au vœu des habitants.

La Constitution française disait : renonciation aux conquêtes. On a considéré en France que la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin n'était pas une conquête, puisqu'elle était faite conformément au vœu des habitants.

C'était d'ailleurs une idée d'une application extrêmement difficile et délicate et si la France l'invoqua ainsi pour réunir Avignon et le Comtat Venaissin, par contre on sait avec quelle énergie en 1793 nous avons combattu,

pour le maintien de la République Française une et indivisible.

L'influence de ces idées nouvelles était d'ailleurs susceptible de s'étendre à tous les domaines du droit international : les méthodes diplomatiques devaient être modifiées, notamment, elles devaient abandonner la règle du secret pour permettre aux peuples de faire prévaloir leur desiderata. Le droit de conquête disparaissant, les conséquences juridiques de l'occupation des territoires en temps de guerre ne pouvaient plus être les mêmes, c'est-à-dire que l'occupation ne devait plus pouvoir aboutir à un véritable transfert de souveraineté sous condition résolutoire. Les règles admises dans la guerre sur terre et sur mer devaient s'adoucir dans un sens humanitaire, etc..

Seulement, en fait, la Révolution française n'a pas exercé une influence bien sensible sur le droit international.

Ainsi, en ce qui concerne les lois de la guerre continentale « les idées qu'avaient agitées les philosophes du XVIII^e siècle et les hommes de la Révolution, n'étaient pas encore mûres à cette époque. C'est pourquoi elles ne reçurent alors que des applications partielles ou momentanées. On revint aux pratiques des guerres antérieures et ici comme en bien d'autres matières, on mit les usages anciens au service des idées ou des intérêts nouveaux. Au reste, on ne devait guère s'attendre à trouver des progrès constants et marqués se produisant dans une guerre particulièrement difficile à soutenir et qui agitait au plus haut degré les passions des peuples. C'est pourquoi les idées nouvelles sur les égards dus à la personne humaine, sur le respect dû à la souveraineté nationale

sommeillèrent souvent pour faire place à l'application des anciens usages de la guerre ainsi que l'avait prescrit le décret du 15 septembre 1793. Elles réapparurent dans des temps plus calmes et servirent de base aux progrès réalisés par le droit de la guerre au ^{xix}^e siècle »¹.

Avec Napoléon I^{er}, les méthodes diplomatiques du ^{xviii}^e siècle sont remises en honneur. Elles avaient été violemment prises à partie sous la Révolution, notamment par l'abbé Grégoire lorsqu'il présente son projet de Déclaration du Droit des Gens².

Le droit des gens napoléonien est essentiellement utilitaire ; « deux auteurs semblent avoir été les maîtres de l'empereur, Mably et Montesquieu³. La définition de ce droit est celle de Montesquieu : « Le droit des gens est naturellement fondé sur ce principe, que les diverses nations doivent se faire, dans la paix, le plus de bien, et, dans la guerre, le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts ».

C'est un retour pur et simple au droit des gens pratique et traditionnel du ^{xviii}^e siècle, fondé sur l'égalité des droits et l'équilibre des forces ; cependant, Napoléon eut le mérite d'insister beaucoup sur le respect des traités et de tendre vers l'amélioration des lois de la guerre.

Un auteur français, le comte Gérard de Rayneval, qui a publié en 1803 ses *Institutions du droit de la nature et des gens*, plaçait à la base du droit des gens le sentiment de l'honneur, qui consiste essentiellement ici dans le respect de la foi due au traité.

1. J. Basdevant, *La Révolution Française et le droit de la guerre continentale*, thèse, Paris, 1901, p. 213.

2. Sur les représentations du Comité de Salut public, l'impression déjà décrétée de son discours et de son projet fut suspendue (G.F. de Martens, *Précis du droit des gens moderne*, Préface de la 2^e édition (1796) in éd. de 1864, p. 10.

3. Chevalley, *Essai sur le droit des gens napoléonien*, 1800-1807, p. 19.

Le Congrès de Vienne marque plus qu'un retour aux traditions diplomatiques du XVIII^e siècle. Il engage une offensive directe contre les idées révolutionnaires et adopte une politique qui en est le contrepied.

Le Congrès de Vienne a eu à procéder à de très importants remaniements territoriaux en Allemagne et en Italie. Suivant quelles idées ces remaniements ont-ils été effectués ? Devant le Congrès de Vienne, la France soutint une thèse qui n'était aucunement inspirée par les principes de la Révolution. C'était une thèse de droit de l'ancien régime, savoir :

La délégation française au Congrès de Vienne propose d'y statuer conformément à la théorie de la légitimité c'est-à-dire conformément à l'idée que la souveraineté est assimilée à la propriété, que la souveraineté constitue le droit propre du prince, de chaque souverain. En conséquence, il fallait respecter le droit de chaque souverain sur son territoire et sur ses sujets.

Au contraire, les Alliés, au Congrès de Vienne, avaient des vues essentiellement politiques. Ils cherchaient à acquérir des territoires à leur convenance. Ils se plaçaient sur le terrain de l'intérêt politique et de l'équilibre politique.

Le Congrès de Vienne a fait essentiellement une œuvre politique, sur la base de considérations politiques, avec le souci des convenances des grands Etats et de l'équilibre politique.

Par contre, le Congrès de Vienne n'a tenu aucun compte des aspirations nationales. Les diplomates réunis au Congrès de Vienne considéraient que ces conceptions étaient tout à fait dangereuses, subversives de l'ordre monarchique et ils voulaient les anéantir ; et en consé-

quence, on a vu des organisations politiques réalisées sans aucun égard aux aspirations nationales. Citons comme exemples : le fait que la Pologne, qui avait été précédemment reconstituée par Napoléon sous le nom de Duché de Varsovie, a été divisée à nouveau entre la Prusse, la Russie et l'Autriche ; que les Belges sont en 1814-1815 réunis, contrairement à leurs aspirations, aux Hollandais pour former un seul Etat constitué en vue de servir de barrière contre la France ; et troisième exemple, que contrairement à l'œuvre de Napoléon, le Congrès de Vienne divise à nouveau l'Italie.

Une fois cette œuvre accomplie, la conception juridique qu'admettent les princes réunis ou représentés au Congrès de Vienne est la suivante : c'est que désormais chaque prince est souverain ; souverain légitime des territoires qu'il possède, soit en vertu d'un titre ancien, soit en vertu d'une décision prise au Congrès de Vienne.

Nous voyons ici réapparaître le principe de la légitimité qui vient comme principe conservateur de l'ordre de choses établi en 1815. Et pour donner quelque garantie à cet ordre de choses, pour étayer ce principe de la légitimité, on met sur pied une politique internationale, la politique de la Sainte-Alliance et des Congrès.

On sait comment cette politique échoua parce qu'elle était au service de tendances politiques désuètes qui ne convenaient plus à l'Europe de la première moitié du *xix^e* siècle. La politique qui inspirait la Sainte-Alliance était ce que nous appellerions aujourd'hui une politique éminemment réactionnaire, la politique qui tendait à maintenir le principe de la légitimité, une politique qui s'opposait d'autre part au développement des libertés dans l'ordre interne, qui s'opposait au déve-

loppement du régime constitutionnel alors que les peuples désiraient l'avènement de ce régime constitutionnel, une politique qui, d'autre part, voulant maintenir le statu quo territorial de 1815, tendait à faire opposition aux aspirations nationales.

Après 1830, le réveil des nationalités met fin au système entrepris en 1815. Jusqu'en 1848, ce mouvement n'exerce pas une grande influence dans le droit des gens. C'est seulement, en somme, dans le pacte de la Société des Nations que les droits des peuples et les droits de l'homme dans la communauté juridique internationale trouvent les institutions nouvelles propres à assurer leurs développements.

Il a donc fallu plus d'un siècle pour que les idées introduites par la Révolution, dans l'ordre interne, pénétrèrent dans l'ordre juridique international. Il y a lieu de supposer que la jurisprudence française du début du *xix*^e siècle ne s'est guère inspirée de ces idées dans l'application qu'elle a pu avoir à faire du droit des gens, et ceci, d'autant plus que, comme nous l'avons déjà noté, la doctrine dominante à la même époque parmi les auteurs de droit international est la doctrine positiviste, par principe préoccupée de définir *ce qui est*, à l'exclusion de *ce qui devrait être*.

*
* *
*

Entre 1789 et 1848, il a paru beaucoup de traités de droit international : ¹

1. Barreau, *Précis du droit de la nature et des gens*, 1831 ; Cotellet, *Abrégé d'un cours élémentaire du droit de la nature et des gens*, 1820 ; Felice (de), *Leçons de droit de la nature et des gens*, 1830 ; Cf. de Rayneval, *Institutions du droit de la nature et des gens*, 1831, 2^e éd. ; Isambert, *Tableau historique des progrès du droit public et du droit des gens, jusqu'au*

Nous avons cité le *Précis* de G.F. de Martens, paru en 1788, rédigé en français.

G. F. de Martens est un positiviste, car : « Pour peu, écrit-il, que deux nations se fréquentent et veuillent établir un commerce suivi, la simple loi naturelle ne saurait plus leur suffire. Différents motifs doivent les engager, tantôt à mitiger la rigueur de la loi naturelle, tantôt à déterminer les points douteux, ou à régler ceux qu'elle passe sous silence ; tantôt même à s'écarter de cette réciprocité de droits que la loi universelle établit également pour toutes les nations ».

« C'est l'ensemble de ces déterminations qui forme le droit public extérieur ou droit des gens positif, propre, particulier et arbitraire de ces deux nations ; et selon qu'il repose ou sur des conventions soit expresses, soit tacites, ou sur un simple usage, on peut le diviser en conventionnel et coutumier. Il y a dans ce sens pour l'Europe autant de droits des gens particuliers (droits publics extérieurs), qu'il y a de relations particulières de tel Etat de l'Europe avec tel autre, soit de la même, soit d'une autre partie du globe. Ils ne sont pas de la même étendue, ni tous de la même importance pour chacun, mais il semble que plusieurs d'entre eux mériteraient d'être étudiés avec plus de soin qu'ils ne l'ont été jusqu'ici »¹.

Ailleurs, G.F. de Martens ne fait aucune distinction entre les Etats suivant que par leurs institutions internes ils reconnaissent ou non le droit de l'individu, ce qui le

XIX^e siècle, 1833 ; Ch. de Martens, *Nouvelles causes célèbres du droit des gens*, 1843 ; Schmalz, *Le droit des gens européen*, trad. par de Bohm, 1823 ; Ch. de Martens, *Cours diplomatique*, 1801. Voir aussi les auteurs cités dans le texte.

1. *Op. cit.*, p. 45.

conduit à assimiler le droit de l'Etat sur son territoire et sur ses sujets, au droit de propriété.

Nous mentionnerons simplement, sans nous y arrêter parce que leur influence en France paraît négligeable :

Grünther (1787, *Europäisches Völkerrecht*), Schmalz (*Droit des gens européen*, trad. franç., L. de Bohm, 1823), Schmelzing (*Systematischer Grundriss des praktischen europäischen Völkerrecht*, Rudolstadt, 1818-1820); Zacharise (*Vierzig Bücher von Staate* (1820-1822); Saalfeld (*Handbuch des positiven Völkerrecht* 1853); Kent (*Commentaries on American Law*, 1826); S. Pinheiro-Perreira, (*Précis*, 1830, Paris); H. Wheaton, (*Digest of the law of maritime captures*, 1815).

Après G. F. de Martens, c'est l'ouvrage de J. L. Klüber, *Le droit des gens moderne de l'Europe*, paru à Paris en 1819 qui semble avoir eu le plus d'influence. Pour cet auteur, la principale source du droit des gens consiste d'abord dans les conventions (ou traités) des nations, expresses ou tacites. La seconde source est l'analogie admise subsidiairement; en troisième lieu, seulement, vient le droit des gens naturel. On ne doit y avoir recours que lorsque le droit positif est insuffisant. Klüber a les mêmes conceptions que de Martens sur les droits de l'Etat envers ses sujets et son territoire.

En 1820, Dupin réédite avec les observations de Fortuné Barthélemy de Félice, *Les principes de droit naturel et politique* de Burlamaqui, parus en 1763.

D'autre part, la doctrine internationale s'est enrichie, en France, vers la même époque, d'un certain nombre d'études sur des matières spéciales :

En ce qui concerne le droit d'Ambassade, on peut citer J. Rousset de Missy, qui publia en 1746, les

Mémoires sur le rang et la préséance entre les souverains de l'Europe. Pour le droit maritime, il y a l'ouvrage de R. J. Valin, le *Nouveau Commentaire sur l'Ordonnance de la Marine*, d'août 1681 (1760), celui d'Emerigon, même titre (1781). Un passage d'Emerigon caractérise les conceptions de cet auteur :

« C'est par le droit des gens, écrit-il, que la navigation a toujours été régie. Elle est le lien de la société des peuples. Elle répand en tous lieux les commodités et l'abondance. Elle est subordonnée à des règles communes que les besoins naturels font respecter et que l'équité naturelle avait déjà gravées dans le cœur de l'homme. Chez les nations commerçantes, les lois maritimes sont à peu près les mêmes, attendu la réciprocité des intérêts. On doit donc avoir recours aux lois des autres peuples, soit pour mieux connaître l'esprit des ordonnances du royaume, soit pour décider les cas qu'elles n'ont pas prévu ».

Il faut citer aussi le livre de Martin Hübner, *De la saisie des bâtiments neutres...* 1759. « Hübner, écrit Nys ¹, oppose aux droits des belligérants les droits des neutres et, s'il s'est exposé au reproche d'avoir basé le droit maritime sur des théories abstraites et de s'être servi de la fiction, pour le moins inutile, de la territorialité du navire, on doit reconnaître que les idées qu'il a défendues sont, dans leur ensemble, l'expression de la raison et de l'équité. Historiquement, il se rattache à la politique affirmée par les villes hanséatiques dès le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècles ; il est aussi le continuateur de Jean Gröning ; il eut, du reste, le talent de faire accepter la thèse qu'il défendait par de nombreux publicistes et il

1. *Op. cit.*, p. 273.

eut le mérite d'aider puissamment à réaliser un grand progrès. Faut-il rappeler que, dans la question de la compétence en matière de prises, Hübner a défendu le premier la théorie d'après laquelle la juridiction des prises devrait, en principe, appartenir à des commissions mixtes composées de délégués de souverains neutres et de délégués de souverains belligérants ».

En 1748, dans son *Droit public de l'Europe fondé sur les traités*, Gabriel Bonnot de Mably s'occupait du droit commun des nations sur mer, prêchait la réforme du droit maritime en temps de guerre, montrait que l'intérêt lui-même commandait une politique de liberté et de générosité et indiquait la voie dans laquelle les peuples civilisés sont entrés. Ses idées avaient exercé sur l'opinion contemporaine une sérieuse action.

Aussi dans les guerres maritimes de la fin du ^{xvii}e et du début du ^{xviii}e siècle, son influence fut appréciable. Napoléon s'inspira des idées de Mably dans sa lutte contre l'Angleterre.

J.M.G. de Rayneval publia en 1811 un ouvrage en deux volumes intitulé : *De la liberté des mers*, auquel on a pu adresser le reproche d'être un écrit politique plutôt qu'une étude juridique. L'auteur s'est chargé, du reste, d'indiquer la méthode qu'il avait suivie : « J'ai mis à l'écart, dit-il, les traités, les coutumes, les proclamations, la pratique. Je me suis enfermé dans les principes du droit de la nature et des gens applicables à la mer. C'est là, selon moi, la source à laquelle il faut nécessairement remonter pour pouvoir juger les droits et les procédés des nations, car le droit des gens est à cet égard ce que l'arithmétique est à la géométrie ».

En 1806, Jean Jouffroy publia le *Droit des gens mari-*

time universel ou *Essai d'un système général des obligations réciproques de toutes les puissances relatives à la navigation et au commerce maritime*, système fondé sur les seuls principes du droit naturel et abstraction faite des traités existants ou des usages établis ; on y a joint un avant-projet de traité tendant à concilier les droits du commerce neutre avec ceux d'une nation en guerre d'après les principes développés dans ce système. Jean Jouffroy, né à Berlin en 1747, avait été secrétaire de légation et occupait le poste de chargé de légation de Prusse à Stockholm.

Les *Règles internationales et diplomatie de la mer* de J.F.T. Ortolan, parues en 1844 et en 1845, reflètent les idées de l'époque en matière de droit maritime. De même, on peut trouver dans Hautefeuille (*Des droits et services des neutres en temps de guerre maritime*, 1848), et dans de Cussy (*Phases et causes célèbres du droit des gens*, Leipzig, 1856) des éléments précieux sur les idées en vigueur dans cette matière à l'époque considérée.

Les ouvrages doctrinaux que nous venons de passer rapidement en revue éclairaient surtout des questions intéressant exclusivement les rapports interétatiques et que les diplomates étaient plus souvent appelés à se poser que les tribunaux. Les idées qu'ils contiennent seront confrontées avec l'esprit qu'il nous sera possible de dégager de la jurisprudence. Nous n'arriverons guère à discerner les influences réciproques qui ont pu se produire entre les deux courants contemporains, le doctrinal et le jurisprudentiel. Dans les réquisitoires et les plaidoiries, c'est particulièrement au début de notre période, Vattel et les auteurs des *xvii^e* et *xviii^e* siècles qui sont parfois cités.

Les magistrats de nos Cours ont plutôt puisé leurs théories de droit des gens dans le *Répertoire* de Merlin ¹ qui examine à l'occasion des questions dans lesquelles les règles admises dans les rapports interétatiques sont susceptibles d'intéresser la solution de litiges d'ordre privé. Merlin donne la définition suivante du droit des gens : « C'est une jurisprudence que la raison naturelle a établie, sur certaines matières, entre tous les hommes, et qui est observée chez les différents peuples...

Les différentes nations, quoique la plupart divisées d'intérêts, sont convenues entre elles tacitement d'observer, tant en paix qu'en guerre, certaines règles de bienséance, d'humanité et de justice, comme de ne point attenter à la personne des ambassadeurs ou autres personnes envoyées pour faire des propositions de paix ou de trêve ; de ne point empoisonner les fontaines, de respecter les temples, d'épargner les femmes, les vieillards et les enfants ; ces usages et plusieurs autres semblables qui, par succession des temps, ont acquis force de loi, ont formé ce qu'on appelle le Droit des gens ou le Droit commun aux divers peuples.

Des nations policées ont cependant plus ou moins de droits communs avec certains peuples qu'avec d'autres, selon que ces peuples sont eux-mêmes plus ou moins civilisés, et qu'ils connaissent les lois de l'humanité, de la justice et de l'honneur.

Le droit des gens est naturellement fondé, comme le remarque l'illustre auteur de l'*Esprit des lois*, sur ce principe, que les diverses nations doivent se faire dans la « paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts » ².

1. Paris, 4^e édition, 1813. 5^e édition, 1827.

2. T. V, p. 417. 5^e édition 1827.

Dans cette définition, Merlin exprime la conception du droit international répandue dans l'opinion scientifique sous l'influence de Grotius (voir ci-dessus p. 9) et qui répartit les règles internationales en deux domaines : le droit naturel, et le *Jus gentium*.

Il ne développe pas en général de théorie personnelle sur les questions de droit international public qu'il est parfois amené à aborder. Son exposé consiste dans de larges extraits des auteurs ayant écrit sur cette matière. Mais le choix qu'il fait parmi les doctrines nous dévoile quelle était la tendance de son esprit.

A cet égard, il semble ignorer les publicistes de l'école positiviste qui ont existé avant la publication de son répertoire : S. Rachel, Moser, G. F. de Martens (paru en 1788).

Il se réfère au contraire abondamment à Vattel, auquel il marque une préférence particulière (V. notamment, *Verbo* Prescription, t. IX, p. 483).

En matière de prises maritimes, il cite quelquefois G. B. de Mably, (*Le droit public de l'Europe*, V. « Prise maritime », t. IX, p. 794), mais surtout Azuni (1797, *Système universel des principes du droit maritime de l'Europe*, V. « Prise maritime », t. IX, p. 797) qui reste attaché à l'Ecole de droit de la nature et des gens et les auteurs plus anciens qui soutenaient en matière de prise maritime des idées libérales, tels que Loccenius, (1651, *De jure maritimo*, V. « Prise maritime, t. IX, p. 863), Valin, (1760, *Nouveau Commentaire sur l'Ordonnance de la marine*, V. « Prise maritime », t. IX, p. 842), Hübner, Caseragi (1719-1729, *Discursus legales de Commersio*), Galliani, (1782, *De doveri de principi neutrali...*), V. « Prise maritime », t. IX, p. 865) etc..

Dans la matière des immunités diplomatiques où il émet parfois des opinions qui lui sont propres (V. « Ministre public », t. VIII, p. 273), il cite toujours également Grotius ou Vattel, parfois aussi Bynkershoek, (1721, *De Juro Legarotum*), (V. « Ministre public », t. VIII, p. 276), Wicquefort, (1679, *L'ambassadeur et ses fonctions*, ouvrage auquel Wheaton n'attribue pas une grande valeur) ¹.

De même, c'est encore Grotius et Puffendorff qui le guident dans la théorie de l'occupation « suivant le droit naturel », (t. VIII, p. 686), et c'est Bynkershoek qui lui inspire la règle de la portée de canon pour délimiter la mer territoriale (« Occupation suivant le droit des gens », t. VIII, p. 696) bien que Gérard de Rayneval, son contemporain, ait déjà critiqué cette solution basée sur une vieille idée d'appropriation. « C'est la force des armes qui assure la possession » ².

* * *

Dans le présent ouvrage, les décisions recueillies et commentées sont groupées de la manière suivante :

1^o Décisions touchant aux questions de sources, de méthode d'interprétation des traités, etc.

2^o Les personnes du droit international. Droits fondamentaux des Etats. Formation et modifications des Etats. Principe de l'identité de l'Etat.

3^o Compétence territoriale. Modes d'acquisition de la souveraineté territoriale : occupation, cessions de terri-

1. Nys, *op. cit.*, p. 265.

2. Bynkerskheh. *De dominio maris*, ch. II, § 5.

toire (effets). La mer territoriale et les ports (condition des navires).

4° Compétence personnelle. Protection des nationaux à l'étranger.

5° Compétence à raison des services publics ; les agents diplomatiques (immunités).

6° Droit de la guerre sur terre. Prisonniers, propriété privée. Occupation de guerre et conquête.

7° Prises maritimes.

PREMIÈRE PARTIE

**Décisions touchant aux questions
de sources
du droit des gens**

CHAPITRE PREMIER

LES SOURCES

SECTION I

LA DOCTRINE A LA FIN DU XVIII^e ET AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

Nous avons déjà indiqué que les auteurs de cette période parmi lesquels les plus marquants sont G.F. de Martens et Klüber ont délibérément relégué le droit naturel au deuxième plan.

Parlant de la place du droit naturel dans le droit des gens, Klüber s'exprime ainsi dans la préface de son édition française de 1819 : « Le droit des gens naturel y doit entrer pour beaucoup. Devant servir de base à un système du droit établi entre les nations par des conventions expresses ou tacites, il vient en considération sous un double rapport. D'abord il remplit les lacunes qui ne se présentent que trop souvent dans un système du droit des gens positif, et sous ce rapport il est d'un usage essentiel ; ensuite il sert de ciment à ce même système, en classant et liant les principes ».

« En se vouant à l'étude du droit des gens moderne de l'Europe, on ne doit point s'attendre à voir toujours reconnue, par chacune des nations qui habitent cette

partie du globe, chaque thèse soit de droit, soit de fait que la théorie ne saurait se dispenser d'établir ou de conserver. L'auteur d'un ouvrage pareil à celui-ci est souvent obligé de s'en tenir uniquement aux abstractions que peut lui fournir une considération attentive et impartiale du droit des gens naturel et de quelques conventions et coutumes adoptées, sinon par tous les Etats d'Europe, du moins par la plupart d'entre eux. La théorie générale qui résulte d'une telle comparaison ne peut donc être appliquée dans un cas particulier qu'autant qu'elle se concilie avec les circonstances qui s'y rencontrent. Cette théorie n'étant jamais suffisamment autorisée pour déroger aux rapports spéciaux qui s'appuient sur des faits particuliers, en chaque cas qui se présente, l'homme d'Etat doit avoir égard, avant tout, aux relations particulières qui subsistent entre les puissances respectives. Mais malgré cette vérité fondamentale, les principes généraux sont de la plus grande importance, et ils ne devraient être négligés par aucun de ceux qui suivent la carrière diplomatique ».

En ce qui concerne les traités, considérés par ces auteurs comme la source primordiale du droit des gens, la distinction entre traités-lois et traités-contrats n'existe pas encore. G.F. de Martens aperçoit tout juste qu'il peut y avoir des traités qui dépassent le cadre des rapports individuels entre deux Etats¹ : « même les traités, quoique obligatoires pour les seuls contractants, servent souvent de modèle aux traités de ce genre à conclure avec d'autres puissances, d'où résulte une manière usitée de contracter. Quelquefois même ce qui est réglé par traités avec telles puissances s'observe avec d'autres par un

1. Introduction, p. 50.

simple usage ; de sorte qu'un même point peut être de droit conventionnel pour les uns, et de droit coutumier pour les autres ».

De même Klüber : « Encore n'est-ce que depuis peu seulement que quelques traités ont été reconnus comme obligatoires par le plus grand nombre des Etats européens (Acte final du Congrès de Vienne) »¹.

Quant à la coutume, Klüber en particulier l'apparente étroitement aux traités, en ce sens qu'il la conçoit comme un ensemble de « *conventions* » tacites. « Ces dernières, dit-il², prennent leur origine dans les actions concluantes ou dans les observances des Etats. Elles forment ensemble, avec les conventions expresses (traités), le droit des gens *conventionnel* ».

Les principes généraux du droit c'est, pour ces auteurs, le droit des gens naturel. Voici comment G.F. de Martens le définit : « Dans l'état naturel des individus, à défaut de règles positives et à défaut d'un juge humain, chacun suit ses propres lumières, tant par rapport aux principes qu'il puise dans son cœur ou dans sa raison, que par rapport à leur application aux cas particuliers qui s'offrent à lui. De là naît un état d'incertitude et de crainte réciproques qui, sans toujours dégénérer en violence, y expose continuellement ; donc la jouissance de ces droits et de ces avantages, dont il convient à l'intérêt réciproque des hommes de s'assurer, n'est que précaire dans l'état naturel absolu, par le défaut de certitude et de garantie. Les progrès de la raison, le consentement mutuel peuvent diminuer les incertitudes ; mais vu les passions de l'homme, il faut encore une force

1. p. 5.

2. p. 5.

commune pour servir de garantie contre la crainte réciproque ».

SECTION II

LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

On chercherait vainement dans les décisions rendues par nos tribunaux entre 1791 et 1848 des indications sur le problème des sources du droit des gens.

Il est intéressant de relever, en revanche, la manière dont la coutume, en droit des gens, est conçue dans ces décisions :

Tribunal de cassation, 16 messidor an VII. — S, 1791-an XIII. 1.219¹.

Attendu que l'art. 16, titre 1^{er}, livre II, ordonnance de 1681 *qui forme sur ce point le droit commun des puissances maritimes* porte que tout capitaine de navire est tenu avant de se mettre en mer de donner au greffe de l'Amirauté du lieu de son départ les nom et demeure des gens de son équipage, et qu'aux termes du règlement de 1778, sont de bonnes prises tous bâtiments chargés qui n'auront pas à bord un rôle d'équipage.

Ici, la Cour suprême découvre dans un texte français une règle qui forme, dit-elle, le droit commun des puissances maritimes. Il faut observer, en effet, que l'ordonnance de 1681 avait adopté une grande partie des décisions du « Consulat de la Mer » qui était « la loi

1. Recueil général des lois et arrêts, rédigés sur l'ancien recueil fondé par Sirey, revu par Devilleneuve et Carette, 1^{re} série 1791-1830, 1^{er} volume (1^{re} partie) p. 219.

commune à laquelle se soumirent volontairement presque toutes les nations commerçantes de l'Europe »¹. C'est pourquoi cette ordonnance devient bientôt la règle des jugements dans tous les tribunaux maritimes de l'Europe.

Ainsi, la coutume consiste ici dans une pratique générale des nations, adoptée dans le fonctionnement de leurs juridictions internes.

Dans la décision qui suit, la Cour suprême analyse d'une manière précise les deux éléments de la règle coutumière : pratique universelle et pratique considérée comme étant juridiquement obligatoire :

Sirey 1825-27.1.312, *Viturbi c. Totti*, cass. 6 mars 1826.

Les Anglais occupent la Corse en 1794 et établissent le juge unique qui condamne le sieur Viturbi à payer 7.000 fr. à une Dame Totti pour le meurtre de son mari.

Pourvoi de Viturbi contre un jugement de 1822 qui intervient pour l'exécution du jugement anglais de 1794 (vente forcée d'immeuble).

Viturbi invoque une lettre du Garde des Sceaux qui enjoint aux autorités locales de considérer comme non avenus les actes judiciaires émanés des tribunaux anglo-saxons :

La Cour rejette :

« Attendu qu'on ne peut assimiler les jugements prononcés entre des nationaux *inter incolas*, par les juges locaux d'un pays accidentellement soumis aux armes d'une puissance étrangère qui l'a conquis, aux jugements rendus en pays étrangers contre des étrangers ou contre des Français y résidant, lesquels sans sanction en France

1. Hubner, *De la saisie des bâtiments neutres*, 2 vol. 1759 ; Pardessus, *Collections des lois maritimes*, Paris, 1831.

ne peuvent y être exécutés que de l'autorité des tribunaux français, attendu qu'une coutume aussi ancienne qu'universelle chez les peuples civilisés est devenue une maxime incontestable du droit des gens, c'est que les faits, les actes, les contrats, les jugements intervenus entre les habitants pendant l'occupation d'un pays conquis et revêtus du sceau de l'autorité publique (qui n'est jamais censée défaillir dans les sociétés humaines) restent obligatoires et sont exécutoires après la retraite du conquérant, comme ceux intervenus avant la conquête, à moins qu'il n'ait contrairement été stipulé par des traités, ou que par des lois formelles il n'ait été dérogé à l'usage consacré par le droit public de l'Europe.

D'autre part, dans la période considérée, nos décisions font fréquemment appel, surtout au début de la période, aux principes du droit des gens :

Cour d'appel de Paris, 23 thermidor an XII. — S, 1791-an XIII. 2.312.

Le vendeur d'un domaine sis en France poursuit l'acquéreur en paiement d'une part à Amsterdam, d'autre part au Tribunal de la Seine, le défendeur élève l'exception de litispendance, laquelle est accueillie par le Tribunal de la Seine.

La Cour réforme le jugement, en visant directement et uniquement un principe de droit international : attendu qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre deux tribunaux français, mais de la compétence respective de deux tribunaux qui appartiennent à des puissances indépendantes, qu'il s'agit d'un contrat fait en France pour une propriété sise en France, sur laquelle les tribunaux de France peuvent seuls prononcer des jugements exécutoires.

On peut citer dans le même ordre d'idées nombre d'autres arrêts sur lesquels nous reviendrons à propos des matières particulières auxquelles ils se réfèrent :

Ainsi, un arrêt de cassation du 30 avril 1812 (Sirey, 1812-1814.1.89) Pisoni, faisant appel au principe suivant lequel l'occupation d'un pays par droit de conquête venant à cesser, les actes faits par le conquérant cessent avec elle ; d'autres font application du principe « de l'indépendance des nations et de leur territoire ». (Paris, 20 mars 1817. Sirey, 1815-1818.2.253, de Mortemart) ; ou de celui suivant lequel « la puissance politique dont chaque souverain est investi ne s'étend pas au delà de son territoire » (Cassation, 18 pluviôse an XII, Sirey, 1791, an XIII.1.929).

Les tribunaux français ont donc, sur les sources du droit des gens, des conceptions qui coïncident avec la doctrine régnante à l'époque considérée.

CHAPITRE II

LES LIMITES DE LA FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

SECTION I

LA DOCTRINE

Les auteurs de l'époque considérée sont très larges en ce qui concerne l'admission des exceptions qu'il est possible à un Etat d'opposer à la force obligatoire du droit positif.

Voici comment Klüber s'exprime sur ce qu'il appelle : le droit de nécessité¹ : « L'obligation de se conserver soi-même, l'emportant sur toutes les autres, la lésion de quelque droit que ce soit doit être excusée, si, dans un cas de nécessité évidente et absolue, un Etat placé entre quelques obligations envers un autre Etat et celle que lui impose sa propre conservation *status gentis extraordinarius, casus extremæ necessitatis*, donne la préférence à la dernière, et se dispense en faveur de la nécessité (*favor necessitatis, ratio status, vis extraordinarii* raison d'Etat), appelée même par quelques-uns droit de nécessité (*jus necessitatis*), de la stricte observation de la justice. Ce n'est point du tout ici ce qu'on a appelé

1. p. 75.

assez improprement droit de convenance, un prétendu droit fondé sur de simples avantages ou agréments à recueillir. L'Etat qui se prévaut de la faveur de la nécessité doit non seulement y mettre tous les ménagements possibles, mais aussi dédommager, autant que cela peut se faire, celui qui en souffre ».

De même, G.F. de Martens¹ : « Le droit de propre conservation autorise la nation à s'écarter d'un traité qu'elle ne pourrait plus accomplir sans causer sa propre perte ; cette faculté est même une condition tacite de tous les traités, et notamment des alliances, S'il est aisé d'abuser du principe, c'est en vain qu'on voudrait en disconvenir mais ce n'est pas sur la distinction entre le monarque qui promet et le peuple qui accomplit qu'on peut vouloir le faire reposer ».

De Martens énonce ainsi la règle de l'excuse de force majeure :² « L'impossibilité physique dans laquelle une nation se trouverait d'accomplir un traité conclu par elle le rend non obligatoire, mais ne la dispense pas d'une indemnité, si cette impossibilité a été prévue ou causée par sa faute. Il en est de même de l'impossibilité morale à l'égard des traités dont l'accomplissement blesserait les droits d'un tiers. De deux traités conclus avec diverses nations, s'ils sont incompatibles, le plus ancien doit être préféré, sauf l'indemnité à fournir à l'autre nation si la collision peut se prévoir et si la partie contractante peut être présumée l'ignorer ».

1. p. 166.

2. p. 167.

SECTION II

LA JURISPRUDENCE

Nos tribunaux ont-ils adopté le même point de vue que de Martens et Klüber sur les limites de la force obligatoire du droit positif? Dans l'affaire du Carlo-Alberto, laquelle se rattachait à un incident d'une très vive acuité politique, savoir le débarquement, en avril 1832, de la duchesse de Berry, la Cour de cassation a eu l'occasion de définir ce qu'il convient de considérer comme la légitime défense en droit des gens :

« Le bateau sarde à vapeur, le Carlo-Alberto, capitaine George Zara, partit le 24 avril 1832 de Livourne avec la destination de Barcelone. Dans la nuit suivante, il reçut sur la place de Via Reffio, S.A.R. Madame la Duchesse de Berry et diverses personnes de sa suite, qui avaient été inscrites, pour la plupart sur les papiers de l'expédition à Livourne sous des noms supposés ».

Dans la nuit du 28 au 29 avril, S.A.R. débarqua avec six personnes de sa suite sur la côte occidentale de Marseille à l'aide d'un bateau pêcheur qui guettait le passage du Carlo-Alberto ».

« Le gouvernement français avait été informé du projet de Madame la Duchesse de Berry de se rendre en France afin d'y réchauffer, par sa présence, le zèle de ses amis, dans le but de rétablir le duc de Bordeaux, son fils, sur le trône que ses aïeux avaient occupé pendant une longue suite de siècles et dont ce prince avait été éloigné par la Révolution de 1830 ».

« Le ministère français donna l'ordre immédiatement

au bâtiment de la marine de l'Etat, le Sphinx, de surveiller le Carlo-Alberto, il n'apprit pas d'ailleurs, aussitôt qu'il eût été effectué, le débarquement de Madame la Duchesse de Berry ».

« Le Carlo-Alberto, après avoir touché le 30 avril à Roses en Catalogne, se trouvait le 3 mai, à midi, à la hauteur de la Ciotat, petit port français à l'est de Marseille il se vit dans la nécessité, par suite de la rupture de sa chaudière, de chercher à entrer dans ce port en relâche forcée ».

« Or, au moment où il se disposait vers sept heures du soir à pénétrer dans le port de la Ciotat, il fut capturé par le Sphinx venu à toute vitesse de Toulon »¹.

La Cour d'Aix, le 6 août 1832, déclare nulles les arrestations opérées au moment de la saisie du navire, pour deux motifs :

1^o l'un tiré de la notion d'exterritorialité du navire,

2^o l'autre tiré de l'idée de relâche forcée et dont nous reparlerons dans la suite de cet ouvrage.

La Cour de cassation saisie d'un pourvoi par le procureur général près la Cour d'appel d'Aix, annule cette décision le 7 décembre 1832 en s'appuyant notamment sur la théorie de la légitime défense.

Le procureur général Dupin avait dit, sur ce point, dans son réquisitoire, que ni le principe de l'exterritorialité du navire ni la règle de l'immunité dont jouit le navire même ennemi en cas de relâche forcée n'étaient plus applicables du moment que l'on se trouvait en présence d'un navire et d'un équipage qui étaient les instruments d'un complot et venaient de servir à l'exé-

1. De Cussy, *Phases et causes célèbres du droit maritime des nations*, Leipzig, 1856, p. 83.

cution de ce crime. En vertu du droit « *de défense naturelle* » le gouvernement pouvait faire saisir ce navire et faire arrêter son équipage.

Le procureur général, examinant la fiction d'exterritorialité, soutient « qu'elle produit son effet dans certains cas, mais qu'elle cesse quand elle ne pourrait prévaloir qu'aux dépens de la vérité »¹.

Un vaisseau qui navigue en pleine mer, patrimoine commun de toutes les nations, ... a une sorte de territoire autour de lui ... qui a pour mesure la portée de ses canons... mais quand il aborde une côte, un port... d'un autre Etat, il ne conserve plus la même indépendance... ce qui lui reste sera modifié par la souveraineté de la terre et de ses dépendances... Il sera, comme tous les étrangers, obligé de se conformer aux lois de police et de sûreté (Code civil, art. 3). Ainsi il devra... satisfaire aux exigences des douanes... observer les règlements sanitaires... et surtout s'abstenir de tout acte faisant préjudice contre la sûreté de l'Etat côtier, les tribunaux de cet Etat seront compétents pour en connaître.

Cette vérité dérive du droit de défense naturelle. Le procureur général cite à ce propos l'avis du Conseil d'Etat du 20 novembre 1806 : « Un vaisseau neutre ne peut indéfiniment être considéré comme un bien neutre, et la protection qui lui est accordée dans les ports français ne saurait dessaisir la juridiction territoriale pour tout ce qui touche aux intérêts de l'Etat ».

Or le Carlo-Alberto, au moment de l'arrestation de son équipage venait de débarquer sur le territoire français des conspirateurs et une personne, la duchesse de

1. Sirey, 1832,

Berry qui avait été *bannie* ; ces passagers ont allumé en France une guerre civile en Vendée.

Le procureur général examine ensuite si le fait que le navire était en relâche forcée peut être pris en considération. Il cite Merlin « *Répertoire* : Prise maritime § 4 » qui remarque que le droit français n'admet pas l'exception au droit de capturer le bâtiment ennemi, tirée de l'idée de relâche forcée (Art. 14 du règlement du 26 juillet 1776).

Observons que Merlin dans ce passage de son *Répertoire* déplore sur ce point le manque d'esprit chevaleresque de notre droit.

Aussi, Dupin s'attache à démontrer que le Carlo-Alberto n'était pas en état de relâche forcée, plus exactement que cette situation ayant été pour ce navire la suite de son délit, son équipage était à ce moment-là en « flagrant délit » ce qui autorisait leur arrestation immédiate.

Le procureur général entend ainsi s'abriter derrière la loi : « Le Gouvernement, dit-il à la Cour, ne vous demande pas des services, il ne vous demande que des arrêts, des arrêts conformes à la loi, car c'est uniquement avec la loi qu'il veut sévir contre ses ennemis ».

Dupin admet que la Cour d'Aix avait le droit de juger les conditions de l'arrestation des prévenus déférés devant elle, et il déplore à ce propos que les juges du duc d'Enghien n'aient pas cru pouvoir examiner les circonstances de l'arrestation du jeune duc.

Dans le cas du Carlo-Alberto, l'arrestation faite au mépris de l'exception dite de relâche forcée, se justifiait parce que, un délit venant d'être commis, elle

était, du fait de l'Etat côtier, l'exercice de son droit de défense naturelle ¹.

L'avocat des prévenus fit remarquer que cette théorie pourrait difficilement être invoquée puisqu'au moment de l'arrestation le navire avait terminé sa mission, sa célèbre passagère ayant été débarquée quatre jours avant.

La Cour de cassation adopta la solution du procureur général en admettant implicitement la doctrine du droit de défense naturelle.

Il existe en droit international positif une théorie dite théorie de la « self défense ». C'est une doctrine britannique qui autorise dans certains cas l'exercice de la juridiction répressive sur des navires étrangers, même en haute mer. M. le professeur Gidel ² cite à ce propos le cas du navire *Virginius*. Il critique cette conception qui n'est pas autre chose qu'une application de la théorie du droit de nécessité. M. Gidel fait observer que cette théorie est la négation du droit international.

Les auteurs allemands ont invoqué cette théorie en 1914 pour justifier l'invasion de la Belgique. L'excuse de la nécessité, si elle était admise en droit international, y prendrait de tels développements qu'il n'y aurait plus aucune règle obligatoire.

Il est de la plus haute importance de se demander si la jurisprudence française s'est laissée dominer par cette théorie au début du XIX^e siècle. S'il en était ainsi, nous aurions ainsi dégagé un aspect de cette jurisprudence susceptible de nous éclairer sur l'ensemble de son système de droit international. D'ailleurs, le portrait

2. Sirey, *loc. cit.*, p. 589.

1. *Droit international public de la mer*, t. I, p. 353.

qu'il serait dès lors facile de tracer de ce système ne serait pas très flatteur.

Ce qui pourrait nous porter à admettre une réponse affirmative à la question ainsi posée, c'est le précédent fourni à cette époque en la matière par l'affaire de l'arrestation sur le territoire du duché de Bade, du duc d'Enghien, en 1804.

Ayant reçu une série de rapports aux termes desquels un corps de troupes dirigé par des émigrés, avec le duc d'Enghien pour chef se formerait sur le territoire du duché de Bade, Napoléon envoie un détachement d'un millier d'hommes dans cet Etat et fait arrêter le duc d'Enghien, qui a eu ensuite à Vincennes le sort que l'on connaît.

Napoléon s'expliqua ainsi sur cette violation de territoire :

« L'inviolabilité des territoires n'a pas été imaginée dans l'intérêt des coupables et pour protéger les violations du droit des gens, mais dans l'intérêt de l'indépendance des peuples et de la dignité des souverains : c'était donc au souverain seul de Bade à se plaindre, et il ne le fit pas »¹.

Voici d'autre part, quel était l'état du droit international à cette date précise de 1804, d'après l'ouvrage de Rayneval : *Institutions du droit de la nature et des gens*, dont la 2^e édition venait d'être publiée en 1803.

« Distinguons avec les alliés de l'ennemi et les neutres, suivant l'hypothèse que l'on voudra admettre pour le territoire de Bade ».

« § 1. La neutralité suppose la plus parfaite impartialité. Le moindre acte de faveur exclusive pour l'une

1. Cité par Chevallay, *op. cit.*, p. 99.

ou pour l'autre des deux parties belligérantes, la détruit.

« § 2. L'effet de la neutralité est de faire respecter le pays de la nation neutre. Les puissances en guerre ne peuvent ni y passer, ni y séjourner, ni y recruter, ni en tirer des armes, pas même des subsistances, à moins que cette faculté ne soit commune aux deux parties ».

« En fait, un rassemblement ennemi passait, ou séjournait, ou recrutait, ou subsistait sur le territoire de Bade : il n'y avait donc plus neutralité et l'effet de la neutralité, qui est de faire respecter le pays de la nation neutre, ne se produisait plus ».

« Quant aux alliés tacites de l'ennemi: ».

« § 4. p. 252 : « Il suffit qu'on aide mon ennemi à me nuire d'une manière quelconque pour que j'aie le droit de m'en plaindre et de l'empêcher ».

« Aussi, il semble que la question est plutôt du ressort de la prudence politique que de celui du droit des gens ; c'est à moi, et à moi seul, de juger si j'aime mieux supporter la prestation faite contre moi d'un secours limité, que de provoquer et d'avoir un ennemi de plus à combattre : ma position, mon intérêt, ma conservation peuvent seuls être mes guides dans une pareille occurrence. Quant au droit, il me paraît incontestable ».

Rayneval appuie ses opinions d'une discussion des principes de Wolff et de Vattel et le droit lui paraît incontestable. « Mais, dit-il, cette question n'est point du ressort du droit des gens. Comme elle est cependant une question de rapports entre nations, elle rentre donc, d'après lui, dans le droit de la nature. Nous sommes donc amenés à croire que Bonaparte vit également dans cette affaire une question de droit naturel fondé sur le droit de conservation et de réciprocité »¹.

1. Chevalley, *op. cit.*, p. 99.

En réalité, il n'y a pas ici autre chose qu'une application de la théorie du droit de nécessité.

La décision de la Cour de cassation se rattache, au fond, à la même doctrine.

On ne saurait en conclure néanmoins que la jurisprudence française, s'inspirant d'ailleurs de la doctrine de son temps¹ ait admis comme une théorie courante celle du droit de nécessité. La Cour suprême s'est vue contrainte de recourir à un tel argument par la faute de la fiction, encore en vigueur à ce moment-là, de l'exterritorialité du navire. Cette fiction qui nous apparaît même dans l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 octobre 1806 (« Considérant qu'un navire ne peut être indéfiniment considéré comme lieu neutre », lit-on dans ce document), ne cessa de régner dans le droit positif français qu'après les circulaires du Ministre de la Marine des 24 juin et 28 octobre 1856². Ses applications conduisaient à des conséquences incompatibles avec l'exercice du droit de police locale, dans l'intérêt de la sécurité publique. Comme beaucoup de fictions, celle-ci était une source d'erreurs. La réalité a fini ici par réapparaître et par amener sa disparition. Aujourd'hui un cas analogue à celui du Carlo-Alberto serait résolu dans le même sens sans qu'il soit indispensable de faire appel à une théorie aussi dangereuse que celle du droit de nécessité. L'arrêt du 7 septembre 1832 trouve ainsi une sorte de justification. D'ailleurs il constitue un exemple tout à fait isolé de l'idée de « self defence ».

1. Voir les passages ci-dessus cités de Klüber et de C.F. de Martens.

2. M. Travers, *Le droit pénal international*, t. III, p. 220.

CHAPITRE III

LA FORCE OBLIGATOIRE DES TRAITES EN DROIT INTERNE

SECTION I

LA DOCTRINE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

Pour les auteurs de cette période, la question de l'autorité du traité en droit interne et celle au conflit entre la loi interne et le traité international ne paraissent pas s'être posée.

Les positivistes tels que Klüber et C.F. de Martens ne diffèrent pas d'opinion sur ce point avec les représentants de l'Ecole du droit naturel tels que Vattel. Tous sont restés attachés au principe posé par Grotius : livre II, chapitre 14. : « De ce que nous avons dit ressort aussi combien est faux ce que quelques-uns enseignent, que les contrats des rois sont des lois... Car un droit ne naît, en vertu des lois, au profit de personne contre le roi ; aussi ne fait-il de droit à personne s'il les révoque. Il pêche toutefois s'il le fait sans juste cause. Mais un droit naît des promesses et des contrats. Les contractants seulement sont liés par les contrats,

1. Edition Pradier Fodéré, Paris 1867, t. II, p. 238.

tous les sujets le sont par les lois ». Ici, Grotius, s'appuyant implicitement sur l'adage *res inter alios acta*, affirme que les traités n'ont d'effets qu'entre les parties contractantes et que les particuliers ne peuvent en invoquer les dispositions.

De là résulte que les tribunaux internes n'auraient pas à connaître de leur application. Mais Grotius ajoute : « Il peut y avoir cependant des actes mêlés de contrats et de lois, tels que le contrat fait avec un roi voisin ou avec un fermier des impôts, *lequel contrat est en même temps publié pour servir la loi*¹. en tant qu'il renferme des choses qui doivent être observées par les sujets ». De cette phrase, Heffter² a cru pouvoir déduire que « les traités publics » réels « qui concernent les sujets et leurs rapports individuels ont la même autorité que les lois de l'Etat s'ils ont été contractés et publiés régulièrement ».

Comme d'autre part Grotius proclame l'inviolabilité des traités, il admet donc implicitement que la loi interne postérieure qui va contre le traité constitue une infraction au droit international et un manquement au principe du respect des traités.

Nos auteurs s'efforcent tout particulièrement de démontrer que la force obligatoire des traités ne disparaît pas avec le souverain qui les a contractés. « L'inviol-

1. Dans un autre passage, Grotius parle aussi de la nécessité de la *notification* du traité aux sujets (c'est-à-dire de sa promulgation et publication) pour que les termes leur en soient opposables. t. II, p. 501 : La trêve ou toute autre convention politique oblige les parties contractantes du moment que l'accord est fait et conclu, mais pour ce qui est des sujets de part et d'autre, ils ne commencent à entrer dans quelque obligation à cet égard que, quand la convention a reçu forme de loi, c'est-à-dire qu'elle a été solennellement notifiée... de sorte que si, avant cela, les sujets font quelque chose contre le traité, ils ne seront passibles d'aucune peine ».

2. *Le droit international de l'Europe*, trad. J. Bergeon, annoté par Geffcken, Paris, 1883, p. 213.

labilité des traités.. doit.. former pour toutes les nations une loi commandée par le but de l'Etat. Cette loi est également sainte *pour tous les membres et parties de l'Etat* ; car c'est au nom de tous que les traités sont conclus ; elle ne cesse d'être obligatoire qu'avec l'entier anéantissement de l'Etat, de sorte que les changements qui surviennent dans sa constitution politique ou dans la personne du gouvernement n'y peuvent porter préjudice, dit Klüber ¹. A l'époque de Grotius, les monarques sont des souverains absolus et il pouvaity avoir des difficultés à expliquer comment les traités passés par eux s'imposaient à leurs successeurs. A l'époque que nous considérons, la théorie du régime représentatif a fait son apparition et ces difficultés ont disparu. Le Chef de l'Etat contracte au nom de la Nation, c'est pourquoi le traité reste obligatoire, quels que soient les changements qui surviennent dans le personnel qui représente l'Etat. De plus il paraît plus aisé de soutenir la prééminence du traité sur la loi interne, en faisant le raisonnement suivant : la Nation toute entière est obligée par le traité, et si le législateur ne respecte pas celui-ci, le juge lié aussipar le traité doit écarter la loi violatrice de ce traité.

Cependant, répétons-le, aucun de nos auteurs n'a eu l'occasion de parler de cette prééminence de l'acte international ². Vattel (Livre II, chap. XVII, § 311 ³, étudie longuement les conflits ou « collisions » entre les lois ou entre les traités, mais jamais ceux pouvant survenir entre *loi* et traité. Il indique que s'il y a collision entre

1. *Op. cit.*, p. 208.

2. C'est pourquoi ils n'ont pas eu à examiner la question des rapports entre le législatif et le judiciaire ; cette question apparaît dès que l'on soulève le problème de la prééminence du traité sur la loi.

3. p. 294 de l'édition Pradier Fodéré, Paris, 1863.

deux traités faits avec deux Etats différents, le plus ancien l'emporte. On peut tirer de là que la loi interne postérieure doit céder le pas au traité antérieur, mais Vattel n'envisage pas cette hypothèse.

En réalité, il semble bien que ces auteurs admettent comme allant de soi que l'on ne peut pas par une loi interne déroger à un acte international et si ce dernier intéresse les sujets de l'Etat, les tribunaux appelés à appliquer le traité doivent préférer ce dernier à la loi. Cette solution ne se heurtait chez ces auteurs à aucun principe contraire et elle pourrait paraître en harmonie avec leur système général, puisqu'elle ne constituait pas au fond une bien sérieuse limitation à la souveraineté étatique. Nous avons vu, en effet, quelle place occupait dans la doctrine de cette époque la théorie du droit de nécessité qui permettait de justifier beaucoup d'atteintes au principe de l'inviolabilité des traités et partant à celui de la prééminence du traité sur la loi interne.

SECTION II

LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

Les arrêts que nous allons commenter peuvent être classés de la manière suivante :

- 1° Ceux relatifs à la nécessité de la promulgation des traités ;
- 2° Ceux relatifs au conflit entre la loi et le traité ;
- 3° Ceux relatifs aux traités heurtant l'ordre public français.

1^o *Promulgation des traités* :

Nous avons ici deux arrêts qui paraissent divergents :

Dans l'un, en date du 28 novembre 1834, (Jaugé), la Cour de cassation refuse de faire application d'un traité parce qu'il n'a pas été « *promulgué* ». Dans l'autre, en date du 24 juin 1839, la Cour suprême fait au contraire état d'une clause secrète incluse dans une convention diplomatique.

Observons que personne ne semble distinguer à ce moment promulgation et publication. On emploie tantôt le mot promulgation, tantôt celui de publication et quelquefois notification, sans attribuer à chacun de ces termes un sens différent.

Un auteur de l'époque¹ écrit : « L'usage est d'insérer les traités au *Bulletin des Lois* et même souvent de les faire suivre d'une ordonnance qui prescrit leur application ».

La Cour de cassation (28 novembre 1834, Jaugé. Sirey 1834.1.823) eut à statuer sur la question suivante :

« Au mois de juillet 1834, le sieur Jaugé, banquier à Paris, et plusieurs autres personnes furent arrêtées et poursuivies sous la prévention d'avoir pratiqué des manœuvres et entretenu des intelligences avec Don Carlos, considéré depuis le traité de la Quadruple-Alliance du 22 avril 1834, comme ennemi commun de la France et de l'Espagne, son alliée,... en facilitant la rentrée du Prétendant dans ce dernier pays, en concourant à un emprunt, à des enrôlements et armements en sa faveur, etc... crimes ou délits prévus par les art. 76 77 et 79 du Code pénal... ».

La Chambre d'accusation de la Cour royale de Paris

1. Beaussant, *Code maritime*, t. II, livre IV, titre 8, n^o 101.

ayant refusé d'admettre les poursuites, le ministère public s'était pourvu en cassation pour fausse interprétation des traités et fausse application de l'art. 13 de la Charte relatif à la force obligatoire des traités passés par le Roi.

Le procureur général Dupin porta la parole en ces termes sur la question de la promulgation du traité du 22 avril 1834 : « Et d'abord, avant tout, ce traité a-t-il été promulgué ? »

Il n'est pas au *Bulletin des Lois*, il n'est connu que par les journaux, notoriété insuffisante, car il ne s'agit pas d'une connaissance telle quelle mais d'une connaissance officielle, légale qu'on ne saurait trouver dans les journaux qui publient tant de mensonges à côté de tant de calomnies !

Une expédition du traité est au dossier, mais elle a été fournie depuis le procès et pour le procès.

Or, le principe général que les lois n'obligent pas si elles ne sont promulguées (*non obligat lex nisi promulgata*) est applicable aux traités. Le senatus consulte du 16 thermidor an X (art. 58) et celui du 28 floréal an XII (art. 41) en contiennent la disposition formelle.

Qu'est-ce à dire, que cette disposition se trouve abrogée parce qu'elle n'a pas été répétée dans la Charte ? Mais combien d'autres règles importantes de la législation n'emprunte-t-on pas à ces senatus consultes, bien qu'elles n'aient pas été reproduites par la législation postérieure ! Le droit de censure suprême, par exemple, que vous exercez sur tous les tribunaux n'est écrit que dans les senatus consultes de thermidor an X ; ce droit en est-il moins certain et reconnu ? Il faut donc une promulgation comme pour les lois, il la

faut surtout lorsque les traités intéressent les droits des citoyens.

Le droit accordé au roi constitutionnel de négocier, de faire les traités de paix et de guerre, n'est pas plus étendu que celui qui était attribué à l'empereur. L'esprit de la Charte a été de moraliser la prérogative et non de la rendre immodérée et contraire au droit naturel. Les traités passés par le roi sont obligatoires envers les nations contractantes (sauf toujours l'intervention des Chambres pour les points où elle est nécessaire), voilà le sens de l'art. 13 ; mais il n'est pas de soumettre les citoyens à des pénalités pour des faits et d'après des conventions qu'ils ne connaissaient pas. Autrement les citoyens seraient plus mal traités que l'ennemi ; pour celui-ci il faut une déclaration de guerre, et pour les citoyens on les mettrait immédiatement en guerre avec le traité qu'ils ignorent.

Ce n'est pas qu'il ne puisse exister des traités non publiés, des traités secrets, gardés en portefeuille ; mais alors leurs effets se bornent aux gouvernements qui les ont signés et ne s'étendent pas aux citoyens pour qui ils sont inconnus. La politique peut user de réticence et de dissimulation, elle a ses *ignocenda quidem*... La justice procède autrement : avant qu'on puisse punir un fait, il faut que la défense du fait ait été publiée et connue.

Et voyez la difficulté, si l'on admet que le traité soit obligatoire sans promulgation : de quel jour cette force obligatoire commencera-telle pour les citoyens ? Du jour de la signature ou de la ratification, donnée peut-être en pays étranger, à quatre ou cinq cents lieues de distance ? Le traité peut rester secret pendant longtemps,

peut-être ne sera-t-il connu que par le fait d'une puissance étrangère, par l'indiscrétion, par la trahison d'un secrétaire. Sera-ce de cette publicité furtive, de ce larcin diplomatique, de cette révélation payée à un traître que datera l'obligation ou du jour de la date réelle restée inconnue dans le portefeuille des Affaires étrangères.

Ainsi la nécessité de promulgation à l'égard des citoyens existe pour les traités aussi bien que pour les lois. Le droit est, d'ailleurs, si certain que le fait y répond, et que sur un nombre assez notable de traités, il n'en est presque pas un seul qui n'ait été promulgué. En matière civile, la promulgation est nécessaire, et quand bien même aucune disposition de nos lois ne la prescrirait en matière pénale, la force des choses, la raison humaine voudraient qu'on ne pût être frappé par une loi qu'on ignore ».

La Cour statua en ces termes sur le point qui nous occupe : « La Cour — sur les premiers et deuxième moyens tirés : 1° de la fausse interprétation du traité dit de la Quadruple Alliance, en date du 22 avril 1834, ratifié le 3 mai suivant ; 2° de l'application vicieuse des art. 58 du senatus-consulte du 4 août 1803 et 4 du senatus consulte du 18 mai 1804 et de la violation de l'art. 13 de la Charte constitutionnelle : — Attendu que le traité du 22 avril 1834, ratifié le 31 mai suivant, n'a pas été promulgué en France, que dès lors il n'a pu légalement devenir la base d'une poursuite judiciaire et que dans ces circonstances, la Cour Royale de Paris, Chambre des mises en accusation, loin de violer les articles précités des senatus consultes susdatés en a fait une juste application ... ».

De cette décision et des observations du ministère

public qui l'ont précédée, il découle nettement qu'en matière pénale en particulier, les dispositions d'un traité ne peuvent être opposées à un citoyen tant qu'elles n'ont pas été « publiées ». Mais, comme nous l'avons dit, il n'apparaît pas dans ces documents qu'une distinction doive être faite entre promulgation et publication.

Voici maintenant une décision dans laquelle la Cour de cassation fait application d'une clause secrète contenue dans un traité, mais ceci en matière civile :

24 juin 1839. Duc de Richmond. Sirey, 1839-1.577 :

La terre d'Aubigny avait été donnée par Louis XIV à la duchesse de Portsmouth, à laquelle Charles II, roi d'Angleterre désigna pour successeur le duc de Richmond.

Le troisième duc de Richmond en était propriétaire lors des guerres de la Révolution et cette terre fut mise sous séquestre en 1806, comme tous les biens des sujets britanniques. L'art. 4 du traité de Paris, du 30 mai 1914, stipula qu'il serait donné main-levée des sequestres apposés. Un article secret ajouta que le sequestre apposé sur le duché d'Aubigny serait levé et le duché restitué au duc de Richmond.

Le quatrième duc en ayant repris possession se vit, en 1834, assigné en partage par les sœurs du troisième duc, ceci en vertu de la loi française.

Le duc se défendait en prétendant que les conventions diplomatiques intervenues dérogeant aux lois successorales françaises l'investissait en qualité d'unique héritier du troisième duc, de la pleine propriété de la terre d'Aubigny.

La Cour, tout en observant que la clause secrète relative au domaine d'Aubigny n'avait jamais été publiée ni insérée au *Bulletin des Lois*, se livre à une

analyse approfondie des dispositions qu'elle contient et en conclut que la clause en question n'a pu déroger à la loi française.

On ne peut s'empêcher d'observer que si la Cour avait voulu rester fidèle à la solution adoptée par elle en 1834, elle aurait dû décider que l'article secret du traité du 30 mai 1814 n'ayant pas été publié, le texte ne devait pas pouvoir être invoqué dans l'espèce et que dans ces conditions il n'y avait même pas lieu de chercher à en interpréter les termes.

2° *Conflit entre la loi et le traité*

On constate ici une assez nette divergence entre la manière de voir des tribunaux judiciaires et celle des tribunaux administratifs.

a) *Jurisprudence judiciaire :*

Cassation, 15 juillet 1811, Dame Champeaux-Grammont contre Cardon (Sirey, 1809-1811-1.377).

La dame Champeaux-Grammont, épouse du sieur Milet, part avec lui en Russie en 1791.

En 1800, elle fait prononcer l'annulation de son mariage par un tribunal russe et épouse le sieur Cardon, professeur de harpe du tsar. Elle obtient en même temps du souverain un ukase légitimant l'enfant adultérin qu'elle avait eu avec Cardon.

En l'an X, les époux étant revenus en France, le sieur Cardon meurt en laissant un testament dans lequel il lègue sa fortune à la dame Champeaux-Grammont et à son enfant légitimé.

Le frère de Cardon, Hyacinthe, attaque ce testament devant les tribunaux russes pour les biens de feu Cardon se trouvant en Russie, mais ces tribunaux repoussent

ses prétentions et reconnaissent pleine valeur au testament.

Il saisit alors les tribunaux français. Le 10 mars 1807, le Tribunal de la Seine proclame la nullité de l'espèce de divorce intervenu et de la légitimation scandaleuse obtenue en Russie. Il prononce en conséquence la nullité du testament. De même, en appel, la Cour de Paris.

Pourvoi de la dame Champeaux-Grammont : moyen : le traité du 11 janvier 1787, art. 16, décide que « dans le cas où il s'élèverait des contestations sur l'héritage d'un russe mort en France, les tribunaux du lieu où les biens du défunt se trouveront devront juger le procès suivant les lois de France. Sa Majesté l'Impératrice s'engage à assurer la réciprocité relativement aux stipulations de cet article », ce qui signifie, dit la requérante, que les décisions des tribunaux russes ont l'autorité de la chose jugée en France.

La Cour accueille le pourvoi :

« Attendu que dans l'espèce, il existait sous la date du 11 janvier 1787, un traité de commerce... qui attribue au cas où un Français décède en laissant des biens en Russie, compétence aux tribunaux russes pour juger selon leurs propres lois tous les débats auxquels la propriété de ces biens peut donner lieu et même dans le cas où dans le procès il s'agiterait incidemment une question d'état-civil ;

« Que c'est en exécution de cet article 16, alors encore en vigueur, ainsi qu'il résulte d'une lettre officielle du ministre des Relations Extérieures de France, du 26 juin dernier, que les tribunaux russes... (ont jugé) ; que ces jugements devaient avoir et avaient efficacement en

France la même autorité de la chose jugée que s'ils étaient émanés de tribunaux français ;

« Qu'en conséquence, il n'était pas permis au sieur Cardon de débattre à nouveau ses droits dans la succession pour ce qui en avait été réglé par les tribunaux russes ; ni aux tribunaux français de les juger à nouveau..

« Casse... »

Le procureur général Merlin s'était exprimé sur le point qui nous intéresse dans les termes suivants :

« On dit... que la demanderesse n'a pas invoqué devant la Cour de Paris l'article du traité en vertu duquel avait été rendu en Russie le jugement dont elle réclamait l'exécution ».

« Mais qu'importe qu'elle ne l'ait pas invoqué ? »

« Le traité du 11 janvier 1787 était une loi pour la France comme pour la Russie ; il avait été publié en France immédiatement après sa signature ; aucun tribunal français ne pouvait le méconnaître ; et plusieurs fois vous avez cassé des arrêts pour avoir contrevenu aux traités passés entre la France et des nations étrangères, comme vous les auriez cassés pour avoir contrevenu aux lois particulières de la France. Il est même à remarquer que, le 21 brumaire an XIII, au rapport de M. Cochard, vous avez rejeté, en vous fondant sur l'art. 17 du traité du 11 janvier 1787, l'opposition formée par le sieur Raimbert à un arrêt de l'ancien Conseil d'Etat du 6 septembre 1790, par lequel un arrêt du Parlement de Rouen avait été cassé comme contraire à cet article ».

Ce qu'il y a de particulièrement remarquable dans la décision de la Cour suprême, c'est qu'une loi postérieure au traité était manifestement en contradiction avec

l'acte international. La Cour a écarté cette loi pour maintenir pleine force obligatoire au traité.

Celui-ci avait décidé en 1787, que les contestations sur l'héritage d'un Français en Russie seraient jugées par les tribunaux russes, *suivant les lois russes*, même, ajoute la Cour interprétant le traité, pour les questions d'état-civil. Cet acte soumet donc tous les Français en Russie aux lois russes, même pour les questions d'état, du moins à l'occasion des procès de succession.

Or la loi du 20 septembre 1792, art. 20, section I, a décidé que toute personne engagée dans les liens du mariage ne peut en contracter un second que le premier n'ait été dissous conformément aux lois, et l'art. 3 du Code civil, Titre préliminaire, promulgué le 15 mars 1803, dispose que les lois françaises concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étrangers.

Dans l'espèce, le mariage Champeaux-Grammont-Milet avait été dissout par le Consistoire de Mohilof, pour ce motif qu'il avait été contracté sous l'empire d'une crainte révérentielle. Ceci n'a jamais été en France un motif suffisant pour rompre un mariage. La dissolution du mariage en question n'était donc pas conforme aux lois de France.

C'est bien la loi française pourtant qu'il aurait fallu observer en l'espèce. La loi de 1792 ne le dit pas expressément mais s'agissant de l'état des personnes, on ne peut pas supposer que cette loi ne soit référée à d'autres lois que les lois françaises¹. On est en effet dans un domaine où l'ordre public est en jeu. Et d'ailleurs l'application de la loi étrangère n'aboutirait-elle pas à faire

1. D'ailleurs le Code civil, art. 3, s'exprime nettement sur ce point.

reconnaître en France la validité d'une légitimation scandaleuse, heurtant violemment l'ordre public, la légitimation d'un enfant adultérin, acte « inouï » dans nos mœurs à toutes les époques de notre législation, avait dit la Cour d'appel dans son arrêt du 11 février 1808.

La Cour suprême, si elle avait cru devoir respecter l'autorité du législateur français, n'aurait pas manqué de refuser toute efficacité à une décision judiciaire étrangère, en si complète opposition avec les bases de notre droit de la famille. Mais l'autorité de la décision législative devait, à ses yeux, céder le pas à la force obligatoire de l'acte national. On voit ici la différence existant entre l'attitude de la Cour suprême en 1811 et le point de vue adopté par elle en 1831¹.

b) *Jurisprudence administrative:*

Dès le début de son existence, le Conseil d'Etat a fait preuve d'une certaine réserve à l'égard des traités internationaux. On sait qu'aujourd'hui il a pris depuis longtemps le parti de s'abstenir, appliquant la théorie des actes de gouvernement à tout litige qui lui est soumis et portant « sur le sens et la portée d'une convention diplomatique ». (C.d'E., 21 janvier 1927, Dalloz, 1929-2.51).

Mais à l'époque sur laquelle porte notre étude, le Conseil d'Etat n'avait pas encore adopté une attitude aussi nette.

Jusqu'en 1840, sa jurisprudence est hésitante, en cette matière :

1. Dans un arrêt du 6 avril 1819 (Flavigny c / Adair) Sirey 1879.1.53, la Cour suprême a eu à examiner le cas de la loi *postérieure* au traité se trouvant en contradiction avec celle-ci. Elle n'a considéré la loi nouvelle comme applicable que parce que les lettres patentes du 18 janvier 1787, que cette loi nouvelle modifiait, n'avaient pas, d'après elle, le caractère d'un traité.

Le 17 juillet 1816, le Conseil d'Etat annule une décision du Conseil des prises, qui avait été rendue contrairement aux termes d'une convention passée par le Gouvernement avec le Bey d'Alger. Cette convention stipulait que huit bâtiments algériens seraient exceptés des dispositions ordonnées par les décrets de Berlin et de Milan et en conséquence ne pourraient être capturés. Un de ces navires ayant été pris par le corsaire *Le Brave*, et la prise ayant été confirmée par le Conseil des prises, le Conseil d'Etat annule cette décision : « Considérant quant au fond, qu'il résulte des pièces nouvellement produites qu'il avait été fait entre le gouvernement et la Régence d'Alger, un accord qui exceptait le *Gioseppino* avec plusieurs autres bâtiments algériens de l'action des décrets de Berlin et de Milan, et que les corsaires sont indéfiniment soumis dans leurs expéditions à l'exécution des traités et conventions passés entre le Gouvernement et les puissances étrangères ;

« Considérant néanmoins que, d'après les lois et règlements existant au moment de la capture, le corsaire *Le Brave* n'est pas répréhensible pour avoir arrêté le *Gioseppino* ;

« Art. 1^{er}. — La décision du Conseil des prises du 23 décembre 1812 est annulée et le prix provenant de la vente du *Gioseppino* et de son chargement sera restitué aux propriétaires.

« Art. 2. — Les dépens sont compensés entre les parties ».

Le 17 juin 1820, le Conseil d'Etat commence par affirmer au contraire, qu'il n'est pas compétent pour juger des questions relatives à l'exécution des conventions diplomatiques. (Corsaire *Le Chasseur*, Roche et Lebon, t. II, p. 698).

Dans un arrêt, en date du 13 juin 1821, rendu à l'occasion d'une espèce où l'on pouvait apercevoir une opposition entre un acte du droit public interne et un acte international, nous voyons le Conseil d'Etat donner pleine force au traité, (Rivers, contre Régie des Domaines *Recueil général des Arrêts du Conseil d'Etat*, Roche et Lebon, an VIII, à 1839, t. III, p. 279).

Le décret du 21 novembre 1806 avait ordonné la confiscation des propriétés des sujets britanniques, et investi le Conseil des prises du soin de prononcer sur les confiscations particulières résultant de ce décret. Ce Conseil avait ainsi décidé la confiscation des biens de Lord Rivers, le 29 décembre 1813.

L'art. 4 du traité du 30 mai 1814 annule la mesure prise par le décret de 1806.

Lord Rivers se pourvoit en Conseil d'Etat contre la décision du Conseil des prises du 29 décembre 1813 ; la question se posait de savoir si la décision du Conseil des prises ne devrait pas prévaloir contre le traité en vertu du principe de l'autorité de la chose jugée. Le Conseil d'Etat donne la préférence au traité, non pas parce qu'un traité doit prévaloir même sur les décisions juridictionnelles, mais parce que la décision du Conseil des prises n'est pas un jugement mais un acte administratif.

Cependant, moins de deux ans plus tard, le 22 janvier 1823, le Conseil d'Etat se déclare incompétent pour statuer sur une réclamation fondée sur un acte diplomatique :

En abdiquant, Napoléon se réserva, par le traité du 11 avril 1814, une somme de deux millions qui devait être répartie entre différentes personnes parmi lesquelles

se trouvait le baron Fain. Cette clause du traité reçut l'approbation du gouvernement provisoire et du gouvernement royal ; des états de répartition furent dressés, mais la répartition n'eut pas lieu. Après avoir vainement réclamé auprès du ministre des Finances, les intéressés se pourvurent au Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat statue en ces termes :

« Vu la lettre de notre ministre des Finances du 2 août dernier, portant que l'auteur de la disposition dont il s'agit s'étant remis, par le fait, en possession des moyens de l'exécuter et n'en ayant point usé, avait détruit le droit d'en réclamer de nous la réalisation :

« Considérant que les questions relatives aux effets que peut avoir le traité de Fontainebleau, du 11 avril 1814, ne sont point de nature à être portées devant nous, en notre Conseil d'Etat, par la voie contentieuse ;

Art. 1^{er}. — La requête... est rejetée ;

Art. 2. — La requête en intervention est pareillement rejetée ».

Le 23 juillet 1823, une décision analogue est prise dans les circonstances suivantes :

« Il s'agissait d'un traité passé, le 15 juillet 1808, entre Napoléon et le prince Murat, à son avènement au trône de Naples. Par ce traité, le prince Murat avait cédé l'hôtel de l'Elysée-Bourbon et d'autres immeubles qu'il possédait en France, en échange de terres en Italie qui lui furent cédées par Napoléon. *La veuve de Murat* ayant été dépossédée de ces terres après la catastrophe de 1815, demandait à être réintégrée dans la propriété de l'Elysée-Bourbon. Le ministre des Finances lui opposait les traités de paix des 30 mai 1814 et 20 novembre 1815 et la loi du 12 janvier 1816 ».

Le Conseil d'Etat statue en ces termes :

« Considérant qu'il s'agit quant à présent de l'application de l'acte diplomatique du 15 juillet 1808 et que les questions auxquelles peut donner lieu l'interprétation dudit acte ne peuvent être portées devant nous, en notre Conseil d'Etat par la voie contentieuse ;

« *Art. 1^{er}.* — La requête est rejetée ».

Le 24 mars 1824, cette jurisprudence reçoit une première confirmation à propos de l'un des nombreux litiges que soulèvera l'exécution de la *Convention franco-espagnole du 5 janvier 1824*.

Cette convention, ratifiée le 22 janvier 1824, publiée le 23 mars suivant portait que les prises faites pendant les hostilités, au cours de l'année 1823, ne seraient pas restituées. Chacun des deux Etats liquiderait les prises en sa possession, faites sur les ressortissants de l'autre Etat et utiliserait le produit de cette liquidation à l'indemnisation de ceux de ses nationaux dont les navires avaient été capturés.

Deux ordonnances du 5 et du 25 janvier 1824 avaient réglé l'exécution de cette convention en France. Une Commission avait été instituée pour recevoir les réclamations. Plusieurs décisions de cette Commission furent déférées au Conseil d'Etat. Celui-ci eut ainsi presque chaque fois l'occasion de se prononcer sur le sens et la portée du traité, soit pour interpréter les termes des ordonnances intervenues, soit pour examiner s'il n'y avait pas contradiction entre l'acte interne et l'action internationale.

Une première fois, le Conseil d'Etat, reprenant la position adoptée par lui dans les deux arrêts ci-dessus cités, se déclare incompétent :

Le 24 mars 1824, c'est une décision appliquant la convention à un navire espagnol capturé *avant l'ouverture des hostilités* qui est critiquée. Nous avons indiqué ci-dessus que la convention n'avait visé que les prises effectuées pendant les hostilités.

Le Conseil d'Etat s'exprime en ces termes :

Navire la Nuelva Velox-Mariana.

« Vu la Convention conclue entre la France et l'Espagne le 5 janvier 1824 ;

« Considérant que, depuis l'instance introduite, est intervenue la convention qui a réglé le sort des navires espagnols ou français capturés pendant l'année 1823 ;

« Que cette convention a été appliquée au navire La Nuelva-Mariana ; que les réclamants contestent l'application qui leur est faite de cette convention, et que le jugement de cette contestation ne peut être pour-suivi, en notre Conseil d'Etat par voie contentieuse ;

« *Art. 1^{er}.* — La requête présentée et les demandes sont rejetées ».

Mais le 28 juillet suivant, le Conseil d'Etat rend une décision inspirée d'un esprit tout différent :

Le Conseil des prises se trouvait saisi d'une capture entrant incontestablement au nombre de celles visées par la convention. Par l'effet de celle-ci, cette juridiction se trouvait dessaisie puisque les deux Etats avaient convenu de renoncer à se réclamer réciproquement les prises effectuées et s'étaient abandonné mutuellement les navires capturés. Le Conseil d'Etat accepte de statuer et d'ordonner, au nom de la convention du Conseil des prises, de renoncer à se prononcer.

Le navire *Le Turc* n'a pas d'amis.

« Vu la convention conclue entre la France et l'Espagne le 5 janvier 1824 ;

« Considérant que, depuis l'instance introduite, est survenue la convention diplomatique qui a réglé le sort des navires espagnols et français capturés pendant l'année 1825 ; qu'ainsi il n'y a pas lieu de prononcer soit sur la compétence de la commission de la marine de Toulon, soit sur la légalité de la capture ;

« *Art. 1^{er}.* — La requête est... rejetée ».

L'année suivante, le 15 juin 1825, le Conseil d'Etat adopte de nouveau une attitude plus réservée :

« *Boisot et Compagnie* ».

« Des marchandises chargées sur un navire neutre (anglais) furent capturées par un corsaire espagnol au préjudice des sieurs Boisot et Compagnie. Ceux-ci se pourvurent en indemnité auprès du gouvernement français, se fondant sur l'art. 1^{er} de la convention intervenue entre la France et l'Espagne, le 5 janvier 1824, qui met à la charge de chacune des deux nations, les indemnités dues à leurs sujets respectifs pour les prises faites sur eux. Les sieurs Boisot et Compagnie prétendaient que la convention faisait participer au bénéfice de l'indemnité les marchandises françaises chargées sur des navires neutres et, en conséquence, attaquaient une décision du ministre de la Marine qui avait repoussé leur demande en indemnité ».

Le Conseil d'Etat refuse de rechercher quel est le sens des dispositions contenues dans la convention. Il se contente d'interpréter l'ordonnance prise pour leur exécution :

« Vu la convention conclue à Madrid entre la France

et l'Espagne le 5 janvier 1824, et l'ordonnance royale du 5 du même mois ;

« Considérant que l'ordonnance du 25 janvier 1824, rendue pour l'exécution de la convention du 5 du même mois, n'est applicable qu'aux navires portant pavillon français et aux marchandises françaises chargées sur lesdits navires ;

« *Art. 1^{er}.* — La requête est rejetée ».

Déjà, le 3 septembre 1823, le Conseil d'Etat, dans une affaire à l'occasion de laquelle était invoquée une autre convention diplomatique, celle passée le 28 février 1816 avec le Bey d'Alger, avait repris la formule consacrée par les arrêts du 22 janvier et du 23 juillet de la même année.

Il s'agissait, il est vrai, ici moins de l'application d'un traité que du tort causé au requérant par ce fait que le gouvernement aurait omis de comprendre ses réclamations au nombre de celles dont la convention susvisée prévoyait la réparation.

C'est pourquoi nous examinerons cette décision dans une autre partie du présent travail.

Le 22 février 1826, le Conseil d'Etat accepte encore, cependant, d'examiner si une décision du ministre des Finances est bien conforme à la convention diplomatique (avec les Etats-Unis) du 30 avril 1803 (*Massart*, Roche et Lebon, t. IV, p. 18) ; de même, le 16 mai 1817, il recherche si la créance d'un sujet anglais, confisquée en vertu du décret du 21 novembre 1806, a bien cessé d'être à la charge du gouvernement français en vertu de la convention du 25 avril 1818 (Roche et Lebon, t. IV, p. 173) et, le 7 avril 1830, s'il en est de même d'une créance anglaise endossée au profit d'un Français (*ibid.*, p. 594) ; (*id.*, p. 484, 643, 383, 580, 600, 165).

Mais le 22 novembre 1826, le Conseil d'Etat refuse de nouveau de statuer sur une décision soulevant une question d'interprétation d'un traité diplomatique ; de même le 30 septembre 1830 ; cependant ces décisions ne s'opposent pas absolument aux précédentes parce que, à leur occasion, le Conseil d'Etat était sollicité, non pas d'appliquer simplement le traité mais de l'interpréter. Nous en renvoyons donc l'examen au paragraphe suivant.

C'est ainsi que le 5 décembre 1833, le Conseil d'Etat déclare que « lorsqu'il ne s'agit pas de l'interprétation donnée aux traités diplomatiques par le ministre des Affaires Etrangères à l'égard des gouvernements étrangers ou de leurs sujets, mais seulement du paiement de créances réclamées en vertu de ces traités par des citoyens français contre le gouvernement français, le Conseil d'Etat peut être saisi par la voie contentieuse.

« Joseph Bonaparte, pendant qu'il était roi d'Espagne et des Indes, créa pour cent millions de réaux (25 millions de francs) de papier monnaie, sous le nom de cédules hypothécaires et admissibles en paiement des Domaines nationaux espagnols. Ces cédules devaient être distribuées à titre de récompenses nationales pour d'honorables blessures, et à titre d'indemnité pour les pertes essayées de la part de l'ennemi.

Le sieur Perret et consorts sont porteurs de ces cédules pour près d'un million, achetées par eux en Espagne à des officiers français ou autres qui en réalisaient la valeur faute d'emploi en biens nationaux. Ils se sont adressés au ministre de la Guerre ainsi qu'au ministre des Affaires Etrangères afin d'en obtenir le paiement, disant que le gouvernement espagnol n'avait pas voulu

reconnaître les obligations de Joseph Bonaparte et que, d'après les traités de 1814, elles devenaient une charge de la France. Leur réclamation a été rejetée comme non recevable et mal fondée, attendu que les traités dont il s'agit ne pouvaient nullement s'appliquer à cette affaire, et qu'il était impossible d'admettre que la France fût obligée de payer les dettes du gouvernement espagnol, par cela seul que le chef de ce gouvernement était le frère de Napoléon-Bonaparte.

« Les réclamants soutenaient devant le Conseil d'Etat que Joseph n'était que le lieutenant de son frère Napoléon et que, par conséquent, tout ce qu'il faisait était au compte de l'Empire.

« Le ministre de la Guerre a défendu sa décision en discutant les traités diplomatiques et, de son côté, le ministre des Affaires Etrangères a fait observer que l'interprétation de ces traités ne pouvait donner lieu à un recours par la voie contentieuse devant le Conseil d'Etat ».

L'arrêt est rédigé comme suit, en ce qui touche le point qui nous intéresse :

« Considérant que le pourvoi formé par les sieurs *Perret, Bonin* et autres n'a pas pour objet de réclamer contre l'interprétation donnée aux traités par le ministre des Affaires Etrangères à l'égard des gouvernements, ou des particuliers envisagés comme sujets des autres puissances, mais uniquement d'obtenir, comme citoyens français, du gouvernement français, le paiement d'obligations qu'ils soutiennent avoir été, en vertu des conventions faites avec l'étranger, mises à la charge de la France ; que dès lors, et dans ces limites, cette réclamation peut être portée devant nous par la voie contentieuse ;

« Au fond et sans qu'il soit besoin de statuer sur la question de déchéance ;

« Considérant que les traités et conventions ci-dessus visés ne mettent à la charge de la France que les engagements passés entre des individus ou des établissements particuliers, et les autorités françaises et contenant promesse de paiement ; qu'une telle promesse ne se rencontre point dans les cédules et certificats dont il s'agit, souscrits au nom et pour le gouvernement du roi d'Espagne, Joseph Napoléon, et admissibles seulement en paiement de biens nationaux espagnols ;

« Considérant que le roi Joseph-Napoléon n'avait d'ailleurs ni mandat ni qualité pour créer des obligations à la charge du Trésor français ;

Art. 1^{er}. — Les requêtes... sont rejetées ».

Cette jurisprudence est confirmée le 27 mars 1839, arrêt *Nadan et Coulon*. — *Répertoire* Dalloz, Paris, 1861, V. « Traité international », n° 155, p. 557.

Elle est au contraire formellement renversée le 5 décembre 1838 dans l'arrêt rendu à la requête des membres de la famille Napoléon Bonaparte (R. et L., t. VII, p. 229)

Le traité de Fontainebleau avait déterminé les dotations des princes de la famille impériale. Mais la loi du 12 janvier 1816 vient déclarer que les membres de la famille Napoléon ne pourront posséder aucun bien en France, en conséquence, le gouvernement refuse de faire droit aux réclamations des princes et princesses *de Montfort, Borghèse, etc.*

Le Conseil d'Etat décide :

« Considérant que les questions que présentent à résoudre les requêtes ci-dessus visées se rattachent soit à des traités et conventions diplomatiques, soit à des

actes de gouvernement ayant un caractère essentiellement politique, dont l'interprétation et l'exécution ne peuvent nous être déférées par la voie contentieuse en notre Conseil d'Etat.

« *Art. 1^{er}.* — Les requêtes... sont rejetées ».

Le Conseil d'Etat s'exprime exactement dans les mêmes termes le 22 août 1844 sur une réclamation analogue présentée par le *prince Louis-Napoléon*¹.

Ces arrêts marquent un revirement très net. Le Conseil d'Etat prend soin d'ajouter que ce n'est pas seulement l'interprétation des traités qui lui échappe, mais aussi leur exécution.

C'est pourquoi, d'ailleurs il repousse encore le 5 décembre 1843² et le 5 janvier 1847³ des requêtes tendant à l'annulation des décisions prises pour la répartition d'une indemnité versée par un gouvernement étranger en vertu d'une convention diplomatique. Dans la première espèce, il s'agissait d'une somme de 4.000 pagodes dues par l'Angleterre pour les propriétaires des salines de Pondichéry et Karikal.

L'indemnisation avait un caractère collectif⁴. Mais dans la seconde, l'indemnisation vise deux individus déterminés : l'armateur et le capitaine d'un navire indûment saisi par les autorités chiliennes.

A partir de ces arrêts, la jurisprudence semble fixée. On ne trouve plus de décisions appréciant de quelque manière que ce soit la portée d'un acte interne à la lu-

1. Sirey, 1845.2.61.

2. Sirey, 1844.2.137.

3. Sirey, 1847.2.315.

4. Sur la distinction que le Conseil d'Etat semble faire actuellement suivant que l'indemnisation est individuelle ou collective, voir Ct. Schlusser, *Les actes diplomatiques considérés comme actes de gouvernement*, Thèse, Paris, 1933, p. 107.

mière des dispositions d'un traité dont il consacre l'application¹.

Le juge administratif, en présence d'un conflit quelconque entre le droit interne et le traité international affecte désormais d'ignorer l'acte diplomatique.

3° *Le cas des traités heurtant l'ordre public français.*

Deux arrêts ayant touché à cette question ont déjà été cités à l'occasion d'un autre problème.

C'est d'abord l'arrêt de cassation du 15 juillet 1811, Champeaux-Grammont. Nous avons vu que la Cour suprême avait donné au traité une force supérieure même aux dispositions d'ordre public de notre droit.

Il en est différemment dans l'arrêt duc de Richmond, du 24 juin 1839, lequel formera d'ailleurs jurisprudence. Il est encore invoqué aujourd'hui à l'appui de ce principe que les stipulations des traités internationaux, pour pouvoir être appliquées par nos tribunaux, doivent respecter les principes fondamentaux de notre droit.

Déjà le 17 mars 1830, la Cour de cassation avait affirmé le principe à l'occasion de l'espèce suivante :

Challier, Requêtes, 17 mars 1830, Sirey, 1828-1830. 1.471).

Un sieur Challier, domicilié en Piémont, assigne un sieur Orel, domicilié en France, devant les tribunaux piémontais, et obtient sa condamnation. Ensuite il demande à la Cour de Grenoble de lui délivrer l'exequatur en vertu du traité franco-sarde du 24 mars 1760, ainsi rédigé : « Pour favoriser l'exécution réciproque des décrets et jugements, les Cours suprêmes des deux Royaumes déféreront de part et d'autre, en la forme de droit, aux

1. On ne peut en effet faire état de l'arrêt du 27 janvier 1848 à propos duquel il n'a été que très incidemment question, du traité franco-américain du 30 avril 1823. (Lebon, 48, p. 23).

réquisitoires qui leur seront adressés à ces fins sous le nom desdites Cours ». La Cour de Grenoble prétend procéder, malgré les termes de ce traité, à une révision au fond de la sentence dont l'exequatur lui est demandée.

La Cour de cassation confirme cet arrêt pour la raison suivante :

Sans nul doute, le traité franco-sarde déroge au principe que les jugements étrangers n'ont point en France l'autorité de la chose jugée (art. 2123 et 2128 du Code civil). Mais le jugement piémontais est contraire à l'ordre public français en ce que le tribunal s'est reconnu compétent pour statuer sur un contrat passé en France, à l'égard d'un défendeur domicilié en France ; dans ces conditions il n'y a plus lieu de tenir compte du traité. « Bien que le traité... dit la Cour..., il ne s'ensuit pas que l'exécution des jugements rendus par les tribunaux sardes doivent être ordonnés en France, lorsqu'ils sont contraires aux maximes du Droit public français ou à l'ordre des juridictions »¹.

Remarquons en terminant que pour justifier cette solution, l'autorité judiciaire semble s'appuyer sur le Droit international public. Elle procède en effet par interprétation de la volonté des Hautes Parties contractantes : à l'occasion de l'arrêt du 24 juin 1839², le procureur général Dupin a nettement indiqué à la Cour cette méthode, ainsi qu'il ressort de ses conclusions : « Jamais, disait-il, une nation comme la France n'a pu être amenée à ce point d'accorder qu'une portion quelconque de son territoire serait régie par une autre loi que la loi française et constituerait une espèce d'oasis étrangère. Ce serait abdiquer la souveraineté ».

1. V. aussi l'arrêt Rivardi, Dalloz, V° *Droit civil*, n° 438.

2. Cité ci-dessus, p. 65.

CHAPITRE IV

L'INTERPRETATION DES TRAITES

Les auteurs qui écrivaient à cette époque sur le droit des gens n'ont pas prévu la question. Tel est le cas pour Berbeyrac, Vattel, Klüber, G.F. de Martens, etc.. Ils examinent, quelques-uns fort longuement, (notamment Vattel) comment doit être interprété un traité quand les deux gouvernements cosignataires sont en désaccord, et ils posent des règles à cet égard ; mais ils se placent en dehors de tout débat judiciaire : c'est un problème tout autre que celui qui fait l'objet du présent paragraphe.

Quant à la jurisprudence, tant judiciaire qu'administrative, elle se fixe assez rapidement dès cette époque dans un sens où elle sera arrêtée encore aujourd'hui.

Avant 1816, la Cour de cassation qui n'a pas encore pris un parti déterminé et elle statue tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, reconnaissant ou au contraire repoussant le pouvoir en question.

Remarquons d'abord, que la question n'est pas encore posée.

C'est ainsi que le 14 pluviôse an VII (La Nelly-Kelty), le Tribunal de cassation interprète en fait le traité entre la France et les Etats-Unis du 6 février 1778, à l'occasion d'un pourvoi contre un jugement rendu en matière de prise maritime.

En revanche, le 17 frimaire an VIII, le Tribunal de cassation proclame *l'incompétence des tribunaux pour l'application des principes du droit des gens*, dans l'hypothèse suivante : (Sirey, 1^{er} vol. 1.281).

Le navire *Adélaïde* avait été capturé par le *Luron*, mais pour cette capture, l'équipage du corsaire avait utilisé une chaloupe espagnole. Le propriétaire du bâtiment capturé demandait l'annulation de la prise, en vertu de cette règle du droit de la guerre maritime qui dit que le corsaire ne peut utiliser un bâtiment autre que celui pour lequel sa commission a été accordée, que si ce bâtiment a été mis hors d'état de servir, ce qui n'avait pas été le cas en l'espèce.

Le Tribunal de Première Instance avait annulé la prise, mais ordonné la confiscation du navire au profit de la République à raison de l'irrégularité des papiers de bord.

Le Tribunal de cassation estima que cette décision constituait un excès de pouvoir. En effet, elle tranchait une contestation à laquelle le gouvernement espagnol était intéressé, puisque c'était une chaloupe portant son pavillon qui avait servi à la capture. « Considérant, dit le Tribunal, que d'après toutes ces circonstances, l'affaire devait être réglée d'après les principes du droit des gens, dont l'application n'appartenait point aux tribunaux, et d'après les rapports politiques entre la France et l'Espagne, dont la discussion entrerait dans la compétence des magistrats chargés de l'exercice du pouvoir exécutif, à qui l'acte constitutionnel de l'an III avait délégué, art. 144, le soin de pourvoir à la sûreté extérieure de la République, et art. 529, d'entretenir des relations politiques en dehors ; — Considérant enfin que l'excès du

pouvoir ainsi commis par le Tribunal civil du département des Basses-Pyrénées étant démontré, il est inutile d'examiner les autres moyens de cassation proposés par John Mun ; — Par ces motifs, casse, etc.. ».

Voilà une décision qui prélude à la distinction qui sera à la base de la jurisprudence définitive, à savoir celle entre les litiges d'intérêt privé et les litiges d'intérêt public. Peu importe qu'il s'agisse ici de l'application d'une règle coutumière ou bien de celle d'un traité.

On doit reconnaître la même portée à un arrêt du 9 fructidor an VIII, Dorsanes contre Langon, (Sirey, 1^{er} vol.. I, p. 363) dans lequel il est spécifié que la question de savoir si le lieu où une saisie a été opérée en matière de douanes dépend ou non du territoire français, ne peut être résolue par les tribunaux : au gouvernement seul appartient de prononcer à cet égard.

L'annotateur de cet arrêt s'exprime ainsi : « Une telle question, qui ne peut se décider que par l'interprétation des traités politiques et des actes de délimitation de territoire, est en effet une question que le gouvernement est seul à même de résoudre : l'autorité judiciaire n'aurait pas, en général, les éléments nécessaires pour prononcer en connaissance de cause ».

D'autre part, le 15 juillet 1811, dans l'arrêt *Champeaux-Grammont*, ci-dessus rapporté¹, la Cour suprême interprète sans examiner si elle a le pouvoir de le faire, le traité du 11 janvier 1787. Il s'agissait uniquement d'intérêts privés.

La distinction dont nous venons de parler apparaît pour la première fois dans un arrêt du 11 décembre 1816, *Séguin contre héritiers du duc Guillaume Looz*, (Dalloz,

1. p. 67.

Répertoire, Paris, 1861, V. « *Traité international* », p. 566). Vers 1800, le duc de Looz avait hypothéqué ses biens sis aux Pays-Bas au profit d'un sieur Seguin ; survient le traité de Campo-Formio qui cède à la République des Pays-Bas autrichiens sous réserve des droits de propriété appartenant à des particuliers. Cependant le gouvernement français incorpore les biens du duc de Looz, et puis en gratifie d'un sixième les héritiers du duc, à charge des dettes affectées sur ces biens. Les héritiers en question repoussent alors les prétentions du créancier hypothécaire.

Le sieur Seguin invoque en Cassation le traité de Campo-Formio ; cependant ses adversaires soulèvent l'incompétence en ce que les tribunaux n'ont pas le droit de statuer à l'encontre du décret incorporant les biens du duc de Looz au Domaine ; ce décret ayant été pris pour exécution d'un traité constitue un acte de haute administration.

La Cour, statuant sur le moyen de Cassation relatif à la compétence s'exprime ainsi : « Attendu que la contestation qui existe entre les parties n'est relative qu'à des intérêts purement privés entre particuliers, et qu'ainsi elle est de la compétence de l'autorité judiciaire ».

Nous ne mentionnerons qu'en passant : 1^o l'arrêt de la Cour d'appel de Liège (Belgique) du 24 juillet 1824, (Sirey, 1824.2.473) qui statue sur l'indemnité due à raison de la dépossession du duché de Bouillon transféré au roi des Pays-Bas par les traités du 30 mai 1814, 8 juin et 20 mars 1815, après avoir noté qu'il s'agit non d'une question de souveraineté mais de débats relatifs à des droits de propriété ; 2^o l'arrêt de cassation du 28 décembre 1825, interprétant le traité du 15 avril 1761

abolissant le droit d'aubaine en faveur des Espagnols ; 3^o celui du 17 mars 1830 (Chaillier) cité au paragraphe précédent.

L'arrêt *Napier* et autres contre *C. Richmond* du 24 juin 1839¹ est celui dans lequel est arrêtée la formule qui contient la doctrine encore en vigueur aujourd'hui de la Cour suprême en cette matière.

Nous avons parlé de cet arrêt au chapitre précédent. Voici le passage qui nous intéresse ici : « Attendu que les tribunaux légalement saisis de l'action étaient nécessairement juges compétents de l'exception, à moins que la connaissance ne leur en fût interdite par une disposition de la loi ;

« Que le défendeur invoque inutilement le principe qui défend à l'autorité judiciaire l'interprétation des actes administratifs ; que les traités passés entre les nations ne sont pas de simples actes administratifs et d'exécution ; qu'ils ont le caractère de lois et ne peuvent être appliqués et interprétés que dans les formes et par les autorités chargées d'appliquer toutes les lois dans l'ordre de leurs attributions, toutes les fois que les contestations qui donnent lieu à cette interprétation ont pour objet des intérêts privés qui étaient attribués par la loi au pouvoir judiciaire »².

Quant à la juridiction administrative, nous avons vu au paragraphe précédent, les hésitations dont elle a fait preuve, dans la période considérée, en ce qui concerne ses pouvoirs pour *l'application* des traités. Il semble que

1. Cité ci-dessus, p. 65.

2. La conséquence logique de ce principe est que les tribunaux ne peuvent interpréter les traités d'extradition. Cass., 11 mars 1847, Cruveillé, Sirey, 1847.1.397.

le Conseil d'Etat ait fixé plus rapidement et plus nettement sa jurisprudence en matière *d'interprétation*.

C'est le 3 septembre 1823 dans l'arrêt *Rougemont* que le Conseil d'Etat affirme pour la première fois nettement son incompétence pour interpréter les conventions diplomatiques. Il s'agissait encore ici de la convention passée le 28 février 1816 avec le Bey d'Alger et dont, nous l'avons vu au paragraphe précédent, le Conseil d'Etat avait accepté le 17 juillet 1816 (*Le Brave*) de faire *application* pour annuler une décision du Conseil des prises. Cette fois, c'est une interprétation de cette convention qui est demandée à la juridiction administrative. Celle-ci statue par une fin de non recevoir, en ces termes : « Considérant qu'en déclarant par notre ordonnance du 14 octobre 1819, les prises de l'*Expectation* et du *Hope* bonnes et valables, nous n'avons point entendu prononcer que le Trésor royal serait tenu de rembourser la valeur desdits bâtiments ;

« Quant à la question de savoir si les répétitions du sieur Rougemont sont comprises dans la catégorie de celles qui ont été l'objet de la convention diplomatique faite, en 1816, avec la Régence d'Alger ;

« Considérant que cette question n'est pas de nature à être portée devant nous en notre Conseil d'Etat, par la voie contentieuse ;

« *Art. 1^{er}*. — La requête... est rejetée ».

Le 6 août précédent, le Conseil d'Etat avait énoncé le principe général qui formera désormais la base de sa jurisprudence en cette matière. Ici, il ne statue sur le point de savoir s'il est lui-même compétent ou non pour interpréter ; il est saisi seulement d'un arrêté de conflit et juge comme tribunal des conflits. Mais en proclamant

l'incompétence générale et absolue des tribunaux ordinaires pour interpréter les traités, se trouvant en ceci en contradiction avec la jurisprudence judiciaire, il déclare en même temps que cette attribution appartient exclusivement à l'autorité administrative.

Corsaire *La Représaille* :

« Les parts de prises n'avaient pas encore été versées par l'armateur dans la caisse des Invalides de la Marine, l'administration de la Marine s'était opposée à ce qu'il les remit aux réclamants.

« Considérant que notre ministre de la Marine oppose aux marins espagnols dont il s'agit, la convention diplomatique du 25 avril 1818; que l'interprétation de cette convention n'est point du ressort des tribunaux ordinaires et qu'elle appartient exclusivement à l'autorité administrative ;

« *Art. 1^{er}.* — L'arrêté de conflit pris par le préfet des Basses-Pyrénées le 2 janvier 1823 est confirmé et l'assignation donnée le 30 juillet 1822, à la requête de plusieurs marins espagnols aux administrateurs de la Marine à Bayonne, sera considérée comme non avenue ».

Mentionnons les arrêts suivants qui confirment la jurisprudence adoptée le 3 septembre 1823 :

Ambrosio, Roche et Lebon, 1825-1830, p. 122.

La Vittoria, Roche et Lebon, 1825-1830, p. 653.

L'arrêt du 6 décembre 1836, Sirey, 1837.2.194 et enfin les arrêts suivants : Jacob ben Merdolay, etc.. 7 mars 1838, Roche et Lebon, t. VII, p. 51, Sirey, 1838.2.462. Les arrêts rapportés au Sirey, 1839.2.552; 1845.2.314; 1845.2.60; 1847.2.315.

*
* *

Il est intéressant d'examiner en terminant, à quelle méthode les tribunaux judiciaires ont recours dans l'interprétation limitée à laquelle ils se reconnaissent aptes à procéder.

La Cour de cassation semble bien ne connaître qu'une seule méthode, celle qui consiste à interpréter les traités suivant les règles du droit sur l'interprétation des conventions.

Examinant dans l'arrêt *Fox et Consorts* contre *duc de Richmond* du 24 juin 1839 (rapporté au paragraphe précédent), la clause secrète du traité du 30 mai 1814, la Cour suprême s'exprime en ces termes :

Attendu que, si le texte de cette stipulation laissait quelque doute sur son véritable sens, il serait dissipé par les règles du droit sur l'interprétation des conventions ; que la première est de rechercher la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ; qu'il est impossible de supposer que l'intention des plénipotentiaires ait été de régler des droits de succession entre cohéritiers, d'attribuer à l'un la propriété intégrale de la terre, à l'exclusion des autres, sans aucune indemnité pour ces derniers ; que cette attribution au quatrième duc de Richmond seul aurait été une dérogation à la législation française et aurait créé en France une propriété régie par un droit privilégié et exceptionnel ; qu'une pareille intention qui serait en opposition avec toutes les dispositions du traité ne pourrait être admise sans des preuves irrécusables ; qu'elle aurait été exprimée en termes positifs si elle avait existé ; que toutes les clauses devant s'interpréter

les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier, la clause secrète doit être entendue dans le sens d'une remise en possession en faveur de celui qui avait joui, ou de ses héritiers, conforme à l'esprit du traité; — Que cette remise n'était pas un acte de munificence, mais un acte de justice rigoureuse et réciproque, il est dans la nature du traité qu'elle soit faite à tous les héritiers de celui sur lequel le séquestre avait été établi ».

La Cour fait ici application des articles du Code civil relatifs à l'interprétation des conventions : articles 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, visés d'ailleurs en tête de l'arrêt.

Cependant la Cour Suprême abandonnera plus tard cette méthode et dans la deuxième moitié du *xix^e* siècle, elle décidera que les traités s'interprètent non pas par l'intention commune des parties, mais par référence aux dispositions correspondantes de la loi française ¹.

1. V. *Bartin, op. cit.*, p. 105 et suiv.

CHAPITRE V

QUESTIONS DIVERSES RELATIVES AUX TRAITES

Dans les chapitres précédents, nous avons examiné les décisions de la jurisprudence française relatives surtout en somme à la compétence du juge français dans l'application des traités en droit interne. Il reste à étudier celles dans lesquelles les tribunaux ont pu être amenés à se prononcer sur les questions de fond concernant les traités. Ces questions peuvent se classer en trois catégories suivant qu'elles touchent :

- 1^o *Aux conditions de validité des traités ;*
- 2^o *A leurs effets ;*
- 3^o *A leur extinction.*

En fait, on ne trouve de décisions que sur les points suivants :

- 1^o Effets à l'égard d'États tiers, application de l'adage : *res inter alios acta* ;
- 2^o Effets à l'égard des particuliers ;
- 3^o Effets de la guerre sur les traités (extinction ou suspension). Nous renvoyons l'examen de cette troisième question à la partie de notre travail qui est consacré au droit de la guerre.

La Cour Suprême a fait application de l'adage *res inter alios acta* à propos des États tiers dans l'arrêt que

voici, en date du 25 frimaire an VII, Sirey, 1731, an XII, 1.143 (en matière de prises).

Un navire avait été saisi parce que le rôle d'équipage ne contenait ni le nom, ni le lieu de naissance, ni le domicile de tous les marins, conformément au traité du 6 février 1778, avec l'Amérique.

Le rôle d'équipage était conforme à la loi hollandaise et le navire était propriété hollandaise.

« Attendu, dit le Tribunal de cassation, que si cette désignation (dans le rôle d'équipage du nom, etc.) est commandée par le traité entre la France et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale du 6 février 1778, ce traité ne doit pas s'étendre aux autres Etats neutres ».

Vis-à-vis des particuliers, « l'assimilation des traités avec les conventions privées qui ne peuvent nuire ni profiter aux tiers est absolument inexacte... »¹. Toutefois cette observation générale ne peut être formulée qu'avec des réserves de l'application d'autres principes qui en limitent parfois la portée.

Ainsi le traité diplomatique qui détermine les frontières des Etats limitrophes n'a, à moins de stipulations expresses approuvées législativement, aucun effet quant à la délimitation des propriétés particulières. En conséquence, ce traité ne fait pas obstacle à ce que les propriétés françaises s'étendent au-delà de la limite fixée, même sans titre, et par l'effet de la prescription.

Cassation, 8 janvier 1842 (Sirey, 1842.1.379), commune de Marckolsheim.

Les sieurs Dreyfus et Raimbourgt revendiquaient des îles du Rhin sur lesquelles la commune de Marckol-

1. V. Mestre, *loc. cit.*, p. 35, n° 23.

sheim exerçait une possession immémoriale. Ils invoquaient un procès-verbal de délimitation dressé en exécution du traité de Bade de 1734 et ratifié par la convention de Carlsruhe, du 5 avril 1840.

La Cour de cassation : « Attendu qu'il s'agissait, dans la cause, d'une action en revendication d'immeubles situés sur le territoire français, exercée par les héritiers Dreyfus contre la commune de Marckolsheim ; — Que cette commune opposait à cette action une possession immémoriale, et en tout cas trentenaire, dont elle offrait la preuve ; — Que ces immeubles faisaient partie des îles du Rhin dont le cours, en cette partie sépare le département du Bas-Rhin ou l'ancienne Alsace de cette partie du Grand Duché de Bade qui formait l'ancien Brisgau autrichien ; — Que divers traités internationaux ont successivement déterminé de quelle manière il devait être procédé à la délimitation des deux Etats ; — Que pour rejeter la preuve offerte par la commune de Marckolsheim et pour renvoyer les héritiers Dreyfus en possession des terrains dont ils demandaient la restitution, la Cour de Colmar s'est fondée sur un procès-verbal de délimitation dressé en 1781, en exécution du traité de Vienne de 1738 ; — Que cet instrument est l'ouvrage des commissaires respectivement nommés par le gouvernement français et le gouvernement autrichien, qui n'avaient et ne pouvaient avoir pour mission que de fixer les limites de la souveraineté des deux Etats et des territoires contigus des communes françaises et des communes alors autrichiennes, et depuis badoises, au nombre desquelles se trouvait celle de Marckolsheim et celle de Sasbach, l'une française et la seconde autrichienne ; — Qu'en admettant qu'il soit suffisamment prouvé que ce

procès-verbal ait été ratifié et rendu exécutoire en bonne et due forme par le gouvernement français, un tel acte d'exécution d'un traité international ne statuait évidemment que sur la ligne séparative des territoires français et étrangers, et des bans respectifs des communes françaises et étrangères et ne saurait être applicable au bornage des propriétés privées et à leur séparation de terrains voisins ; — Qu'il laisse ces propriétés sous l'empire du droit ».

L'annotateur de cet arrêt, au Sirey, le range dans la même série que ceux cités ci-dessus, qui subordonnent l'autorité des traités en droit interne au respect de l'ordre public.

Nous croyons plutôt que cette décision évoque une théorie beaucoup plus générale et qui appartient au droit public, savoir la théorie des droits de l'homme, qui a un aspect interne et un aspect international.

La déclaration des droits de 1789 proclame l'inviolabilité de la propriété privée en droit public interne. Au début du xix^e siècle, le droit des gens décrète-t-il également que les souverain ne saurait disposer par traité de la propriété de ses sujets ? Ce principe incontesté en droit public interne, est-il aussi reconnu en droit international ? Les auteurs qui traitent, à cette époque considérée, de cette question ont-ils bien dégagé ses deux aspects, interne et international ?

L'étude de ce problème dépasse la matière des traités et rentre dans un nouvel ordre de recherches que nous allons aborder et qui s'intitulera : Les sujets du droit international.

DEUXIÈME PARTIE

Les sujets du droit international

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT, LES DIFFÉRENTES FORMES D'ÉTAT, LES DROITS FONDAMENTAUX

De 1792 à 1848, les tribunaux français ont eu à examiner à l'occasion d'une affaire importante, en quoi consiste la qualité d'Etat souverain, quel est le critérium de la souveraineté.

Toutefois, cette question n'intervenait pas exactement à propos de la solution d'un problème de droit international public. Il ne s'agissait pas tout à fait de déterminer si telle collectivité publique pouvait ou non prétendre à la qualité d'Etat, sujet du droit des gens. D'ailleurs, nos tribunaux n'ont jamais à cette époque abordé le problème si débattu à l'heure actuelle de la capacité juridique internationale et ils n'ont pas eu à se prononcer sur le point de savoir si les Etats sont les seuls sujets du droit international ou s'il faut aussi reconnaître cette qualité à d'autres entités et même à des personnes privées se trouvant dans telle ou telle condition ¹.

Dans l'affaire dont nous parlons, c'était la souveraineté intérieure de la France qui était en conflit avec une autorité englobée dans la communauté politique

1. V. notamment Tenekides, *Essai sur la situation juridique internationale de l'individu*, Thèse Paris, 1932.

française. D'ailleurs dans ce temps, ce conflit se situait au moins au *xvi^e* siècle, si ce n'est plus anciennement encore et relevait plutôt, au point de vue juridique, du droit pénal.

Le domaine des anciens comtes de Bar, en Lorraine, était en 1837, l'enjeu d'un procès civil en revendication de propriété. A cette occasion, la Cour Suprême avait à se demander si, au *xiv^e* siècle les comtes de Bar auraient pu valablement frapper ce domaine d'inaliénabilité.

Voici ce que dit la Cour d'appel (arrêt du 15 mars 1837, H. de Soubise, Sirey, 1837.1.722).

« Attendu que selon le droit naturel et la loi civile, tous les biens sont libres dans les mains de ceux qui les possèdent légitimement ;

Qu'ainsi la prohibition d'aliéner est une exception au droit commun qui, comme toutes les exceptions de ce genre, ne peut résulter que d'une loi positive et spéciale ;

Attendu qu'au souverain seul appartient le pouvoir législatif ;

Attendu qu'il n'est établi ni en fait, ni en droit que le domaine seigneurial des comtes de Bar fut frappé d'inaliénabilité par des lois qui régissent leur Etat, avant le traité de Bruges de 1301 ; — Que dès lors, le domaine seigneurial des comtes de Bar n'aurait pu être placé hors du commerce ou déclaré inaliénable que par une loi postérieure au traité de Bruges ;

Attendu que, par ce traité, le comte de Bar s'est reconnu l'homme-lige du roi de France et a soumis son Etat à la Cour en dernier ressort de son seigneur souverain ou du Parlement de Paris ; — Que, dans cette position, le comte de Bar avait perdu le droit de faire des lois, puisque ce pouvoir et celui d'instituer des juges et

des tribunaux chargés de l'application de ces lois sont des attributs indivisibles d'une même souveraineté et ne sauraient appartenir à des souverains différents. — Qu'en effet, celui qui n'aurait pas le dernier ressort, obligé de déférer à des tribunaux investis d'une juridiction qui n'émanerait pas de lui, ne pourrait ni réprimer les infractions aux lois qui seraient son ouvrage, ni veiller à ce que ces officiers se conformassent aux dispositions de ces lois ; de là cet axiome incontestable : point de souverain sans Cour souveraine, et cette maxime de notre droit public que le dernier ressort de la justice est le signe caractéristique de la souveraineté.

Qu'il y avait, d'ailleurs en France, divers ordres de lois : les lois fondamentales que nos rois eux-mêmes se proclamaient dans l'heureuse impuissance de changer, selon les propres termes de l'Edit du mois de juillet 1717, et les lois d'une autre nature, qu'il appartenait toujours au roi de porter, de modifier ou de révoquer. ;

Qu'aux termes des Edits de Moulins de 1566, de Blois de 1579, de juillet 1697 et de juillet 1717, la loi qui déclarait le domaine de la Couronne de France inaliénable était rangée dans la classe des lois fondamentales et constituait une loi toute politique, tenant à la constitution même du royaume, et dont il était fait mention dans le serment des rois à leur sacre ;

Qu'en supposant même que les comtes de Bar eussent conservé le pouvoir de faire des lois, il est évident que le seigneur du Barrois mouvant ne pouvait avoir le droit de faire dans son fief que des lois compatibles avec les rapports du vassal à son suzerain et non celles qui auraient pour objet de constituer, dans sa seigneurie, un domaine de la même nature que le domaine royal, et

cela sans l'intervention du roi ni du parlement de Paris, Cour féodale du royaume, et gardien spécial du domaine et de la souveraineté de la Couronne.

Qu'aussi nos publicistes les plus consommés et nos magistrats les plus célèbres ont pensé que, si l'on pouvait induire des termes du Concordat de 1571 et de la Déclaration de 1575 que les ducs de Lorraine et de Bar, successeurs des comtes de Bar, pouvaient faire des lois pour le Barrois mouvant, il fallait bien entendre que ce n'étaient que de certaines lois, que de simples lois d'administration et de police ».

Il est évident que, dans ces attendus, seul le droit public interne fournit les principes qui sont à la base de l'argumentation développée par la Cour de cassation.

Mais voici un passage où nous trouvons un appel implicite du droit international :

« Qu'il suit de tout ce que dessus, qu'en considérant d'abord les ducs de Lorraine comme souverains dans le Barrois mouvant, et en déclarant que par suite le domaine qu'ils y possédaient était inaliénable et faisait partie du domaine de l'Etat français depuis la réunion de ce Barrois mouvant, les arrêts attaqués ont faussement appliqué et violé tant la loi du 14 ventôse an VII que les anciennes lois du royaume relatives :

1^o aux droits constitutifs de la souveraineté ; 2^o au principe du droit féodal sur les rapports du vassal avec son seigneur suzerain ; 3^o à l'attribution au Parlement de Paris de la garde et conservation des droits ci-dessus et du domaine de la Couronne ; 4^o au principe reproduit par le Code civil sur l'aliénabilité des biens qui ne sont pas mis hors du commerce par une loi formelle et obligatoire ».

En droit international, quand un Etat disparaît par son incorporation à un autre Etat, tous les biens de son domaine public sont transmis à l'Etat incorporant avec leur caractère propre et leur condition juridique¹. La décision de la Cour suprême suppose ce principe admis, mais, d'autre part, pour en écarter l'application, elle se borne à déclarer que les ducs de Lorraine n'étaient pas des « souverains », en se basant à cet effet uniquement sur le raisonnement rapporté ci-dessus et qui nous l'avons vu ne met en jeu que des principes de droit public interne.

Ainsi, le problème essentiel de droit international public qui se trouvait posé n'a pas été abordé.



Voici, en second lieu, une décision qui intéressait le droit des gens sur un autre point de la théorie générale de l'Etat en droit international, savoir : quels sont les effets de l'Union personnelle. Nous reproduisons ci-dessous le texte du passage que Merlin consacre à cet effet dans son *Répertoire* (V. « Souveraineté », p. 767).

« Lorsque deux souverainetés distinctes sont gouvernées par le même prince, quels sont, dans l'une, l'état et les droits des citoyens de l'autre ? Quels sont, dans celle-ci les effets des actes de gouvernement ou de juridiction faits par celle-là ?

Cette question, déjà traitée dans le plaidoyer du 28 ventôse an XIII, rapporté à l'article « Testament », sect. 2, § 3, art. 8, s'est représentée depuis dans une espèce qui ne peut plus se reproduire, puisque les Couronnes de France et d'Italie ne reposent plus sur la

1. Fauchille, t. I, p. 380.

même tête, mais que nous n'en devons pas moins retracer ici, parce qu'elles peuvent servir d'exemple pour d'autres Etats ».

Voici l'espèce citée par Merlin :

(Sirey. 1811.14.1180, Morelli contre Guecco, Cass., 28-8-1812).

Dame Morelli obtient un arrêt de la Cour de Milan, dans le « Royaume d'Italie » (fondé par Napoléon et soumis à sa domination).

Elle en demande l'exécution au tribunal de Gênes, pays réuni à la France ; Gênes refuse de le faire sans nouvel examen au fond.

La Cour de cassation confirme :

1^o Sur l'application de l'art. 546, Code procédure civile, aux termes duquel les jugements étrangers ne sont pas exécutoires en France, sans exequatur et sur la faculté qu'ont les Français condamnés par un tribunal étranger de débattre à nouveau leurs droits devant le tribunal français (art. 121 de l'ordonnance de 1629). « Attendu que cette faculté qui est consignée dans l'article 121 de l'ordonnance de 1629, article qui renferme une loi politique non abrogée par les nouveaux codes et qui, bien qu'il n'ait pas été publié dans les Etats de Gênes, y est devenu exécutoire par l'effet seul de leur réunion à l'Empire français.

2^o Sur le caractère étranger de la Cour de Milan :

« Attendu que quoique l'Empire français et le Royaume d'Italie soient soumis au même principe, ils n'en forment pas moins deux monarchies distinctes et séparées.... que les tribunaux d'Italie sont donc étrangers... qu'elle n'est pas sérieuse l'objection prise de ce que les jugements se rendent en Italie comme en France au nom

du même monarque qui ne peut avoir deux volontés ; car, 1^o ce n'est pas le monarque lui-même qui rend la justice en France et en Italie, mais bien les différents tribunaux qu'il a institués et la clause qui ordonne l'exécution des jugements rendus par les tribunaux d'Italie n'est adressée qu'aux fonctionnaires italiens et réciproquement ; 2^o de ce que les arrêts des Cours supérieures rendus au nom de l'empereur réforment les jugements des tribunaux inférieurs rendus aussi au même nom, l'on n'a jamais inféré que l'Empereur eût deux volontés qui se contredisent ».

A l'audience, Merlin développa sur cette affaire les considérations suivantes :

« Reste notre quatrième question, celle de savoir si nos tribunaux peuvent et doivent, sans révision préalable du fond, déclarer exécutoires en France les jugements qui sont rendus contre des Français par des tribunaux du Royaume d'Italie ».

« Pour établir l'affirmative, la demanderesse vous dit que l'Empire français et le Royaume d'Italie sont gouvernés par le même souverain ; que si c'est au nom de ce souverain qualifié d'Empereur que les tribunaux français rendent leurs jugements, c'est aussi au nom de ce souverain qualifié de roi, que les tribunaux italiens rendent les leurs ; que c'est par conséquent le même souverain qui, dans l'un et l'autre Etat, juge par l'organe des magistrats qu'il institue dans l'un et dans l'autre ; qu'il ne peut donc pas contredire, par l'organe de ses magistrats français, ce qu'il a jugé par l'organe de ses magistrats italiens ; que c'est une pure subtilité de distinguer deux êtres moraux dans le souverain de deux Etats qui ne forme qu'un seul être physique... ».

« Mais quoique gouvernés par le même souverain, ces deux Etats n'en forment pas moins deux souverainetés distinctes et absolument indépendantes.

« Est-elle bien exacte cette proposition de la demander, que c'est l'Empereur qui juge dans les tribunaux français comme c'est le Roi d'Italie qui juge dans les tribunaux italiens ? Et quand il serait aussi vrai qu'il est faux, que ce que veut le Roi d'Italie, l'Empereur ne peut pas ne pas le vouloir, serait-il bien raisonnable d'en conclure que les tribunaux français ne peuvent pas empêcher en France l'exécution des jugements rendus par les tribunaux italiens ?

« Sans doute, c'est au nom de l'Empereur que la justice est administrée en France, et c'est au nom du Roi qu'elle l'est en Italie. Mais de là s'ensuit-il que c'est le roi qui est censé juger en Italie, que c'est l'Empereur qui est censé juger en France ?

« Sous l'Ancien Régime, les bons esprits s'élevaient de temps en temps, avec plus ou moins de force, contre le cumul du pouvoir judiciaire avec le gouvernement. Mais ce cumul n'en avait pas moins lieu de fait, et il y en a eu un très grand nombre d'exemples...

« Mais aujourd'hui, il est universellement reconnu que, dans aucun des cas où il ne s'agit pas directement des droits de la souveraineté, le monarque ne peut exercer le pouvoir judiciaire..

« Il n'est donc pas vrai qu'aujourd'hui l'empereur puisse être censé juger lui-même dans les tribunaux français. Il n'est donc pas vrai qu'aujourd'hui le roi d'Italie puisse être censé juger lui-même dans les tribunaux italiens.

« Nous avons vu que le gouvernement décide, par le

décret du 23 octobre 1811, que le Royaume d'Italie doit être traité, relativement à l'extradition des prévenus du crime, comme toute autre souveraineté étrangère ; et en effet, le pouvoir judiciaire qui applique les lois en France n'est pas le même qui les applique en Italie. Le pouvoir judiciaire français ne peut donc pas être lié par les actes du pouvoir judiciaire italien. Les jugements des tribunaux italiens n'imposent donc pas, par eux-mêmes, aux tribunaux français l'obligation de les déclarer exécutoires.

« Par ces considérations, nous estimons qu'il y a lieu de rejeter la requête de la demanderesse ».

On remarquera tout d'abord que les auteurs ne citent pour ainsi dire jamais ce cas d'Union personnelle. D'ailleurs il n'a fonctionné que pendant une très courte durée. Cedi dit, il est à noter que la théorie exposée par Merlin et adoptée par la Cour est déjà basée sur le principe dont s'inspire la doctrine actuelle : savoir : chaque Etat-membre conserve sa souveraineté entière, au point de vue international et au point de vue interne, les rapports entre ces deux Etats sont des rapports internationaux, l'Union n'est pas un corps politique au-dessus des deux Etats, elle n'est pas une personne internationale. Déjà la notion patrimoniale de la souveraineté est écartée complètement.

* * *

A une époque où le droit naturel jouit encore d'une grande faveur et fait l'objet de nombreuses et importantes études, la théorie des droits fondamentaux des Etats devrait tenir une grande place dans la science du droit des gens. Pour G.F. de Martens notamment,

l'exposé du droit international consiste dans la description des droits des Etats, tels qu'ils découlent de la loi naturelle, de la coutume et des traités. On parle des droits toujours, des compétences pour ainsi dire jamais.

Aujourd'hui, la théorie des droits fondamentaux présente un caractère un peu exceptionnel dans le système actuel qui repose surtout sur la détermination des compétences respectives des Etats. M. K. Strupp donne à cette théorie le point d'appui que voici :

« Il faut comprendre par droits fondamentaux quelques-unes des normes du droit international public énumérées *sub a*, qui, nées de la coutume universelle, ont un effet absolu, c'est-à-dire sont opposables à tous les Etats-membres de la communauté internationale. Tout Etat, dès sa reconnaissance comme sujet du droit des gens est lié par des normes sans qu'une acceptation expresse ou tacite de sa part soit même nécessaire (*praesumptio juris et de jure*).

Les droits fondamentaux se ramènent à trois principaux :

le droit au respect de la souveraineté intérieure et extérieure ;

l'indépendance ;

l'égalité.

Au droit d'indépendance se rattache la question de savoir si un Etat peut être soumis dans une mesure quelconque à la juridiction des tribunaux d'un autre Etat. Les tribunaux d'un Etat sont-ils compétents pour statuer sur des litiges dans lesquels figure comme partie plaidante un Etat étranger ?

L'incompétence des tribunaux d'un Etat à l'égard d'un autre Etat est unanimement reconnue pour le cas où l'Etat

étranger est appelé en justice à raison d'actes accomplis par lui dans l'exercice même de son droit de souveraineté, pour assurer l'administration générale du pays et le fonctionnement des services publics. Vouloir apprécier et juger les conséquences de ces actes, ce serait s'ingérer dans la politique intérieure de l'Etat étranger et nier ses droits d'autonomie et d'indépendance. A raison des actes du gouvernement et d'administration publique, un Etat doit être et est entièrement soustrait à la juridiction d'un autre Etat. La jurisprudence française s'est toujours prononcée en ce sens et elle est suivie par tous les auteurs.

Mais une divergence d'opinions se produit lorsqu'il s'agit d'actes passés par l'Etat, non plus pour remplir l'une de ses fonctions souveraines et sa mission gouvernementale, mais accomplis par lui comme un simple particulier et à titre privé. L'Etat s'est, par exemple, livré à des opérations commerciales, il s'est, comme cela existe en plusieurs pays, fait entrepreneur de transports par chemins de fer. Ne peut-il être assigné en pays étranger par un expéditeur ou par un destinataire ?

L'Etat qui a émis un emprunt à l'étranger peut-il être poursuivi par ses obligataires étrangers devant les tribunaux de leur pays, si un différend s'élève au sujet du service de cet emprunt ? Cette dernière hypothèse, qui est devenue en France d'une brûlante actualité ne semble pas s'être présentée devant les tribunaux entre 1789 et 1848. Mais, à diverses reprises, des particuliers, invoquant un contrat civil ou commercial se sont pourvus devant des tribunaux. C'est à cette occasion que ceux-ci ont eu à se prononcer sur la question des droits fondamentaux.

Nous citons ci-dessous, dans l'ordre chronologique, cinq décisions, dans lesquelles il s'agit chaque fois d'une procédure de saisie-arrêt, aboutissant à bloquer des espèces ou des marchandises appartenant à un Etat étranger et se trouvant entre les mains d'un tiers sur le territoire français.

La créance invoquée contre l'Etat débiteur saisi est tantôt :

Une créance commerciale (fourniture), 1^{re} espèce ;

Une créance civile : travaux législatifs accomplis par un avocat, 2^e espèce ;

Une créance commerciale, 3^e espèce ;

Une créance civile : appointements d'un professeur, 4^e espèce ;

Dans aucun de ces cas, la juridiction civile ne s'arrête aux caractères propres à la créance invoquée.

Elle justifie sa décision en s'appuyant sur l'idée d'indépendance mutuelle des Etats ; à la lumière de ce principe, elle trouve choquant qu'un Etat puisse être soumis à l'autorité des tribunaux d'un autre Etat, pour quelque cause que ce soit, ajoutant, quand il s'agit d'espèces saisies-arrêtées (1^{re} espèce notamment) que les deniers appartenant à un Etat sont des deniers publics, destinés au fonctionnement des services publics et échappant par conséquent aux voies d'exécution du droit commun.

Balguerie contre gouvernement espagnol). Les sieurs Balguerie et C^e de Bordeaux, créanciers à divers titres du gouvernement espagnol pour une somme de : 1.194.922 fr. 50, formèrent opposition entre les mains de MM. Ardouin, Hubbard et Laffitte, banquiers à Paris, détenteurs de sommes importantes provenant de leur souscription à l'emprunt souscrit par cette puissance.

Un arrêt de la Cour de Paris annule cette saisie-arrêt pour les motifs suivants :

« La Cour, considérant que les banquiers Ardouin, Hubbard et Laffite, en s'obligeant à verser 140 millions de réaux, dans les termes stipulés par l'emprunt du 22 novembre 1921, en échange des inscriptions qui leur seraient délivrées au fur et à mesure de leurs versements, ne se sont constitués débiteurs d'aucune somme envers l'Espagne ; que l'inscription primitive de : 700.000 piastres, depuis convertie en Bons ou Certificats au porteur, pour faciliter l'exécution de l'emprunt, leur a été remise à titre de garantie, et que, d'après le traité, la seule obligation contractée à cet égard par les banquiers français était de rendre à l'Espagne les valeurs qui excèderaient celles nécessaires pour balancer et pour couvrir le compte créateur ;

« Considérant que l'on ne saurait assimiler un emprunt créé par un gouvernement pour ses besoins à un contrat de prêt entre particuliers, que les deniers d'un pareil emprunt, comme les autres deniers publics, ne pourraient être frappés de saisies-arrêts ou oppositions, ni être détournés de leur destination spéciale sans paralyser la marche de ce gouvernement ;

« Considérant qu'il est également de principe qu'un tiers saisi ne peut être tenu de verser aucune somme entre les mains du créancier saisissant, qu'à la charge par ce dernier de leur donner une quittance pleinement libératoire, et une subrogation dans des droits que le débiteur saisi ne puisse récuser ; que cette maxime de toute raison et de toute justice, qui protège le tiers saisi est absolue et n'admet nulle exception ;

« Considérant qu'en supposant les tiers saisis débi-

teurs et les deniers saisissables, la maison Balguerie saisissant sur le gouvernement espagnol, ne pourrait dans l'état actuel des choses, et vu le principe d'indépendance des gouvernements qui domine cette affaire, procurer aux banquiers Ardouin, Hubbard et Laffitte la sécurité et la décharge valables auxquelles ils auraient droit ».

Du 7 janvier 1825, Cassation de Paris :

Le pourvoi formé contre cet arrêt a été rejeté par arrêt de la Chambre des requêtes du 14 mai 1827, motivé sur ce que les banquiers français en souscrivant des promesses de l'emprunt mis en cours de négociation ne s'étaient constitués débiteurs d'aucune somme envers le gouvernement espagnol, et qu'il n'y avait pas lieu, par conséquent, de statuer sur la question d'insaisissabilité.

Blanchet contre République d'Haïti. — En 1827, le sieur Blanchet, avocat à la Cour d'appel de Paris, forma opposition entre les mains des sieurs Baudin, Etesse et Brouard, du Havre, consignataires d'un chargement de cafés destinés par la République au paiement de l'indemnité des colons, comme créancier de cette République d'une somme de 157.000 francs. Le Tribunal civil du Havre, par jugement qui est passé en force de chose jugée, a ordonné la main-levée de la saisie pour les motifs suivants :

Le Tribunal : Attendu que pour décider si la juridiction française peut s'étendre sur les gouvernements étrangers, sur les souverains ou chefs de ces gouvernements, il convient de remonter à l'origine du droit de juridiction ; — Que sans contredit ce droit émane de la souveraineté ; qu'il ne suffit pas, en effet, de faire des lois, qu'il faut encore en procurer l'exécution ; — Que la

souveraineté étant l'autorité publique qui commande dans la société civile, et ordonne ce que chacun y doit faire pour en atteindre le but, comme l'a dit Vattel, un des attributs de cette souveraineté est la juridiction qui consiste à réprimer les contraventions, à prononcer sur les différends ;

« Attendu que, naturellement et directement, le droit de juridiction ne s'étend que sur les nationaux, un étranger ne pouvant être tenu d'obéir à un autre qu'à son prince ;—Que néanmoins on doit, dans certains cas, soumettre les particuliers étrangers à la juridiction d'un pays dont ils ne sont pas citoyens et qu'on a toujours considéré cette soumission comme étant de droit, lorsque l'étranger est censé y avoir accédé lui-même et que la conservation de la paix publique et particulière de l'Etat est intéressée dans l'affaire ; — Qu'ainsi, par une conséquence des principes, l'étranger peut être poursuivi au criminel pour délits commis sur le territoire où l'hospitalité lui a été donnée, et non pour délits commis à l'étranger ; au civil, pour contrats faits dans le pays avec des nationaux, et non pour des actes intervenus entre lui et un autre étranger ; Qu'il y aurait, en effet, abus de l'hospitalité si l'étranger pouvait impunément violer la loi à laquelle il est réputé s'être soumis et tromper ceux qui l'ont admis parmi eux ; mais que, d'un autre côté, le juge d'un pays, pour punir un délit commis en pays étranger, ou prononcer sur des actes faits entre étrangers ne pourrait s'appuyer ni de la soumission tacite aux lois qu'il est chargé de faire exécuter, ni du besoin de conserver la paix publique et particulière ;

« Attendu que, d'après ces considérations, l'étranger non résidant dans un pays ne devrait pas être traduit

devant les tribunaux de ce pays pour engagements contractés à l'étranger, même avec un sujet du gouvernement qui a institué ses tribunaux ; Qu'en effet, aucune de ces considérations n'est applicable dans ce cas ; Que dès lors, l'art. 14 de notre Code civil sort évidemment du droit commun et n'a été introduit dans notre législation que par exception et pour protéger plus efficacement les Français ; Que cela est si vrai que les Suisses, en accordant l'exécution parée aux jugements français, ont hautement protesté contre cet article 14 et ramené les choses au droit commun, en stipulant la non application de cet article aux sujets de la Confédération Helvétique (art. 13 et 15 du traité du 27 septembre 1805) ; — Que probablement il en serait de même de toutes autres nations qui consentiraient à permettre aux jugements français de franchir la limite de leur territoire, et d'y conserver leur caractère et leur force exécutoire ;

« Attendu qu'après avoir ainsi développé les principes du droit de juridiction sur les particuliers nationaux et étrangers, il convient d'examiner ce droit par rapport aux souverains ; — Que d'abord un souverain ne pourrait soumettre à la juridiction, qui est une émanation de sa puissance, un autre souverain indépendant ; qu'en ce cas, l'indépendance des nations exige que tout se traite d'égal à égal et par les voies diplomatiques ; — Attendu, en outre, que dans les actes d'un souverain envers ses sujets, et relativement à sa propre juridiction, on doit distinguer ceux des actes qui proviennent de l'exercice direct de la souveraineté, par exemple, la nomination aux emplois de ceux qui ne s'y rattachent qu'indirectement, tel qu'un contrat dans lequel le gouvernement figure comme pourrait figurer un particulier ; — Que dans le

premier cas, l'action de la souveraineté est dégagée de toutes entraves, n'est soumise à aucun contrôle ; mais que dans le second, il semble, ainsi que l'a dit Vattel, conforme à la bienséance, à la délicatesse des sentiments, à l'amour de la justice qui doit particulièrement briller dans un souverain, de faire décider les contestations par les tribunaux de l'Etat ; — Que cette abdication momentanée de la souveraineté est dans l'intérêt même du monarque qui donne de cette manière l'exemple de l'obéissance aux lois ;

« Mais attendu que la question change évidemment de face s'il s'agit de soumettre à la juridiction d'un pays un souverain étranger pour actes intervenus entre lui et un naturel de ce pays ; — Que d'abord on ne peut exciper de l'art. 14, Code civil qui, comme sortant du droit commun, ne peut être appliqué par induction ; que les exceptions, en effet, doivent être rigoureusement restreintes ; — Qu'évidemment, d'après les expressions de cet article, d'après le chapitre où il est placé, d'après l'acception du mot « étranger » dans tout ce chapitre, on ne peut appliquer ce même article qu'au particulier étranger ; — Que dans ce sens, cet article est sans inconvénients réels puisqu'il est libre aux gouvernements étrangers de n'en pas tolérer les résultats sur leurs territoires ; et que, d'ailleurs, la soumission du sujet d'un prince étranger à la juridiction d'un autre pays, soumission qui est de droit commun en beaucoup de circonstances, n'intéresse pas essentiellement l'indépendance nationale ; — Qu'il y aurait, au contraire, atteinte portée à la dignité et à l'indépendance des nations à forcer un gouvernement étranger à se défendre devant d'autres tribunaux que ceux qui émanent de lui ; Que la soumission qui,

de la part du souverain, de l'autorité duquel ces tribunaux sont dépositaires, est un acte de bienséance et de justice, serait pour le souverain étranger une marque de sujétion et d'abaissement ; — Que vouloir régler en ce cas la conduite des gouvernements étrangers par la manière d'agir du roi de France ou de son gouvernement en France, ce serait astreindre ces gouvernements étrangers à suivre des règles de compétence qui peuvent ne pas être en harmonie avec celles créées par les lois de leur pays ; — Que même l'assimilation ne pourrait être parfaite, le gouvernement français ayant eu soin, dans une infinité de circonstances, de soumettre la décision de causes qui l'intéressent à des tribunaux d'exception, absolument incompetents à l'égard des gouvernements étrangers ; — Qu'ainsi, sous tous les rapports, les gouvernements sont indépendants de la juridiction instituée chez les autres nations ; — Que dès lors, en supposant que les travaux législatifs de M^e Blanchet aient été, entre lui et le gouvernement d'Haïti, ou le chef de ce gouvernement, reconnu indépendant par l'ordonnance du 17 avril 1825, l'objet d'un contrat ou d'un quasi-contrat, il ne pourrait recourir à la justice française ni pour l'autorisation de saisie-arrêt, ni pour les suites de la saisie-arrêt ; qu'il devait, ou réclamer l'intervention du roi, ou se soumettre à la juridiction instituée dans la République d'Haïti ; que telle est l'opinion de Vattel, n^o 214, liv. II, chap. 14^o ;

« Attendu que d'après cette décision, il devient inutile d'examiner si les marchandises ou valeurs arrêtées étaient saisissables ; — Par ces motifs, le Tribunal se déclare incompetent pour commettre de la demande formée par M^e Blanchet ; Rapporte l'ordonnance du 30 septembre

1826, comme incomplètement rendue ; Donne, par suite, mainlevée de la saisie-arrêt en date du même jour, et ordonne que MM. Baudin, Etesse et Brouard se libèreront aux mains des agents de la République d'Haïti ».

Du 28 mai 1827, Tribunal civil du Havre.

(*Terneaux-Gandolphe, contre République d'Haïti*). —

En 1829, le Tribunal de la Seine eut à statuer sur une contestation pareille entre la République d'Haïti et la maison Terneaux-Gandolphe. L'incompétence des tribunaux français était invoquée par la République d'Haïti : le Tribunal a ainsi jugé :

Le Tribunal. — Attendu qu'il est de principe consacré par le droit des gens que les Etats sont indépendants les uns des autres ; que la conséquence la plus immédiate de ce principe est le droit de juridiction que chaque nation conserve pour juger tous les actes quelconques émanés d'elle ; que soumettre les engagements d'une nation à la juridiction d'une autre nation, c'est nécessairement ôter à la première son indépendance et la rendre sujette à l'autre, à la décision de laquelle elle serait forcée d'obéir ; — Que cette juridiction souveraine reconnue par tous les publicistes appartenant à chaque Etat, n'a jamais été contestée en France ; que l'art. 14 du Code civil n'a trait qu'aux engagements contractés par des particuliers au profit des Français et non à des engagements contractés au profit de ceux-ci par des gouvernements étrangers ; que cette doctrine a été professée implicitement lors de la discussion de l'article précité au Conseil d'Etat, où il a été reconnu que ses dispositions n'étaient pas applicables aux ambassadeurs, qu'en effet, si les ambassadeurs ne sont pas soumis à la juridiction du pays où ils sont envoyés et reçus, à plus forte raison le gouver-

nement duquel ces ambassadeurs tiennent leurs pouvoirs ne doit pas être soumis à cette juridiction ; — Attendu en outre, que les deniers appartenant à un Etat, qui se trouvent entre les mains d'un tiers dans un autre Etat, n'en conservent pas moins le caractère de deniers publics dont la destination est sacrée ; qu'ainsi ils sont insaisissables ; — Attendu, d'après ces motifs, que les tribunaux français sont incompétents pour prononcer une condamnation contre le gouvernement d'Haïti ; — Que les ordonnances qui ont autorisé les saisies-arêts formées sur les deniers ou valeurs appartenant à ce gouvernement sont incompétemment rendues ; — Se déclare incompétent pour prononcer la condamnation demandée par Ternaux-Gandolphe et C^o contre la République d'Haïti. — Déclare nulles et de nul effet comme incompétemment rendues les ordonnances ainsi que les oppositions, etc ».

Du 2 mai 1828, Trib. de la Seine.

(*Solon contre gouvernement égyptien*). — M. Solon avait été choisi, par l'intermédiaire de M. Macarel, Conseiller d'Etat et d'Artim-Bey, secrétaire de S.A. le pacha d'Egypte, pour aller fonder au Caire une Ecole d'administration publique. Il était dit que M. Solon resterait pendant huit ans au service du vice-roi. Il devait recevoir 15.000 fr. de traitement par an et un logement digne de sa mission et dans le voisinage de l'Ecole.

Au mois d'août 1845, M. Solon, à la suite de quelques difficultés avec le vice-roi, quitta l'Egypte et revint en France. De retour dans son pays, il a prétendu que le vice-roi lui avait signifié son congé sans motif et qu'il avait dû céder à la toute puissance du pacha. En consé-

quence, M. Solon a fait pratiquer des saisies-arrêts entre les mains de deux négociants de Marseille sur les valeurs et marchandises qu'ils pouvaient avoir pour le compte du gouvernement égyptien. Depuis, ces saisies-arrêts ont été dénoncées au gouvernement égyptien en la personne d'Artim-Bey, représentant et mandataire du pacha. De plus, M. Solon a fait assigner le gouvernement égyptien devant le tribunal civil de la Seine pour le faire condamner à lui payer 100.000 fr. de dommages-intérêts, tant pour six années de traitement que pour frais de voyage en Egypte et de retour en France. Un jugement par défaut a accueilli la demande de M. Solon, sur l'opposition du vice-roi :

« Le Tribunal : — Attendu que selon les principes du droit des gens, les tribunaux français n'ont pas juridiction sur les gouvernements étrangers, à moins qu'il ne s'agisse d'une action à l'occasion d'un immeuble possédé par eux en France comme particulier, ce qui emporte attribution territoriale et exécution ;

« Attendu qu'en matière de déclinatoire, le juge doit avant tout consulter les termes de la demande ; — Attendu que l'action de Solon est une action personnelle qu'il motive sur un prétendu engagement dont la rupture lui aurait causé un préjudice ; — Attendu que toutes les expressions de la demande lui donnent le caractère personnel et révèlent qu'elle est dirigée contre le gouvernement égyptien et non contre un particulier ; — Attendu que pour apprécier cette demande, il ne faudrait pas examiner un acte particulier ayant pour cause un intérêt privé mais un acte administratif et gouvernemental, intervenu entre un fonctionnaire auquel il a été conféré un emploi et une mission dont le demandeur a dû peser

les conséquences ; qu'il serait en outre nécessaire de rechercher les causes de la rupture qui motive l'action ; que de pareilles appréciations ne sauraient appartenir à la juridiction française ; — Attendu que la demande ne tend pas seulement à faire valider les saisies-arrêts pratiquées sur les marchandises appartenant soit au gouvernement égyptien, soit à Méhémet-Ali personnellement mais d'abord et avant tout préjudiciellement, à obtenir contre ce gouvernement la somme de 100.000 fr. de dommages-intérêts ;

« Reçoit S.A. Méhémet-Ali, opposant au jugement rendu par défaut, le 25 août 1846 et, faisant droit, déclare ledit jugement non avenu ; — Se déclare incompétent sur la demande introduite par M. Solon et le condamne aux dépens ».

Du 26 avril 1847, Trib. civ. de la Seine.

La 5^e décision est du 22 janvier 1849, elle dépasse si peu la période à laquelle nous avons limité notre étude, que nous croyons devoir la citer, d'autant plus qu'elle comporte, au Dalloz, une importante note anonyme et le résumé des débats, d'où nous extrayons les passages suivants :

Examinant la thèse d'après laquelle l'Etat étranger agissant comme personne privée, devrait être justiciable des tribunaux français, l'annotateur du Dalloz écrit :

« Mais qui ne sent qu'une telle doctrine, destinée en apparence à assurer aux nationaux la protection des tribunaux de leur pays lorsqu'ils se trouvent créanciers de gouvernements étrangers, aurait en définitive pour résultats d'empêcher toutes transactions entre ces gouvernements et les citoyens des autres nations, et de jeter dans les rapports internationaux des éléments propres

à en gêner le développement et peut-être à en rompre l'harmonie. Croit-on qu'un gouvernement étranger se résoudrait facilement à voir les deniers dépendant des finances de l'Etat exposés à des saisies-arrêts et les services publics en danger d'être interrompus par des contestations plus ou moins fondées ? Le gouvernement duquel relèverait le créancier saisissant ne serait-il pas facilement soupçonné de prêter les mains à d'injustes demandes ? Enfin, les créances contractées d'Etat à particulier sont-elles toujours susceptibles d'être réglées comme des créances de particulier à particulier ? La comptabilité des deniers publics est soumise en tout pays à des règlements spéciaux ; quelle autre autorité que le gouvernement étranger pourrait connaître de ces comptes et quelle législation pourrait-on appliquer si ce n'est celle du pays ? Le particulier qui traite avec un gouvernement étranger accepte tacitement la juridiction étrangère comme une nécessité de ce contrat.

On ne saurait, en effet, soumettre une nation à la juridiction d'une autre nation sans blesser le principe de l'indépendance réciproque des Etats. La juridiction est un des attributs de la souveraineté ; un Etat ne peut donc l'exercer vis-à-vis d'un Etat étranger (à part le cas fort rare où il l'accepterait librement) sans courber jusqu'à un certain degré cet Etat à sa domination.

La thèse a été soutenue par le défendeur au pourvoi à l'aide de l'argumentation que voici :

Si telle est la portée réelle de l'art. 14, il repousse l'exception qu'on veut y faire, en soustrayant à la compétence des tribunaux français un Etat ou une nation étrangère liée vis-à-vis d'un Français par un engagement du droit privé. Les mêmes motifs qui ont fait

garantir au Français contractant avec un individu étranger la compétence de ses juges nationaux, ces mêmes motifs tirés de la confiance exclusive au législateur, à l'inamovibilité et à la science du magistrat français, s'appliquent ici entièrement. Il y a même un motif de plus lorsqu'il s'agit d'un Etat étranger, parce que si le législateur français a craint la partialité du tribunal étranger pour juger un étranger, *a fortiori* cette crainte doit-elle naître lorsque le Français se trouve en présence d'un aussi redoutable adversaire ? Les règles du droit des gens et le respect à la souveraineté étrangère ne peuvent en aucune manière être invoqués pour motiver, dans l'espèce, une exception à l'art. 14. Si, par les règles du droit des gens et le respect dû à la souveraineté étrangère, on entend dire que chaque nation a une souveraineté égale et que la juridiction étant un attribut essentiel de la souveraineté les juges d'un pays ne peuvent juger que leurs nationaux, on raisonne peut-être logiquement d'après le principe de la souveraineté posé d'une manière absolue, mais on n'entend pas le droit des gens comme l'a entendu l'art. 14 du Code civil, et que cet article soit une application de ce droit ou une dérogation à ses principes, on l'efface complètement du Code. Or nous ne pouvons ni ne devons appliquer les principes du droit des gens que dans la limite où la mesure dans laquelle notre loi française les applique elle-même mais il est certain d'ailleurs que notre loi a respecté les vrais principes du droit des gens dans l'art. 14 du moment qu'elle n'a soumis à la juridiction française que l'engagement *civil* ou *privé*, contracté vis-à-vis du Français, puisqu'elle soustrait par là même à la juridiction française tous les actes politiques émanés d'une puissance étrangère,

lors même qu'ils eussent constitué nécessairement les droits privés pour un Français. C'est là réserver à la souveraineté étrangère toute sa liberté et toute son indépendance ; car c'est seulement à l'égard de ces actes que l'Etat étranger agit réellement comme souverain. C'est pour ces seuls actes politiques qu'il est puissance publique, qu'il a ses charges d'affaires et ses ambassadeurs, et qu'il peut légalement invoquer les dispositions du droit des gens, qui ne soumettent en ce cas ses actes, à aucun contrôle. Remarquons, en effet, que tout Etat souverain peut agir comme l'Etat français lui-même, en raison de deux qualités distinctes ; où il est puissance politique, et comme telle objet d'une responsabilité purement politique, qui le place hors du contrôle non seulement des tribunaux étrangers mais de ses propres tribunaux ; ou il est personne civile, acquérant des biens et contractant aux termes du droit commun, et alors soumis comme telle à une responsabilité civile qui n'engage ni ne compromet son action politique et le rend justiciable pour tous les engagements qu'il contracte, des tribunaux ordinaires. Pourquoi, dans ce cas, sinon parce que l'Etat a contracté dans ce cas comme personne privée et qu'il est assimilé dès lors à un particulier ? Lors donc qu'il agit comme personne privée, l'Etat étranger n'est plus vis-à-vis des autres nations, qu'un étranger ordinaire. L'art. 14 s'applique à lui rigoureusement dans ses termes et dans son esprit. Refuser d'appliquer ces principes, c'est bouleverser tout notre droit français privé, c'est accorder aux Etats étrangers un bénéfice et une position toujours exceptionnelle que nous n'accordons pas au nôtre. En effet, aux termes du Code civil et du Code de procédure (art. 69), l'Etat

français, lorsqu'il contracte un engagement privé, n'est plus un corps politique gouvernant, mais une personne morale et civile assimilée à toute personne privée et soumis comme telle à la compétence des tribunaux ordinaires sauf les cas où une juridiction spéciale est établie par la loi. Or, les tribunaux sont, en vertu d'un principe général de notre droit, compétents pour tout étranger contractant avec un Français. C'est la jurisprudence du droit commun que nous leur imposons. Du moment donc que l'Etat étranger, en vertu de l'engagement qu'il contracte, n'est plus qu'une personne privée, on ne peut concevoir qu'il soit soustrait à cette juridiction de droit commun que subit l'Etat français lui-même lorsqu'il contracte un engagement semblable. Si ces principes sont, comme nous le voyons, parfaitement exacts, tous les motifs de l'art. 14 sont applicables dans la cause ; car l'Etat étranger, par cela même qu'il a contracté avec un Français, doit être présumé soumis à notre juridiction. Il en a fait élection librement, puisque rien ne l'obligeait à contracter ; il ne peut donc se plaindre des conséquences légales d'un contrat consenti volontairement et sans réserve.

Arrêt : (ap. délib. en la Ch. du Cons.) :

La Cour : — Vu l'art. 14 Code civil ; — Attendu que l'indépendance réciproque des Etats est l'un des principes les plus universellement reconnus du droit des gens ; — Que, de ce principe, il résulte qu'un gouvernement ne peut être soumis, pour les engagements qu'il contracte, à la juridiction d'un Etat étranger ; — Qu'en effet, le droit de juridiction qui appartient à chaque gouvernement pour juger les différends nés à l'occasion des actes émanés de lui, est un droit inhérent à son auto-

rité souveraine, qu'un autre gouvernement ne saurait s'attribuer sans s'exposer à altérer leurs rapports respectifs ; — Que si l'art. 14 Code civil autorise à citer devant les tribunaux français l'étranger qui a contracté des obligations envers un Français, cet article ne porte aucune atteinte au droit des gens énoncé plus haut ; qu'il n'a trait qu'aux engagements privés contractés entre les citoyens appartenant à deux Etats différents et non aux engagements auxquels un Etat étranger a pu se soumettre envers un Français, ce qui s'induit très naturellement des termes mêmes de cet article et notamment de ce qu'il est placé dans un livre du Code civil qui traite exclusivement des *personnes* et sous un chapitre dont les dispositions sont destinées à régler uniquement les droits civils de celles-ci ;

Attendu d'ailleurs, qu'avec quelque personne qu'un Etat traite, cette personne, par le seul fait de l'engagement qu'elle contracte, se soumet aux lois, au mode de comptabilité et à la juridiction administrative ou judiciaire de cet Etat ; — Que les questions qui se rapportent au mode de vérification, à la liquidation ou à la saisie des créances d'un gouvernement sur des nationaux ou sur des étrangers ne peuvent être résolues que par des règles du droit public de cet Etat, et, par conséquent, ne peuvent être jugées par des tribunaux étrangers ; — Que, pour qu'une saisie faite en France de sommes appartenant à un Etat étranger fût de nature à produire l'effet qui lui est propre, il faudrait que sa validité, une fois prononcée, pût libérer le tiers saisi, mais qu'il ne saurait en être ainsi, puisque le gouvernement étranger n'étant pas tenu de reconnaître la décision de la juridiction qui aurait validé la saisie, pourrait toujours réclamer de son

débiteur le paiement de sa créance, réclamation qui exposerait de sa créance, réclamation qui exposerait le tiers saisi à payer deux fois...

« Attendu, en fait, qu'un jugement du Tribunal de Bayonne a déclaré ladite saisie-arrêt valable et que, sur l'appel interjeté par le ministre des Finances d'Espagne, la Cour d'appel de Pau a confirmé ce jugement ; — Qu'en ce faisant, ladite Cour a violé le principe du droit des gens qui consacre l'indépendance des Etats, commis un excès de pouvoir et faussement appliqué et par suite violé l'art. 14 du Code civil ; — Casse.

Du 22 janvier 1849.

Le droit au respect a reçu encore une consécration jurisprudentielle dans une autre hypothèse tout à fait différente. Il s'agissait d'actes de souveraineté accomplis en territoire étranger, au mépris des droits de la souveraineté locale. Comme les décisions auxquelles nous faisons allusion sont intervenues en matière de prises, nous en reparlerons dans la partie du présent travail consacrée à cette matière.

CHAPITRE II

CHANGEMENTS DANS LA CONDITION DES ETATS

Les modifications territoriales, annexions, absorptions d'Etats ou cessions sont nombreuses pour la France, au début du *xix^e* siècle.

« Dans les idées modernes, l'occupation d'un territoire par les troupes d'un belligérant n'opère pas un transfert de souveraineté ». Cet axiome domine le droit positif actuel. Il règle les effets juridiques des modifications territoriales.

Si l'occupation est en réalité une conquête totale, aboutissant à la disparition complète de l'ancienne souveraineté, alors il suffit que toute lutte ait cessé pour que la souveraineté du conquérant s'étende sur le territoire conquis.

Mais, s'il s'agit d'une partie du territoire d'un Etat, l'occupation doit être transformée en cession par un traité, et c'est seulement après la conclusion de ce traité que s'opère le transfert de souveraineté et toutes les conséquences qui en découlent.

Cette distinction entre l'occupation et la cession n'était pas faite aussi nettement au *xviii^e* siècle : « Vattel admettait que l'occupation transférait la souveraineté sous condition résolutoire. L'occupant n'avait donc pas

de limites dans son action, sauf la caducité de ses actes si, dans la suite, il devait abandonner le territoire sur lequel il s'était établi. Un peu plus tard, de Martens, s'inspirant des mêmes principes, reconnaissait à l'occupant le droit de changer la constitution, de se faire prêter un serment d'obéissance par les habitants, de donner des lois, de lever des recrues. Il paraît cependant blâmer la France d'avoir, pendant la Révolution, modifié la constitution de pays qu'elle n'avait pas l'intention de garder à la paix »¹.

La Révolution française pose cependant d'abord les bases de la doctrine moderne, en déclarant qu'elle renonçait aux conquêtes. Mais sa politique se trouvant en opposition avec cette déclaration, elle est amenée à construire une théorie destinée à s'harmoniser avec la déclaration en question, tout en dispensant l'Etat d'attendre que la cession soit réalisée par traité, pour installer son autorité.

Nous n'avons pas à exposer ici cette théorie subtile qui aboutit au décret du 15 décembre 1792². Elle consistait en somme à dire que le traité de cession devient inutile du moment que dès l'occupation le peuple situé sur le territoire occupé a manifesté sa volonté de se réunir à la France. La souveraineté résidant dans le peuple, cette manifestation de volonté est décisive.

On appelait en conséquence les territoires conquis de cette manière : « Les Pays Réunis » ; ce n'était en effet ni des territoires occupés, ni des territoires cédés.

On découvre particulièrement le caractère de la méthode adoptée par la Révolution en examinant le

1. Basdevant, *op. cit.* p. 177.

2. V. Basdevant, *op. cit.*, p. 180.

mode de publication des lois ou décrets alors usité pour les pays réunis.

Un arrêté du Comité de Salut public du 20 frimaire an IV, confirmé par l'art. 2 de la loi du 3 brumaire an IV portait : « Jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué par le Corps Législatif, il n'y aura de lois françaises obligatoires dans les départements réunis que celles dont la publication sera spécialement ordonnée pour ces départements ». On conçoit, en effet, qu'avant d'exiger l'exécution entière de toutes les lois françaises dans les pays conquis, il fallait d'abord y compléter l'organisation des autorités constituées ; que, fut-elle achevée, il était injuste et absurde d'imposer aux fonctionnaires publics l'observation simultanée d'un nombre considérable de lois dont ils n'auraient pas eu le temps de saisir l'ensemble et les détails ; que les habitants, régis jusque-là par des usages très différents, avaient besoin de s'instruire successivement de leurs nouvelles règles de conduite ; qu'enfin la plupart des lois qui interviennent chaque jour se réfèrent à des lois antérieures qui avaient pu n'être pas connues encore des pays réunis ¹.

On considérait ainsi les pays réunis comme on considère aujourd'hui les territoires régulièrement annexés par traité.

D'ailleurs, en dehors des réunions de territoires opérées pendant la période révolutionnaire, la jurisprudence française a fait très nettement la distinction entre les occupations de guerre et les cessions de territoire.

C'est ainsi que, dès 1812, la Cour de cassation commence à prononcer la théorie moderne d'après laquelle l'occupation n'opère pas le transfert de souveraineté.

1. Dalloz, V. Lois, p. 79.

Toutefois, pendant un certain temps, notre jurisprudence semble encore bien influencée par la doctrine de Vattel d'après laquelle l'occupation ne fournit qu'un droit de souveraineté sous condition résolutoire.

C'est ce qui ressort des arrêts que voici :

D'abord l'arrêt de 1812 qui consacre le principe admis actuellement :

(S., 1812.14.189, Pisani, Cass., 30.4.1812).

Il s'agissait d'un recours dans l'intérêt de la loi (art. 441 du Code Instr. crim.), contre l'arrêt de la Cour spéciale de Rome (Tribunal français), qui, le 2.3.1812 relaxe un assassin en vertu de l'amnistie accordée en 1800 par le Roi de Naples, alors qu'il occupait les Etats du Pape qu'il avait reconquis sur les armées françaises.

Requête du procureur général :

Le roi de Naples ne pouvait légiférer à la place du pape, les tribunaux français ne pouvaient donc tenir compte de cette législation, à l'appui (Vattel, *Droit des gens*, liv. III, N° 213). « Lorsque les armes d'un allié délivrent un pays subjugué, ce pays retourne à son premier Etat ; son allié ne peut devenir son conquérant, c'est un libérateur qui a seulement droit à une récompense ».

A supposer que le roi de Naples ait *conquis* « c'est, dit le procureur général, un principe du droit des gens que l'occupation d'un pays par droit de conquête venant à cesser, tous les actes de souveraineté et même de juridiction que le conquérant a faits, dans ce pays cessent avec elle. (Référence : la loi du 28 frimaire, ratifiant l'arrêté du 17 frimaire an III, par lequel les représentants en mission ont annulé les jugements rendus pendant l'occupation de Valenciennes). Conclusion du procureur général : annuler l'arrêté de la Cour de Rome

qui a, à tort, tenu compte des actes accomplis par l'occupation napolitaine.

La Cour : — « Attendu que (la Cour d'appel s'étant basée sur une amnistie du roi Ferdinand) la reconnaissance et l'application d'un tel acte sur le territoire et par des magistrats indépendants de la souveraineté du roi Ferdinand, eût été sous le régime pontifical une violation du droit du pape et a été sous le gouvernement de l'empereur des Français un attentat manifeste à sa souveraineté... Casse dans l'intérêt de la loi ».

C'est ensuite une décision du 22 janvier 1818¹ qui proclame elle aussi très nettement le même principe :

« Attendu, lit-on dans cet arrêté, que la demande de Villasseque, tendant à ce que le crime porté dans le premier chef d'accusation ne fut point soumis à des débats parce qu'il aurait été commis en pays étranger et sur la personne d'un étranger et qu'il ne rentrait dans aucune des exceptions desdits articles 3, 6 et 7 Code Instr. crim. a été rejeté par la Cour d'assises (des Pyrénées-Orientales) d'après le seul motif qu'à l'époque de ce crime, dans l'été de 1811, la Catalogne était occupée par les troupes françaises, ce qui suffisait pour qu'elle fut alors réputée partie intégrante du territoire français, mais que cette occupation et cette administration par des troupes et des autorités françaises n'avaient pas communiqué aux habitants de la Catalogne le titre de Français ni à leurs territoires la qualité de territoire français, que cette communication n'aurait pu résulter que d'un acte de réunion émané de l'autorité publique, lequel n'a jamais existé ».

En sens inverse, le 23 frimaire, an V², la Cour de

1. Sirey, 1815.18.1.406.

2. *Bulletin Cour Cass, Ch. Crim.*, an V, n° 220, p. 221.

cassation assimile un territoire occupé par l'ennemi à un territoire étranger (ennemi) :

« Considérant que tous les faits dont Raphaël Dautan a été déclaré convaincu étant postérieurs à l'invasion de la commune d'Elne par les Espagnols et n'ayant eu lieu que pendant que les ennemis ont occupé ce territoire, il s'ensuit que lesdits faits doivent être considérés comme s'étant passés en pays ennemi ».

Dans deux autres décisions, le principe dont nous avons parlé ne semble pas avoir été très fermement suivi :

Sirey, 1815.18.1.407, *Rohan*, Cass., 26.1.18.

En 1787, la dame Rohan Guéménée, fille du duc de Rohan, accepte la succession de son père sous bénéfice d'inventaire et contrairement à l'édit rendu en Artois le 12.7.1611, par les Archiducs, pendant leur occupation de ce pays, vend les immeubles sis en Artois sans autorité de justice, la dame prétend que la coutume de Paris dans le ressort duquel elle résidait à ce moment n'oblige pas à vendre en justice les immeubles d'une succession bénéficiaire. La Cour de Paris donne tort à la dame Rohan. Celle-ci se pourvoit en cassation : moyen, fausse application de l'édit de 1611 dont on n'avait pas à tenir compte. La Cour : Attendu qu'aucun acte de l'autorité publique n'a prononcé la révocation de l'édit de 1611, lorsque l'Artois a de nouveau fait partie de la France ; que cet édit a au contraire continué d'être en pleine vigueur... (par ailleurs, c'est la législation en Artois qui s'applique aux immeubles sis en Artois, statut réel).

Note Sirey : les ordonnances d'un prince étranger dans une province française durant son occupation ne

cessent pas d'exister de plein droit au moment où cesse l'occupation. Référence (Colonies françaises occupées par les Anglais : Cass., 18.2 et 24.3.1819 ; 27.2.1822 ; 10.8.1825. Ce dernier arrêt au Sirey, 1825.27.1, p. 174)¹.

Sirey, 1815-18-2-68, *Cuaz* ; Conseil d'Etat, 20.11.1815.

Le sieur Cuaz se pourvoit devant le Conseil d'Etat contre une décision d'une commission centrale établie à Genève par un général autrichien pendant l'occupation et qui a tranché une contestation entre lui et la Commune de Farges dans l'Ain.

Le Conseil d'Etat : « La Commission était sans droit pour connaître de cette affaire, elle n'a d'ailleurs pas entendu le suppliant... » Annule.

Note Sirey : l'occupation prend-elle un caractère de conquête ? Jusqu'où va le droit de *postliminie* quant à l'administration de la justice ? Autant de questions controversées :

Opinions admettant que l'occupant acquiert les droits du souverain : de Martens, *Précis*, t. II, n° 280 ; Vattel, livre III, chap. 13 et 14 ; Bynkershoeck, Q.J., livre I^{er}, cap. 6 ; Moser, *Versuch*, t. IX, p. 1, p. 296.

Contra : Merlin, *Répertoire*, V. « Souveraineté », p. 768 Les actes faits par l'occupant sont annulés *ipso facto* dès que cesse l'occupation : Toutefois, il faut considérer les traités et les décisions prises par le souverain qui

1. Dans l'arrêt du 10 août 1825, la Cour de cassation avait à examiner la recevabilité d'un pourvoi intenté pendant l'occupation anglaise, suivant les formes fixées par les instructions du roi d'Angleterre pour les recours au Conseil privé de Sa Majesté britannique. Avant que l'affaire ne vint devant le Conseil privé l'occupation avait cessé et l'intéressé avait demandé à la Cour de cassation française de se saisir de l'affaire. Celle-ci a estimé qu'il y avait *droit acquis*.

Cette décision se réfère donc au principe du respect international des droits acquis (voir plus loin p. 144) Sirey a tort de la citer ici.

récupère : Exemple : Loi du 28 frimaire an VIII qui annule les jugements rendus pendant une invasion.

Plus tard, le 16 mars 1841, la Cour de cassation décide tout à fait nettement : qu'un pays ne change pas de législation par cela seul qu'il change de domination : cette législation continue de le régir, nonobstant le changement de domination, tant qu'elle n'est pas abrogée par un nouveau souverain, et que ce principe doit être appliqué à plus forte raison lorsque le changement de domination est l'effet de la révolte. (Req., 16 mars 1841).

En 1794, la Corse s'insurge et se place sous la domination anglaise. Le nouveau gouvernement déclare suspendre l'application des lois françaises, promulguées depuis le 15 juillet 1789.

Les époux Muselli avaient fait une donation à leur ville contrairement à la loi des 7-11 mars 1793 interdisant de disposer en ligne directe. — En 1837, la seconde fille des époux Muselli attaque cette donation¹.

Arrêt: — «La Cour:—Sur la première partie du moyen : Attendu, en droit, qu'un pays ne change pas de législation civile par cela seul qu'il change de domination et que la législation civile survivant au changement de domination continue de le régir tant qu'elle n'est pas abrogée par son nouveau souverain ; que ce principe est bien à plus forte raison applicable lorsque le changement de domination est l'effet de la révolte ; Attendu que la détermination du Conseil général du Gouvernement de la Corse du 5 mai 1794 n'a été (ainsi que l'a jugé et dû juger l'arrêt attaqué), qu'une mesure administrative provisoire n'ayant et ne pouvant avoir les caractères d'un acte législatif puisque la confection des lois ne

1. Cf. Peraldi contre Ponte.

rentrait nullement dans les attributions du même Conseil général chargé de la simple administration à une époque où il n'existait encore en Corse aucun gouvernement régulier ; qu'en effet cette détermination ne portait que l'approbation d'une circulaire à adresser aux tribunaux afin d'abroger les lois françaises, abrogation qui n'eut réellement lieu qu'en vertu de l'acte émané du Parlement anglo-corse, le 18 mai 1795 ; — Et attendu qu'il est constant et reconnu, en fait, que l'acte de mariage par lequel Muselli père faisait la donation en question en faveur de Marie Laetitia, sa fille, a été passé le 20 novembre 1794 et ainsi antérieurement au 18 mai 1795, jour de la publication de l'acte du Parlement anglo-corso ; — Que, d'après cela en décidant que la même donation était frappée de la nullité prononcée par les lois des 7 mars 1793 et du 17 nivôse an II, en vigueur en Corse à l'époque de cette donation, l'arrêt attaqué a fait une juste application de ces lois sans en violer aucune autre.

Sur la deuxième partie du moyen : — Attendu, en droit, que si les actes particuliers entre particuliers, non contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, faits pendant l'occupation hostile d'un pays subsistent d'eux-mêmes ; puisque *in his omnibus voluisse satis juris est* (Livre IX et le titre entier au Code Théodosien, *De infirmandis his quod ...*) ; que si subsistent encore d'eux-mêmes les actes émanés de l'autorité publique ennemie, sans l'exercice desquels le salut public et l'existence sociale elle-même seraient compromis et en faveur desquels en conséquence, milite encore la volonté présumée du souverain légitime, les actes cependant, et notamment les lois qui, par la plus odieuse et la plus antisociale de toutes les dispositions, par l'effet rétroactif,

en renversant les droits antérieurement acquis jettent le trouble et la détresse dans les familles, tombent de plein droit, à l'instant même que tombe la force hostile qui les a enfantées ; — et Attendu que c'est par l'effet rétroactif inséré dans l'acte du Parlement anglo-corse du 18 mai 1795, qu'aurait été validée la donation antérieure du 20 novembre 1794 ; — Que, par conséquent, en n'ayant eu aucun égard à cet effet rétroactif, l'arrêt attaqué a rendu hommage aux principes régulateurs de la matière ; — Qu'ainsi le moyen, en cette partie, n'a pas été présenté aux juges de la cause » (Sirey 1841.1.505).

De même :

Sirey, 1843.1.842, Robert et Maupertuis, Cour de la Martinique, 15 juillet 1841.

A la Martinique, aucune loi ne limite le taux de l'intérêt conventionnel. En conséquence, la perception d'intérêts au-dessus de 5 pour cent n'y peut donner lieu à restitution comme s'il s'agissait d'intérêts usuraires (Code civil, 1907).

A cet égard, les règlements faits par le gouverneur de la Martinique pendant l'occupation anglaise sont restés sans force ni effet dès le moment de la rentrée de la colonie sous la domination française.

« Attendu qu'il est, en effet, un principe immuable, posé et reconnu par tous les publicistes, consacré par une doctrine unanime, par une jurisprudence constante, invariable et solennelle, reçu par toutes les nations et faisant ainsi partie du droit des gens, parce que ce principe prend sa source dans un sentiment de nationalité commun à tous les peuples civilisés et s'entrevoit dans les instincts de ceux qui ne le sont pas, et qu'il a dû être adopté par la politique du patriotisme que les lois

du conquérant sont réputées non avenues, abolies de plein droit, *ipso facto*, à l'heure même du retour du pays conquis sous la domination du souverain ou de l'Etat sous lequel la conquête en a été faite ; que, par conséquent, l'ordonnance du gouverneur anglais qui prohibait les conventions d'intérêts excédant le taux légal, n'ayant point survécu à la puissance de fait de la Grande-Bretagne sur la Martinique l'art. 1907 du Code civil, si jamais il avait été modifié légalement, est redevenu la seule et unique règle de la matière et doit être appliqué.

La Cour de cassation du 7 août 1843 décide :

« Attendu que l'ordonnance du gouverneur anglais de cette colonie, rendue le 6 octobre 1809, en supposant que cette ordonnance eût pu modifier l'art. 1907, Code civil, a cessé d'avoir effet lorsque la colonie de la Martinique est rentrée sous les lois qui régissent la Métropole ».

Bien entendu, les droits du conquérant acquerraient un caractère d'autorité irrévocable si le souverain légitime venait à lui abandonner ses droits. C'est ce qui a été jugé à l'égard des édits et arrêtés rendus en Belgique par l'une des puissances alliées avant que ce pays lui fût cédé par la France (Liège, 4 février 1819)¹.

(De Berlaumont, etc.. C. de Hamal). — En 1814, le roi des Pays-Bas, alors gouverneur général de la Belgique, avait accordé une dispense de mariage envers un beau frère et une belle-soeur, malgré les prohibitions de l'art. 162 du Code civil. Le mariage fut attaqué ; un

1. Nous ne citons cet arrêt qui a été rendu par une Cour étrangère qu'à titre de comparaison. Il est rapporté au Dalloz.

Répertoire (1846). V. Lois, p. 64.

arrêt de la Cour de Liège, du 28 février 1816, le déclara valable ; — « Attendu qu'on doit admettre que le conquérant a le pouvoir de porter des édits ou arrêtés auxquels les peuples conquis sont obligés de se soumettre — qu'en 1814, époque à laquelle la dispense dont il s'agit a été accordée, les hautes puissances alliées avaient conquis la Belgique et que S.M. le roi avait été, en sa qualité de prince gouverneur général, investi de tous les pouvoirs appartenant aux conquérants ; que l'étendue de ces pouvoirs n'a été jusqu'ici contestée à aucun des gouverneurs généraux de ce temps-là, et que toutes les dispositions législatives émanées d'eux et non légalement abolies, régissent les peuples pour lesquels elles ont été portées ; — Qu'il suit de là que le prince qui a pu, pendant la conquête, exercer la puissance législative, modifier ou abolir les lois existantes a pu, également en dispenser ; qu'ainsi les appelants ne sont pas de ce chef recevables ni fondés à attaquer aujourd'hui la validité de la dispense du 18 octobre 1814. — Pourvoi — Arrêt :

La Cour : — « Considérant, sur le premier moyen, que si la dispense accordée par le prince souverain est valable, il ne peut y avoir violation de l'art. 162 du Code civil ; — Considérant, sur le deuxième moyen que les Hautes puissances alliées par leurs proclamations ne se sont pas interdit le droit de changer les lois, de les modifier ou d'accorder des dispenses dans certains cas ; — Considérant, sur le troisième moyen, que les juges dans l'arrêt attaqué, n'ont violé aucune loi en décidant qu'après la conquête et la cession de la Belgique par le gouverneur précédent, les Hautes puissances alliées avaient été investies du pouvoir législatif dans les pays cédés ; — Considérant, sur le quatrième moyen que l'arrêt attaqué

en décidant que le prince gouverneur général des Pays-Bas avait été investi de tous les pouvoirs des conquérants qu'il représentait dans son gouvernement, loin de violer aucune loi, a, au contraire reconnu un fait notoire qui est attesté par tous les actes émanant de ce prince au vu et au su des Hautes puissances alliées ».

Du 4 février 1819., Cour de Liège, Ch. de cassation.

Ainsi, en exécution du traité du 30 mai 1814, les décisions prises par l'envahisseur ont été déclarées valables par l'arrêt de cassation du 15 avril 1819, Régis Blanc Sirey, 1819.21.1.59¹.

En réalité, du fait que l'occupation ne transfère pas la souveraineté, on ne doit pas tirer cette conséquence que tous les actes de l'occupant sont nuls comme illégitimes. C'est là une conclusion trop absolue. Il y a des distinctions à faire. Nous reviendrons sur ce point dans la partie de notre travail consacrée à l'occupation de guerre.



Ceci dit en ce qui concerne le principe dominant notre matière, nous examinerons les solutions consacrées en ce qui concerne l'effet de l'annexion :

1^o Sur les traités et sur les lois ;

2^o sur les décisions judiciaires.

En ce qui concerne les traités, il n'y a pas à notre connaissance de solutions.

Quant aux lois, celles régissant le territoire annexé ne disparaissent pas en principe dès la cession. Les lois de l'annexant doivent y être introduites spécialement.

« Au principe d'après lequel les lois ne sont obligatoires dans les pays réunis qu'autant qu'elles y ont

1. V. *infra*, p. 153.

été l'objet d'une publication spéciale, n'y a-t-il pas une exception à faire en ce qui concerne les lois politiques ou constitutionnelles ? Ces dernières lois ne sont-elles pas obligatoires du jour même de la réunion, abstraction faite de toute publication ? M. Mailher de Chassat : *Comment* du Code civil sur l'art. I, N° 2 et suiv., enseigne qu'une publication spéciale est nécessaire pour toutes les dispositions de ces lois autres que celles relatives à la capacité politique des individus, à la manière dont ils doivent concourir à la formation, à l'exercice des pouvoirs publics, aux charges publiques, etc.. — Mais l'opinion contraire nous paraît préférable, écrit Dalloz¹ par les motifs suivants : 1° la constitution politique d'un pays est entourée par elle-même d'une notoriété suffisante pour que l'acte de réunion tienne lieu de publication aux peuples réunis ; — 2° l'ordre public et la police générale ne permettent pas d'admettre que les lois politiques ne soient pas applicables à tous les membres de la même nation ; — 3° enfin, on verra, *infra*, N° 183 et suiv., qu'en règle générale, la loi nouvelle est applicable de plein droit toutes les fois qu'elle améliore la position des individus. On pourrait dire aussi, dans le cas où la réunion a été volontaire de la part du pays annexé, qu'ayant accepté la réunion, les habitants ont, par cela même adhéré à tous les principes de la constitution de leur nouvelle patrie. — Il a été jugé, dans ce sens, que les lois politiques de la France sont obligatoires pour les pays réunis, du jour de leur réunion ; et spécialement que la loi du 18 août 1790, qui abolit le droit d'aubaine, a été obligatoire en Piémont avant d'y être publiée. (Turin, 24 messidor,

1 V. Lois, p. 79.

an XIII, affaire *Grisella*); — Et que l'art. 21 de l'ordonnance de 1620, qui autorise à débattre en France les droits des Français, nonobstant tous jugements étrangers, a été obligatoire pour les pays réunis avant d'y être publiée (Req., 27 août 1812, Affaire *Morelli*, V. «Droit civil, N° 449; Conf. Merlin, *Quest.*, V. «Féodalité»¹).

Nous avons cité ce dernier arrêt au chapitre précédent. Son premier considérant, on l'a vu, se prononce en faveur de l'application immédiate des lois politiques de l'annexant.

La Cour de cassation reconnaît de même la force obligatoire sans publication des lois de guerre dans les pays réunis.

Sirey, 1809-11.1.399, *Bartoccio*, Cass., 24.8.1811.

La loi du 10 brumaire an X a ordonné la saisie des marchandises anglaises importées en France. Cette loi n'a pas été publiée dans les pays réunis à la France. Néanmoins, elle y est applicable et les marchandises anglaises trouvées dans ces pays doivent être saisies à moins qu'il ne soit justifié de leur introduction à une date antérieure à l'annexion (département de Trasimène).

En ce qui concerne les lois pénales de l'annexant, le principe depuis longtemps consacré est que les lois pénales qui sont des lois d'intérêt général, sont, elles aussi, de plein droit applicables aux territoires annexés, sauf une disposition contraire du législateur de l'Etat annexant. (Exemple, décret du 3 brumaire an IV, Duvergier, t. VIII, p. 439, art. 2).

Ce principe n'a pas toutefois été fermement assis dès le début. Ainsi la Cour de cassation a décidé parfois que les lois pénales qui n'ont pas été publiées dans le

1. Dalloz V. Lois, p. 81.

territoire n'y sont pas applicables. Les anciennes lois locales restent en vigueur :

Sirey. 1809-11.1.180, Cassation, 4 mai 1810, *Haussens contre Coppens*.

Les lois pénales qui n'ont pas été publiées dans les pays réunis n'y sont pas légalement connues ni exécutoires.

Les tribunaux doivent y appliquer les anciennes lois locales lorsqu'ils ont un fait délictueux à réprimer (prohibition du port d'armes).

Cette doctrine restrictive s'est manifestée aussi à l'égard de celles qui ont été publiées dans le territoire annexé, elle a conduit à décider que celles-ci ne s'appliquent aux faits antérieurs qu'à certaines conditions :

Sirey, 1811-14.1.391, *Menchinucci*, Cass., 8.7.1813.

Les lois pénales promulguées dans les pays réunis s'appliquent à l'exclusion de lois anciennes si elles sont plus douces (les lois pénales ne rétroagissent pas, sauf si elles sont plus douces)¹.

Ces deux décisions sont isolées. Tous les autres arrêts se prononcent au contraire pour l'application de plein droit, et en outre, pour la rétroactivité en matière pénale des effets de l'annexion, les lois de l'annexant s'assujettissant immédiatement, même les faits antérieurs à la cession : voir, 22 frimaire an XIV, *Wahlen*², 6 juillet 1833, *Bourdrel*, Sirey, 1834.1.338³

1. V. dans le même sens, 28 fructidor, an XI, Sirey, 1, 866 et 1 thermidor an XII, Sirey, 1.1003.

2. Dalloz, *Propriété littéraire*, n° 368.

3. Dans une affaire qui a fait l'objet d'un arrêt du 11 juin 1806 (S., t. II, 542, Odone). Le moyen fut rejeté par l'arrêt du 11 juin 1806, dont le seul considérant porte « que le droit d'asile, dont se prévaut Odone, n'est point un droit personnel aux fugitifs, mais seulement un effet des droits respectifs de souveraineté qui cesse par la réunion des deux territoires sous la même dénomination.

C'est la question de rétroactivité qui se pose, mais ce n'est pas celle qui a été examinée.

Un sieur Odone avait commis un vol à Gênes antérieurement à l'annexion temporaire de cette ville par la France, et avait été en raison de ce fait, à Gênes même, condamné à mort par contumace. Il s'était réfugié en France ; puis, les Etats de Gênes une fois réunis à l'Empire français, il avait été arrêté le 6 août 1807 en territoire français et renvoyé devant la Cour criminelle de Gênes.

Odone excipe de l'irrégularité de la poursuite en faisant valoir l'inviolabilité du territoire français et les principes du droit français d'alors qui ne permettaient pas de poursuivre en France, un Français coupable d'un crime de vol commis à l'étranger dans les conditions où il avait accompli son forfait.

Pour les prescriptions en matière pénale, la Cour de cassation a parfois statué en sens contraire, tantôt repoussant la rétroactivité des effets de l'annexion, tantôt l'admettant.

Voir : 24 ventôse an XIII, *Landetto*, Sirey, t. II.1.86 ; 24 avril 1808, *Ruscone*, Sirey, t. II.1.523 ; 4 novembre 1813 *Jecca*, Sirey, t. IV.1.400.

Voici maintenant plusieurs arrêts relatifs aux effets de l'annexion sur la compétence des tribunaux.

Sirey, 1822, 24.2.165, *Sougeon* contre *Meyer*, Grenoble, 27 janvier 1823.

Le 20 novembre 1815, Annecy est cédé à la Savoie. Or, Meyer avait contracté avec le général Sougeon à Annecy et l'avait actionné devant ce tribunal avant 1815. En appel, Meyer va devant le Sénat de Chambéry, puis

fait adresser des lettres rogatoires pour l'exécution en France, à la Cour de Grenoble. Celle-ci y défère, mais Sougeon fait opposition. Cette opposition est reçue.

Le Sénat de Chambéry n'était plus compétent après 1815 puisque Meyer et Sougeon ne sont pas devenus Savoisiens (*sic*) et qu'il s'agissait d'une action personnelle (un Français ne peut être soumis à un tribunal étranger pour des obligations contractées sous la loi française).

De même, la Cour, dans l'espèce suivante, affirme l'incompétence des tribunaux des territoires cédés à l'égard des Français dès la désannexion.

Sirey, 1815-18.1.119, *Michaud contre Salignac*, Cas., 5.12.15).

Lorsque deux Français ont un procès devant un Tribunal d'un territoire qui devient étranger, ils peuvent demander le renvoi devant un tribunal resté français, surtout s'il s'agit d'une question d'état en vertu des art. 14 et 15 du Code civil.

De même encore, l'incompétence des tribunaux français à l'égard des parties perdant la nationalité française par désannexion :

Sirey, 1815-18.1.465, *Vanherke*, contre *C. Vanherke*, Cass., 14.4.1818.

Les tribunaux français cessent d'être compétents du moment que les parties cessent d'être françaises (en matière de divorce) : « Attendu que les tribunaux ne sont obligés de rendre justice qu'à leurs justiciables ».

C'est en vertu des mêmes principes qu'il y a extension des pouvoirs de la Cour de cassation de l'annexant sur le territoire annexé :

Sirey, 1811-14.1.162, *Pestel contre Redecker*, Cass., 3.8.1812.

Dès l'annexion, la Cour de cassation est compétente pour connaître des décisions rendues dans les pays réunis.

En sens inverse, et pour la même raison, les pouvoirs de la Cour de cassation en cas de désannexion cessent dès la désannexion.

Sirey, 1815-18.1.66, *de Mortemart contre C. Crosa*, Cass. 18 juin 1815.

La Cour de cassation est incompétente dès la désannexion pour connaître des décisions rendues dans les territoires cédés avant la cession.

Dans cette affaire, le Tribunal de Gênes, alors étranger (1804) condamne la dame de Mortemart. Celle-ci en 1812, Gênes étant français, perd encore sur appel à la Cour de Gênes. Elle se pourvoit en Cassation mais son pourvoi est rejeté le 18 juin 1815 (arrêt ci-dessus cité) parce que Gênes est redevenu étranger. En 1816, le demandeur Crosa veut exécuter en France, mais la dame de Mortemart demande la révision. Le tribunal de la Seine rejette sa prétention, mais la Cour de Paris l'admet le 20 mars 1817.

Dalloz¹ développe au sujet de cette décision les considérations suivantes :

Cet arrêt nous semble, comme à M. Grenier, (*Hypothèques*, t. I, N° 221), porter atteinte à un droit acquis, à l'autorité de la chose jugée. Il laisse subsister dans toute leur force les motifs des premiers juges. Le seul argument dont il s'appuie est le principe de l'indépendance des nations. Mais quelle est la conséquence de

1. V. *Droit civil*, p. 157, (t. 18, 1850).

cette indépendance ? C'est qu'une nation n'est pas justiciable d'une autre ; c'est que la justice dans le territoire de chaque souverain ne doit s'administrer que par ses ordres, par des magistrats délégués. — Or, dans l'espèce, les juges dont est émané l'arrêt de 1812 ne tenaient-ils pas leur pouvoir de la souveraineté française ? — Qu'un mandement délivré par des magistrats français fût nécessaire pour l'exécution de cet arrêt, ce n'était pas douteux, les officiers préposés à cette exécution ne reconnaissent pas d'autre autorité. Mais s'ensuivait-il que le mérite de la chose jugée fût exposé à une constatation nouvelle ? Quel trouble dans les fortunes et dans les transactions des Français, voisins des pays autrefois réunis, si, après qu'ils ont soumis de bonne foi leur contestations à des tribunaux de ces pays, dont la compétence n'était pas alors l'objet d'un doute, on venait, à l'instant où ils réclameraient l'exécution de leurs jugements, leur objecter qu'ils sont non avenus, qu'ils ont eu tort de placer leur confiance dans l'inviolabilité de ce que la loi déclarait inviolable, qu'on n'aura aucun égard à toutes les dépenses qu'ils ont pu faire, et qu'il faut recommencer jusqu'au premier acte de procédure ! Est-il supposable que le législateur a voulu les punir d'avoir suivi les voies que lui-même leur traçait, qu'il leur ordonnait en quelque sorte de suivre, puisque les juges des pays réunis étaient peut-être seuls compétents pour statuer irrévocablement sur le procès qu'on renouvelle ?

C'est, semble-t-il, ce que la Cour de cassation a senti puisque le 22 juillet 1816, elle statue exactement dans un sens opposé à celui de l'arrêt du 28 juin 1815 :

Sirey, 1815-18.1.219, *Lémarie contre Robert et Vauter* Cass., 22.7.1816.

D'après cet arrêt, la Cour de cassation est encore compétente après une désannexion lorsque la décision est destinée à être exécutée en France.

A l'appui de cette solution, le procureur général Mourre a fait observer que la partie condamnée en appel ne pouvait pas demander la révision de l'arrêt puisque, au moment où celui-ci avait été rendu, la Cour était française. Il fallait donc accueillir son pourvoi pour ne pas la priver d'une voie de recours à laquelle tout justiciable a droit.

Dans l'espèce précédente, nous avons vu que la Cour de Paris a, contrairement à l'avis du procureur général Mourre, admis qu'un tel arrêt était révisable, dès lors la sentence de la Cour suprême du 18 juin 1815, n'avait pas, elle, abouti à cette sorte de déni de justice que l'on redoutait le 27 juillet 1816.

C'est encore la thèse de la Cour de Paris que celle d'Aix consacre le 10 avril 1823.

Sirey, 1822-24.11.191, *Sautter contre Perret*, Aix, 10.4.1832.

Un jugement est rendu par le Tribunal de commerce d'Anvers, français; puis Anvers étant cédé, la Cour d'appel de Bruxelles se prononce sur ce jugement qui devient *ipso facto* une décision étrangère :

« La force de chose jugée qu'il (ce jugement) a acquise par les arrêts de la Cour Supérieure de Bruxelles, à une époque où cette Cour était devenue étrangère, a oté nécessairement son premier caractère à ce jugement qui prend celui de la Cour qui l'a sanctionné et devient un jugement étranger.

En conséquence, la Cour d'Aix procède à la révision de ce jugement ».

Maintenant on peut se demander quelle peut être la conséquence de la réunion d'un pays étranger à la France en ce qui concerne les effets des jugements rendus par l'Etat démembré. Il est professé, par application du principe de la non rétroactivité, que les jugements prononcés avant la réunion par les tribunaux d'un pays réuni, ne peuvent avoir de force en France qu'autant qu'ils auront été déclarés exécutoires par un tribunal français depuis la réunion. En effet, dit-on, en devenant français, celui qui avait été condamné par le tribunal alors étranger, a conservé toutes ses propriétés particulières avec tous les droits qui les accompagnaient au moment de la réunion ; il les a conservées avec toutes les actions qui lui appartenaient pour les réclamer, avec toutes les exceptions qui, à cette époque, les défendaient contre les attaques dont elles pouvaient être l'objet ; or, il lui était loisible de méconnaître l'autorité de la décision étrangère ; il le peut donc encore aujourd'hui, car c'était pour lui un droit acquis et qu'un fait qui lui est étranger n'a pas pu lui ravir. — Telle est sur ce point l'opinion de MM. Merlin, *Répertoire*, V. « Jugement 9 » et *Questionnaire*, V. « Réunion ; Grenier *Hypothèque*, t. I, N° 218, Troplong t. II, N° 456 et Fœlix (*loc. cit.*)¹.

Voici ce que Merlin écrivait déjà sur ce point en 1815² :

« Effets de l'annexion sur les jugements rendus avant le transfert de territoire. Ces jugements doivent-ils continuer à être considérés comme des jugements étrangers et soumis à révision au fond ? Quid en ce qui concerne les décisions rendues en matière de prises ?

1. V. *Droit civil*, p. 158.

2. *Répertoire*, V. Réunion, p. 20.

La Cour de Gênes avait répondu par l'affirmative à ces deux questions, le 30 janvier 1807 (*L'Aventurier*).

Merlin fait une distinction et admet l'affirmative pour la première, mais, dans le cas particulier d'une décision de prises, il écarte la solution adoptée par la Cour d'appel :

« Rappelons d'abord, dit-il, les trois maximes sur lesquelles repose, en grande partie, tout le système de la Cour d'appel de Gênes ».

« *Première maxime.* — Un jugement rendu dans un Etat souverain ne peut pas être exécuté dans un autre Etat souverain sans le consentement de celui-ci ».

« *Seconde maxime.* — Chaque Etat souverain peut à son gré ou déclarer d'une manière absolue qu'il ne consentira jamais à l'exécution d'aucun jugement rendu contre ses sujets en pays étranger, comme l'avait fait Louis XIII par l'art. 134 de l'ordonnance du mois de janvier 1629 ; ou déclarer qu'il réserve d'examiner, soit par lui-même, soit par ses tribunaux, si les jugements rendus contre ses sujets en pays étrangers, et dont on lui demandera l'exécution, sont réguliers et justes ».

« *Troisième maxime.* — En cas de réunion du pays étranger où un jugement a été rendu, à l'Etat dont le sujet a été condamné par ce jugement, les droits respectifs des parties demeurent intacts, et alors comme avant la réunion, le sujet condamné par un tribunal qui était étranger au moment où il a prononcé, peut encore faire décider ou que ce jugement est sans effet à son égard, conformément à la loi française de 1629, ou que ce jugement doit être révisé par ses juges naturels ».

« C'est ce que vous avez jugé le 18 thermidor an XII, en maintenant, au rapport de M. Gandon, un arrêt de la Cour d'appel de Liège du 15 floréal an X ; et vous l'avez

ainsi jugé, attendu (avez-vous dit), que la réunion postérieure du pays de Liège à la France n'a apporté aucun changement aux droits acquis aux Liégeois ; que ceux-ci ont été réunis avec tous leurs droits, leurs actions et leurs exceptions... »¹.

« Mais ces trois maximes indistinctement vraies dans les matières de pur droit privé, sont-elles également applicables aux jugements rendus par des tribunaux étrangers sur des affaires de prise maritime ? »

« Il n'y a en aucun doute, quant à la première : oui, dans les affaires de prise maritime, comme dans les affaires de pur droit privé, il faut, pour qu'un jugement rendu contre un étranger puisse être exécuté dans l'Etat dont celui-ci est sujet, que l'exécution en soit consentie par le souverain de cet Etat ».

Quant à la seconde maxime :

« Ainsi et par la même raison, lorsqu'un gouvernement admet dans ses ports les consuls qu'y envoie un gouvernement étranger, avec le pouvoir de juger en première instance les prises que les corsaires munis de lettres de marque pourront y amener, il s'engage, par cela seul, non seulement à ne pas empêcher, à ne pas contrarier, mais même à permettre, à protéger l'exécution soit des jugements que rendront ces consuls, soit des arrêts qui interviendront sur l'appel de ces jugements ».

« Et il importe alors que ces jugements, ces arrêts soient rendus contre des sujets de ce gouvernement tiers. C'est un principe du droit des gens, qu'en quelque pays qu'une prise soit jugée, elle doit l'être par les juges du capteur. Les juges du capteur sont donc compétents

1. V. cet arrêt ci-dessous, p. 140.

pour juger la prise avec les sujets du gouvernement dans le territoire duquel ils siègent comme avec les sujets de tout autre gouvernement. Le gouvernement qui leur permet de siéger dans son territoire s'oblige donc par cette permission même, à faire exécuter les jugements qu'ils pourront rendre contre ses propres sujets., ».

« Et c'en est assez pour que nous regardions les matières de prises comme exceptées de la seconde maxime que nous rappelions tout à l'heure, c'est-à-dire de la maxime qui assure à chaque gouvernement le droit de refuser tout consentement à l'exécution des jugements rendus en pays étranger contre ses sujets, ou de n'y consentir qu'à la charge d'une révision préalable par ses propres juges ».

« En est-il de même de la troisième maxime, de celle qui conserve aux sujets des pays réunis les exceptions qu'ils auraient pu, avant la réunion, opposer devant leurs juges naturels, à l'exécution des jugements rendus contre eux en pays alors étrangers ? Les matières de prises sont-elles exceptées de cette troisième maxime comme elles le sont de la seconde ? Oui, et c'est une vérité extrêmement sensible... ».

« Vous avez, il est vrai, décidé par votre arrêt du 18 thermidor an XII qu'un jugement rendu en France contre un étranger demandeur ne devient pas exécutoire dans le pays où celui-ci a son domicile par l'effet de la réunion de ce pays au territoire français, mais vous ne l'avez décidé que pour un jugement rendu dans une affaire de droit privé.

« Auriez-vous prononcé de même s'il se fût agi d'un jugement qui eût été rendu dans une matière où l'étranger n'eût pu être condamné que comme ennemi, soit du

gouvernement, soit de l'ordre public du maintien duquel le gouvernement est essentiellement chargé ? Non sans doute, et pourquoi ? Parce qu'il est de principe que le gouvernement peut poursuivre et saisir son ennemi partout où il trouve, parce que devant ce principe vient fléchir la règle de droit privé qui, en cas de réunion d'un Etat à un autre, conserve tous les droits, toutes les exceptions des habitants de celui-ci contre les habitants de celui-là et réciproquement... ».

« Or, l'armateur qui, muni de sa lettre de marque, a fait une prise maritime, ne l'a pas faite comme particulier, il ne l'a faite, il n'a pu la faire que comme délégué du gouvernement, que comme exerçant les droits du gouvernement, et sa prise n'a pu être jugée valable que parce que les capturés ont été reconnus, que parce qu'ils ont été jugés avoir fait contre le gouvernement des actes qui, par les lois de l'Etat, sont réputés hostiles ».

Voici ce que la Cour de cassation a décidé le 18 thermidor an XII (arrêt ci-dessus cité par Merlin).

(*Vertegans G. Selys*). — Sur le pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour de Liège du 15 floréal an X, M. Merlin, procureur général s'est attaché à prouver contre le pourvoi :

1^o Que le principe qui soumet à la révision les jugements étrangers (ord. 1629, art. 191) était en vigueur dans le pays de Liège comme en France.

2^o Que la convention de 1615 ne concernait que le Brabant et le pays de Liège.

3^o Que la loi devant s'interpréter sans effet rétroactif, les actions et exceptions nées avant la réunion étaient irrévocablement conservées à ceux qui les avaient.

acquises. (V. le Réquisitoire, *Questionnaire de droit*, V. « Réunion »).

Arrêt : La Cour : — « Attendu qu'il n'y a eu ni usurpation de pouvoir ni violation d'autorité de la chose jugée, si les arrêts rendus au Parlement de Paris en 1782 et 1783, longtemps avant la réunion du pays de Liège, n'avaient pas autorité de la chose jugée dans ce pays, étranger alors ; — Qu'il n'existait aucune convention entre la France et le pays de Liège pour que les jugements rendus dans un pays fussent exécutés dans l'autre ; que le traité souscrit à Maëstricht en 1615 n'a établi de réciprocité qu'entre le duché de Brabant et le pays de Liège, en sorte qu'il est absolument étranger ; que les demandeurs n'ont même cité aucun exemple d'un jugement français dont l'exécution ait été permise contre un Liégeois dans le pays de Liège sans que les juges du lieu aient pris connaissance des moyens de nullité et des injustices alléguées contre ce jugement ; — Que la famille Selys, liégeoise, obligée de plaider en France puisqu'elle était demanderesse et que son débiteur demeurait en France, n'a pas pour cela contracté l'obligation de subir sur ses biens et sa personne, à Liège, l'exécution des jugements rendus en France ; — Que la réunion postérieure du pays de Liège à la France n'a apporté aucun changement aux droits acquis aux Liégeois, que ceux-ci ont été réunis avec tous leurs droits, leurs actions et leurs exceptions, d'où il résulte que le jugement attaqué ne contient aucune contravention aux lois ; Rejette ... etc..

Du 18 thermidor, an XII, Dalloz, V. « Droit civil », p. 159).

« Nous n'admettons, dit Dalloz, cette doctrine qu'en

tant qu'il s'agit d'un jugement rendu au préjudice d'un Français, ou que ce jugement renferme des dispositions contraires à l'ordre public... ».

« Toutefois, ajoute Dalloz, si la réunion avait été opérée par suite d'une convention diplomatique qui prescrirait de respecter l'autorité des décisions émanées des tribunaux du pays réuni, il faudrait suivre les dispositions de ce traité. Cette solution est conforme à l'art. 2123 du Code civil qui a soin de prévoir pour cas d'exception celui où les traités disposeraient autrement. — On pourrait néanmoins objecter qu'il y avait, pour le Français condamné avant la réunion par un Tribunal du pays réuni, droit acquis de méconnaître en France le jugement dont il s'agit, et que ce droit n'a pu lui être enlevé puisque la loi n'a pas d'effet rétroactif. — Mais nous verrons dans notre Traité des Lois que ce principe, si vrai en général, souffre exception toutes les fois que la loi s'en est formellement exprimée. Or dans l'espèce où nous sommes placés, le traité intervenu a positivement établi que les décisions antérieures à la réunion seraient maintenues dans le pays auquel s'incorpore une partie de territoire étranger. En conséquence, il faut obéir à ses prescriptions dès que les assemblées politiques l'ont ratifié. — Cela souffre d'autant moins de difficulté que l'intérêt public a dû presque toujours amener cette mesure lorsqu'elle a été stipulée et que cet intérêt doit l'emporter sur l'intérêt privé. — Ajoutons qu'en somme c'est plutôt dans le but de rendre hommage à la souveraineté des Etats que dans celui de prêter aux individus une protection qui leur est d'une faible utilité qu'on a édicté les art. 546 Code de procédure civile et 2132 Code civil, et nous comprenons aisément qu'on reconnaisse

aux traités diplomatiques le pouvoir d'écarter leurs dispositions, même rétroactivement. Conformément à cette opinion, il a été décidé que la chose jugée entre un Français et un étranger par les tribunaux étrangers ne peut plus, après que l'étranger est devenu Français, être remise en question devant les tribunaux français, alors que le traité de réunion porte que tout acte judiciaire émané des autorités compétentes sera respecté :

(Metz, 26 mai 1835, affaire *Hensienne.*, V. « Chose jugée, N° 26 »).

En matière pénale, en ce qui concerne les effets des décisions pénales antérieures à l'annexion, le principe adopté par la jurisprudence, savoir celui de la rétroactivité de l'annexion, a conduit au début du XIX^e siècle aux solutions suivantes :

13 novembre 1812, *Dick Freesert*, Sirey, t. IX.I.p.224 : l'état de récidive peut découler d'une décision antérieure rendue par un tribunal de l'Etat démembré.

L'annexion opère en effet une transmission complète de la souveraineté, notamment des droits d'exception des arrêts criminels, d'où l'effet de récidive reconnu ci-dessus ; c'est en somme sur cette idée que reposerait l'effet rétroactif accordé à l'annexion.

D'autre part, les décisions rendues par l'Etat annexant avant annexion vont-elles compter pour la récidive, dans le cas d'un individu étranger lors de ces condamnations, devenant Français par annexion ? On devrait répondre par l'affirmative en vertu de l'effet rétroactif de l'annexion. Pourtant, un avis du Conseil d'Etat du 31 mai 1806 est en sens contraire ¹.

1. Cité in Chambéry, 23 janvier 1875. Travers, *Le droit pénal international*, tome III, p. 520.



Les tribunaux ont eu, enfin, à examiner un problème particulièrement difficile qui se présente, d'ailleurs non seulement en cas de changement de législation résultant d'une annexion, mais lors de la reprise de possession d'un territoire qui a fait l'objet d'une occupation. Nous avons déjà vu ce problème abordé indirectement à propos de la compétence des tribunaux ; c'est celui du respect international des droits acquis.

M. Lerebourg-Pigeonnière¹ observe que, au XIX^e siècle encore, la doctrine continue à expliquer comme les anciens auteurs, le respect des droits acquis par la théorie de la non rétroactivité des lois : la personne qui accomplit successivement des actes dans deux Etats est « exactement dans la même situation que la personne, qui, dans un même Etat, est soumise successivement à deux lois dont la seconde abroge la première ». En venant dans un Etat différent accomplir de nouveaux actes, un individu se trouve pour l'avenir soumis à la loi du lieu dans lequel il agit ; mais cette loi ne peut pas régir ce qui a été fait dans le passé sur le territoire d'un autre Etat, puisqu'elle n'était pas en vigueur au lieu où l'acte antérieur a été passé. On a pu soutenir que l'identité entre la non rétroactivité des lois en droit civil et la théorie de l'effet international des droits acquis était encore plus manifeste dans le cas d'annexion. Les actes accomplis dans le passé l'ont été dans le pays même où ils ont été invoqués, où de nouveaux effets seront réalisés dans l'intervalle, l'annexion a provoqué un changement de législation, la loi de l'Etat annexant ne peut pas

1. *Précis de droit international privé*, Dalloz, 1930.

régir ce qui fut réalisé dans le passé avant son introduction sur le territoire annexé.

Voici un arrêt qui fait nettement application de ce système :

Sirey, 1819-21.2.408, *Muller contre Rosenwald*, Colmar, 25.4.1821.

La désannexion n'a pas d'effet sur les contrats qui continuent à être régis par la loi française (les contrats conclus avant la désannexion sous l'empire de cette loi).

« Une décision contraire offrirait la rétroactivité qui doit être bannie de toute législation », d'autant plus qu'il s'agit de contrat passé entre Français restés Français (contrat de remplacement militaire).

Le principe de la non rétroactivité ne pouvait d'ailleurs servir que dans une certaine mesure à protéger les droits acquis, en cas d'annexion. Il y eut même des cas où la jurisprudence écarta complètement le principe. On se demande alors qu'est ce qui pourrait rester pour assurer le respect des droits acquis :

On sait que la femme étrangère n'a pas d'hypothèque légale sur les biens que son mari possède en France. (Code civil, art. 2121). — Or, il a été jugé qu'il en est ainsi même alors qu'au moment de leur mariage les époux avaient la qualité de Français et ne l'ont perdue qu'ultérieurement par la séparation de leur pays d'avec la France, car le principe de la non rétroactivité n'est pas applicable en matière de traités politiques opérant la séparation des territoires : ces traités peuvent avoir pour effet d'enlever ou de détruire les droits ou privilèges préexistants attachés à la qualité de régnicole (Code civil, 2.).

Zanna contre *Leclercq*, Sirey, 1844.2, p. 339, Douai, 24 juin 1844.

« En ce qui touche le moyen pris de ce que les époux Lefebvre-Meuret se sont mariés en Belgique à une époque où ce pays faisait partie du territoire français : Attendu que la circonstance invoquée ne peut avoir d'influence dans la cause ; — Que la Belgique, ayant été séparée de la France par les traités de 1814, l'effet de cette séparation a été d'enlever aux époux Lefebvre-Meuret la qualité de français qu'ils avaient à ce moment, et de leur imprimer celle d'étrangers ; — Que la jouissance des droits civils français a eu pour conséquence directe et nécessaire de faire perdre à la veuve Lefebvre-Meuret l'exercice desdits droits pour l'avenir ; — Que, pour se soustraire à cette conséquence, ladite veuve se prévaudrait inutilement du principe de la non rétroactivité des lois et du respect dû aux droits acquis ; — Que le principe de la non rétroactivité, vrai quand le législateur d'un pays dispose entre nationaux par une loi nouvelle, n'est pas applicable aux traités qui interviennent de puissance à puissance et qui, à la suite d'événements politiques ou de chances de guerre, opèrent la séparation des territoires ; — Que cette séparation est alors un événement de force majeure que les habitants doivent subir avec toutes ses conséquences ; — Que la première de ces conséquences étant de faire perdre aux habitants qui passent sous une nouvelle domination leur nationalité primitive, il est également de conséquence qu'ils perdent avec cette qualité les droits civils qui en dépendent.

Dans une autre espèce, on voit un droit effacé rétroactivement par un transfert de territoire et le changement

de nationalité en résultant. Il s'agissait du droit des émigrés en vertu de la loi indemnisant les émigrés.

Sirey, 1822.24.2.312, *Lompret*, Conseil d'Etat, ordonnance du 4 février 1824.

La loi du 5 décembre 1814 autorise le remboursement aux émigrés du prix de vente de leurs biens confisqués. Mais cette loi ne peut être invoquée que si les biens sont situés en France et si les émigrés sont restés Français. (Canton de Chimay cédé à une puissance étrangère avant le 9 décembre 1814, le Conseil d'Etat rejette donc la réclamation du sieur Lompret contre une décision du ministre des Finances).

En revanche, voici des décisions qui font application du système de la non rétroactivité dans un sens positif :

« S'agit-il, écrit Dalloz ¹, d'actes passés entre les habitants sous le sceau seulement de l'autorité publique du conquérant ? L'effet rétroactif ne doit point les atteindre : c'est la volonté, moins du conquérant que des parties elles-mêmes qui fait la force de ces actes. Nul doute, d'abord, s'il est question de contrat ».

Ainsi le bail passé par le souverain, et annulé étant un acte ne relevant pas de la compétence des tribunaux ordinaires, cette incompétence des tribunaux subsiste lorsque le pays est réuni à la France ;

24 juillet 1773, bail à ferme générale des Domaines, droits et revenus de la principauté de Monaco, consenti à Petau, négociant d'Orléans, par Honoré de Grimaldi, prince régnant de Monaco.

Le 1^{er} octobre 1773, jour où il devait entrer en possession, on lui signifie un décret du prince portant

1. V. Lois, p. 65.

cessation du bail, sur le motif que Petau n'en avait pas exécuté les conditions préalables à la mise en possession.

Petau obtient du Parlement de Paris l'autorisation de poursuivre le prince. Mais le 25 mars 1774, cet arrêt fut cassé par un arrêt du Conseil rendu sans parties ouïes. — 14 février 1793, réunion à la France de la principauté de Monaco.

29 vendimiaire an II, jugement du Tribunal de Paris, qui accorde à Petau 20.000 fr. de dommages-intérêts : Attendu qu'il est prouvé que depuis plusieurs siècles Monaco est une principauté ; — Que les différents individus qui l'ont successivement possédée y ont gouverné comme souverains ; — Que la preuve de cette souveraineté résulte du droit que ces individus exercent de faire battre monnaie et de celui de vie ou de mort ; — Que cette souveraineté a été reconnue par le traité de Péronne, du 14 septembre 1641 entre la France et le prince de Monaco, ainsi qu'il résulte des art. 1, 6 et 9 dudit traité ; — Que par ce traité, le prince n'a point dérogé à la souveraineté ; qu'au contraire, il ne s'est mis sous la protection de la France que pour la conserver et empêcher l'incursion dont il était menacé de la part de l'Espagne ; — Que tous les actes que le prince de Monaco était dans le cas de passer relativement à sa principauté, il pouvait les passer de toutes les manières qu'il jugerait à propos, soit en son nom personnel, soit par un Conseil qu'il était libre de se nommer ; — Que ce n'est qu'en qualité de prince souverain qu'Honoré Grimaldi a traité avec Petau et lui a passé le bail du 14 juillet 1775 ; — Que par l'événement, le prince ayant reconnu que ce bail portait un préjudice notable et réel au peuple, il a pu, par de droit inhérent à sa souveraineté,

le casser et annuler, d'après les représentations qui lui ont été faites; — Attendu, néanmoins, qu'en même temps qu'il cassait et annulait le bail, il était de sa justice et en son pouvoir de prendre toutes les voies nécessaires pour indemniser ou faire indemniser Petau des déboursés qu'il avait été nécessité de faire, tant pour frais de voyage que perte de temps ».

Le prince de Monaco ayant fait appel, le jugement est infirmé.

Petau se pourvoit en cassation et, le 10 août 1807, le jugement est cassé pour insuffisance dans le nombre des juges.

L'affaire est renvoyée devant la Cour de Paris.

« En principe général, observe le procureur général Mourre, personne ne peut contrôler les actes des princes et il n'est point de juges au-dessus d'eux qui les punissent de leurs fautes (Lebret, *De la souveraineté*, chap. 3, livre 4). Dans les Etats non constitutionnels, le souverain n'est point soumis aux juges qu'il a nommés, maître toujours de reprendre l'autorité qu'il leur a déléguée. Pourquoi donc, à plus forte raison, ne serait-il pas indépendant des tribunaux étrangers ? »

« Il faut distinguer les actions réelles des actions personnelles. — Quand il s'agit de savoir si un bien appartient au domaine ou aux particuliers, les tribunaux sont compétents pour connaître de la difficulté. C'est sur la chose même que le litige s'établit. La volonté du prince n'est point contrariée, sa dignité n'est point compromise; on n'examine ni ce qu'il a fait ni ce qu'il devait faire. — Mais si un bien patrimonial a été vendu nationalement, c'est à l'autorité même qui a procédé qu'il faut adresser plainte et demander une indemnité. —

A plus forte raison, si c'est le prince lui-même qui a manifesté directement sa volonté. — On doit appliquer toutes les grandes maximes du droit public à la principauté de Monaco. Le prince était souverain. — Peu importe que la principauté fût sous la protection de la France : cette circonstance ne change rien au principe. « Un Etat faible, dit Vattel (t. I, p. 26) qui, pour sa sûreté, se met sous la protection d'un plus puissant, peut s'engager, en reconnaissance, à plusieurs devoirs équivalents à cette protection, mais il ne se dépouille pas de son gouvernement et de sa souveraineté. Cet Etat ne cesse point pour cela de figurer parmi les souverains, qui ne reconnaissent d'autres lois que le droit des gens ».

Si l'acte portait une pareille soumission, la clause serait nulle, parce que les droits de la souveraineté sont inaliénables. — Un second doute naît de ce que le prince de Monaco a été dépouillé de son caractère. Le 14 février 1793, la principauté fut réunie à la France. Cette circonstance ne nous paraît être d'aucune influence. Le prince avait cassé le bail alors qu'il en avait le droit, alors qu'il exerçait tous les pouvoirs de la souveraineté ; et ce qu'il faut bien remarquer, c'est qu'il l'avait cassé en articulant des griefs contre le sieur Petau et conséquemment en proscrivant d'avance toute demande d'indemnité.

« Il est, disait en terminant M. le Procureur général, différentes sortes de lois qui ont entre elles leurs degrés et leur indépendance : le droit privé se tait devant le droit public, celui-ci cède au droit des gens, et le dernier connaît encore une supériorité dans le droit naturel. —

Arrêt : « La Cour ; — Vu l'arrêt de la Cour de cassation du 10 août 1807, joignant les différents appels du juge-

ment rendu au ci-devant tribunal du 6^e arrondissement de Paris, le 29 vendémiaire an II, et y faisant droit : — Considérant que c'est comme prince souverain de Monaco qu'Honoré de Grimaldi a successivement passé et annulé le bail général du 24 juillet 1773 dont il s'agit, et qu'à cet égard il n'était, en sa qualité de souverain, passible d'aucune action en justice ; — Considérant d'ailleurs, que le prince de Monaco a lui-même jugé, comme il en avait le droit, la question d'indemnité par les causes insérées dans son décret du 1^{er} octobre 1773, causes qui provenaient du fait que Jean-Baptiste Petau, qui n'avait rempli ni pu remplir les premières et les plus essentielles conditions du bail ; — Considérant enfin qu'il résulte des pièces et circonstances de la cause qu'Honoré de Grimaldi n'a provoqué directement ni indirectement les actes arbitraires sur lesquels ledit Petau fondait un des objets de ses réclamations ; émendant, etc.

Du 2 janvier 1810. Cour de Paris, Dalloz, *Répertoire* (1846). V. Lois, p. 65-66.

Dans les occupations de territoire, le problème du respect international des droits acquis se pose à peu près comme dans les cessions.

Il est résolu d'une manière analogue par la jurisprudence.

Le souverain qui rentre en possession de territoires momentanément occupés par l'ennemi et qui se trouve en présence de décisions et d'actes ayant fait naître des droits au profit de particuliers, doit en principe les respecter.

« Jugé ainsi : 1^o à l'égard des jugements émanés des tribunaux anglais dans nos colonies avant leur cession

à l'Angleterre (Bordeaux, 25 janvier 1820, affaire *Beaudenos*, V. « Disposition entre vifs ») ; — 2^o à l'égard des jugements intervenus pendant l'occupation de la Corse ; ils ne peuvent être abrogés par une simple lettre ministérielle (Req., 6 avril 1826, affaire *Viturbi*, V. « Souveraineté »). L'un des motifs de cet arrêt peut être regardé comme le résumé de toute la théorie sur cette matière ¹. « Une coutume aussi ancienne qu'universelle chez les peuples civilisés et devenue une maxime incontestée du droit des gens, c'est que les faits, les actes, les contrats, les jugements intervenus entre les habitants pendant l'occupation d'un pays conquis et revêtus du sceau de l'autorité publique (qui n'est jamais censée défaillir dans les sociétés humaines), restent obligatoires et sont exécutoires après la retraite du conquérant, comme ceux intervenus avant la conquête, à moins qu'il n'ait été contrairement stipulé par des traités, ou que, par des lois formelles, il n'ait été dérogé à l'usage consacré par le Droit public de l'Europe ».

« Du reste, à l'égard des actes de souveraineté intervenus par forme réglementaire, nous croyons que le retour du pays conquis sous la domination primitive n'anéantit pas ceux qui étaient de nécessité publique. — Jugé ainsi que la cessation de l'occupation laisse subsister aussi, jusqu'à abrogation, les actes de l'autorité publique ennemie qui étaient nécessaires au salut public et à l'existence sociale elle-même, parce qu'ils se justifient par la volonté présumée du souverain légitime » ². (Req., 16 mars 1841, affaire *Peraldi*, Sirey, 41.1.505).

1. Dalloz, V. Lois, p. 67.

2. Dalloz, V. Lois, p. 67.

Voici quelques décisions rendues au sujet du cas particulier des colonies françaises occupées par les Anglais.

Sirey, 1819-21.1.59, *Régis Blanc*, Cass., 15.4.1819.

Ledit (Régis Blanc), curateur aux successions vacantes est poursuivi comme comptable public devant la Cour de la Guadeloupe et néglige de se pourvoir en cassation devant la Cour anglaise dans le délai de quatorze jours édicté par Georges III.

Il se pourvoit, après l'occupation, devant notre Cour de cassation. Le gouvernement lui oppose la déchéance :

La Cour : — « Vu le traité de Paris du 30 mai 1814 entre le roi et les puissances alliées, général pour le continent et spécial pour les colonies de la Guadeloupe et de La Martinique qui après avoir remplacé différents Etats sous leur ancienne domination maintient les actes faits et passés pendant leur occupation ... ».

De même, connexité, rendant la Cour de cassation compétente pour connaître de décisions de Cours anglaises rendues pendant l'occupation :

Sirey, 1819-21.1.42, *Riquaudon et Lacoudré* contre *Astorg*, Cass., 11.3.1819.

La Cour de cassation accepte de connaître d'un pourvoi contre deux arrêts rendus par la Cour d'appel de La Martinique sous l'autorité du roi d'Angleterre, uniquement parce que ces deux arrêts sont en connexité avec trois autres (français) qui lui sont déférés.

Enfin, validité de l'interruption de prescription basée sur l'observation des dispositions législatives de l'occupant :

Sirey, 1822.241.33, *Barbes* contre *Pasturin*, Cass., 27.2.1822.

En 1812, Barbes se pourvoit contre un arrêt de la Cour d'appel de la Guadeloupe dans les 14 jours, conformément au statut anglais.

Il n'est pas statué sur ce pourvoi.

En 1814, la Guadeloupe est restituée à la France. Barbes se pourvoit devant la Cour de cassation.

La Cour admet ce pourvoi : la prescription, en vertu de la loi anglaise n'ayant pas couru, le requérant n'encourt pas de déchéance à ce titre et le délai de la loi française (un an) a recommencé à courir du jour où la Guadeloupe est revenue.

Id., *Demoulier contre Lejeune*, Cass., 10.8.1825, Sirey., 1825-27.1.174.

CHAPITRE III

L'INDIVIDU *(LES DROITS DE L'HOMME)*

C'est seulement depuis la fin du *xix^e* siècle que l'on a commencé à débattre sérieusement la question de savoir si les individus sont des personnes du droit des gens, titulaires de droit reconnus par le droit positif, opposables aux Etats, tenus d'une responsabilité soumise aux règles du droit international, pourvus d'une certaine capacité d'agir dans les relations juridiques internationales. C'est qu'en effet, depuis cette époque, il y a une tendance à reconnaître aux individus dans certains cas et dans une certaine mesure le pouvoir d'intervenir dans les procédures juridictionnelles réservées exclusivement jusque-là aux seuls Etats.

Même avant cette période, la doctrine des droits de l'homme, droits inhérents à la personnalité humaine, qui avait été introduite dans le Droit public interne surtout par la Révolution française avait exercé une influence dans le droit international. Au début du *xix^e* siècle, l'Ecole positiviste ne devait toutefois faire qu'une place très limitée à cette doctrine dans les principes du droit des gens. Elle ne pouvait faire du respect des droits individuels qu'une simple obligation morale pour les Etats. Lorsqu'à cette époque on discute sur les limites

qui s'imposent au souverain en cette matière, on invoque plus volontiers le droit public interne, les textes constitutionnels que les règles positives du droit des gens.

Telle est la conclusion à laquelle aboutit l'examen du passage suivant extrait du *Répertoire* Dalloz, V. « Traité » :

Dalloz, t. 42, p. 565-568.

« Le chef de gouvernement ne saurait disposer par un traité de la propriété d'un de ses sujets. C'est la doctrine que nous développons dans notre consultation pour les propriétaires de la *Veloz Mariana*, distribuée à la Chambre des députés (*Moniteur*, 13 avril 1829) et à laquelle avaient adhéré MM. Delacroix-Frainville, Delagrangé, Berryer fils, Odilon Barrot, Nicod, Berville et Dupin jeune. Nous prouvons que les gouvernements espagnol et français n'auraient pu consentir, par le traité du 5 janvier 1824, la cession réciproque des navires appartenant à leurs sujets respectifs et arrêtés injustement avant le commencement des hostilités de 1823. — « Tous les monuments de notre droit public, disions-nous, nous apprennent que le pouvoir du prince dans les traités finit là où commencent les intérêts privés des citoyens et les principes du droit commun qui les protègent. Les conventions diplomatiques ne peuvent porter la plus légère atteinte à ces intérêts et aux lois qui les garantissent, qu'autant qu'elles sont revêtues elles-mêmes de la sanction de la loi. Entre plusieurs exemples, on se rappelle les dispositions du traité d'Utrecht, qui définissaient les conditions de successibilité des sujets respectifs de la France et de l'Angleterre. Chacun sait que cette partie du traité, par cela qu'elle avait trait à des intérêts privés, au droit civil de l'Etat, quoique cette dérogation n'eût rien que de raisonnable et ne blessât

aucun des principes de droit naturel, ne reçut d'exécution en France qu'après avoir été revêtu des formes législatives qui existaient à cette époque, c'est-à-dire qu'après qu'elle fut confirmée par la déclaration du 19 juillet 1739, vérifiée et enregistrée par les Parlements. Si les traités ne peuvent créer de simples impôts tels légers qu'ils soient, à moins qu'ils n'aient reçu la sanction législative à combien plus forte raison sont-ils impuissants pour disposer de la propriété privée !

« L'inviolabilité de la propriété privée est le principe de toute monarchie ; elle est un des attributs qui servent à distinguer ce gouvernement du gouvernement despotique ; « Dans les gouvernements monarchiques, dit Montesquieu, il faut que la propriété et la vie des citoyens soient assurés comme la constitution de l'Etat ». (Voy. aussi Bossuet, dans sa *Politique sacrée*, liv. 8, art. 2, et la loi des Visigoths qui a régi autrefois une partie de nos provinces, livre 2, chap. 6). — Ce principe n'admet qu'une seule dérogation, c'est l'expropriation pour cause d'utilité publique, laquelle encore est plutôt une vente forcée qu'une expropriation véritable, car, d'après l'art. 10 de la Charte constitutionnelle qui n'a fait que confirmer une maxime invariable suivie dès les temps les plus reculés de la monarchie « nul ne peut être dépossédé que moyennant une juste et préalable indemnité ». (Voy. Lettres patentes conformes de Charles VI, du mois d'août 1607 ; *Histoire de Charles VI*, par Godefroy p. 730).

« Ces principes ont été consacrés par plusieurs arrêts qui ont décidé : 1^o Que dans la cession de tous ses droits de souveraineté et de propriété que fait au conquérant le souverain d'un pays conquis, ne sont compris que les

biens qui composent le Domaine Public et non ceux appartenant à de simples particuliers. Ainsi, quand l'Empereur d'Allemagne a cédé à la France tous ses droits sur les ci-devant provinces belges, les princes de l'empire germanique (tels que les ducs Guillaume de Looz) ont bien été dépossédés des domaines qu'ils tenaient de cette seule qualité ; mais ils ont conservé leurs propriétés particulières : c'est dans ce sens qu'il faut entendre les traités de Campo-Formio, art. 3 et 9 , et de Lunéville, art. 2, 6, 9 (Cass., 11 déc. 1816). — 2° Que le simple séquestre de guerre n'est pas dévolutif de propriété ; quand la levée en est ordonnée et que les biens retournent aux mains de leurs anciens propriétaires, ils sont censé n'en être jamais sortis ; et en conséquence, sont valables les hypothèques consenties pendant le sequestre (même arrêt) : Conf. Cass., 24 juin 1839, Affaire *Fox contre duc de Richmond*, V. N° 156). — 3° Que le décret du 12 octobre 1807 qui a déclaré que les biens provenant de la succession du duc Guillaume Looz, faisaient partie des domaines de l'Etat n'a pu avoir d'effet rétroactif ; par conséquent, si les traités de Campo-Formio et de Lunéville ont maintenu le duc ou ses héritiers dans la propriété de ses biens, les hypothèques qu'ils auront consenties dans l'intervalle de ces traités au décret, doivent être réputées valables et comprises ainsi dans la disposition qui impose aux concessionnaires des biens la charge de payer les dettes auxquelles ils sont affectés (même arrêt).»

« Il a été décidé que l'échange du 20 mars 1651, par lequel Louis XIV a cédé le duché de Bouillon en échange des principautés de Sedan et de Baucourt, a les caractères d'un traité politique intervenu d'un prince souve-

rain à un autre prince souverain ; par suite, le duché de Bouillon a été valablement aliéné par ce traité. (Chamb. Réunies, Cass., 5 février 1842., Affaire *Royale V.* « Domaine engagé », N° 56, 2°) ».

« Les aliénations du domaine de l'Etat par traité politique ne sont pas soumises à la règle de l'inaliénabilité de ce domaine en France (même arrêt) ».

« Le traité de 1825 avec Saint-Domingue (V. N° 199) souleva une question subsidiaire très intéressante et qui donna lieu à une consultation des principaux avocats de Paris. Il s'agissait de savoir si l'identité imposée par le traité de la République d'Haïti représentait la valeur des possessions particulières des anciens colons définitivement et légalement dépossédés par ce traité et, dans ce cas, si le gouvernement français était garant de la dette contractée par le gouvernement d'Haïti. Dans cette consultation déjà mentionnée (N° 201), nous établissions d'une manière irréfragable : 1° Que l'Etat est débiteur envers les colons parce qu'il a de fait aliéné la propriété de leurs biens, et qu'à ce titre ils ont droit de lui en demander le prix. — 2° Qu'il est leur débiteur, parce qu'il était tenu de leur en faire recouvrer la possession. — Lorsqu'une nation impose à quelques-uns de ses membres le sacrifice de leurs propriétés particulières, elle doit les indemniser de la perte qu'elle leur inflige. Or, il est évident que le traité passé avec la République d'Haïti était un contrat qui aliénait les héritages des colons ; car, quoique le traité ne le dise pas expressément, c'en était une conséquence évidente et inévitable. Pourquoi le gouvernement haïtien traitait-il ? d'une part, pour obtenir la reconnaissance de son indépendance, de l'autre, pour prévenir toutes contestations qui pour-

raient naître entre les anciens planteurs et les propriétaires subséquents. La loi constitutive d'Haïti ne reconnaît qu'aux seuls Haïtiens le droit de propriété immobilière : le gouvernement français en traitant avec eux ne pouvait pas ignorer ce principe de leur acte constitutionnel et, reconnaissant leur indépendance et leur souveraineté, il reconnaissait implicitement leur constitution ; il adhérerait donc à la dépossession légale des anciens colons. Au reste, le sens de cette convention ne pouvait pas être douteux, après ces paroles du ministre des Finances, dans l'exposé des motifs de la loi elle-même : « 150 millions, disait-il, nous ont paru la somme qui pouvait être due aux anciens colons auxquels la concession de l'indépendance du gouvernement d'Haïti enlevait la chance de recouvrer leurs propriétés, par suite du rétablissement possible de l'autorité du roi à Saint-Domingue ». Il n'est donc pas douteux que par le traité de 1825, le gouvernement français a aliéné les biens des anciens colons, mais, s'il a disposé de leurs propriétés, il est évident que c'est à lui qu'ils ont droit d'en réclamer le prix ; et, soit par autrui, soit par lui-même, il faut qu'il les en fasse jouir.

L'Etat n'est pas seulement le débiteur direct des colons à la dépossession desquels il a consenti par un traité, il l'est encore à titre de garant de la créance contractée par Saint-Domingue. C'est ce qui résulte de l'explication qui eut lieu à la Chambre des députés à l'occasion de cette convention même. L'art. 1^{er} ayant été mis en délibération, M. de Cambon proposa d'y ajouter un paragraphe ainsi conçu : « La somme de 150 millions affectée par l'ordonnance du 17 avril 1825 aux anciens colons de Saint-Domingue sera répartie

entre eux intégralement et sans aucune garantie ». — M. Hyde de Neuville se leva et dit : « Décider, comme le demande M. de Cambon, que l'Etat ne garantit aucunement l'indemnité aux colons, ce serait les mettre hors la charte, hors la loi fondamentale. Expropriés par l'Etat, ils ont droit à ce que l'Etat leur garantisse l'indemnité applicable à cette expropriation et la déposition de M. de Cambon fut rejetée ; par conséquent, la garantie de l'Etat fut implicitement votée par la Chambre ».

« On peut donc conclure de cette discussion cette règle générale que, lorsque par un traité de cession l'Etat abandonne à un autre Etat non seulement la souveraineté d'un territoire mais la possession de toutes les propriétés privées, contenues sur ce territoire, il leur doit une indemnité qui doit être basée sur les règles de l'équité ».

TROISIÈME PARTIE

Les Règles de compétence

CHAPITRE PREMIER

LA COMPÉTENCE TERRITORIALE

« Lorsqu'une Nation a dûment occupé un territoire, écrit de Martens ¹, le droit de propriété qu'elle acquiert par là sur toutes les parties du territoire l'autorise à s'en servir à l'exclusion des étrangers et à en disposer de toutes les manières qui ne blessent pas les droits parfaits d'un tiers ». Tel est le principe auquel la doctrine ancienne rattachait la réglementation des rapports entre les Etats en ce qui concerne le territoire.

Dans la doctrine actuelle, c'est un principe différent qui est à la base de ces rapports et qui régit également les rapports interétatiques relativement aux personnes et aux services publics.

L'Etat est un ensemble de services publics, il est chargé de certaines fonctions pour l'accomplissement de celles-ci ; chaque Etat a sa sphère d'activité qui lui est tracée par le droit international. Un Etat ne doit pas empiéter sur la sphère d'activité d'un autre Etat. « La délimitation de ces sphères d'activité, c'est ce que nous appelons la répartition des compétences ».

L'Etat a aussi, en premier lieu, une compétence territoriale. Cette compétence est susceptible de degrés. Il y

1. *Op. cit.*, p. 203.

a un maximum que l'on appelle la souveraineté territoriale. Celle-ci est caractérisée, sous son aspect négatif, par l'exclusivisme. Sur son territoire, l'Etat souverain exerce seul la contrainte, le pouvoir juridictionnel et fait seul, d'une manière générale fonctionner les services publics.

La détermination des espaces sur lesquels s'étend la souveraineté territoriale soulève la question des pouvoirs de l'Etat sur la mer, sur la zone intermédiaire entre la pleine mer et les côtes (mer territoriale), etc..

Les juridictions françaises ont eu assez peu l'occasion au début du XIX^e siècle de prononcer les décisions sur les points rentrant dans les questions ci-dessus rappelées sommairement. Parmi celles que nous avons pu relever, les unes se rattachent à la notion d'exclusivisme de la compétence territoriale, les autres à la question des pouvoirs de l'Etat sur la mer, la mer territoriale et ses ports. Il sera intéressant de chercher à déterminer à quel principe général les solutions adoptées ont été rattachées.

*
* *
*

Du caractère exclusif de la souveraineté territoriale, il résulte que la force obligatoire des actes émanés des autorités publiques étrangères expire à la frontière de l'Etat. C'est par application de cette idée que notre Code de procédure civile exige la formalité de l'exequatur pour l'exécution des jugements étrangers. Avant qu'il n'existât sur ce point un texte codifié, on a dû quelquefois recourir plus ou moins au principe lui-même.

D'une manière générale, toutes les conséquences que

comporte l'exclusivisme de la souveraineté territoriale étant consacrées par les textes¹ les tribunaux n'ont jamais eu, sauf si l'on veut, dans l'espèce ci-dessous rapportée, à recourir au Droit international :

Tribunal de cassation, 18 pluviôse an XII, S., t. I, 1.929.

Pourvoi d'un sieur X contre un jugement du Tribunal d'appel de Rouen.

Un jugement rendu contre un Français par un tribunal étranger n'a aucunement en France, l'autorité de la chose jugée.

Cette règle ne souffre pas d'exception en matière commerciale.

Le Tribunal de cassation a fait ici application de l'art. 121 de l'ordonnance de janvier 1629, Code Michaud. Cette disposition est basée, dit l'annotateur, sur ce principe que la puissance publique dont chaque souverain est investi ne s'étendant pas au delà de son territoire, l'autorité des magistrats qu'il institue est nécessairement renfermée dans les mêmes limites.

(L'application du principe de droit international n'a lieu ici qu'à travers un texte de droit interne)².

Au principe que la compétence territoriale est exclusive, il y a des exceptions : la compétence territoriale est limitée par la compétence personnelle.

L'Etat n'est pas libre de faire aux étrangers établis sur son territoire telle condition qu'il lui plaît. Les rapports entre l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'étranger et l'Etat dont ce dernier est le national peuvent être définis d'une manière rationnelle, car ils se ramènent à une question de répartition des compétences.

1. Il en est ainsi notamment en matière pénale.

2. Voir ci-dessus, 1^{re} partie, chapitre I.

Dans les cas où ni le droit positif, ni la logique ne donnent des solutions satisfaisantes au point de vue de l'équité, il est nécessaire de prévoir une collaboration entre les Etats. Il en est ainsi notamment en matière fiscale.

Voici une décision intéressante à ce point de vue :

Le sieur Froëlich, Suisse, est décédé à Bustemberg, en Suisse, le 9 juillet 1833. — Parmi les valeurs de la succession se trouvaient plusieurs créances dues par le sieur Granger domicilié à Lyon et résultant d'obligations hypothécaires souscrites en France.

Le receveur de l'enregistrement de Lyon pensant que ces créances, qui devaient être recueillies par les héritiers suisses du sieur Froëlich, étaient passibles du droit de mutation par décès établi par la loi du 22 frimaire an VII, a décerné une contrainte en paiement contre la dame Stoëblin et autres héritiers du sieur Froëlich.

Le Tribunal civil de Lyon rejette la prétention du fisc en invoquant notamment les considérations suivantes :

« C'est en vain qu'on oppose la loi abrogative du droit d'aubaine, du 14 juillet 1819, en admettant les étrangers à succéder de la même manière que les Français, les a par là tacitement soumis aux obligations qui pèsent en pareil cas sur ceux-ci.

« Ce ne sont que des considérations qui sont combattues par des considérations contraires, savoir : que, par la même raison que le Français qui succède à une valeur mobilière existante en pays étranger et dépendant d'une succession ouverte en France est soumis au droit de mutation pour cette valeur et doit la déclarer au bureau du domicile du décédé, ce qui le dispense de le faire dans l'étranger ; de même aussi, l'étranger qui

doit acquitter dans l'endroit où la succession est ouverte, le droit dû pour la valeur mobilière existant en France, ne peut être assujetti à la payer encore en France ; qu'autrement il en résulterait que, pour une même valeur et Français et étrangers seraient astreints à payer deux fois le droit de mutation, lorsqu'il s'agirait de valeurs existantes dans un autre pays que celui où la succession est ouverte, ce qui serait contraire à toute justice, ou de nature à porter atteinte aux principes réciproques d'équité qui doivent lier les Nations entre elles »¹.

La Cour de cassation a repoussé cette thèse en invoquant les dispositions formelles de la loi fiscale².

Le Tribunal, en présence d'un conflit entre deux compétences étatiques, ne recherche pas une règle juridique de répartition mais fait appel à l'équité. Il avait ainsi rencontré le problème des doubles impositions, qui est devenu aujourd'hui d'une grande actualité et proposé d'ailleurs une solution raisonnable ; c'est en effet un problème qui ne paraît guère pouvoir être résolu que par un appel à la bonne volonté et à l'entente mutuelle des fisci rivaux.

Or, d'une façon générale, l'appel à l'équité ou, en langage proprement international, à la « courtoisie » à a « *comitas gentium* » est plutôt fréquent à l'époque considérée, lorsqu'il s'agit de trancher des conflits de souveraineté. Ainsi, parlant en général du droit pour les Etats de juger les étrangers en quelque situation qu'ils se trouvent, Merlin écrit :

« Si chaque peuple s'attribuait le droit de juger les étrangers, il faudrait nécessairement qu'il s'établît, par l'opinion du moins, un ordre de compétence dans la

1. Sirey, 1837.1.763.

2. *Ibid.*

juridiction des peuples ; mais cet ordre, comment l'établir d'une manière précise puisque l'opinion, qui a toujours été quelque chose de vague et d'incertain, en serait l'unique règle ? Lorsque des contestations de compétence s'élèvent entre les tribunaux d'un même Etat, il est toujours au-dessus des plus élevés une autorité suprême qui les terminent par des voies judiciaires et pacifiques. Mais s'il s'élevait des contestations semblables entre des tribunaux de nations différentes, quel tribunal supérieur pourrait prononcer entre leurs prétentions ? Pour les terminer en paix et sous des formes judiciaires, il faudrait commencer par créer cette diète de l'Europe que demandait l'abbé de Saint-Pierre, mais on sait que cette idée, comme presque toutes les autres du même auteur n'a paru que le rêve d'un homme de bien. Sans trop exagérer les choses, nous pouvons croire qu'il y aurait une foule d'occasions où chaque puissance soutiendrait ses tribunaux et le genre humain n'a que trop appris comment les puissances soutiennent leurs droits et leurs prétentions.

Je crois donc avoir prouvé que le pouvoir de juger des étrangers et des affaires étrangères serait une source de querelles et de divisions entre les souverainetés de l'Europe : si ce pouvoir est funeste, c'est déjà une forte présomption de son injustice ; mais, dans ces matières, on ne fait rien lorsqu'on s'arrête à la présomption ; il faut toujours venir à la preuve ».

Merlin limite ainsi la compétence juridictionnelle à l'égard des étrangers :

« Nous avons reconnu trois sources légitimes de pouvoir que la souveraineté d'un peuple peut exercer sur l'homme : 1^o Le consentement formel donné par

l'homme au moment où se créait cette souveraineté ; 2^o Le consentement tacite donné par le choix du domicile dans un pays où la puissance souveraine est déjà depuis longtemps formée ; 3^o Le consentement conditionnel que donne un étranger par une espèce de domicile temporaire pour tout le temps qu'il passera chez une nation qui n'est pas sa patrie ».

Aujourd'hui, on fait appel pour résoudre ce problème aux notions de compétence territoriale et de compétence personnelle.

Pour Merlin, en somme, le principe c'est que la souveraineté territoriale est absolue et que vis-à-vis des étrangers elle ne se limite que de son propre gré. C'est bien ce qui résulte aussi du passage suivant que notre auteur consacre à la notion de *réciprocité*¹.

« Ce qui doit être entendu par la réciprocité et quelles sont ses bornes. — La règle de la réciprocité prend sa source dans la convention des souverains ; et cette convention en fait la base ; mais on n'en peut tirer que des conséquences qui attaquent l'indépendance des différents souverains. — Son effet se borne à ce qu'on appelle le droit de représailles ; c'est-à-dire à refuser aux Piémontais en France ce que la loi de Piémont refuse aux Français.... — Mais la règle de réciprocité qui s'observe entre les nations ne peut obliger les magistrats français à accorder aux Piémontais, contre les lois de l'Etat, tous les droits qu'on accorde aux étrangers en Piémont, à moins que les deux souverains ne soient convenus de la réciprocité par un traité conclu entre eux, comme on a fait pour les hypothèques entre la France et la Lorraine. — S'il en était autrement, le

1. *Répertoire* (1815). V. Etranger, p. 896.

souverain cesserait de l'être dans ses Etats dès qu'il serait obligé d'accorder aux sujets d'un autre Etat, dans son territoire, tout ce que le souverain de cet autre Etat accorde aux étrangers. — Ainsi, il y a beaucoup de Nations qui ne connaissent point le droit d'aubaine ; les sujets de ces Etats peuvent-ils s'en prétendre affranchis en France, où ce droit est en vigueur, parce qu'on ne le pratique point chez eux à l'égard des étrangers ? — Ainsi, un commerce est interdit en France, mais il est permis dans un autre Etat ; est-ce une raison pour que les sujets de cet autre Etat viennent le faire en France malgré nos lois ? — Comme ces interdictions subsistent en France, c'est bien une raison pour que dans les autres pays, on distingue les Français des autres étrangers et qu'on leur refuse la faveur que nous refusons en France aux étrangers. C'est ce qu'on appelle le droit de représailles qui dérive de la règle de réciprocité, ce qui n'a rien de contraire à la souveraineté de la France. C'est une matière de négociations entre les deux souverains ; ils doivent balancer les avantages qui peuvent leur revenir de la réciprocité. Quand ils la trouvent égale aux deux peuples, ils l'établissent entre les deux Etats, comme on a fait dans le traité d'Utrecht pour établir la réciprocité de l'exemption du droit d'aubaine entre la France et l'Angleterre. Mais quand un Etat est plus grand que l'autre Etat, ils l'établissent (communément) entre l'un des deux et une partie de l'autre Etat proportionnée pour la grandeur. (C'est ainsi que, par le traité du 21 janvier 1718 entre la France et la Lorraine, la réciprocité d'hypothèque et d'exécution des contrats et des jugements avait été stipulée, d'une part, pour tous les Etats du duc de Lorraine et de l'autre pour

la généralité de Metz seulement). La représaille est de droit et chaque souverain peut l'exercer dans ses Etats comme il lui plaît ; mais la réciprocité dont l'effet s'étend au droit et à la police d'un autre Etat est de convention, et elle ne peut s'établir que par un traité entre les deux souverains. — Sans cela, un petit Etat serait le maître de se procurer tels avantages qu'il lui plairait dans un grand Etat ; il n'aurait qu'à accorder aux sujets de ce grand Etat les droits et les privilèges qu'il voudrait procurer aux siens dans un grand Etat ».

La jurisprudence s'est, à l'époque considérée, prononcée sur un grand nombre de questions concernant la condition des étrangers. Nous ne pouvons en indiquer que quelques-unes qui se rapportent plus ou moins directement aux problèmes exposés ci-dessus :

Cassation, 15 février 1828, *Laurent*, Sirey, t. IX, 1.36 : les lois de la police sont applicables aux étrangers non domiciliés.

Compétence des tribunaux :

En matière civile : Cassation, 22 janvier 1806, *Mount-florence* contre *Skilpwith*, Sirey, t. II.1.207.

En matière pénale : Cassation, 15 février 1828, *Laurent*, ci-dessus cité.

Expulsion, Conseil d'Etat, 4.8.1836, *Naundorff*, *Recueil Lebon*.

* * *

Ceci dit, en ce qui concerne l'exclusivisme de la compétence territoriale, nous abordons les questions de détermination des lieux où cette compétence s'étend avec plus ou moins d'intensité.

Mentionnons d'abord une décision qui, définissant le territoire national englobe les ports et les rades.

Alger 15 septembre 1844. Scotto-Dalloz. *Répertoire* V. « Organisation maritime » n° 1126, n° 1.

« Attendu... que les ports, havres, rades ont été assimilés par la loi, à certaines portions du territoire » La Cour s'appuie ici sur l'art. 538 du Code civil.

D'autre part, les tribunaux ne se reconnaissaient pas compétents pour interpréter les textes du droit positif international qui déterminent les frontières de l'Etat.

I. Cassation, 9 fructidor, an VIII, S., Vol. I, 1.363.

La question de savoir si le lieu où une saisie a été opérée en matière de douanes dépend ou non du territoire français, ne peut être résolue par les tribunaux : au gouvernement seul appartient de prononcer à cet égard. (Loi du 24 août 1790. Tit. 2, art. 13).

Une telle question, qui ne peut se décider que par l'interprétation des traités politiques et des actes de délimitation de territoire est, en effet, une question que le gouvernement est seul à même de résoudre ; l'autorité judiciaire n'aurait pas, en général, les éléments nécessaires pour prononcer en connaissance de cause.

En ce qui concerne les déterminations des pouvoirs de l'Etat sur les espaces marins, il y a un certain nombre de décisions à retenir.

La Cour de Bordeaux, le 31 janvier 1838, a, conformément au principe de la liberté de la haute mer, décidé qu'un fait délictueux commis en mer s'est passé ainsi hors du territoire français. On pourrait tirer de cette solution un argument en faveur de la théorie qui dit que la mer est une *res nullius* ; si la Cour s'était inspirée de la thèse de la *mer res communis*, elle n'aurait pu être aussi affirmative.

Dans cette décision, la Cour attribue d'autre part compétence à l'Etat dont le navire portait le pavillon :

Sirey, 1839.2.37, *Maréchal* contre *Dénéchaud*.

« Attendu que les faits imputés au capitaine Maréchal par Dénéchaud se sont passés en pleine mer et par conséquent hors du territoire français ; que Dénéchaud, en s'embarquant sur le bâtiment américain l'*Elisabeth*, s'est soumis aux mesures disciplinaires qui pourraient paraître nécessaires au capitaine dans l'intérêt du navire, de l'équipage et des passagers ; que si le capitaine a abusé de son pouvoir et commis pendant la traversée un crime ou un délit à l'égard de Dénéchaud, c'est devant les tribunaux américains que Maréchal doit être traduit, parce que le crime ou le délit *est censé avoir été commis en Amérique* ; — Par ces motifs, déclare les tribunaux criminels français incompétents pour connaître de la prévention soulevée contre Maréchal en crime de séquestration ; Renvoie Dénéchaud à se pourvoir devant qui de droits, etc.. ». (du 31 janvier 1838, Cour royale de Bordeaux).

Comme on le voit, cette décision fait appel à la *fiction d'exterritorialité*. Dans l'arrêt *Scotto*, ci-dessous cité, la Cour d'Alger écarte, au contraire, la fiction d'exterritorialité, lorsque le navire étranger est dans un port. « Qu'il est vrai, dit la Cour, que le pavillon couvre le navire)... mais... qu'une telle prérogative impliquerait de la part du gouvernement qui en souffrirait l'exercice, l'abdication du *droit de légitime défense*... ».

Voici en terminant ce chapitre, une décision intéressante en ce qui concerne la délimitation de la mer territoriale.

On a critiqué, à l'occasion de cette décision, le caractère arbitraire des législations nationales qui fixent la distance jusqu'où s'étend la mer territoriale.

Sirey, 1822-24.1.572, Navires anglais et américains.
Cassation, Intérêt de la loi, 25 novembre 1824.

Les Lettres patentes de 1727 ont prescrit que le navire étranger qui naviguera à moins d'une lieue des côtes de « nos îles et de nos colonies » sera confisqué.

Un arrêt du Conseil du 30.8.1784, a, en outre, spécifié que les navires français ayant touché un port étranger devront s'arrêter à trois lieues des côtes des îles et colonies et attendre la visite, sous peine de confiscation (art. 14). L'art. 8 du même arrêt dispose ensuite que les navires étrangers devront se signaler au large.

Une lettre du roi du 16 décembre 1765 expose que pour les *Iles sous le Vent*, étant donné les cessions faites à l'Angleterre, il y a lieu, pour permettre le passage qui serait une impossibilité, étant donnée le mélange des possessions, de s'abstenir d'appliquer la législation en question.

La Cour spéciale d'appel de la Guadeloupe avait confisqué quatre navires anglais et un navire américain qui naviguaient à cinq milles des côtes (moins de trois lieues).

Cette confiscation avait été motivée comme suit :

Sans doute le règlement de 1727 accorde une lieue à la police de nos côtes, mais celui de 1784 disposant pour les Français a fixé la distance à trois lieues et, visant dans un article voisin (le 8), les étrangers, cet arrêt a implicitement édicté la même règle pour ces derniers pour lesquels il ne pouvait se montrer moins sévère que pour les Français.

La Cour de cassation, saisie d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi (art. 441, Code instr. crim.) casse et annule par les motifs développés dans le réquisitoire du procureur général Mourre, et qui peuvent être ainsi résumés :

1^o Le raisonnement employé pour interpréter le texte de 1784 est erroné ;

« L'on sent que l'on peut exercer sur les siens une rigueur qui serait imprudente envers les étrangers et qui blesserait tout à la fois le droit naturel et le droit des gens puisque la mer est le domaine de tous ».

Cet argument suffirait pour l'annulation puisque le règlement de 1727 adoptait la limite d'une lieue et que les navires confisqués ont été trouvés à cinq milles.

Cependant,

2^o La Commission spéciale a ignoré la Lettre de 1765, la législation particulière dérogoire a survécu à la législation générale modificative.

En outre, l'arrêt du Conseil est revenu en réalité sur une disposition abusive des Lettres patentes de 1727 (en ne précisant plus de distance pour les étrangers qui doivent seulement rester au large). L'arrêt du Conseil n'établit pas une « pénalité sur la distance »... « il fixe des règles sur des points qui n'ont rien de commun avec cette présomption exorbitante qui avait été introduite par les Lettres patentes ; il pose des principes qu'on trouve dans tous les Codes maritimes et c'est dans le sens de ces principes qui forment le droit commun des nations que le législateur dit que les Lettres patentes du mois d'octobre 1727 seront exécutées en ce qui n'est pas dérogé par le présent arrêt ».

« Quoi de plus arbitraire, quoi de plus dangereux que ces législations particulières sur la distance ? ».

« Bodin (*De la Rép.*, liv. 1, chap. 10), prétend que suivant le droit commun, la domination du prince s'étend à 30 lieues des côtes »;

« Les meilleurs publicistes se réunissent pour dire que ce point essentiel devrait être réglé par les traités ».

La lettre de 1765 constitue une législation dont le maintien est recommandé par le droit public des nations. Donc l'arrêt porte atteinte à cette législation et a fait également fausse application des textes de 1727 et de 1784.

Le procureur général cite aussi Selden, puis ajoute qu'aujourd'hui, par acte de la 4^e année de George III, la Grande-Bretagne se borne à faire intimer aux bâtiments qui mouillent dans les eaux de ses îles, l'ordre de s'éloigner et ne les capture que s'ils n'obtempèrent pas dans les 48 heures¹.

1. V. aussi en ce qui concerne la compétence territoriale, *infra*, IV^e partie, chapitre II, § 2, les décisions citées au sujet des lieux dans lesquels peut s'exercer le droit de prise maritime.

CHAPITRE II

COMPÉTENCE PERSONNELLE

L'Etat n'est pas seulement une organisation territoriale, c'est aussi l'organisation d'une collectivité d'hommes. Dès lors, il est naturel que l'Etat exerce son autorité non seulement sur les hommes qui se trouvent sur son territoire mais aussi sur ses nationaux, abstraction faite de cette circonstance que ces individus soient ou ne soient pas sur son territoire, c'est là qu'apparaît la compétence personnelle.

Cette compétence s'exerce sur les nationaux et sur d'autres personnes, tels que les sujets de l'Etat protégé. Elle existe aussi à l'égard des navires portant le pavillon de l'Etat lorsque ces navires sont en pleine mer, et même lorsqu'ils sont dans un port étranger. Dans ce dernier cas, la compétence personnelle est en conflit avec la compétence territoriale et la répartition à faire entre ces deux chefs de compétence a précisément été arrêtée au cours de la période que nous considérons, par un avis du Conseil d'Etat du 20 novembre 1806.

Le droit positif français est même encore actuellement fixé par cet avis ¹ qui a force de loi ² et qui lie les juridic-

1. Duvergier, *Lois et décrets*, 1806, p. 65.

2. *Revue de droit international privé*, De Lapradelle, 1908, p. 445 ; Jordan, *Revue internationale de droit maritime*, t. XXIV, 1908-1909, p. 126.

tions françaises de façon absolue, sans qu'elles puissent, faute d'une disposition spéciale à cet effet, exiger aucune condition de réciprocité¹. Cet avis est conçu dans les termes suivants : « Le Conseil d'Etat qui, d'après le renvoi à lui fait par sa Majesté, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge, ministre de la Justice tendant à régler les limites de la juridiction que les consuls des Etats-Unis d'Amérique, aux ports de Marseille et d'Anvers, réclament, par rapport aux délits commis à bord des vaisseaux de leur nation étant dans les ports et rades de France ;

« Considérant qu'un vaisseau neutre ne peut être indéfiniment considéré comme lieu neutre et que la protection qui lui est accordée dans les ports français ne ne saurait dessaisir la juridiction territoriale pour tout ce qui touche aux intérêts de l'Etat ;

« Qu'ainsi le bateau neutre admis dans un port de l'Etat est, de plein droit, soumis aux lois de police qui régissent le lieu où il est reçu ;

« Que les gens de son équipage sont également justiciables des tribunaux du pays pour les délits qu'ils y commettraient, même à bord, envers des personnes étrangères à l'équipage, ainsi que pour les conventions civiles qu'ils pourraient faire avec elles ;

« Mais que si, jusque là, la juridiction territoriale est hors de doute, il n'en est pas ainsi à l'égard des délits

1. *Revue internationale de droit maritime*, t. XXIV, 1908-1909, p. 126 : la correspondance diplomatique échangée en 1911 entre la France et la Grande-Bretagne à propos de l'affaire de l'amiral Hamelin, contient la phrase très caractéristique suivante : le système français « du désintéressement partiel a été et est encore appliqué aux bâtiments britanniques sans aucune condition de réciprocité », Charteris, *The legal position of merchantmen in territorial waters dans The British year book of international law*, 1920-1921, p. 52, n° 3.

V. Travers, *op. cit.*, n° 1623.

qui se commettent à bord du vaisseau neutre, de la part d'un homme de l'équipage neutre envers un autre homme du même équipage ;

« Qu'en ce cas, les droits de la puissance neutre doivent être respectés, comme s'agissant de la discipline intérieure du vaisseau, dans laquelle l'autorité locale ne doit pas s'ingérer, toutes les fois que son secours n'est pas réclamé ou que la tranquillité du port n'est pas compromise ;

« Est d'avis que cette distinction indiquée dans le rapport du grand-juge et conforme à l'usage est la seule règle qu'il convienne de suivre en cette matière ;

« Et appliquant cette doctrine aux deux espèces particulières pour lesquelles ont réclamé les consuls des Etats-Unis ;

« Considérant que, dans l'une de ces affaires, il s'agit d'une rixe passée dans le canot du navire américain le *Newton* entre deux matelots du même navire¹ et, dans l'autre, d'une blessure grave faite par le capitaine en

1. En 1911, l'amiral Hamelin a, dans une situation de fait inverse (il s'agissait d'un bateau français en territoire anglais) donné naissance à la même difficulté que le *Newton* en 1806. William Savage, sujet de couleur anglais, matelot du vapeur français *Amiral Hamelin*, alors ancré dans le port de Bathurst, Gambie anglaise, avait été, le 20 novembre 1911, à bord, victime de voies de fait de la part de trois français, également membres de l'équipage. Il porta plainte dès qu'il put aller à terre, c'est-à-dire le 22 novembre 1911, entre les mains du Chief Magistrate de la colonie. Ce magistrat délivra un ordre d'arrestation.

Le capitaine du bâtiment refusa de laisser la police locale procéder à l'arrestation à bord, par le motif que la rixe au cours de laquelle William Savage avait été blessé, avait eu lieu à bord entre hommes de l'équipage et n'avait pas troublé la tranquillité du port. Les autorités anglaises demandèrent au Consul de France d'intervenir ; il refusa en se fondant sur le même motif. La conduite du capitaine et du consul fut approuvée par le Gouvernement français auquel le Gouvernement anglais avait fait des représentations après avoir, dans le but de ne donner au conflit aucune acuité, laissé prendre la mer à l'Amiral Hamelin sans avoir procédé à l'arrestation ; Charteris, *The legal position of merchantmen in foreign ports*, dans *The British year book international law*, 1920-1921, p. 82 et ss..

Travers, *op. cit.*

second du navire *La Sally* à l'un des matelots pour avoir disposé du canot sans son ordre ;

« Est d'avis qu'il y a lieu d'accueillir la réclamation et d'interdire aux tribunaux français la connaissance de deux affaires précitées ».

La jurisprudence a eu à diverses reprises l'occasion de se prononcer, avant 1848, sur la compétence de l'Etat à l'égard des navires battant son pavillon.

Une première fois, ce fut au sujet de l'incident du *Carlo Alberto*.

Dans cette affaire, ainsi que nous l'avons vu (Voir première partie, chap. I), il s'agissait surtout de savoir si le fait que le navire se trouvait en état de relâche forcée ne devait pas avoir pour effet de le mettre à l'abri de toute action de l'autorité locale. Ce n'est que très indirectement qu'il a pu être fait allusion dans cette décision à la situation du navire étranger dans les eaux territoriales.

Le deuxième arrêt est relatif au point de savoir si la compétence de l'Etat du pavillon s'étend aussi aux passagers.

Sirey, 1843.2.32 ; Le Havre, 23 août 1842, *Martin*.

« Le Français qui s'est rendu coupable hors du territoire du royaume d'un simple délit contre un Français, ne peut être poursuivi en France sur la plainte de la partie lésée.

« Il en serait autrement si le délit avait été commis à bord d'un bâtiment français, même par un simple passager, le navire étant réputé territoire français pour tous ceux qui sont à bord, quelque éloigné qu'il soit de la métropole.

« Attendu que si les Français peuvent à leur retour en France, être poursuivis pour des faits commis hors du territoire du royaume envers leurs compatriotes, ce n'est, aux termes de l'art. 7 Code instr. crim., que lorsqu'il y a crime.

Qu'en écartant le mot délit, le législateur a évidemment voulu restreindre aux faits ayant une grande gravité l'exception apportée au principe de la compétence territoriale ; — Attendu que cette doctrine, professée par plusieurs auteurs, a été sanctionnée par un arrêt de la Cour de cassation du 26 septembre 1839 ; — Attendu que, pour se soustraire aux conséquences de ces principes, le demandeur a posé en fait dans ses conclusions, que le délit imputé au sieur Martin aurait eu lieu à bord du navire *La Neustrie* et sous la protection du pavillon français ; Attendu que le sieur Martin, tout en niant le fait de détournement qui donne lieu au procès, veut bien admettre que, pour les hommes de l'équipage, le navire sur lequel ils sont embarqués est réputé territoire français, quelque éloigné qu'il soit de la métropole mais soutient qu'il ne peut avoir le même caractère à l'égard des autres personnes qui sont à bord ; — Attendu que si les hommes de l'équipage ont été inscrits sur le rôle, les passagers ont, de leur côté été portés sur les livres du bord et qu'il n'existe pas de motif pour refuser à ceux-ci la protection que donne au navire et à la cargaison le pavillon français.

Dans un autre arrêt, Sirey, 1845.1.839. la Cour de cassation reconnaît nettement la compétence personnelle de l'Etat du pavillon puisqu'elle fonde la légalité de l'extradition intervenue sur le consentement de l'Etat en question. *Bastianesi*, Ch. crim. 31 juillet 1845.

Il convient de rapprocher de ces décisions l'arrêt de la Cour d'Alger *Scotto* ci-dessus cité, dans lequel la compétence de l'Etat du pavillon est écartée au profit de la souveraineté territoriale, dans l'intérêt du maintien de la sécurité dans le port,

La compétence personnelle est aussi susceptible de s'exercer sur les nationaux lorsque ces derniers se trouvent hors du territoire mais dans un lieu qui n'est soumis à l'autorité d'aucun Etat civilisé.

La Cour de cassation a rendu le 17 mai 1839 (Dalloz, Compétence criminelle, N° 111) une décision intéressante sur ce point :

Des individus étaient prevenus d'homicide volontaire accompagné ou suivi de vol. L'infraction avait été commise dans le pays de Cayor, voisin d'établissements français, sur la personne d'un nommé Jhili, captif appartenant à une Française demeurant à Saint-Louis. Les accusés avaient été arrêtés à Saint-Louis et renvoyés devant la Cour d'assises de Saint-Louis.

La législation française en vigueur en 1839 permettait seulement de poursuivre devant les tribunaux français, abstraction faite de certains crimes contre la sûreté ou le crédit de l'Etat, « tout Français qui se sera rendu coupable hors du territoire du royaume d'un crime contre un Français ».

Ils formèrent un pourvoi contre la décision du renvoi et firent valoir à l'appui de leur recours que le crime avait été accompli hors du territoire français, que la nationalité française ne leur appartenait point et qu'elle n'était pas non plus celle de la victime.

La Cour de cassation affirma néanmoins la compétence de la Cour d'assises de Saint-Louis. L'arrêt porte

que, « si, en règle générale, la juridiction de chaque Etat est bornée par les limites du territoire, et si les art. 5, 6 et 7 Code instr. crim. français contiennent les seules exceptions qu'il ait admises, les principes du droit international supposent l'existence de rapports constants et réguliers qui unissent les peuples entre eux, dont la réciprocité soit le fondement, qui assurent à chaque peuple la protection efficace et les justes satisfactions que les autres obtiennent de lui, qu'ainsi l'art. 6 suppose des conventions ou des traités en vertu desquels on obtiendrait l'extradition de l'étranger qui aurait commis l'un des crimes prévus par l'art. 5 ; que l'art. 7 admet aussi cette supposition que le Français qui se serait rendu coupable d'un crime contre un Français hors du territoire du royaume aurait pu être jugé par les tribunaux du pays où l'ordre public a été troublé, mais que toutes ces conditions manquent lorsqu'il s'agit de crimes commis au sein de tribus indépendantes ou de peuplades à demi-barbares étrangères aux principes du droit des gens et qui méconnaissent les obligations qui en dérivent ; — Que, pour la protection de ses nationaux, la France conserve toujours les droits qu'elle tient de la légitime défense et de la souveraineté attachée à la conquête ; — Quelle peut se saisir des coupables et les livrer à la justice de ses tribunaux ; — Que c'est d'après ces distinctions que l'Ordonnance royale du 10 août 1834, concernant l'administration de la justice dans les possessions du nord de l'Afrique réserve aux Conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis par un indigène au préjudice d'un Français ou d'un Européen et même, dans certains cas, par un indigène au préju-

dice d'un autre indigène en dehors des limites déterminées par le Gouverneur... »¹.

Quant aux applications de la compétence personnelle, la jurisprudence française a eu, avant 1848, à examiner une question touchant à la protection des Français à l'étranger : celle de savoir si les particuliers peuvent réclamer à l'Etat une indemnité à raison de l'absence ou de l'insuffisance de cette protection à leur endroit, dans l'hypothèse où ils auraient été lésés dans un Etat étranger dans des conditions engageant la responsabilité internationale de cet Etat. C'est là une question de droit public interne. Le Conseil d'Etat a toujours opposé à ces réclamations la fin de non recevoir tirée de la notion d'actes de gouvernement. Il en est ainsi déjà avant 1848. Voir Arrêt Boisson, 6 juin 1835 Dalloz, 1835.3.39. — Voir aussi *Recueil Lebon*, 1839, p. 46 ; 1847, p. 1.

1. V. Travers, *op. cit.*, n° 365.

CHAPITRE III

LA COMPÉTENCE A RAISON DES SERVICES PUBLICS LES AGENTS DIPLOMATIQUES

Au début du *xix^e* siècle, la doctrine rattachait à la théorie de l'exterritorialité un certain nombre d'exceptions à la souveraineté territoriale. La doctrine moderne écarte la notion d'exterritorialité qu'elle considère comme inutile et dangereuse et adopte la notion de compétence basée sur le droit pour l'Etat de faire fonctionner ses services publics et la nécessité de déroger, à cet effet, dans certains cas à l'exclusivisme de la compétence territoriale. La jurisprudence antérieure à 1848 a connu surtout deux applications de cette compétence.

Nous examinerons en premier lieu une application qui n'a été examinée que dans un seul arrêt : c'est celle qui concerne le navire de guerre se trouvant dans les eaux étrangères.

La Cour de cassation s'est prononcée à cette occasion le 11 décembre 1828, sur le point de savoir si l'on doit assimiler aux navires de guerre ceux qui sont affectés à un service public tout en restant la propriété des particuliers. La décision en question porte « qu'un bâtiment de commerce nolisé, c'est-à-dire frété par le gouvernement pour le transport des troupes de terre

ou de tout autre objet, tel que transport de munitions, vivres, etc.. ne perd point sa qualité de bâtiment de commerce ; qu'elle lui est même implicitement conservée par le prix stipulé de nolisement ou frêt puisque le gouvernement n'en peut avoir aucun à payer pour les transports qui ont lieu à bord de ses bâtiments et vaisseaux de guerre »¹.

La deuxième application a donné lieu à une abondante jurisprudence. Elle concerne les immunités des *Agents diplomatiques et consulaires*. Nous examinerons au préalable la doctrine

§ 1. — La doctrine

Dans la doctrine moderne, les règles du Droit international public qui sont relatives au fonctionnement des services diplomatiques et consulaires sont rattachées au problème de la répartition des compétences étatiques. On dit que l'Etat n'est pas simplement une organisation établie sur un territoire ; c'est aussi un groupement de services publics ; il a donc non seulement une compétence territoriale mais aussi une compétence qui est susceptible de primer la compétence territoriale des autres Etats ; savoir cette compétence qui découle du fonctionnement des services publics incombant à l'Etat, laquelle, pour certains services, notamment celui des relations diplomatiques, doit nécessairement s'exercer hors du territoire national, sur le sol même des Etats étrangers.

De cette manière, on explique les immunités dont

1. Dalloz, V. *Organisation maritime*, n° 1054, note 1.

jouissent les Agents diplomatiques : ces immunités ont pour objet de mettre ces agents en mesure de remplir leurs fonctions sans être gênés par les autorités locales. La souveraineté territoriale s'efface pour laisser fonctionner un service public étranger. Plus exactement, il y a un certain nombre de restrictions apportées à la compétence territoriale ; le nombre et l'étendue de ces restrictions sont limités à ce qui est strictement nécessaire¹.

Il n'y a aucune raison de faire une distinction entre les agents diplomatiques et le personnel consulaire. Les consuls sont aussi chargés d'un service public. Toutefois ce service ayant un objet différent de celui poursuivi par le service confié aux diplomates, les consuls n'ont pas besoin de jouir d'immunités aussi étendues.

Au début du ^{xix}e siècle, la question des immunités diplomatiques et consulaires paraît être résolue dans la doctrine des publicistes tout à fait différemment : on fait reposer les privilèges dont il s'agit sur la convention ou sur la courtoisie.

Martens² note bien que, rationnellement le ministre étranger a besoin d'une certaine indépendance pour remplir sa mission, — mais, examinant le droit positif, il déclare que tout repose sur une coutume aux termes de laquelle chaque légation étrangère est tout entière considérée en droit comme si elle était située hors du territoire où elle est installée. C'est le privilège d'exterritorialité résultant d'une convention tacite et de la courtoisie internationale.

1. V. K. Strupp, *op. cit.*, p. 147, Fauchille. t. III, p. 56.

2. De Martens, 2.105.

Merlin paraît bien se rattacher à la même conception quand il écrit ¹ :

« Selon le droit des gens, dit Grotius (*De jure belli et pacis*, livre 2, chap. I, § 4, n° 8 de la traduction française de Barbeyrac), comme un ambassadeur représente, par une espèce de fiction, la personne même de son maître, il est aussi regardé, par une fiction semblable, comme étant hors les terres de la puissance auprès de laquelle il exerce ses fonctions ».

« Cette fiction qui n'est, dans l'opinion de ceux qui l'admettent, qu'un corollaire du principe de convention que la personne d'un ministre public est inviolable et conséquemment hors de la juridiction locale, amène naturellement deux conséquences qui fixent d'une manière aussi certaine que précise l'état d'un ministre public dans le pays où il est envoyé par son souverain. La première, c'est qu'il demeure toujours sujet de celui-ci ; — la seconde, que sa résidence dans un pays étranger ne lui constitue pas un domicile dans ce pays et ne le fait participer ni aux privilèges ni aux désavantages qui peuvent être attachés à la qualité de domicile ».

Cette opposition que nous avons signalée entre la doctrine moderne et celle du début du xix^e siècle prend un relief saisissant quand on passe à l'examen de la situation des consuls.

Cette idée de service public ne joue ici aucun rôle dans la doctrine ancienne. Celle-ci refuse aux consuls les privilèges diplomatiques ² pour cette raison qu'ils ne sont pas des agents politiques, ce qui veut dire, pour

1. V. Ministre public, p. 275.

2. « En règle générale les consuls ne jouissent pas du privilège d'extraterritorialité en vertu duquel les ministres publics qui représentent un Etat en pays étranger ont le droit de n'être traduits, en matière civile et cri-

les auteurs dont il s'agit, des représentants du souverain étranger chargé des affaires politiques de ce souverain¹.

Pinheiro Ferreira montre quelle est la source de cette discrimination qu'il critique entre les consuls et les agents diplomatiques :

« Dans leur origine, les consuls n'ont été que de simples fondés de pouvoirs établis par la prévoyance des négociants pour défendre les intérêts de leur commerce dans les pays étrangers. En cette qualité, quelque étendue que fut la sphère de leurs attributions et l'influence qu'en s'en acquittant ils exerçaient sur les intérêts publics, ils ne pouvaient être considérés comme des agents ou ministres publics, puisqu'ils ne tenaient pas leur mandat de la nation mais seulement d'une fraction plus ou moins considérable de la nation. — Mais lorsque dans la suite, ces agents au lieu de ne représenter que le commerce de telle ou telle place, devinrent les représentants du commerce national ; dès que ce ne furent plus des corporations du commerce mais les gouvernements qu'ils nommèrent et qu'ils furent chargés de protéger, auprès des autorités du pays, non seulement les intérêts des individus qui voudraient se servir de leur entremise, mais aussi les intérêts de l'Etat lui-même dans une latitude plus ou moins considérable selon le degré de con-

minelle, que devant les tribunaux de leurs pays. La juridiction locale est compétente à leur égard, soit quant aux crimes qui leur seraient imputés soit quant aux actions civiles qui seraient exercées contre eux. Cette doctrine, enseignée par Martens, (L. 4, C.9, 148) ; Klüber (§ 179) ; Viquefort (Amb. I, sect. 5) ; Bynkershoek (p. 112) est reproduite par MM. Pardessus (n° 1441) ; Mangin, (Act. pub. t. I, n° 83) ; Richelot (Encycl. V. Consul, n° 37) et Le Sellyer (tr. d'instruc. crim. t. II, n° 766) Dalloz, Répertoire, Nouvelle édition 1846, V. Cons. p. 279.

1. La qualité de ministre public et d'agent politique est attribuée aux consuls par Steck, par Pinheiro-Ferreira, dans ses notes critiques sur le précis de Martens (note 671) et par MM. de Clercq et de Vallat, dans le *Guide pratique des consulats*, p. 3.

fiance qui leur était accordé par le gouvernement, les consuls ont dû être considérés dès ce moment comme des agents publics auprès des gouvernements étrangers, ou agents diplomatiques, quoique d'un ordre inférieur à ceux qui, dans le but aussi de veiller sur les intérêts publics, étaient accrédités auprès des autorités supérieures du gouvernement du pays où ils étaient appelés à exercer leurs fonctions. Mais, de même que les chargés d'affaires ne sont pas moins agents diplomatiques que les envoyés parce qu'ils ne sont accrédités qu'auprès du ministre d'Etat chargé des relations extérieures, tandis que ceux-ci sont auprès du souverain, les consuls ne sauraient être exclus du corps diplomatique, c'est-à-dire du nombre des agents publics auprès des gouvernements étrangers, parce qu'ils ne sont accrédités qu'auprès des agents du gouvernement d'un ordre inférieur à celui des ministres »¹.

Cette doctrine, que Pinheiro-Ferreira critique, et dont le caractère dominant paraît être de résoudre la question

1. Merlin. V. étranger, p. 891 : « Les consuls des nations étrangères sont en France ce qu'ils sont dans tous les Etats de l'Europe, la Turquie exceptée, c'est-à-dire (pour rappeler ici les termes de Bynkersoeck, dans son *Traité de foro competente legatorum*, ch. 10), des protecteurs, quelquefois juges des marchands de leur nation, d'ordinaire même des marchands que l'on envoie, non pour représenter leur prince auprès d'une autre puissance souveraine, mais pour protéger les sujets de leur prince en ce qui regarde le négoce, souvent aussi pour connaître et décider des difficultés qu'il pourra y avoir entre eux au sujet de ces sortes d'affaires. Et comme, suivant l'observation de Barbeyrac dans sa note sur ce passage, un prince peut accorder quelque juridiction à un de ses sujets sur d'autres, aussi ses sujets sans que cela donne au premier aucune représentation de sa personne à l'égard des étrangers, il est clair qu'il n'y a point de consul même parmi ceux à qui des traités exprès attribuent la qualité de juges de leurs compatriotes, qui ait, à l'instar des ambassadeurs, le caractère représentatif d'où découle essentiellement l'indépendance des autorités locales. Aussi, quoiqu'il soit de règle très constante. V. ministre public, qu'un ambassadeur du pays où il réside ne peut être poursuivi comme tel, pour raison des dettes qu'il a contractées envers les habitants de ce pays, il est certain qu'il en est autrement des consuls qui, tous les jours, sont cités dans nos tribunaux à la requête des Français envers lesquels ils se sont obligés ».

en faisant appel uniquement à l'idée de convention ou à celle de courtoisie, trouve une expression assez singulière dans un passage de Merlin (V. Ministère public, p. 282).

« Le droit de représailles peut-il autoriser un souverain à violer, dans la personne d'un ministre public, la sûreté et la protection que le droit des gens lui assure ? ».

Vattel dit : « Il est un cas où il paraît très permis d'arrêter un ambassadeur, pourvu qu'on ne lui fasse souffrir aucun mauvais traitement. Quand au prince, violant le droit des gens, a fait arrêter notre ambassadeur, nous pouvons arrêter et retenir le sien, afin d'assurer, par ce gage, la vie et la liberté du nôtre.

« Si ce moyen ne réussissait pas, il faudrait relâcher l'ambassadeur innocent et se faire justice par des voies plus efficaces. Charles-Quint fit arrêter l'ambassadeur du roi de France qui lui avait déclaré la guerre ; sur quoi François 1^{er} fit aussi arrêter Granvelle, ambassadeur de l'Empereur ». — On convint ensuite que les ambassadeurs seraient conduits sur la frontière et élargis en même temps.

« Voilà en quoi consiste le seul genre de représailles que le droit des gens autorise ; mais, remarquons bien qu'elles ne peuvent avoir lieu que pour venger les mauvais traitements faits à un ministre public ; un souverain ne pourrait pas punir de cette manière des injures qui ne regarderaient pas son propre ambassadeur, non seulement par la raison de Vattel (*ibid.*) que : « la sûreté des ministres publics serait bien incertaine si elle dépendait de tous les différends qui peuvent survenir » ; mais plutôt, par une suite nécessaire de l'engagement tacite que l'on prend envers eux, en les recevant, de les traiter comme s'ils étaient hors du pays, car, dit Bar-

beyrac, (*loc. cit.*, note 5), « on n'use de représailles que contre les étrangers qui se trouvent sur nos terres. D'ailleurs, en recevant un ambassadeur, on renonce par là tacitement au droit de se prévaloir de sa présence réelle pour user de quelque voie de fait à l'égard des autres choses qu'on peut avoir à démêler ensemble, sans qu'il y ait de la faute de l'ambassadeur ».

« Ajoutons que toute voie de fait exercée sur un ambassadeur est une injure qui nécessite ou une réparation ou la guerre et que la représaille ne remplace ni l'une ni l'autre ». Merlin fait donc reposer la fiction d'extraterritorialité sur une convention tacite qui existerait non pas entre les deux Etats en cause mais entre l'Etat étranger et l'ambassadeur lui-même.

La théorie de l'extraterritorialité, fiction basée sur la convention tacite, est combattue dans la doctrine à partir de 1830, date à laquelle Pinheiro-Ferreira, dans ses notes sur le *Précis du droit des gens moderne de l'Europe* se refuse à reconnaître aux ministres publics l'exemption de juridiction civile, et fait la critique de la fiction dont il s'agit.

L'opinion de Pinheiro-Ferreira ne fit guère d'adeptes avant la fin de la première moitié du XIX^e siècle.

Dalloz résume de la manière suivante l'état de la doctrine à cette époque :

« Quant aux publicistes modernes, ils enseignent généralement que l'ambassadeur est indépendant de la juridiction et de l'autorité de l'Etat où il réside. Ils considèrent cette indépendance comme une condition de l'exercice de ses fonctions, une garantie de leur consciencieux accomplissement, une conséquence de la souveraineté réciproque des nations (Grotius, *Droits de paix et de guerre* livr. 2, chap. 8, § 4, N^o 8 ; Bynkershoek, chap. 8, § 2 ;

Vattel, livre 4, chap. 7, § 92 ; Montesquieu, *Esprit des Lois*, livre 26, chap. 21 ; Merlin, sect. 5, § 4, art. 5, N° 2 ; Burlamaqui, chap. 13, § 5 et 6 ; de Réal, t. V, chap. I^{er}, sect. 9, n° 1 ; M. Mailher de Chassat, *Traité des statuts*, n° 181). — On verra toutefois que ce principe ne doit pas être entendu dans le sens d'une indépendance absolue ; on a voulu l'ériger en axiome fondé sur la fiction d'exterritorialité, suivant laquelle le ministre à l'étranger est censé n'avoir pas quitté son pays, fiction dont il serait trop facile d'abuser si on la prenait à la lettre. Aussi est-elle repoussée par plusieurs publicistes. Voir notamment, M. Pinheiro-Ferreira, note 34, sur le § 215 de F. de Martens. Elle est pleinement admise par Ch. de Martens, § 21 et par de Réal, t. V, chap. I^{er}, sect. 7, n° 14 ».

« Vattel déclare que tel est l'usage universel des nations, Huber et Bynkershoek en disent autant. M. Merlin, *Rep.*, sect. 5, art. 3, après avoir dit que la France n'avait autrefois, à cet égard, que des usages, prouve par des exemples et des autorités que les usages n'étaient pas uniformes et que le gouvernement français reconnaissait le principe de l'indépendance des ministres publics, mais en cherchant à le limiter par des exceptions très restrictives ».

On voit, dans ce passage, que seul Pinheiro-Ferreira est cité comme adversaire de la fiction d'exterritorialité¹.

La Jurisprudence, comme nous le verrons, pour autant qu'elle pouvait s'appuyer sur des textes, restera dans cette période très attachée à la fiction d'exterritorialité.

Cependant, la solution qu'elle adoptera en ce qui concerne les consuls marquera un progrès important en faveur de la théorie actuelle.

1. Droit diplomatique.

§ 2. — La jurisprudence

SECTION I

LES AGENTS DIPLOMATIQUES

Actuellement, la liste des immunités généralement consacrées peut s'établir comme suit :

1^o Inviolabilité de la personne : protection contre les attentats et protection spéciale contre les outrages.

Les Tribunaux avaient pour guide des textes du droit interne. Les articles 84 et 85 du Code pénal de 1808 ont organisé la protection contre les attentats et la loi du 17 mai 1819, art. 17, la protection contre les outrages.

2^o L'indépendance qui comporte : l'immunité de juridiction en matière pénale et l'immunité de juridiction en matière civile, sauf en ce qui concerne les actions concernant les immeubles.

L'immunité en matière fiscale est considérée comme une prérogative de courtoisie.

En ce qui concerne les immunités, la jurisprudence avait pour guide la loi du 13 ventôse an II mais son texte très laconique rendait nécessaire un large appel au droit des gens.

Ce régime d'inviolabilité et d'immunité s'étend aux personnes qui forment la suite du ministre public.

1^o *L'Inviolabilité.*

A. *Protection contre les attentats :*

L'application que les tribunaux ont faite des textes du Code pénal n'appelle aucune observation.

B. *Protection contre les outrages.*

Ici encore, les textes du droit interne (loi du 17 mai 1819) dictent aux tribunaux la conduite à tenir, sans qu'ils aient à s'en référer au droit international. C'est en vertu de ces textes que les tribunaux condamnent toute distinction entre le ministre, homme public et personne privée, dans l'application de la loi relative à la protection contre les outrages.

(*Barachin contre Reschid-Pacha*). — « La Cour (après délibération) ; — Vu les art. 16, 17, 18 de la loi du 17 mai 1819, 13, 14 et 20 de celle du 26 du même mois, et 1 et 2 de celle du 8 oct. 1830 ; — Vu aussi les art. 408, 415 et 429, Code intr. crim. ;

« Attendu que la question soumise à la Cour est celle de savoir si Reschild-Pacha, ambassadeur de la Sublime Porte près le roi des Français, devait porter la plainte en diffamation par lui dirigée contre le docteur Barachin, ou devant une Cour d'assises, ou devant un Tribunal correctionnel ;

« Attendu que la loi du 17 mai 1819, dont l'art. 16 punit la diffamation envers tout dépositaire ou agent de l'autorité publique pour des faits relatifs à ses fonctions, dont l'art. 18 punit d'une moindre peine la diffamation envers les particuliers, renferme une disposition spéciale relativement à la diffamation envers les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques accrédités près du roi ; que c'est celle de l'art. 7 qui punit ce genre de diffamation de la même peine que celle déterminée par l'art. 16 ; mais que cet art. 17 n'exige pas, pour que la diffamation envers les agents diplomatiques accrédités soit punie des peines prononcées par ledit article,

qu'elle ait pour objet des faits relatifs à leurs fonctions ; qu'il en résulte que le respect dû au seul caractère d'ambassadeur n'a pas permis de faire à leur égard la distinction introduite par l'art. 16 et a permis encore moins de les ranger dans la classe des simples particuliers.

« Attendu dès lors qu'il est manifeste que l'ambassadeur poursuivant la réparation d'un délit de diffamation qu'il prétend avoir été commis à son égard par la voie de la presse, doit traduire le prévenu, non devant un tribunal correctionnel mais devant la Cour d'assises ;

« Et qu'en déclarant le contraire, en faisant une distinction que ne comporte point l'art. 17 de la loi du 17 mai 1819, entre l'ambassadeur, homme public et l'ambassadeur, personne privée, l'arrêt attaqué a violé ledit art. 17, ensemble les art. 13 et 14 de la loi du 26 mai 1819, 1 et 2 de celle du 8 oct. 1830 ; Casse ».

Cass. 27 janvier 1843 — Dalloz, *Répertoire* (1846)
V. Agent diplomatique, p. 393 n° 1.

C'est conformément à ces principes que la Cour suprême a décidé que les agents diplomatiques accrédités près du roi sont toujours censés revêtus du caractère de fonctionnaires publics, quant aux diffamations dont ils pourraient être l'objet ; — dès lors, la Cour d'assises est seule compétente pour connaître de l'action en diffamation intentée par ces agents, sans qu'il soit besoin de distinguer si la diffamation s'adressait à l'ambassadeur homme public ou à l'ambassadeur personne privé (arrêt précité).

1. Nous n'avons pas relevé de décisions relatives à l'application des règles sanctionnant le principe de l'inviolabilité aux personnes formant la suite du ministre public.

2^o *Indépendance.*

1^o *Immunité de juridiction en matière pénale.* — Pour simplifier notre exposé, nous avons rattaché à cet exposé deux immunités que l'on classe à part généralement, savoir : la franchise de l'hôtel ou immunité locale, et l'exemption de la « juridiction » de la police. D'ailleurs on ne peut relever aucune décision sur ces deux privilèges du ministre public, dans la période envisagée.

En ce qui concerne l'immunité de juridiction en matière pénale (y compris la mise en état d'arrestation) la loi du 11 ventôse an II a résolu la question législative d'une manière assez nette pour rendre inutile tout appel au droit des gens.

Nous nous bornerons à citer une décision qui fait application de ce texte à un parlementaire, en temps de guerre.

Tribunal de cassation, 29 thermidor an VIII, Davidson S., Vol. I, 1.359.

Un capitaine de navire anglais conduit, en parlementaire, des prisonniers français dans un port français pour être restitués au gouvernement. Il est arrêté par la douane, en vertu d'un mandat du juge de paix. Il est relâché sur l'ordre du tribunal criminel du Finistère. — Pourvoi par la douane :

« Casse et annule ledit mandat d'arrêt comme attentatoire au droit des gens et à la loi du 13 ventôse an II (qui interdit à toute autorité constituée d'attenter en aucune manière à la personne des envoyés étrangers) »¹.

1. Les agents diplomatiques ne peuvent non plus être cités comme témoins dans les procédures criminelles. Il n'y a aucune décision sur ce point.

2^o *Immunité de juridiction en matière civile.* — Ici la loi de ventôse an II ne paraît pas à première vue pouvoir s'appliquer : « La Convention nationale interdit à toute autorité constituée d'attenter en aucune manière à la personne des envoyés des gouvernements étrangers ; les réclamations qui pourraient s'élever contre eux seront portées au Comité de Salut Public, qui seul est compétent pour y faire droit ». Ce texte semble restreindre le privilège aux poursuites emportant privation de liberté ¹.

En ce qui concerne l'immunité de juridiction en matière civile, la Doctrine, au début du XIX^e siècle, était partagée :

M. Gérard de Rayneval justifie ainsi le principe qui tend à priver l'ambassadeur qui fait des dettes personnelles, de son indépendance diplomatique : « Un ambassadeur, dit-il qui a l'imprudence de prendre des engagements personnels, renonce au moins tacitement à toute immunité à l'ombre de laquelle il pourrait les éluder et s'expose sérieusement à toutes les poursuites pour y faire honneur ; car enfin, un souverain ne saurait souffrir que les immunités qu'il consent à accorder deviennent préjudiciables à ses sujets ; et un agent politique qui manquant lui-même par sa mauvaise foi à la condition sous laquelle il est admis, avilit son caractère, ne saurait exiger que d'autres le respectent. C'est par une conséquence nécessaire de ces maximes, qu'un agent politique s'il se permet de faire des dettes, peut être forcé de les acquitter. (*Inst. du Droit de la Nature et des gens*, chap. 14, § 15).

Dalloz se rallie, en 1848, à cette opinion d'autant plus

¹ 1. Signalons que le projet de Code civil contenait un texte stipulant expressément l'immunité de juridiction civile.

volontiers que, à la suite de Pinheiro-Ferreira, il combat la fiction d'exterritorialité.

Dalloz propose, en cette matière, la distinction suivante :

S'il s'agit d'une citation se rapportant à un acte dont les conséquences soient de nature à porter atteinte à la liberté du ministre public, la citation sera nulle. Mais si la citation n'a d'autre objet que d'obliger le ministre à reconnaître un engagement purement civil, elle sera valable ¹.

Comme la contrainte par corps a existé en matière civile jusqu'à la loi du 22 juillet 1867, cette circonstance a servi à donner, à la distinction proposée par Dalloz, une certaine portée.

« La distinction entre la personne et les biens de l'ambassadeur, écrit cet auteur, entre ses meubles et ses immeubles, entre les meubles à son usage et ceux qui y sont étrangers, est-elle applicable en France, sous le décret du 13 ventôse an II ? nul doute quant à la personne. La loi défend d'y attenter d'aucune manière. Tout ce qui pourrait, directement ou indirectement, porter atteinte à l'inviolabilité de l'ambassadeur serait contraire au décret ; il n'y a donc pas lieu de prononcer contre lui une sentence emportant contrainte par corps. Ainsi, par exemple, un agent diplomatique envoyé auprès du gouvernement de France ne peut être traduit devant aucun tribunal français pour violation de dépôt ». C'est ce qui a été jugé à Paris, 5 avril 1813) :

Les frères Guy c. Bazili et consorts. — Le sieur A.. vend aux sieurs Guy frères, négociants à Paris, trente châles

1. Jurisprudence générale. V. Agent diplomatique n° 108.

de cachemire moyennant 21.550 fr.— Les sieurs Bazili, Othoner et Sugdury, se prétendant propriétaires de ces châles, s'opposent à la livraison qui, néanmoins, s'effectue. Ils intentent alors contre les sieurs Guy une action en revendication devant le Tribunal de commerce de Paris. Le sieur A... est appelé en cause.

Le 24 juin 1812, jugement qui condamne les frères Guy à remettre les châles, et le sieur A... à la garantie des acheteurs, laquelle devait être poursuivie par toutes les voies de droit, même par corps. Le sieur A... obtint du ministre de la justice un sursis provisoire à toutes poursuites.— Le 7 octobre suivant, second jugement de condamnation prononcé contradictoirement à l'égard des frères Guy et, par défaut contre le sieur A... En ce qui concernait ce dernier, le jugement ne devait être exécuté qu'après la levée du sursis accordé par le ministre.

Appel des deux jugements de la part des frères Guy et du sieur A... Devant la Cour, le sieur A... a soutenu qu'il n'était point justiciable des tribunaux français ; que sa qualité d'agent diplomatique d'un gouvernement étranger rendait sa personne et son domicile inviolables ; que cependant cette inviolabilité se trouvait ouvertement attaquée par l'action intentée contre lui, puisque la condamnation intervenue pouvait amener la saisie de ses effets et l'arrestation de sa personne, et qu'alors la nation qui l'avait envoyé n'aurait plus de représentant.

Les intimés avouaient le principe de l'inviolabilité des agents diplomatiques, mais, suivant eux, le sieur A... n'avait point agi en cette qualité dans les faits qui avaient donné lieu au procès ; il ne paraissait que comme particulier, l'acte répréhensible qu'il avait commis ne présentait aucun rapport avec la mission qu'il remplis-

sait auprès du gouvernement français. D'ailleurs, ne serait-il pas indécent que le sieur A... n'invoquât son inviolabilité que pour assurer l'impunité de ses fautes privées, manquer librement à ses obligations et attenter sans obstacle aux intérêts des tiers.

« La Cour, sur les conclusions de M. Giraudet avocat général, — Faisant droit sur les divers appels interjetés par les parties du jugement rendu au tribunal de commerce de Paris le 7 octobre 1812; — En tant que touche l'appel interjeté par A... contre Bazili, Othoner et Sugdory, — Attendu le caractère diplomatique d'A... dont il a justifié, met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, déclare le jugement nul et incomplètement rendu. Dalloz, *Répertoire* (1846) V. Agent diplomatique, p. 397 n° 1.

Quoiqu'en dise Dalloz, dans cette affaire, la Cour de Paris n'a point eu égard à la distinction qu'il proposait alors. Elle n'en fait nulle mention.

De même, notre auteur ne peut invoquer à l'appui de cette doctrine une décision qui interdit de désigner un ambassadeur comme gardien judiciaire. Cette décision ne signifie nullement que, dans une poursuite civile non susceptible d'aboutir à des voies d'exécution sur la personne, les tribunaux seraient compétents.

Voici l'espèce en question, citée par Dalloz :

Paris, 19 mai 1829 (*Lignerolles contre Stronogoff*). — La princesse de Castel-Franco est décédée dans le château de Villetaneuse, qu'elle avait loué à M. de Lignerolles. — Lors de l'apposition des scellés, on trouve parmi les effets de la princesse, six caisses fermées à clef à l'adresse de la baronne de Stronogoff sujette russe. — Ces caisses sont réclamées comme appartenant à cette

dernière par M. Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie. — M. de Lignerolles prétend qu'elles doivent être mises sous scellés, pour répondre des loyers, et qu'il y a présomption qu'elles appartiennent à la princesse. — 18 mars 1829 : ordonnance du président de la Seine qui, considérant que les caisses étaient cordées aux armes des Strogonoff est à l'adresse de sa femme, ordonne qu'elles seront remises à M. Pozzo di Borgo, ambassadeur, pour s'en rendre gardien et dépositaire judiciaire et les représenter dans l'état où elles sont, à réquisition.

« La Cour, — Sur les conclusions conformes de M. de Vaufreland, avocat général; — Considérant que le caractère public d'un ambassadeur et l'inviolabilité de son domicile ne permettent pas qu'il soit soumis aux obligations d'un gardien judiciaire; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que M. Pozzo di Borgo a été constitué gardien judiciaire; — Emettant, quant à ce, ordonne que les caisses dont s'agit première instance »¹. Dalloz, *Répertoire* (1846) V. Agent diplomatique, p. 398 n° 1.

1. Voici une série de décisions qui dénotent au contraire l'attachement que la jurisprudence témoigne à la fiction d'exterritorialité : il s'agit de questions d'état ou de succession. L'immunité de juridiction n'est pas en cause, mais on verra que, dans ces décisions, les tribunaux raisonnent comme si le ministre étranger n'était pas censé résider sur le territoire où sa fonction diplomatique s'exerce :

Trib. d'appel de Bruxelles, 4 frimaire an X, S., Vol. I, 240.

Un ambassadeur envoyé par l'Autriche près le roi de France à Bruxelles, n'a pas, en s'établissant à Bruxelles, manifesté la volonté de renoncer à son domicile d'origine.

Il s'agissait de déterminer le lieu d'ouverture de la succession de l'ambassadeur en question.

De même, « un individu revêtu d'une mission diplomatique et militaire peut, dans le pays où cette mission l'appelle, faire son testament, dans les formes prescrites par la loi de son vrai domicile, qu'il n'a point perdu. (Req. 28 vent. an XIII, Aff. Rodoan).

De même encore : Il a été jugé que la succession d'un agent diplomatique étranger, décédé en France pendant sa mission, est ouverte au lieu de son vrai domicile qu'il n'a point perdu. (Paris, 22 juillet 1815).

Le sieur Tescke, Conseiller de légation du roi de Prusse, décède en

Dans des espèces où les poursuites ne pourraient jamais aboutir à des mesures d'exécution sur la personne, les tribunaux proclament l'immunité de juridiction :

(*Angelo Poulos, contre Fourton*). — Le sieur Angelo Poulos, second secrétaire, interprète de l'ambassadeur ottoman à Paris, avait souscrit en faveur du sieur Desson, marchand épicier, un billet à ordre de 550 fr. pour marchandises fournies à Son Excellence. — Le sieur Fourton, porteur de ce billet, l'a fait protester à son échéance et a cité, en paiement le souscripteur devant le Tribunal de la Seine. — Condamné par ce tribunal, le sieur Angelo Poulos a appelé de ce jugement et s'est borné à soutenir que, comme attaché à l'ambassade ottomane, et à raison d'un engagement contracté en cette qualité, il n'était pas justiciable des tribunaux français. — Arrêt :

« La Cour ; — Attendu qu'il est reçu en France que les ambassadeurs et ministres publics des puissances étrangères ne peuvent pas être poursuivis par

France en 1815. Il avait laissé à Paris un testament olographe au profit des époux Lainé. Ceux-ci font assigner les héritiers naturels, tous étrangers et hors de France, au tribunal de Paris ; les assignations sont données au Parquet. Devant le même tribunal s'engage une contestation avec un dépositaire de somme appartenant à la succession ; plusieurs jugements sont rendus sur les conclusions du ministère public. Tandis que l'on procédait sur l'exécution, le procureur du roi intervient, soutient que le tribunal était incompétent et forme tierce opposition aux jugements rendus : on oppose les conclusions conformes du ministère public. Mais le 15 mai 1815, jugement par lequel le tribunal déclare son incompétence : « Attendu que, dans l'intérêt public, le ministère public est toujours recevable à former tierce opposition à des jugements qui sont reconnus contraires à cet intérêt, lors même qu'ils ont été rendus sur ses conclusions ; — Attendu, au fond, que la succession d'un agent diplomatique décédé en France pendant le cours de sa mission est toujours ouverte dans le lieu de son véritable domicile qu'il n'a jamais perdu ; — Attendu que les tribunaux français ne peuvent s'immiscer en aucune manière dans les opérations d'une succession ouverte en pays étranger, ni dans l'exécution d'un testament fait en France par un étranger ». Appel. Arrêt du 23 juillet 1815. C. de Paris, confirme.

Dalloz, *Répertoire* (1846) V. Agent diplomatique, p. 392, n. 2.

devant les tribunaux français pour le paiement des dettes par eux contractées pendant l'exercice de leurs fonctions, pour des intérêts non étrangers au caractère dont ils sont revêtus ; que ce privilège s'étend aux personnes attachées aux ambassades ; qu'il est constant, dans la cause, que le billet à ordre souscrit par Angelo Poulos au profit de Besson, marchand épicier, est pour marchandises pour l'ambassadeur ottoman ; — Déclare le jugement dont est appel nul et incompétemment rendu, sauf à Fourton de se pourvoir ainsi qu'il en avisera ».

Du 29 juin 1811, Cour de Paris.

Dalloz *Répertoire* (1846) V. Agent diplomatique, p. 398 n° 2.

On pourrait peut-être trouver cependant dans cette décision, une réserve, et conclure des expressions employées par la Cour que les agents en question pourraient être poursuivis pour les intérêts étrangers au caractère dont ils sont revêtus.

Mais la Cour Royale de Paris ne fait plus cette distinction entre les engagements pris à raison des fonctions, et les autres dans l'arrêt du 21 août 1841, ci-dessous et dans lequel elle décide que les immunités dont jouissent les agents diplomatiques s'étendent aux personnes de leur famille ; qu'en conséquence, la femme d'un agent diplomatique ne peut être poursuivie devant les tribunaux français pour le paiement d'une lettre de change souscrite en France (Paris, 21 août 1841).

A cette occasion, la Cour de Paris s'est prononcée pour la non validité de la renonciation au privilège. Il s'agissait d'une poursuite dirigée contre la femme d'un agent diplomatique étranger pour paiement d'une lettre de change souscrite en France ; la Cour a décidé que l'incompétence des tribunaux français à cet égard était

d'ordre public et pouvait, par suite, être opposée en tout état de cause, même en appel ; qu'on ne pouvait exciper contre les agents diplomatiques de leur consentement à se soumettre à la juridiction nationale, la faculté de se dépouiller de leurs immunités n'étant pas en leur pouvoir (Paris, 21 août 1841, Affaire *Pappenheim*).

« La Cour ; — Attendu que le baron de Pappenheim est ministre du grand-duc de Hesse, résidant en France ; qu'à ce titre, il jouit des immunités accordées par le droit international aux ministres des puissances étrangères ; que la baronne de Pappenheim, sa femme, jouit des mêmes immunités ; que ces immunités sont d'ordre public ; que ceux qui en jouissent comme représentant leur gouvernement ne peuvent y renoncer et qu'on ne peut exciper contre eux d'aucun acte par lequel ils auraient consenti à s'en dépouiller. — Qu'ainsi le Tribunal de commerce était incompétent pour connaître d'une action personnelle dirigée contre la baronne de Pappenheim ; que cette incompétence étant d'ordre public peut être prononcée en tout état de cause, et ne saurait être couverte par le consentement que l'appelant aurait donné à plaider devant le tribunal ; — Sans s'arrêter à la fin de non recevoir proposée par l'intimé, Annule comme incompétemment rendu le jugement du Tribunal de commerce qui condamne la baronne de Pappenheim au paiement de 6.000 fr., montant d'une lettre de change souscrite par cette dame ».

Du 21 août 1841, Cour de Paris, 3^e Chambre, M. Simoneau, procureur.

Dalloz *Répertoire* (1846). V. Agent diplomatique, p. 402 n° 2.

Ainsi les tribunaux proclament que l'indépendance des ministres publics fait repousser toute citation per-

sonnellement adressée non seulement à l'ambassadeur, mais aussi aux personnes attachées à l'ambassade.

Parfois, l'immunité de juridiction est basée sur une autre idée que celle d'exterritorialité.

Un jugement du tribunal de la Seine du 2 juillet 1834, a décidé que l'huissier qui remettait la copie d'une citation à l'hôtel d'un ambassadeur était passible de peines disciplinaires comme s'étant rendu coupable d'atteinte à la considération due aux représentants des souverains étrangers ¹.

SECTION II

LE RÉGIME APPLICABLE AUX CONSULS

La jurisprudence avait, ici également, comme principe directeur la règle posée dans le décret du 18 ventôse an II.

Par cela seul, dit Dalloz, qu'un gouvernement reçoit un consul dans ses Etats, il s'engage tacitement à lui donner toute la liberté et toute la sûreté nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Un décret du 15 ventôse an II, spécial aux envoyés diplomatiques peut jusqu'à un certain point être cité comme consacrant ce principe. M. Portalis a aussi invoqué la même doctrine. « D'après le droit des gens, dit-il, dans une lettre du 19 floréal, an VIII, les consuls, sans avoir la plénitude des prérogatives attachées aux ambassadeurs et autres ministres publics, doivent jouir, dans un rang moins élevé et pour ces fonctions moins éclatantes, de l'inviolabilité et de l'indépendance dont ceux-ci jouissent. Tout agent politique est le porte-parole du gouvernement qui

1. V. Fauchille, t. III p. 98.

l'envoie. Un gouvernement qui a la fierté naturelle attachée à sa souveraineté, ne doit agir ni parler par le ministère d'un homme qui aurait tout à craindre... »

Toutefois, les incertitudes qui, nous l'avons vu, régnaient dans la doctrine, ont conduit les tribunaux à statuer fréquemment en sens contraire.

Il en est ainsi même pour l'immunité de juridiction en matière pénale. Ay début, la jurisprudence a appliqué le décret de l'an II aux consuls.

Tribunal de Cassation, 13 vendémiaire, an IX., S., Vol. I, 1.370. Pourvoi dans l'intérêt de la loi (art. 80, loi du 27 ventôse, an VIII), contre un jugement du Tribunal de paix, 4^e de Marseille, qui a prononcé une condamnation contre un *consul*.

Ce consul avait obtenu du juge de paix du V^e arrondissement de Marseille, l'autorisation de saisir des objets appartenant à un particulier et qui constituaient la preuve d'un délit poursuivi par les autorités de son pays. Le juge de paix du IV^e arrondissement, à la requête du particulier, le condamne à restituer les objets.

« Attendu que ce jugement contient manifestement un excès de pouvoir, une entreprise sur l'indépendance mutuelle des nations, une violation des traités et une atteinte au concours des autorités Casse »¹.

Cependant, en sens contraire, la Cour d'Aix, quelques années plus tard, décide que les consuls étrangers, dans nos ports maritimes, ne participent point aux prérogatives d'immunités dont jouissent, d'après le droit des gens, les ambassadeurs et ministres des puissances

1. Sirey qualifie le pourvoi de pourvoi dans l'intérêt de la loi ; c'est en réalité un pourvoi pour excès de pouvoir, (art. 80). Le pourvoi dans l'intérêt de la loi est réglé par l'art. 88 de la même loi).

étrangères, pour eux et leur suite ; qu'ils sont justiciables des tribunaux français pour les délits qu'ils commettent en France (Aix, 14 août 1829). Dalloz, *Répertoire* (1851) V. Consuls, p. 279 n° 1.

(*Maglione et Preve*). — Maglione et Preve, poursuivis pour s'être immiscés dans les fonctions de courtiers, conducteurs de navires à Marseille, disaient pour leur défense et comme moyen exceptionnel, qu'étant attachés au consul général de Sardaigne et ayant agi pour lui en cette qualité, ils devaient participer aux immunités dont jouissait ce consul. Ils excipaient, en outre, de traités qui reconnaissaient au consul sarde le droit de faire ces opérations vis-à-vis ses nationaux ; mais ils n'en justifiaient pas.

« Attendu à cet égard, qu'il ne serait point exact de dire que les consuls étrangers, dans nos villes maritimes, participent aux prérogatives d'immunité dont jouissent, pour eux et les personnes de leur suite, les ambassadeurs, les ministres et envoyés des puissances étrangères ; que ces divers délégués sont considérés comme représentant en France leur gouvernement, et sont les agents directs de leur souverain, qui leur a confié ses pouvoirs ; — Que l'on ne saurait donner ce caractère au consul, qui n'est que le protecteur, le régulateur des opérations ou des difficultés de ses nationaux, l'homme enfin de la loi du pays, dont il est le mandataire, plutôt que celui de son souverain et qu'il est dès lors compris dans la règle générale, tracée par l'art. 3 Code civil. — Qu'ainsi Maglione et Preve, fussent-ils par les pièces dont ils se prévalent, constitués les représentants du consulat sarde à Marseille, ils n'en demeureraient pas moins sous la juridiction du tribunal correctionnel de cette ville ;

Ainsi, c'est parce que les intérêts dont les consuls ont la charge ne présentent pas, comme ceux confiés aux agents diplomatiques, un caractère politique, que la Cour leur refuse l'immunité dont il s'agit.

Bien entendu, une solution identique est consacrée à la même époque, en ce qui concerne l'immunité de juridiction en matière civile.

« Les tribunaux français sont compétents pour connaître des obligations contractées en France par un consul étranger envers un Français (Bordeaux, 20 mai 1829. Ducot c / Salmon, Dalloz, *Répertoire* (1851). V. Consuls, p. 279 n° 2.

« Attendu que si les tribunaux français ont juridiction pour connaître des obligations que contractent en France et envers des Français des consuls étrangers, ils sont incompétents pour prononcer sur les débats qui peuvent s'élever entre un consul et un vice-consul, à raison de la répartition à faire entre eux des droits provenant du consulat ».

Le Conseil d'Etat saisi à l'occasion d'un arrêté de conflit, s'était déjà, le 21 juillet 1824, prononcé en faveur d'une thèse semblable. Peut-être est-ce cette attitude de la haute juridiction administrative qui a déterminé les Cours d'Aix et de Bordeaux.

Voici l'espèce qui aurait été soumise au Conseil d'Etat :

« Le sieur Williams Barns, consul d'Angleterre à la résidence de Nantes, a été assigné devant le Tribunal de commerce de cette ville pour non paiement d'un billet souscrit par lui à l'ordre du sieur Vatchbull, Anglais. — Le sieur Barns, dans cette circonstance, présenta au préfet du département une requête ayant pour objet de réclamer la protection de l'autorité administrative

pour faire respecter l'inviolabilité personnelle ainsi que les prérogatives et immunités attachées à ses fonctions et consacrées par l'exequatur donné par le roi à la patente dont il est muni de la part de son gouvernement. — Le préfet, craignant que le jugement à intervenir ne prononçât la contrainte par corps et que les créanciers ne fissent saisir le consul, hors de son domicile, crut de son devoir de prévenir un tel résultat en élevant le conflit.

Consulté sur le mérite de ce conflit, le ministre de l'Intérieur adoptant la délibération préalable du Comité de l'Intérieur a émis l'avis suivant : — « D'après l'opinion des publicistes tels que Grotius, Vattel, Montesquieu et autres, d'après aussi l'usage généralement admis chez les nations modernes et qui se trouve confirmé par nombre d'exemples, les ambassadeurs, ministres, envoyés et autres agents diplomatiques compris sous la dénomination générique de ministres publics sont affranchis, de la juridiction des tribunaux du pays où ils remplissent leurs fonctions. Ce principe d'indépendance prend sa source dans le caractère représentatif de ces agents. En effet, représentant (par une sorte de fiction) la personne même de leurs souverains, ils sont aussi regardés, par une fiction semblable, comme étant hors des terres de la puissance auprès de laquelle ils sont envoyés. — Mais il n'en saurait être ainsi des consuls, lesquels n'ont été institués que pour veiller, chez une puissance amie, à la conservation des droits et privilèges de leur nation en matière de commerce, et pour terminer les différends qui peuvent naître envers les marchands de cette même nation ; d'une part, les fonctions dont ils sont revêtus ne sont pas d'un ordre assez élevé pour

leur procurer l'inviolabilité et l'indépendance absolue dont jouisse les ambassadeurs et autres agents diplomatiques ; et, d'autre part, se livrant eux-mêmes habituellement à des opérations de commerce, ils ne peuvent prétendre à un privilège qui compromettrait sans cesse les intérêts de ceux avec qui ils auraient traité. C'est en se fondant sur ce double motif que Vattel, Vicquefort, Bynkersek et Merlin affirment que le titre et les fonctions de consul ne suffisent pas pour affranchir ceux qui en sont revêtus, de la juridiction des tribunaux du lieu où ils résident ; mais qu'il faut que cette condition ait été formellement stipulée dans le traité de commerce qui lie les deux nations ; dans ce cas même, il arrive presque toujours que l'exequatur donné à un consul exprime que les immunités consulaires ne pourront être opposées par lui dans ses affaires privées.

Soit que le Tribunal de commerce de Nantes fût compétent ou non pour statuer sur la contestation élevée entre les sieurs Barns et Watchbull, il suffisait que cette constatation fut d'une nature judiciaire pour que le préfet ne pût suspendre le cours de la justice par la voie du conflit. Le conflit, en effet a été institué dans un but d'ordre public pour maintenir la séparation et l'indépendance réciproque des matières et des fonctions administratives et judiciaires ; c'est pour atteindre ce but que l'arrêté du 13 brumaire an X a imposé aux préfets l'obligation d'élever le conflit toutes les fois qu'ils seront informés qu'un tribunal est saisi d'une affaire qui, par sa nature, est du ressort de l'autorité administrative ; mais il résulte de ces expressions et d'ailleurs de la jurisprudence du Conseil d'Etat, qu'il ne peut y avoir lieu d'élever le conflit lorsque l'affaire dont un tribunal

serait saisi, même irrégulièrement ou incompétemment, n'est cependant point par sa nature du ressort de l'administration ; dans ce cas, c'est au tribunal lui-même à reconnaître et à prononcer son incompétence s'il y lieu, sauf aux parties à se pourvoir devant le tribunal supérieur pour faire déclarer cette incompétence, dans le cas où les premiers juges l'auraient méconnue.

Voici l'arrêt :

« Considérant que si le sieur William Barns s'est cru fondé à décliner la jurisprudence de nos tribunaux, soit en vertu de la patente de consul dont il est muni, soit parce que le billet à ordre dont il s'agit serait consenti à un Anglais et n'aurait été endossé que par des sujets du roi de Grande-Bretagne, soit enfin parce que ledit billet n'aurait point une cause commerciale, ces moyens et exceptions ne pouvaient être appréciés que par l'autorité judiciaire, seule compétente pour en connaître » ;

« *Art. 1^{er}.* — L'arrêt du conflit d'attribution pris par le préfet du département de la Loire-Inférieure, le 10 avril 1823 est annulé ».

Dalloz, *Répertoire* (1851) V. Consuls, p. 280 n° 35.

Toutefois, après 1830, une évolution se dessine dans la jurisprudence ; bientôt nous verrons apparaître une thèse différente qui est celle consacrée actuellement et suivant laquelle il n'y a aucune raison de *principe* pour faire une distinction entre les agents dits diplomatiques et ceux appelés commissaires.

Citons toutefois un dernier arrêt se rattachant à l'ancienne jurisprudence :

« Les consuls ne sont pas des agents diplomatiques et ne jouissent pas des privilèges qui appartiennent à ceux-ci ; par suite, ils ne sont pas affranchis de la contrainte par corps, à laquelle les soumet la nature des

engagements qu'ils ont contracté (Paris, 28 avril 1841).

« Considérant qu'Hermann-Delong n'a pas été seulement nommé liquidateur mais qu'il a été chargé de gérer et administrer l'établissement sous sa responsabilité personnelle ; qu'il a accepté cette double mission et a fait des actes de gestion ;— En ce qui touche l'appel incident de Boullé et Filon ; — Considérant que, quand Delong justifierait de sa qualité de consul, cette qualité ne lui donnerait pas le caractère d'agent diplomatique et qu'il ne jouirait pas des immunités accordées à ce titre ; que, par conséquent, Delong peut être soumis à la contrainte par corps »¹.

Dalloz, *Répertoire* (1851) V. Consuls, p. 282 n° 1.

C'est à l'occasion de l'application de la législation relative à la garde nationale (loi du 22 mars 1831), que la jurisprudence a commencé à s'orienter différemment.

Il s'agissait plutôt ici de soumission à une sorte de loi fiscale imposant une sorte de prestation en nature, ce qui pouvait favoriser une solution favorable au corps consulaire étranger en France. Aux termes de l'art. 10 de la loi de 1831, les étrangers ayant un immeuble ou un établissement en France pouvaient être inscrits sur le registre de la Garde nationale.

Une lettre ministérielle, du 7 vendémiaire an XIII, avait décidé que les consuls sont exempts des taxes locales, des logements militaires, de toutes les contributions directes tant personnelles que mobilières, à moins qu'ils ne soient citoyens du pays ou qu'ils ne deviennent propriétaires ou possesseurs de biens immeubles, ou qu'ils ne se livrent au commerce. Cette décision se rattachait évidemment plutôt à une idée de courtoisie.

1. Dalloz, V. Consuls, p. 282.

Mais en ce qui concerne la Garde nationale, les données du problème étaient telles qu'on devrait arriver fatalement à un régime d'exemption en recourant, non plus à une idée de courtoisie, mais aux principes rationnels.

M. Hummel, né Bava­rois, exerçait le commerce à Strasbourg. Compris sur les contrôles de la Garde nationale à cheval lors de sa formation, il se prévalut de sa qualité d'étranger pour s'en faire retrancher. Le Conseil de recensement et le jury de révision rejetèrent sa demande. — Depuis M. Hummel fut nommé consul du roi de Bavière à Strasbourg; et, le 5 janvier 1832, une ordonnance royale enjoit aux autorités françaises de le reconnaître en cette qualité « avec jouissance de tous les privilèges, franchises et prééminences qui y sont attachés ». — Le 2 avril 1832, M. Hummel reçut un billet de garde; mais il crut pouvoir se dispenser de faire le service. Cité pour ce fait devant le Conseil de discipline, il donna à ce tribunal une connaissance officielle de sa qualité, en lui faisant signifier, en la personne de son secrétaire, une copie des Lettres patentes à lui octroyées par Sa Majesté bava­roise, ainsi que de l'ordonnance d'exequatur qui en avait été la suite. Il ne comparut pas devant le Conseil. — Le 9 avril, jugement par défaut, qui condamne M. Hummel à deux fois vingt-quatre heures de prison.

Pourvoi de M. Hummel pour violation des principes du droit des gens et fausse application de l'art. 10 de la loi du 22 mars 1831. — M. Nicot, avocat général, soutient que les consuls ne jouissent pas des mêmes immunités que les ambassadeurs, que ce ne sont que de simples agents commerciaux soumis pour tous leurs actes, à la juridiction du pays où ils exercent leurs fonctions; que,

quant au service de la Garde nationale, ils ne peuvent pas réclamer l'exemption des ambassadeurs ; qu'ainsi, tout en convenant que l'incapacité, si elle existait, pourrait être prononcée en tout état de cause, elle devait être rejetée dans l'espèce, attendu qu'elle n'existait pas. Arrêt (après délibération en Chambre du conseil).

« La Cour ; — Attendu que, si le sieur Hummel a été autorisé par ordonnance du roi à établir son domicile en France, et si, à raison de cette circonstance et de l'établissement de commerce qu'il exploite à Strasbourg il a pu être inscrit sur les contrôles du service ordinaire de la Garde nationale de la même ville, et par suite assujetti au service, en conformité de l'art. 11 de la loi du 22 mars 1851, il a justifié avoir été investi postérieurement des fonctions de consul de Sa Majesté le roi de Bavière et avoir reçu en cette qualité par un exequatur de Sa Majesté le roi des Français ; qu'il a excipé de cette qualité devant le Conseil de discipline ; — Attendu que la liberté des consuls, accrédités par les puissances étrangères et admis par une ordonnance royale d'exequatur, ont besoin pour exercer leurs fonctions, dont il est enjoint par ladite ordonnance aux autorités administratives et judiciaires de les faire jouir, avec les privilèges, franchises et prééminences y attachés, les autorités à s'exempter du service de la Garde nationale ; qu'en décidant le contraire, le Conseil de discipline de Strasbourg a fait une fausse application de l'art. 11 de la loi du 22 mars et commis un excès de pouvoir ».

Dalloz, *Répertoire* (1851), V. Consuls, p. 281 n° 1.

Rousselin-Cavay, Français, consul de Sardaigne à Rouen, s'est pourvu en cassation de trois jugements du Conseil de discipline pour violation de l'art. 28 n° 2, de la loi du 22 mars 1831, en ce que, malgré sa qualité

de consul d'une puissance étrangère, ils l'ont déclaré soumis au service de la Garde nationale. Son avocat invoquait d'abord le précédent arrêt de la Cour rendu sur sa plaidoirie en faveur de M. Hummel.

On ne saurait rien induire, disait-il, de ce que M. Hummel était étranger d'origine ; et avait été admis seulement à la jouissance des droits civils en France, tandis que M. Rousselin-Cavey est Français. — D'une part, en effet, l'étranger admis à la jouissance des droits civils en France est expressément assimilé au citoyen français d'origine, sous le rapport de la Garde nationale, par l'art. 15 de la loi du 22 mars 1831 ; il est soumis au même service. — D'autre part, c'est uniquement à la qualité de consul d'une puissance étrangère que la loi et la Cour, d'après elle, ont attribué l'exemption du service de la Garde nationale.

Il serait inutile aussi d'objecter que l'ordonnance d'exequatur accordée au consul porte cette réserve qu'il ne pourra être dispensé d'aucune des charges royales ou municipales ; car cette ordonnance veut aussi que le consul exerce librement, vaque sans empêchements à ses fonctions et, par conséquent, le dispense de tout service qui serait un obstacle à l'accomplissement des devoirs de sa charge de consul.

« La Cour ; — Vu l'avis du Conseil d'Etat approuvé par le chef de l'Etat le 20 novembre 1806 et les art. 19 et 22 de l'ordonnance du 29 novembre 1833, déclaratifs du droit de réciprocité relativement aux attributions de police et de juridiction inhérentes à l'Office des consuls nationaux et étrangers ; — Vu aussi l'art. 28, n° 2 de la loi du 22 mars 1851 sur le service de la Garde nationale, portant exception en faveur des membres des Cours et

Tribunaux ; — Attendu que les consuls des puissances étrangères légalement accrédités dans les ports de France, ont un droit de police et de juridiction à l'égard des personnes appartenant à la nation dont ils sont les délégués ; que l'exercice de ces fonctions est attaché à la personne de ces consuls et ne souffre ni délai ni empêchement ; que dès lors, il emporte exemption du service ordinaire et extraordinaire de la Garde nationale ;

« Attendu que les règles du droit des gens, qui donnent lieu au droit de réciprocité sont admises par le droit public de la France et notamment par les avis du Conseil d'Etat et ordonnances précitées et que, dès lors, il y a lieu d'assimiler les consuls des puissances étrangères aux membres de nos Cours et Tribunaux ; que la qualité de citoyen français dont le consul général de Sardaigne, dans l'espèce, est investi, n'opère pas dérogation à ces règles, attendu que l'exception dont il s'agit est accordée à la fonction et n'est pas un privilège pour la personne ».

Dalloz, *Répertoire* (1851). V. Consuls, p. 281 n° 2.

De telles considérations ne pouvaient, une fois développées, ne pas conduire la jurisprudence à abandonner l'ancien système en ce qui concernait les autres applications de l'immunité de juridiction en matière pénale.

C'est ce que reconnaît finalement le Tribunal de la Seine dans une espèce qui donnerait en même temps l'occasion de prononcer sur le cas du ministre public qui est seulement de passage sur le territoire :

Un agent diplomatique, uniquement de passage en France, se rendant dans le pays auprès duquel il est accrédité, ou le quittant, soit temporairement, soit même définitivement, peut réclamer le bénéfice de l'immunité de juridiction au même titre que s'il était le représentant de son pays auprès du gouvernement.

M. Beylen, consul des Etats-Unis, accrédité auprès du gouvernement sarde, traversait la France, porteur de dépêches de son gouvernement, pour se rendre à Gênes, quand MM. Piediana et Mauroy exercèrent contre lui des poursuites pour dettes.

Le Tribunal de la Seine, 1^{er} décembre 1840, décide :

« Attendu que les termes de la loi du 13 ventôse, an II, sont généraux et qu'ils consacrent l'inviolabilité des agents diplomatiques sans distinguer quelle est la qualité de ces agents et la dénomination sous laquelle ils sont désignés ;

« Attendu que la loi ne distingue pas non plus entre le cas où ils sont accrédités en France et celui où ils traversent ce pays pour se rendre dans le pays auprès du gouvernement duquel ils sont accrédités¹ ».

La Cour d'appel de Paris se prononce implicitement en faveur de l'immunité dont il s'agit dans la décision suivante :

Le sieur Carlier d'Abaunza de Fuento-Hermosa, demandait la nullité de l'emprisonnement exercé sur sa personne, comme étranger, et de la saisie pratiquée sur ses biens par mesure conservatoire, à la requête du sieur Abrassart, l'un de ses créanciers. Il se fondait : sur sa qualité de consul général de l'Uruguay, qu'il s'attribuait bien qu'il n'eût point encore reçu l'exequatur du gouvernement français, et qui lui conférait, disait-il, le privilège de l'inviolabilité dont jouissaient en France les agents diplomatiques étrangers.

Jugement du Tribunal civil de la Seine qui, au 1^{er} décembre 1840, statuant en sens contraire du jugement qui

1. Clunet, 1901, 341.

rejette les conclusions du sieur d'Abaunza, sur les motifs suivants :

« Attendu que si les agents diplomatiques jouissent de certaines immunités, c'est parce qu'ils représentent leur gouvernement vis-à-vis d'un autre gouvernement ; mais que les simples consuls ne peuvent, sous aucun rapport, prétendre à aucune assimilation puisqu'ils ne sont que des fonctionnaires délégués pour protéger et régler les intérêts privés de leurs nationaux ; — Qu'ainsi, la qualité d'agent consulaire que réclame Carlier d'Abaunza ne saurait l'affranchir de l'exercice des poursuites dirigées contre lui par Abrassart.

« La Cour ; — Considérant que si Carlier d'Abaunza a reçu de la République de l'Uruguay une commission de consul général à Paris, il est certain qu'il n'a pas obtenu l'exequatur du gouvernement du roi ; — Que dès lors il n'est pas fondé à prétendre aux prérogatives et immunités qui peuvent appartenir aux consuls ; — Considérant que l'appelant ne justifie pas qu'il soit domicilié en France ; — En ce qui touche la saisie foraine — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme etc.. »
Du 15 août 1842, Cour de Paris, 2^e Chambre.

Dalloz, *Répertoire* (1851) V. Consuls, p. 280, n^o 1.

On peut penser que si le consul en question avait eu son exequatur, la Cour lui eût donné raison.

Ces deux décisions n'empêchent pas Dalloz de conclure ainsi :

« De tout cela il résulte que le droit des gens touchant le caractère des consuls est fort contesté ; que c'est à l'usage ou aux traités qu'il convient de s'en référer à cet égard pour chaque nation et sans que le principe des réciprocités puisse être invoqué à titre de droit rigoureux ; mais qu'en général et dans le silence de l'usage et des

traités ou du rôle qui leur est attribué sous le rapport politique par le gouvernement qui les envoie, un consul ne peut revendiquer le titre ni d'agent diplomatique, ni de ministre public ».

Pour nous, il semble au contraire que la jurisprudence s'est déjà, avant 1848, engagée dans une voie différente et que, au moins en matière pénale, elle assimile les consuls aux agents diplomatiques proprement dits.

QUATRIÈME PARTIE

Le droit de la guerre

CHAPITRE PREMIER

GUERRE TERRESTRE

Les règles du droit positif qui régissent actuellement les relations des Etats dans la guerre, en droit international public, reposent sur trois principes fondamentaux qui n'étaient pas fermement établis au début du *xix^e* siècle ¹.

1^o Dans l'état de guerre, comme dans le recours à la guerre, le principe de l'indépendance des Etats subsiste intégralement ; c'est pourquoi, en premier lieu, aucun Etat ne peut prétendre que la guerre qu'il fait est une guerre juste car il n'a pas qualité pour se faire juge de la cause de son adversaire et de la sienne. Seul, un organisme investi d'une certaine autorité internationale pourrait se prononcer sur ce point, ainsi actuellement, la Société des Nations.

Cependant, les auteurs du *xviii^e* siècle et ceux de la première moitié du *xix^e* siècle discutent longuement sur le point de savoir comment on peut déterminer si une guerre est juste. Ces discussions ont pour but de découvrir un critère sur lequel chaque Etat puisse se baser pour trancher lui-même, en ce qui le concerne, la question de

1. Par ailleurs, jusqu'en 1856, le droit de la guerre est exclusivement coutumier. C'est seulement après cette date qu'apparaissent les premières conventions internationales destinées à modifier certains points du droit de la guerre.

la juste cause de telle ou telle guerre. — (Voir notamment Dalloz, *Jurisprudence générale*, V. « Droit de la nature et des gens », n° 99 et suiv).

La solution de cette question pourrait avoir un intérêt, en outre, en ce qui concerne la manière de conduire les hostilités.

En vertu du même principe, il est admis que la conquête, l'occupation militaire ne transfèrent pas la souveraineté. Nous avons vu dans notre 2^e partie ci-dessus, ce qu'il en était à cet égard dans la jurisprudence jusqu'en 1848.

2° La guerre est strictement une relation d'Etat à Etat. Les non-combattants et la propriété privée doivent donc être exclus des hostilités. Ce principe avait déjà été posé par Rousseau (*Contrat social*, livre I, chap. II) ; mais il ne paraît pas avoir dominé la doctrine au début du xix^e siècle.

« Autrefois, écrit Dalloz, les peuples qui se faisaient la guerre se livraient au pillage... la civilisation moderne a substitué à cet usage barbare une coutume plus humaine... c'est celle des contributions ». A la base de cette argumentation, il ne semble pas qu'il y ait une vue bien nette de la distinction entre la propriété publique et la propriété privée dans la guerre terrestre.

3° Enfin, la conduite des belligérants est réglée actuellement par la lumière du principe que, même dans la guerre, respect est dû à la personnalité humaine. Les philosophes du xviii^e siècle ont été les principaux artisans de l'idée moderne des droits de l'homme. Dès le début du xix^e siècle, dans les relations entre combattants, le principe en question a influé sur les règles coutumières en vigueur.

La jurisprudence de la période envisagée ici, reflète, dans les occasions assez rares qui lui ont été données de se prononcer sur des questions touchant au droit de la guerre sur terre, cet état de la doctrine que nous venons de décrire sommairement.

* * *

Actuellement, des règles conventionnelles écrites imposent aux Etats de procéder à une déclaration solennelle préalable avant de commencer les hostilités. A l'époque considérée, la coutume et même la doctrine sont loin d'être strictes à cet égard. La décision suivante montre cette lacune du droit positif.

Cour Royale d'Aix, 6 décembre 1816, Sirey, 1816-18. 2.209), *Hospice de Marseille*.

Il s'agissait de définir « l'état de guerre » à propos d'un bail dont le prix était différent en temps de paix et en temps de guerre.

« Attendu que l'état de guerre constitue nécessairement une relation entre deux ou plusieurs nations ; qu'il est impossible de supposer cet état quand il est impossible de désigner le gouvernement qui est ennemi de l'autre.

« Qu'aussi, dès le 24 juillet, il fut solennellement déclaré par le gouvernement anglais que toutes hostilités avaient cessé ; que cette déclaration n'était pas même nécessaire ; de même qu'on fait consister l'état de guerre moins dans les solennités de la déclaration que dans le commencement des hostilités, de même et à plus forte raison doit-on faire partir l'état de paix, qui est l'état naturel des nations, de la cessation des hostilités, plus

que du traité de paix qui n'en est que la déclaration solennelle et souvent très tardive ».

Il faut observer que cet arrêt interprète une clause contractuelle. La Cour ne se préoccupe pas de la question de savoir quand il y a état de guerre entre deux nations, mais recherche quelles sont les circonstances de fait consécutives de cet état, qui ont été envisagées par les parties au contrat.

Les conséquences de l'état de guerre n'ont été étudiées par les tribunaux que pour deux matières, l'une, les effets de l'occupation de guerre (ou conquêtes) sur la souveraineté a déjà été examinée plus haut (chap. II, II^e Partie), l'autre, l'effet de la guerre sur les traités a donné lieu à plusieurs décisions intéressantes :

Effets de la guerre sur les traités

Dans la doctrine actuelle, « il n'y a guère de contestations, écrit M. Strupp¹, sur les points suivants :

1^o La guerre annule les traités incompatibles avec elle (par exemple, une alliance) et suspend des coutumes internationales comme celle de l'inviolabilité du territoire d'un autre Etat.

2^o Les normes ayant en vue la guerre restent valables (par exemple, les conventions relatives à la guerre de 1899-1907 et le droit des gens coutumier qui s'y rapporte).

3^o Les conventions collectives, tout en restant en vigueur pour les autres contractants, sont suspendues durant l'état de guerre entre les belligérants ».

Il va sans dire que les conventions appelées transitoires c'est-à-dire celles qui ont eu leur effet dans un acte

1. *Op. cit.*, p. 338.

unique et accompli une fois pour toutes, ne sont pas affectées par la guerre. Elles sont consommées dans leur exécution. La guerre ne peut rétablir l'état de choses qu'elles ont modifiées (traités de limite, de cession, d'échange).

Au début du *xix^e* siècle, il ne semble pas que la doctrine ait déjà élaboré une théorie aussi nuancée ; abstraction faite des traités transitoires, on pouvait considérer à cette époque que la guerre annule tous les traités, (Merlin, V. « Jugement », § 7 *bis* ; Martens, édit., Vergé, § 58 ; Vattel, édit. Guilhaumin, livr. II, chap. XII, § 153 et 192 ; Schmalz, *Le droit des gens européens*, livr. II, chap. VIII). « En cas de guerre survenue, écrit de Martens, il n'est donc pas même nécessaire de dénoncer formellement à l'ennemi les traités, comme cela se pratiquait autrefois ; ce qui ne se fait plus aujourd'hui que quand des circonstances particulières y engagent. Il faut par conséquent renouveler, lors de la paix, ceux des traités antérieurs qu'on a encore l'intention d'observer ».

C'est en vertu de ce principe que la Convention Nationale a par décret du 15 mars 1793, annulé tous les traités existant entre l'Ancien gouvernement et les puissances en guerre contre la République. A partir de cette époque, tous ces traités ont été anéantis et n'ont plus eu aucune valeur, à moins d'un renouvellement exprès. Telle est du moins l'opinion qui fut soutenue dans une consultation donnée par Jouhaud, Tripier et Dupin, sur le traité de 1730 avec la Sardaigne (Dalloz, *Jurisprudence générale, Répertoire*. Nouvelle édition, Paris, 1861, V. « Droit civil »).

La jurisprudence au début du *xix^e* siècle n'a pas admis ces solutions sans réserves.

Sans doute, en ce qui concerne les conventions dites transitoires, elle admet sans difficulté qu'elles ne sont pas affectées par l'état de guerre :

Dans un arrêt *Zwickert*, dont nous reparlerons, la Cour de Colmar a, le 2 avril 1824 (Sirey, 1822-24-2. 341) décidé que la guerre ne détruit pas les dispositions des traités qui déterminent les frontières des Etats. Que même la conquête n'altère pas le droit des parties belligérantes, chacune d'elles conservant ses droits de propriété et de souveraineté même sur les pays occupés, jusqu'à ce que les traités nouveaux en aient autrement décidé en maintenant ou en modifiant l'état préexistant des choses » ;

Abstraction faite des dispositions des traités dits transitoires, la jurisprudence a fait, dès le début du *xix^e* siècle, pour les autres dispositions contenues dans les accords internationaux, la distinction suivante :

Il y a deux choses à considérer dans les traités : leurs effets politiques et leurs effets civils.

Les effets politiques sont évidemment détruits par l'état de guerre, et l'on ne peut pas supposer que la paix les rétablisse sans aucun renouvellement de conventions, car les rapports politiques des deux peuples ayant changé, il ne va pas de soi que les gouvernements consentent à rentrer après la guerre exactement dans le même état où ils étaient avant la paix. Mais il n'en est pas de même des effets civils des traités, par exemple, des clauses qui assurent l'exécution réciproque des jugements dans les deux pays, où l'admission réciproque devant les tribunaux des hypothèques légales, ou enfin le droit réciproque de succéder, avant que toutes entraves relatives à ce droit aient été abolies par la loi du 14 juillet 1819.

A propos de l'arrêt Champeaux-Grammont, déjà cité, une discussion s'est élevée en 1811 devant la Cour de cassation sur la question de savoir si le traité de commerce conclu en 1787 entre la France et la Russie pour une durée de douze ans, et qui portait exemption réciproque du droit d'aubaine, était encore obligatoire en 1803. On disait que ce traité conclu pour douze ans avait dû expirer de droit en 1799. Mais M. Merlin fit observer que ce traité avait dû être annulé auparavant, c'est-à-dire en 1793, par le décret de la Convention cité plus haut, puisque la Russie se trouvait alors en guerre avec la France, c'est-à-dire sept ans après sa conclusion. Seulement, les deux gouvernements ayant fait la paix, le 8 octobre 1801, convinrent par un traité spécial et provisoire de rétablir les relations commerciales des deux pays dans l'état où elles étaient avant la guerre, sauf les modifications que le temps et les circonstances pourraient avoir amenées et qui auraient donné lieu à de nouveaux règlements (traité converti en loi par un décret du Corps Législatif du 18 frimaire an X). Par suite de cette convention mutuelle, le traité reprit sa force obligatoire et fut de nouveau exécuté jusqu'à l'année 1804, époque où la Russie reprit les armes contre la France : mais en 1807, au traité de Tilsitt, il fut de nouveau convenu que les relations commerciales seraient rétablies sur le même pied qu'auparavant, c'est-à-dire que le traité de 1787 serait encore une fois exécutoire. Le ministre des Affaires étrangères, M. de Basano, consulté sur la question de savoir à quelle époque et jusqu'à quel temps le traité avait été obligatoire, répondit : « Le traité de commerce de 1787, conclu pour douze ans, a subsisté jusqu'au milieu de l'année der-

nière, les deux gouvernements étant demeurés d'accord de le considérer comme ayant été non annulé, mais simplement suspendu par l'état de guerre qui, deux fois depuis sa conclusion a divisé les deux peuples, et d'en prolonger la durée pour autant d'années qu'il avait été suspendu » (V. Merlin, *Répertoire*, V. « Jugement », § 7 bis)¹. Voilà un curieux exemple d'un traité, deux fois suspendu, deux fois repris par les gouvernements qui l'avaient conclu et suivant son cours, abstraction faite des années de guerre. Mais, dans cette circonstance, il faut reconnaître que les gouvernements l'avaient en quelque sorte renouvelé expressément par la convention de 1801 et le traité de Tilsitt. On ne pourrait donc pas conclure de ce fait qu'en thèse générale un traité reprend sa force de lui-même au retour de la paix et qu'il n'est que suspendu sans être annulé par la guerre.

Mais il a été jugé expressément par plusieurs arrêts que les traités qui règlent l'état des personnes sont, non pas annulés, mais simplement suspendus par l'état de guerre et que par la nature même des choses, ils reprennent leur vigueur par le retour de la paix.

Sirey, 1822-24.2.341, *Zwicker*, (déjà cité ci-dessus), Colmar, 2.4.1824.

« L'Edit de 1750 a aboli le droit d'aubaine entre la France et les pays autrichiens.

« Les traités existant entre les Etats qui réglementent

1. Remarquons, à ce propos, que les tribunaux commencent déjà à être embarrassés par la question de savoir si un traité est ou non toujours en vigueur du fait que si une publication intervient généralement lors de la ratification, il n'en est pas toujours de même pour la dénonciation. Voir à ce sujet le rapport présenté à la Société d'Etudes législatives par M^{lle} Basdevant S. (*Bulletin*, 1933, p. 127) et dans lesquels des dispositions législatives sont proposées pour remédier à cette situation.

l'état des personnes ne sont pas anéantis par l'état de guerre mais seulement suspendus ; — En conséquence, des sujets autrichiens sont habiles à succéder en France depuis la paix ».

Même doctrine, Cass., 9 juin 1825, qui a jugé que les anciens traités entre la France et la Ville libre de Francfort ont repris tous leur effet à la paix (Mentionné par Sirey).

Quelques arrêts ont été plus loin encore que les précédents et ont paru admettre l'autorité des traités, même pendant la guerre, mais seulement dans la partie qui règle les droits civils. Un arrêt de la Cour de Turin a jugé que, si l'état de guerre qui existait en 1793 entre la France et le Piémont, avait pu autoriser le roi de Sardaigne et le gouvernement français à ne plus reconnaître les traités de 1760, il est cependant sûr qu'un tel traité, et notamment l'art. 67 (destructif du droit d'aubaine) ne pouvant être rangé dans les conventions qui cessent de plein droit d'avoir leur effet par la seule circonstance de la guerre, a dû continuer de recevoir son exécution jusqu'à ce qu'il eût été formellement révoqué. Le même arrêt dit que, par le décret du 1^{er} mai 1793, la Convention n'annula que les seuls traités d'alliance et de commerce mais elle ne prétendit pas annuler les clauses compatibles avec l'état de guerre.

Sirey, 1809-11.2.185, *Bergera* contre *Héritiers Carena*, Cour de Turin, 10.1.1810.

En 1793, la veuve Bergera laisse, à Turin, sa succession à Bergera son petit-fils établi à Marseille. A Turin, on nomme un curateur qui vend les immeubles à Carena.

Bergera revendique ces immeubles devant les juridictions de Turin et l'affaire vient devant la Cour. On

lui objecte : « en 1793, vous étiez Français, donc vous ne pouviez hériter de biens situés en Piémont ».

Il répond : le traité du 24 mars 1760 avait aboli le droit d'aubaine entre la France et la Sardaigne.

On réplique : ce traité a été abrogé par la guerre existant depuis 1790 entre la France et le Piémont.

La Cour (devenue juridiction française en 1810) :

« Un tel traité basé sur une réciprocité de traitement non incompatible avec l'état de guerre, ne pouvait être rangé dans la classe de ces conventions qui cessent de plein droit d'avoir leur effet par la seule circonstance d'une guerre survenue entre les deux gouvernements, il a dû continuer à recevoir son exécution jusqu'à ce qu'il ait été formellement révoqué.

Que si on suppose que ce traité a été suspendu, la suspension a cessé depuis la paix du 5 mai 1796 ».

*
* * *

En ce qui concerne la conduite des hostilités, les tribunaux n'ont pas eu à se prononcer. Il leur est arrivé seulement de statuer sur des points relatifs du statut de l'armée française en territoire ennemi occupé, comme dans la décision suivante relative à la compétence des tribunaux français en matière pénale, à raison de crimes ou délits commis en territoires étrangers occupés par les Français. Cette décision fait apepl à la fiction d'après laquelle le territoire étranger ferait partie du territoire français, en ce qui concerne le corps d'occupation, tout au moins.

Sirey, 1809.11.1.412, *Vinoski*, Cass., 18.1.1811.

Un militaire, en pays occupé (Espagne), contrefait la monnaie du pays :

Le Code pénal, art. 134, punit la fausse monnaie *nationale* et attribue la connaissance de cette infraction à des commissions spéciales, à l'exclusion des conseils de guerre. Le Conseil de guerre local se déclare donc incompétent. Pourvoi du Ministère public :

« La Cour ; — Attendu que les militaires français et ceux faisant partie des armées françaises hors du territoire restent soumis aux lois du Royaume (*sic*). Ce qui veut dire (note Sirey 2 et 3 : Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. III, p. 215), que cet arrêt a son principe dans cette fiction que le pays occupé par une armée française est censé faire partie du territoire français et que le militaire qui est sous les drapeaux doit être considéré comme étant en France. Ainsi cet arrêt reconnaît la règle légale tout en y dérogeant. Car, font observer Chauveau et Faustin Hélie, on ne peut, à l'aide d'une fiction faite uniquement pour conserver les intérêts des militaires, étendre l'application d'une peine au delà des limites fixées par la loi. « Celle-ci punit la fausse monnaie nationale mais pas la fausse monnaie étrangère ».

La Cour renvoie les inculpés devant une Cour spéciale en France, approuvant sur ce point la décision du Conseil de guerre d'Espagne qui s'était déclaré incompétent.

Aujourd'hui, on raisonnerait de la manière suivante : l'occupant, en vertu de sa compétence pour le fonctionnement de ses services publics militaires a le droit d'appliquer par ses tribunaux sa législation répressive dans la mesure nécessaire. Dans l'espèce, il ne pouvait déférer le crime aux tribunaux militaires situés en pays occupés ; car sa législation s'y opposait. Il ne pouvait pas non plus déférer le coupable aux tribunaux locaux, puisqu'il s'agissait d'un militaire. Il n'y avait donc qu'une solu-

tion, celle qui a été adoptée : admettre la compétence des tribunaux du territoire national, en partant de cette idée que la monnaie étrangère était dans l'espèce devenue une monnaie d'intérêt national puisque la circulation de cette monnaie avait lieu sous le contrôle officiel de l'occupant dans le territoire occupé et dans l'intérêt des services publics militaires. Il n'empêche que cette solution se heurte au principe d'après lequel la loi pénale doit être interprétée restrictivement.

Enfin, la jurisprudence a dans maintes décisions, affirmé le principe de l'irresponsabilité de l'Etat pour les dommages causés par faits de guerre. C'est d'ailleurs là plutôt un principe de droit public interne :

Conseil d'Etat, Ordonnance du 26 mars 1823. Chairet, Sirey, 1822-24.2.188.

Des bois sont occupés et abattus par ordre du maréchal Soult pour couvrir l'armée pendant sa retraite d'Espagne ;

« Considérant que les travaux de défense qui donnent lieu aux coupes ont eu pour objet de s'opposer à l'envahissement du territoire français, qu'ils ont été exécutés tandis que l'armée manœuvrait en présence de l'ennemi, que par conséquent ils constituent un fait ordinaire de guerre qui d'après les principes du droit commun ne peut donner lieu à aucune indemnité, que la loi du 13 juillet 1791 n'est pas applicable en l'espèce.

Note Sirey 5 (Loi de 1791 applicable seulement aux places de guerre. La loi du 30 mars 1831 a comblé cette lacune en instituant l'expropriation d'urgence).

Conseil d'Etat, Ordonnance du 11.2.1824, *Moget*, Sirey, 1822-24.2.318. Le pillage par l'ennemi est un *fait de guerre* qui ne peut donner lieu à aucune réclamation.

Conseil d'Etat, ordonnance 16.1.1824, *Schangrun* et *Sée*. Sirey, 1825-27.2.149. Des bois sont enlevés sur l'ordre du maire en exécution d'un ordre des coalisés : c'est un fait de guerre qui, etc..

En définitive, les décisions que nous avons groupées dans ce chapitre donnent une vue beaucoup trop fragmentaire de la doctrine de nos tribunaux en matière de droit de la guerre terrestre pour qu'il soit possible de se formuler une opinion.

Il en est tout à fait autrement en ce qui concerne le droit de la guerre maritime.

CHAPITRE II

LA GUERRE MARITIME

PRISES MARITIMES

Les principes généraux du droit de la guerre reçoivent dans la guerre maritime une application très particulière.

Entre les belligérants, le principe de l'indépendance des Etats n'a guère ici l'occasion de s'appliquer en dehors de la question de la juste cause de guerre, puisqu'il ne se conçoit pas de conquête ou d'occupation de territoire dans ce domaine. Ce principe intervient surtout à l'égard des Etats neutres et il domine la matière très importante de la neutralité en cas de guerre maritime.

La distinction des combattants et des non combattants et la règle du respect de la propriété privée est l'objet d'une très grave exception à raison du droit de capture qui s'exerce à l'égard du navire de commerce ennemi. Les auteurs français du début du *xix^e* siècle critiquent cette exception et ils font même beaucoup plus appel à la distinction susvisée, en cette matière que dans la guerre terrestre.

Voici en effet ce qu'écrit Merlin notamment :

« Mais depuis que, par l'usage général des nations policées, il ne peut plus être exercé d'hostilités que de

gouvernement à gouvernement : depuis que l'on est universellement convenu de se traiter en ennemi, quant au personnel, que ceux qui sont armés contre nous par l'ordre ou par l'autorisation de leur prince, est-il bien conséquent de laisser, et au droit de butin sur terre¹ et au droit de prise sur mer, toute leur ancienne latitude ? Et, pour ne parler que de celui-ci, avec l'auteur du Droit Public de l'Europe, t. II, chap. 12 « comment des nations qui regardent le commerce comme le fondement le plus solide de leur grandeur, et qui font tant d'efforts pour étendre leur correspondance, n'ont-elles pas compris jusqu'à présent combien il leur serait avantageux de convenir entre elles de quelques articles propres à assurer la navigation de leurs commerçants en temps de guerre ? Interrogez les négociants anglais, hollandais, français, leur réponse sera la même. Ils voient avec horreur les armements en course et ils apprendraient avec la plus vive satisfaction qu'à la paix prochaine, les puissances belligérantes se sont promis, en cas de rupture, de ne plus permettre à leurs sujets le métier de corsaires et de défendre à leurs vaisseaux d'insulter les navires marchands ennemis et de s'en saisir ».

Rappelons que la course n'a été abolie que par la Déclaration du 16 avril 1856.

Quant au troisième principe, les moyens de guerre n'étaient pas au début du *xix^e* siècle ce qu'ils sont devenus aujourd'hui, les applications de ce principe avaient, dans la guerre maritime, beaucoup moins d'intérêt, au début du *xix^e* siècle, qu'ils n'en avaient alors dans la guerre terrestre et qu'ils n'en ont aujourd'hui dans la guerre sur mer.

1. Le droit de butin sur terre, fait la matière de l'article « Sequestre de guerre ».

La jurisprudence joue dans la guerre maritime un très grand rôle grâce à la pratique du jugement des prises. D'ailleurs, l'institution de la course avait donné lieu à une réglementation interne très minutieuse. A ce point de vue, l'ordonnance de la Marine de 1681 a constitué non seulement en France même jusqu'au milieu du XIX^e siècle, mais en Europe une sorte de Code international en ce qui concerne la guerre maritime.

Nous ne saurions ici faire un exposé complet de la jurisprudence française en matière de prises maritimes dans la première moitié du XIX^e siècle. C'est là, en effet, la matière d'un traité ; un tel exposé existe déjà d'ailleurs, dans l'ouvrage de Pistoye et Duverdy¹.

Nous avons dû nous borner à mentionner seulement quelques décisions choisies parmi celles qui ne font pas exclusivement application du droit interne et qui ont recours à quelque règle ou principe puisé directement dans le droit international.

§ 1. *Nécessité et effets de la déclaration de guerre.*

La jurisprudence n'a pas eu à se prononcer sur la légitimité et la nature de l'embargo, « séquestration des navires étrangers ou ennemis se trouvant dans les ports avant la déclaration de guerre ou en temps de paix sans déclaration de guerre ».

Quant au droit de capture, le traité franco-américain du 8 vendémiaire an IX en avait prohibé l'exercice à l'égard de la propriété ennemie se trouvant dans le port avant le début des hostilités ou rencontrés en mer dans l'ignorance de cet événement. Le Conseil des Prises a

1. *Traité des prises maritimes*, 1859.

jugé que c'était là la consécration d'un principe du droit naturel qui devait être observé au moins à l'égard des nations neutres et, par trois décisions du 6 germinal an XIII, il a appliqué cette règle à des marchandises neutres chargées sur des navires devenus ennemis (anglais) en cours de route (Merlin, V. « Prises », p. 798).

L'extension de ce principe à la propriété ennemie ne s'est pas produite dans la jurisprudence sans quelques difficultés, bien que la doctrine ait, dès cette époque, condamné avec énergie la pratique ancienne de la capture des navires ennemis se trouvant dans les ports au moment de la déclaration de guerre, ou rencontrés en mer dans l'ignorance de celle-ci.

En 1823, l'armée française captura un navire espagnol avant le passage de la *Bidassoa*, et avant toute déclaration de guerre.

« La prise de la *Veloz-Marianna*¹, écrit à ce sujet Dalloz, opérée sous le ministère de MM. de Villèle et Châteaubraind, fut une violation inouïe et scandaleuse du droit de propriété, au préjudice d'une foule de malheureux espagnols partis pour l'Amérique sous le coup des révolutions, et des confiscations. Cet acte fut la honte du ministère qui l'exécuta et qui, sur des pétitions adressées aux Chambres, n'échappa à l'improbation unanime qu'en alléguant des négociations engagées avec le gouvernement espagnol ».

L'affaire fut soumise au Conseil d'Etat en vertu de la convention du 5 janvier 1824 dont nous avons parlé dans notre première partie.

« La convention du 5 janvier 1824 ne renferme, écrit

1. V. *Prises maritimes*, p. 966.

Dalloz, aucune clause textuelle et formelle qui applique ses dispositions aux bâtiments capturés pendant le cours de l'année précédente. Or, l'ordonnance du 25 du même mois, rendue en exécution du traité, a fixé le véritable sens de ces expressions. L'art. 1^{er} porte en effet : « Cette commission sera chargée de la liquidation des pertes que le gouvernement français a éprouvées par suite des captures faites en mer dans le cours de la dernière guerre ».

« Le Conseil d'Etat a répondu aux réclamations par une sorte de déni de justice. — Il a été décidé que la demande en restitution par l'Etat d'un navire espagnol capturé à une époque où l'état de paix subsistait encore entre la France et l'Espagne avait pour objet de contester l'application faite à ce navire du traité de 1824, et qu'une telle contestation ne pouvait être poursuivie par la voie contentieuse ; — « Considérant que, depuis l'instance introduite, est intervenue la convention qui a réglé le sort des navires espagnols et français capturés pendant l'année 1825 ; — Que cette convention a été appliquée au navire de la *Marina* ; — Que les réclamants contestent l'application qui leur est faite de cette convention, et que le jugement de cette contestation ne peut être poursuivi en notre Conseil d'Etat par la voie contentieuse, etc.. » (Conseil d'Etat , 24 mars 1824, M. Maillard rapporteur, affaire la *Nueva Veloz-Marianna*¹. Dalloz, *Répertoire*, tome 36, p. 966².

1. La question que le Conseil d'Etat avait refusé d'examiner fut soumise à l'arbitrage en vertu d'un accord franco-espagnol du 15 février 1851. Le roi de Hollande choisi comme arbitre décida le 13 avril 1832 que la prise et la vente de la *Veloz-Mariana* ne sauraient être considérées comme légitimes et que ce navire n'était pas compris dans l'article 1^{er} de la Convention du 5 janvier 1824, *Pasicrisie* Lafontaine, p. 26.

2. V. Prises.

Dans une autre espèce, la jurisprudence relative au pouvoir d'interprétation du juge en matière d'actes internationaux a joué également un rôle décisif dans la solution donnée à la question que nous examinons :

Il a été jugé que la prise d'un navire marchand français opérée par un corsaire d'un Etat étranger a pu, d'après les faits, être déclarée, entre les assureurs et les assurés, constituer un fait de guerre et non un acte de piraterie, sans que l'arrêt qui le décide ainsi puisse être cassé, sous le prétexte qu'il n'appartient pas aux tribunaux de déclarer que la France était en guerre avec telle ou telle nation, lorsque, d'ailleurs aucune déclaration expresse de guerre n'a eu lieu (Req., 6 avril 1831).

En 1822 et 1824, Changeur et Comp. firent assurer en prime liée, aller et retour, une somme de plus de quatre cent mille francs sur le navire *La Vigie* expédié de Bordeaux par la mer du Sud ; on lit dans les polices : « Art. 1^{er}.... Nous sommes aussi garants de tous risques de capture légale ou illégale, pillage ou molestation de la part des sujets de tous peuples ou puissances non reconnus du gouvernement français.

En 1823, Guilhem, capitaine de *la Vigie*, visita les ports de la côte de Lima jusqu'à Guayaquil. — En janvier, il fut pris et pillé sur les côtes du Pérou, par le navire *Le Général Quintanilla*, portant le pavillon de la République de Colombie ; les marchandises de *La Vigie* furent chargées sur le pirate et les hommes abandonnés dans une chaloupe.

Le 24 septembre 1829, sentence arbitrale ainsi conçue : « Considérant que la goëlette le *Général Quintanilla* avait été régulièrement armée en course par le gouvernement de Chiloé, autorisé à cet effet par les lois d'Espagne ;

qu'il a reconnu avoir ordonné à son capitaine ayant rang d'officier dans l'armée espagnole, de courir sus et s'emparer des bâtiments français, la nouvelle des hostilités entre la France et l'Espagne étant connue au Pérou, que la capture de *La Vigie* n'a donc été que la conséquence de ces instructions ; que, bien que cette capture n'ait pas été ostensiblement confirmée par le gouvernement du Pérou, le gouvernement de Childoé ne s'est pas moins emparé du navire et de la cargaison, qui a été employée au profit du gouvernement ; qu'un état des indemnités à revenir au capitaine de *La Vigie*, pour la perte de son bâtiment et de sa cargaison a été dressé par ordre du vice-roi du Pérou, qui régla le genre de remboursement qui devait en être fait par le Trésor ; que, de l'aveu de MM. Changeur et Comp. la défaite de l'armée royaliste au Pérou et l'occupation de cette province par les indépendants mirent obstacle à l'exécution de ce remboursement, Par ces motifs et tous autres résultant de l'ensemble des pièces qui nous ont été soumises, nous avons jugé à l'unanimité que la prise de *La Vigie* n'a nullement été un acte de piraterie, mais qu'au contraire, cette prise ayant eu lieu d'après les ordres d'une puissance reconnue par la France, elle ne pouvait être à la charge des assureurs, aux termes de l'art. 2 de leur police, etc.. Appel, — et le 28 mai, arrêt de la Cour de Rouen qui adopta les motifs de la sentence.

Pourvoi de Changeur et C^{ie} pour : 3^o violation des principes sur les prises maritimes, et des art. 1^{er} et 2 de la police d'assurance ; excès de pouvoir , — on disait sur ce point : En fait, *La Vigie* a été arrêtée dans une île dépendant de la vice-royauté du Pérou. Or, de deux choses l'une, ou cette vice-royauté était restée fidèle au

roi d'Espagne, et alors elle n'était pas en guerre avec la France, puisque la France a refusé de reconnaître le gouvernement des Cortès ; ou bien elle s'était soumise à ce dernier gouvernement et, dans ce cas, l'art. 1^{er} de la police serait applicable, puisque la France n'a jamais reconnu les Cortès. — Toutefois, l'arrêt attaqué a affranchi les assureurs de l'action des assurés en considérant que la prise de *La Vigie* était un fait de guerre. Mais la guerre n'existait pas entre le Pérou et la France le 12 janvier 1824, jour de la prise de *La Vigie*. — La prise était donc un fait de piraterie. — L'arrêt attaqué objecte que la nouvelle d'hostilité entre l'Espagne et la France était parvenue au Pérou, mais qu'importe que la France se fût armée pour renverser le gouvernement des Cortès, qu'elle regardait comme le produit d'une révolte, puisque le Pérou lui-même ne l'avait pas reconnu. L'arrêt attaqué n'a pu voir là un état de guerre sans s'écarter des limites de ses attributions.

« Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 1^{er} et de la fausse application de l'art. 2 des polices d'assurances ; — Attendu qu'à l'époque à laquelle *La Vigie* a été capturée, la France était en état d'hostilité avec le gouvernement du Pérou. Attendu que les arbitres et la Cour de Rouen, déterminés par des circonstances de fait dont l'appréciation leur appartenait et qui ne peuvent être soumises à la Cour de cassation, ont décidé que la prise de *La Vigie* n'était pas un fait de piraterie ; Qu'ainsi, en rejetant la demande des sieurs Changeur et C^{ie}, l'arrêt attaqué fait une juste application des polices d'assurances ; — Rejette ».

Dalloz *Répertoire*, tome 18, p. 647 (V. Droit Maritime).

§ 2. — *Respect de la Souveraineté Territoriale des neutres, dans l'exercice du droit de capture sous toutes ses formes (capture, jugement des prises,) etc.*

« On ne peut, écrit Merlin¹, ni poursuivre ni prendre un bâtiment ennemi, soit dans les ports et les baies fermées d'une puissance neutre, soit dans l'espace de mer sur lequel s'étend la juridiction de cette puissance, espace qui, dans l'usage actuel, se mesure par la portée du canon »

« D'après une doctrine, on peut poursuivre et prendre sous le canon et sur les côtes d'un pays neutre, le vaisseau ennemi que l'on a attaqué en pleine mer ».

« Mais, dit M. Azuny, (*Droit maritime de l'Europe*, t. II, p. 286), il est facile de « reconnaître la frivolité de cette opinion. En effet, dès que l'ennemi poursuivi est arrivé sous le canon ou dans la mer territoriale d'une puissance amie et neutre, il doit être considéré comme étant dans un asile sacré et sous la protection de la nation amie et pacifique ».

« Au surplus, la règle générale que nous rappelions tout à l'heure a motivé un arrêt de la Cour de cassation du 14 vendémiaire an VII, dont le *Bulletin civil* de cette Cour nous présente ainsi l'espèce et le dispositif :

« Il s'agissait de la prise du navire danois *La Christiana Colbjørnsen* : elle avait été faite le 30 nivôse an VI, dans les eaux du port de Livourne, et après que le navire avait été signalé au fanal. La prise avait été déclarée valable par le motif que le navire était chargé du cru d'Angleterre confiscable, d'après la loi du 29 du même mois (rapportée ci-devant, § 3, art. 3, N° 1). — 1° fausse application de cette loi qui, hors de la prise, n'était point

1. V. *Prises*, p. 841.

encore obligatoire ; 2^o contravention à l'art. 1^{er} du règlement de 1778 et au droit des gens, qui ne permettaient point de confisquer un navire étranger après avoir été signalé dans un port neutre. Le jugement portant cassation est conçu en ces termes :

« Ouï le rapport du citoyen Rosier... — : Vu l'art. 1^{er} de la loi du 29 nivôse an VI et l'art. 1^{er} du règlement du 26 juillet 1778... ; — Attendu, 1^o qu'il est constant au procès que le corsaire *Le Patriote* était le 30 nivôse an VI dans le port de Livourne lorsqu'il est sorti pour aller au-devant du navire danois *La Christiana Colbiornsen*, destiné pour ce port, et qu'il s'est emparé de suite dudit navire qu'il a conduit à Ajaccio en Corse ; que le jugement du tribunal civil du département de Liamone du 24 ventôse an VI, confirmatif de celui du tribunal de commerce d'Ajaccio du 6 du même mois, et qui a déclaré de bonne prise ledit navire et sa cargaison, a fait une fausse application de la loi du 29 nivôse an VI, puisqu'à cette époque, ni le corsaire, ni les capturés ne pouvaient avoir à Livourne aucune connaissance de cette loi, rendue la veille de la prise ; — 2^o Qu'il est également constant que la prise dudit navire a été faite dans les eaux du port de Livourne, et après avoir été signalé au fanal ; et que le corsaire *Le Patriote*, et par suite le jugement du tribunal civil du département de la Liamone ont violé le droit des gens et les lois de la neutralité envers le gouvernement de Toscane ; Par ces motifs, le tribunal casse et annule ... ».

« Ce que nous venons de dire, écrit encore Merlin ¹, des baies fermées est-il applicable aux baies qui ne le sont pas, en d'autres termes, aux rades foraines, et la prise qui y serait faite hors de la portée du canon serait-elle valable ?

1. *Loc. cit.*, p. 842.

Cette question s'est présentée dans l'espèce suivante :

Le 14 juin 1808, le corsaire français *Le Tilsitt*, capitaine Desmolands a capturé dans le travers de la pointe de Brusterot, à la hauteur de Pillau, le navire américain le *Daniel Frederik*, qui y était mouillé sur une ancre à distance de trois à quatre lieues de la terre.

L'affaire portée au Conseil des prises, on disait, pour faire annuler la capture, qu'elle avait eu lieu dans la rade de Pillau et, par conséquent, dans une mer territoriale du roi de Prusse. « Les baies, ajoutait-on, et les golfes appartiennent à l'Etat dans lequel ils sont situés. Et pour le prouver, on citait : M. Azuny, dans son *Système Universel des Principes du Droit Maritime de l'Europe*, ouvrage dont la seconde édition porte le titre de *Droit Maritime de l'Europe*.

« Par l'effet de l'empire de la mer (dit cet auteur), tout port doit être regardé comme appartenant à l'Etat dans lequel il est situé ; il est par conséquent sujet à la juridiction du prince régnant ». Les obligations relatives aux ports pour les navires qui y abordent, sont (ajoute-t-il) également applicables aux baies et aux golfes, attendu qu'ils font aussi partie de la souveraineté du prince dans la domination et le territoire duquel ils se trouvent également placés sous sa garde. En conséquence, l'asile accordé dans une baie n'est pas moins inviolable que celui d'un port ; et tout attentat commis dans l'un comme dans l'autre doit être regardé comme une violation manifeste du droit des gens.

M. le procureur général Collet d'Escotils a ainsi réfuté ces moyens :

« Le Conseil sait qu'après de longs débats entre les publicistes sur l'étendue que l'on devrait donner à la

franchise de la mer territoriale, cette étendue a été définitivement fixée, par le droit commun, à la portée du canon du rivage.

« Mais les réclamants font une distinction entre la côte et les golfes, baies et rades, et ils prétendent que les navires qui s'y retirent sont sous la protection des souverains auxquels appartiennent les côtes.

« Des baies, les unes sont fermées, c'est-à-dire défendues, les autres sont ouvertes et sans défenses, et il paraît que celle qui renferme la rade de Pillau est de cette dernière nature. Cette rade n'est par conséquent qu'une rade foraine dans la partie au-delà de celle de son étendue qui peut être défendue ou protégée par l'artillerie du port.

« Or, les prises faites par le corsaire *Le Tilsitt*, l'ont été toutes bien au-delà de cette étendue, puisque, suivant les déclarations du capteur, elles l'ont été entre trois et quatre lieues de la terre, et que, d'après les déclarations des capturés, elles l'ont été les unes à environ trois lieues de la terre, d'autres, comme celle du *Daniel Frederik*, à deux ou trois lieues, et d'autres à plus de deux lieues.

« On doit regarder comme un principe généralement reconnu que les rades et les baies ne mettent à l'abri les navires qui y ont jeté l'ancre, qu'autant que ces navires ne sont tenus sous la protection du canon du port ou de la côte ».

« Or, c'est ce que n'a point fait le navire *Daniel Frederik*, il était mouillé sur une seule ancre, à plus d'une double portée du canon, soit de Pillau, soit de la côte et s'était tenu tout prêt à mettre à la voile, s'il n'obtenait pas l'admission du port. Il est indifférent que le capitaine et le subrécargue fussent à terre ou n'y

fussent pas, car cette démarche de leur part ne peut former un titre ni pour, ni contre eux ».

« De là je tire cette conséquence, qu'il n'y a point eu de violation de la mer territoriale de Sa Majesté le roi de Prusse, dans la prise du navire *Daniel Frederik*, et que les réclamations faites par M. l'ambassadeur de Sa Majesté le roi de Prusse en faveur des capturés ne doivent leur existence qu'à un exposé inexact fait par les capturés des vraies circonstances de la capture ».

« Conformément à ces conclusions, il est intervenu, le 19 octobre 1808, une décision par laquelle la prise du navire *Daniel Frederik* a été déclarée valable ».

(Merlin, V. Prises, p. 842).

Et maintenant voici une espèce qui a été jugée le 27 themridor an VIII et qui concerne une doctrine différente en ce qui concerne l'étendue de la mer territoriale :

L'Effronté contre *La Perle*. — M. Portalis, commissaire du gouvernement a dit dans son réquisitoire : « La capture du navire *La Perle* n'ayant été faite qu'à une demi lieue d'un port d'Espagne, que faut-il penser de la validité ou invalidité de cette capture ?... Par le droit conventionnel des puissances maritimes et par la coutume générale, il est reconnu qu'un corsaire ne peut se permettre aucun acte d'hostilité ni même aucune visite contre un navire ennemi ou prétendu tel, si ce navire n'est à une distance convenable du territoire de toute puissance neutre.

Cette distance a été fixée à deux lieues. Plusieurs auteurs avaient déterminé la distance que tout armateur en course devait respecter, par la portée du canon ; mais on a très judicieusement observé qu'il est plus raisonnable de décider que toute prise faite à moins de deux lieues de distance des côtes du pays neutre est contre le

droit des gens, quoiqu'il n'y ait sur la côte ni forteresse, ni canons ; car le territoire neutre doit être respecté indépendamment de la force et à cause de lui-même. Le Conseil : Vu les conclusions du commissaire du gouvernement et y faisant droit, annule la prise, etc...

Dalloz, *Répertoire* (1856). V. Prises, p. 931 n° 1.

La doctrine anglaise est différente, elle est dans ce sens que les actes de souveraineté accomplis en territoire étranger, au mépris des droits de la souveraineté locale, sont valables et produisent tous leurs effets lorsque le gouvernement lésé ne proteste pas.

La règle est posée comme suit, dans l'affaire de l'*Anne*, par le jurisconsulte américain M. le juge Story. Une capture faite dans les eaux neutres est, entre ennemis, considérée à tous égards comme légitime, *rightfull* ; ce n'est que par le souverain neutre que sa validité légale peut être mise en question ; à son égard, elle doit être considérée comme nulle. L'ennemi n'a aucun droit quel qu'il soit, et si le souverain neutre omet ou refuse de faire une réclamation, la propriété est condamnable *jure belli* au profit des capteurs... La doctrine repose sur des principes de droit public bien établis. Les auteurs et la jurisprudence tendent au contraire en France à admettre que la capture faite en eaux territoriales neutres, doit être déclarée nulle, même si le gouvernement neutre ne proteste pas ; de Boeck, *La propriété privée ennemie sous pavillon ennemi*, 1882, n° 225, p. 265, Tribunal cassation, 14 ventôse, an VII, — navire *Christiania* ; *Bulletin de la Cour de cassation*, an VII, n° 115, p. 270 ; 13 ventôse, an VII, navire *Saint-Michel*, même *Recueil*, an VII, n° 119, p. 280 ; 27 fructidor an VIII, navire *Nossa Senhora do Carmelo*, annulant des prises en l'absence de réclamation de l'Etat neutre dont la souveraineté avait été

méconnue ; Conclusions de Portalis, dans l'affaire de *La Perle*.

D'autre part, la jurisprudence a eu à se prononcer sur la validité d'une décision rendue par une juridiction des prises en territoire neutre. Ici, les tribunaux français ont statué dans un sens qui se rapproche de celui adopté dans la doctrine anglaise.

(*L'Aventurier* contre *L'Europe*). — « La Cour, (Appel délibéré en Chambre du Conseil). — « Vu la loi 6 au Conseil, *De except. rei jud.* et l'art. 121 de l'ordonnance de 1629 — Considérant qu'en droit, et toutes les fois qu'il n'y a pas été dérogé par des stipulations expresses, une sentence rendue dans un Etat est sans effet par rapport à tous les autres, mais qu'en matière de prises, la base de la législation de la course et, en temps de guerre, une des maximes fondamentales de toute législation maritime est, au contraire, que le jugement en appartient exclusivement aux tribunaux du capteur ; que c'est en effet le seul moyen non seulement de détruire le commerce direct de l'ennemi ; mais encore de reconnaître les simulations qui déguisent le sens de ses opérations et les négociants neutres qui, sans égard aux intérêts nationaux et à la loi des transactions politiques, prêtent leur nom aux ennemis de l'indépendance de leur commerce ; et que les jugements émanés des tribunaux du capteur doivent être exécutés sur le territoire et contre les sujets des puissances neutres sans aucune révision préalable et sur la simple vérification de leur forme extérieure, comme s'ils avaient été rendus par les juges mêmes de la puissance neutre.

« Considérant que le gouvernement génois, en consentant à l'établissement d'un consul français sur son

territoire, était censé avoir pris l'engagement de souffrir l'exercice de sa juridiction et l'exécution des ordonnances de ce consul ; que, par suite de ce principe, les négociants gènois intéressés au navire l'*Europe* s'adressèrent eux-mêmes au consul français établi à Gênes pour obtenir la relâche de ce navire, que le Tribunal d'Aix était institué pour statuer sur l'appel des jugements intervenus sur les prises faites dans la Méditerranée. — Qu'ainsi il avait les mêmes pouvoirs pour statuer sur l'appel du jugement qui avait relâché la prise, que le consul de Gênes pour statuer sur la même matière en première instance, et que, de même que la décision de ce consul, s'il avait déclaré la prise valable, n'aurait pas été sujette à la révision par les tribunaux liguriens, de même aussi le jugement sur l'appel, portant infirmation de cette décision, n'y pouvait pas être assujetti ; que ce principe est même reconnu par l'arrêt attaqué à l'égard du jugement du 19 pluviôse an VI, qui a statué immédiatement sur la prise, et qu'il n'y a aucune raison d'en contester l'application à ceux des 29 pluviôse et 7 ventôse an VII, qui n'en sont que le complément et ne font que déterminer la valeur de la prise que le premier jugement avait déclaré valable, et en répartir le montant sur les 47 intéressés, sans s'occuper d'aucun autre objet étranger à la matière sur laquelle il était intervenu ; qu'on n'a pu faire résulter une novation dans la matière de ce que le jugement du consul français du 16 thermidor an IV avait été exécuté sans caution préalablement fournie par les intéressés au navire l'*Europe*, la caution n'intervenant que pour assurer l'obligation du principal obligé, sans y rien changer, et la condamnation des principaux obligés résultant du jugement même du

19 pluviôse an VI qui les condamnait à représenter la prise ou à en payer la valeur. — D'où il suit que les jugements des 19 pluviôse an VI, 29 pluviôse an VII avaient acquis l'autorité de la chose jugée et que l'arrêt attaqué en refusant d'en ordonner l'exécution contre les négociants gènois avec qui ils étaient rendus, et sur le territoire gènois a fait une fausse application des lois relatives aux jugements rendus en pays étranger, et contrevenu à l'autorité de la chose jugée et au droit des gens. Casse, etc... ¹⁾.

Dalloz, *Répertoire* (1856). V. Prises Maritimes, p. 968 n° 1.

— Remarquons que le respect du territoire neutre s'impose non seulement en matière de prise, mais d'une manière générale, pour toute opération rentrant dans l'exercice de la force publique, par exemple, en cas de répression de la piraterie :

Tribunal de cassation, 23 ventôse, an VII, S. vol. I. 1. 181.

Un navire qui n'avait pas ses passeports est pris sous les canons de Bilbao, par application de l'ordonnance de 1681 qui répute forbaus les gens courant la mer sans permission d'aucun souverain : les demandeurs en Cassation soutenaient qu'ils avaient été pris sur le territoire espagnol, mais le tribunal de première instance rejetait cette demande de preuve puisqu'ils étaient forbans ; le Tribunal de cassation annule cette décision.

§ 3. — *Par qui peut être exercé le droit de capture ?*

L'exercice de droit de prise maritime appartient en première ligne à la force publique de l'Etat belligérant.

1. Voir ci-dessus, II^e Partie, chap. II, p. 137, « Les considérations développées par Merlin », V. Réunion, p. 19, au sujet de cet arrêt.

Les particuliers peuvent aussi exercer le droit de prise pour leur propre compte en armant à leurs frais, après avoir obtenu la permission de leur gouvernement, les bâtimens qui prennent le nom de corsaires.

Ceci jusqu'en 1856 en France.

Merlin examine l'hypothèse suivante :

Que doit-on décider à l'égard des prisonniers de guerre qui, en s'évadant, enlèvent un bâtiment ennemi ?

Voici ce que prononce là-dessus un décret de la Convention Nationale du 18 vendémiaire an II :

La Convention Nationale, ouï le rapport de son Comité de Marine, sur une pétition de trois marins du département du Pas-de-Calais, ci-devant prisonniers en Angleterre, tendant à obtenir mainlevée de l'opposition mise par le sous-chef de l'administration civile de la Marine à Boulogne, à la vente d'un bateau qu'ils ont enlevé aux ennemis pour regagner leur patrie ; Considérant que les marins anglais prisonniers en France sous caution ou sur parole ont les premiers violé leurs engagements en se travestissant pour échapper plus sûrement à la surveillance publique et particulière, et enlever les bâtimens pour s'évader ; — Que les Français prisonniers en Angleterre, qui ont suivi leur exemple, n'ont fait qu'user du droit de représailles, Décrète : Les bateaux, barques ou autres bâtimens ennemis, enlevés par les Français, prisonniers chez les puissances avec lesquelles la nation française est en guerre, sont déclarés de bonne prise au profit des capteurs ; — En conséquence, le ministre de la Marine donnera incessamment les ordres nécessaires pour faire cesser toute opposition de la part du sous-chef de l'administration civile de la Marine à Boulogne, ou tous autres, à la libre possession et disposition d'une

bateau anglais actuellement dans ledit port de Boulogne, lequel appartiendra, sans restrictions aux marins qui s'en sont emparés »¹.

Le corsaire doit se servir exclusivement du bâtiment qu'il a armé en course :

Tribunal de Cassation, 17 frimaire an VIII, S., Vol. I, 1.281.

Un navire est capturé par l'équipage d'un corsaire qui, pour s'en emparer, a emprunté une chaloupe espagnole montée par des Espagnols.

Le Tribunal de première instance annule la prise, mais prononce la confiscation à la requête du ministère public. — Le Tribunal de cassation casse le jugement :

« Attendu que *la course sur mer étant une émanation du droit de guerre*, qui ne peut être exercé sans commission de la puissance publique du pays auquel appartient le bâtiment avec lequel elle est faite, la chaloupe pour laquelle il n'y avait aucune commission du gouvernement espagnol ne devait pas être employée à la prise du navire.

Sur le point de savoir s'il n'y avait pas eu substitution suivant l'art. 7 de l'ordonnance de 1693 (substitution permise lorsque le corsaire est devenu hors d'état de servir).

« Considérant que d'après toutes ces circonstances l'affaire devait être réglée d'après les principes du droit des gens, dont l'application n'appartenait point aux tribunaux et d'après les rapports politiques entre la France et l'Espagne, dont la discussion entrerait dans la compétence des magistrats français chargés de l'exercice du pouvoir exécutif, à qui l'acte constitutionnel de l'an III avait délégué (art. 144) le soin de pourvoir à la sûreté extérieure de la République, et art. 529, d'entretenir des relations politiques au dehors ; — Considérant

1. *Répertoire*, V. Prise Maritime, p. 796.

que l'excès de pouvoir ainsi commis par le Tribunal de... étant démontré, il est inutile d'examiner les autres moyens de cassation proposés par le navire confisqué ».

§ 4. *Exceptions au droit de capture.*

1^o *Relâche forcée.* — Le respect dû au malheur, écrit Dalloz ¹ a souvent fait décider qu'un navire qui, pour échapper au naufrage, cherche un asile dans un port même ennemi, doit être relâché.

Plusieurs nations civilisées ont reconnu ce droit d'asile, et il a été décidé qu'on doit relâcher tout navire qui, poussé par la tempête sur les côtes de France, a cherché asile dans un de nos ports, alors surtout que la neutralité du navire réfugié paraît établie. — (Conseil des Prises, 15 ventôse an IX, M. Berlier, procureur, affaire *La Diane*).

2^o *Bateaux de pêche.* — La règle générale, écrit Dalloz ² ne paraît susceptible d'aucun doute. Elle dérive du droit des gens, qui est naturellement fondé, dit Montesquieu, sur ce principe que les diverses nations doivent se faire dans la paix le plus grand bien et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts.

Dans l'affaire du bateau pêcheur Portugais *La Nostra Senhora de la Piedad y Animas*.

Le commissaire du gouvernement, recherchant si quelque exception défavorable ne s'élevait point contre le bateau portugais capturé, ne voit aucune raison pour déroger aux principes qui ont constamment dirigé la conduite de la France pendant les guerres

1. *Loc. cit.*, p. 932, numéro 25.

2. *Loc. cit.*, p. 936, note 1, p. 935.

maritimes. — D'après ces considérations, il conclut à la restitution du bateau pêcheur.

Le Conseil faisant droit sur les conclusions du commissaire du gouvernement, et adoptant les principes d'humanité et les maximes du droit des gens qui y sont développées, ordonne que le bateau pêcheur, *La Nostra Senhora de la Piedad y Animas*, amené à Cartaya par le corsaire français *La Carmagnole*, ensemble le poisson qu'il renfermait, ou le produit net de la vente qui aurait pu en être faite, seront restitués au maître et patron du bateau pêcheur ou à son fondé de pouvoirs, pour en disposer ainsi qu'il en avisera.

Du 9 thermidor, an IX.

Dalloz, *Répertoire*. V. Prises Maritimes, p. 935 n° 1.

§ 5. — *Etendue du droit de capture vis-à-vis des neutres*

La règle française jusqu'à la guerre de Crimée est celle qui avait été adoptée en 1778 dans le traité conclu avec les Etats-Unis.

Non seulement les navires neutres ne sont pas saisissables, mais il en est de même de la marchandise ennemie chargée sur ces navires, à l'exception de la contrebande de guerre. Bien entendu, le navire neutre qui fait un acte hostile, (par exemple, violation de blocus), devient saisissable.

En revanche, la marchandise neutre sur navire ennemi est saisissable avec le navire. C'est seulement en 1854 que la France a renoncé à cette règle qui était critiquée, d'ailleurs par la doctrine. (Voir Ortolan, Hautefeuille, etc...).

Beaucoup de questions ne sont, en cette matière, de-

venues importantes qu'à la fin du ^{xix}^e siècle (transfert de pavillons, navire au voyage continu, extension des sanctions de contrebande de guerre, etc...)

Nous citerons une décision relative à la notion de contrebande de guerre et quelques-unes relatives au blocus.

A. Contrebande de guerre.

(*L'Etoile de Bonaparte*, contre *il Volante*), Le Conseil :

« Attendu qu'il est constant par les pièces de bord que le navire et le chargement sont propriétés neutres ; que le port de Messine, pour lequel l'expédition était destinée malgré l'autorité que peuvent y exercer les Anglais, n'est point soumis au blocus qui, aux termes du décret du 21 novembre 1806 a lieu pour les ports et les îles britanniques, et que les sucres, suivant le manifeste et le connaissement, proviennent de Lisbonne et ont été raffinés par la Compagnie de Trieste et de Fiume ; — Attendu que le moyen déduit de la qualité des bois composant la majeure partie de la cargaison et sur lequel les cepteurs ont le plus insisté, ne peut être accueilli si l'on considère que, loin qu'il soit démontré que ces bois appartiennent exclusivement à la construction des bâtiments de guerre, comme l'ont pensé les experts qui ont opéré hors de la présence des parties intéressées, le contraire semble résulter, tant de la teneur du procès-verbal de visite qu'ils ont irrégulièrement dressé, que de la dimension des planches et de leur nombre comparé avec la capacité du navire ; qu'au reste, et en abordant la question de contrebande élevée par le corsaire, il est facile de se convaincre que la solution lui en est contraire. En effet, les bois de construction ne sont déclarés contrebande de guerre par aucun règlement français encore subsistant ni par aucun traité particulier ; c'est faute d'avoir lu le

traité de 1742, conclu entre la France et le Danemark, qu'on a dit qu'il comprenait sous cette dénomination les bois de construction si, par l'arrêté du Directoire du 19 ventôse de l'an V, ils ont été rangés parmi les objets prohibés, ce n'a été que relativement aux Américains, qui avaient souffert par leur traité de 1794 avec les Anglais, que ces objets fussent regardés comme de contrebande ; et la disposition de cet arrêté est de droit annulée par la convention du 8 ventôse de l'an IX passée entre la France et les Etats-Unis d'Amérique qui en spécifiant tous les articles de contrebande, n'y a point compris les bois de construction. Lors même que l'on aurait pu soutenir, avec quelque fondement, que la prohibition contenue dans l'arrêté du 12 ventôse de l'an V eut été applicable à tous les neutres, elle se trouverait implicitement rapportée par l'arrêté du 29 frimaire de l'an VIII qui, à l'égard de la navigation des neutres a rétabli les dispositions du règlement du 26 juillet 1781, dont l'art. 15 ordonne l'exécution de l'ordonnance de la Marine de 1778, laquelle, dans l'énumération des objets de contrebande de guerre, ne place point les objets de construction ; d'où il faut conclure que la destination pour un port ennemi des planches chargées sur le navire *Il Volante*, quel qu'en dût être l'emploi, ne les a point rendues confisquables, et que tout au plus elle serait susceptible, avec les autres circonstances de la prise, d'exempter les capteurs des dommages-intérêts ; — Décide que la prise faite par le corsaire français, *L'Etoile de Bonaparte*, du navire autrichien *Il Volante* est invalide, en fait pleine et entière mainlevée au profit des propriétaires.

Du 9 septembre 1807, Conseil des prises.

Dalloz, *Répertoire* (1856), V. Prises Maritimes, p. 952, n°1.

B. *Blocus*.

(*L'Aventura*), Louis-Philippe, etc.. « Considérant qu'il ne suffisait pas que le blocus des côtes de la République Argentine eût été notifié par nos agents aux agents des puissances étrangères ; qu'il fallait en outre pour qu'un navire neutre pût être légitimement capturé que, conformément aux principes du droit maritime français, ledit navire eût été spécialement averti de l'existence et de l'étendue du blocus, et que la mention de l'avertissement eût été inscrite sur son rôle d'équipage ; — Que les instructions de notre ministre de la Marine rappelaient aux commandants de nos vaisseaux la nécessité de cette double formalité ; — D'où il suit que, faute de l'avoir accomplie, le commandant de notre brick *Le Cerf* n'avait pas droit de capturer la goëlette brésilienne *L'Aventura* ».

Dalloz, *Répertoire* (1856). V. Prises Maritimes, p. 956, n° 1.

Conseil d'Etat (Goëlette *La Joséphine*) ; — « Considérant qu'il ne suffisait pas que le blocus des côtes de la République Argentine eût été notifié par nos agents aux agents des puissances étrangères, qu'il fallait en outre, pour qu'un navire neutre pût être légitimement capturé, que conformément aux principes du droit maritime français, ledit navire eût été spécialement averti de l'existence et de l'étendue du blocus, et que la mention de l'avertissement eût été inscrite sur son rôle d'équipage ».

Sirey, 1843.2.599.

« Il s'est présenté un cas, écrit Dalloz¹, où la France a établi un blocus sans qu'il y eut déclaration de guerre : c'était en 1839, lors du blocus de La Plata. « Nous nous

1. *Op. cit.*, p. 957, n° 188.

sommes trouvés là, disait M. Guizot, le 8 février 1841 à la Chambre des pairs, dans une attitude très difficile ; nous faisons un blocus, ce qui n'était pas la guerre complète, la guerre déclarée... » Il a été jugé que, dans de telles circonstances, les objets de contrebande de guerre saisis sur des bâtiments neutres qui n'ont pas reçu notification du blocus ne sont pas de bonne prise. (Cons. d'Etat, 25 mars 1848, affaire le *comte de Thomar*, D.P., 48.3.54). — MM. de Pistoye et Duverdy, t. I, p. 390, considèrent cette décision comme un acte de munificence et de libéralité, bien plus que comme un acte juridique, mais nous croyons que le droit international doit aller jusque-là ».

Dans le *Recueil des Décrets du Conseil d'Etat*, t. XVIII 2^o série (1848, p. 785), F. Lebon développe en note les observations suivantes :

« Nous devons donner ici, au sujet de cette décision, et afin d'en faire bien comprendre la portée exacte, quelques explications qu'il nous a été impossible d'insérer dans le cours du volume, la communication des dossiers relatifs aux prises maritimes, nous étant refusée par le Conseil d'Etat. Ces explications, nous les empruntons à une notice ultérieurement publiée sur cette affaire par l'avocat chargé de soutenir devant le Conseil de recours des propriétaires et chargeurs du navire le *comte de Thomar* ».

« En fait, la Commission des prises de Montévidéo avait décidé que ce navire, saisi pour avoir violé le blocus, établi par les forces navales françaises sur les côtes de la République Argentine, serait restitué à ses propriétaires, attendu qu'il n'avait pas reçu notification préalable du blocus, mais quant aux poudres et plombs dont

il était chargé, la Commission les avait déclarés de bonne prise et en avait ordonné la confiscation. De là la question de droit soulevée par le recours, et consistant à savoir si, en cas de blocus simple sans déclaration de guerre, les objets réputés contrebande de guerre peuvent être saisis sur des navires neutres qui, faute d'avoir reçu notification du blocus, ne peuvent pas eux-mêmes être déclarés de bonne prise ».

« Dans l'intérêt des propriétaires de la cargaison, on a soutenu la négative : — « L'état de blocus, a-t-on dit, ne doit pas être confondu avec l'état de guerre ; l'état de blocus et l'état de guerre sont régis par des principes entièrement différents ».

« Lorsque deux nations sont en guerre, les autres nations ne sont point forcées de prendre part à la querelle, elles peuvent même continuer à commercer librement soit entre elles, soit avec l'une ou avec l'autre des puissances belligérantes ».

« Cette liberté qu'elles conservent est cependant soumise à quelques restrictions : ainsi, il serait contradictoire que la nation belligérante permit aux neutres de fournir à son ennemi des armes pour la combattre. Aussi, des munitions de guerre sont-elles exceptées des objets dont il est libre aux neutres d'alimenter les nations qui se font la guerre. De là la maxime, *le pavillon couvre la marchandise, sauf la contrebande de guerre* ».

« Voici la règle applicable en cas de guerre : l'est-elle également en cas de simple blocus ? »

« Non : d'abord, l'état de blocus n'est pas l'état de guerre, comme le disait M. Guizot à la Chambre des pairs le 8 février 1841 (*Moniteur du 9*), en répondant à des interpellations sur le traité de l'Amiral Maskau avec

Rosas, chef de l'Etat de Buenos-Ayres, « Nous nous sommes trouvés là, disait-il, dans une situation très « difficile, nous faisons un blocus, ce qui n'est pas la « guerre complète, la guerre déclarée ... ».— En second lieu, l'état de blocus est soumis à de tout autres règles que l'état de guerre ».

« En cas de blocus, ce n'est plus le principe : le pavillon couvre la marchandise, sauf la contrebande de guerre, qu'il s'agit d'appliquer, c'est à une autre règle qu'il faut recourir ».

« Cette règle est qu'aucun navire ne peut être déclaré de bonne prise pour avoir violé ou tenté de violer le blocus, à moins qu'il n'ait été averti de l'existence et de l'étendue du blocus par l'un des bâtiments de l'escadre bloquante, avertissement qui se donne au moyen de l'inscription sur les papiers du bord. (V. au *Recueil*, année 1847, p. 712, l'affaire du navire sarde *La Louisa*): l'absence de cette inscription implique l'ignorance du blocus et ne permet pas l'arrestation du blocus ».

« Or, cette ignorance qui protège le navire, protège aussi son chargement, quel qu'il soit ; la puissance bloquante n'a pas même à en vérifier la nature ; tout ce dont elle a droit de s'enquérir, c'est si le bâtiment a ou non reçu la notification du blocus ; l'a-t-il reçue, il est de bonne prise, fût-il chargé des marchandises les plus inoffensives, dans le cas contraire, il doit être restitué avec sa cargaison, fut-il entièrement chargé de contrebande de guerre ».

« Cette distinction est exposée de la manière la plus nette dans deux ouvrages récemment publiés : *Le Droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*, par M. Massé, et *La diplomatie de la mer*, par M. Ortolan ».

« La théorie que développe M. Massé (t. I, n° 194 et suiv. 281 et 281) dans son excellent traité, peut se résumer en ces quelques mots : — En cas de guerre, les neutres font librement tout commerce, sauf celui des armes et des munitions de guerre, qui peuvent être saisies et confisquées. — En cas de blocus, tout navire avec sa cargaison, quelle qu'elle soit, est de bonne prise, s'il tente de violer le blocus après en avoir reçu notification ; mais par contre, l'absence de notification protège aussi bien la cargaison, consistât-elle en contrebande de guerre, que le navire lui-même ».

« Voici maintenant comment s'explique M. Ortolan, (t. II, p. 312) : — « Le belligérant qui tient un blocus est « autorisé à traiter en ennemi le navire neutre qui tente « sciemment de le violer. Il résulte de là que la règle générale d'après laquelle ce navire et la cargaison sont « confiscable, est parfaitement légitime. Il n'y a pas de « distinction à faire quant à la nature de la cargaison, « tout devient dans ce cas contrebande de guerre, ou, « pour mieux dire, la question de la contrebande de « guerre est ici sans explication. ».

« Il n'y a donc, en cas de blocus simple, à se préoccuper que d'une chose, à savoir s'il y a eu ou non avertissement préalable inscrit sur les papiers de bord. En l'absence de cet avertissement, ni le navire, ni la cargaison en quoi qu'elle consiste ne peuvent être de bonne prise ».

« Cette doctrine, bien que les ministres de la Marine et des Affaires étrangères aient essayé de la combattre par des motifs tirés principalement de l'identité d'objet et de la similitude des nécessités de l'état de guerre et de l'état de blocus, paraît avoir été consacrée par le

Conseil d'Etat dans l'arrêt rapporté à la page 149 du volume. On pourrait la formuler ainsi qu'il suit :

« En cas de blocus simple, c'est-à-dire sans déclaration de guerre, les objets réputés contrebande de guerre, saisis sur des bâtiments neutres qui n'ont pas reçu notification du blocus, ne peuvent, pas plus que ces bâtiments eux-mêmes, être déclarés de bonne prise ».

§ 6. — *Responsabilité encourue à raison de l'exercice illégitime du droit de capture*

« En général ¹, la validité ou l'invalidité de la prise ne peut avoir pour effet de rendre le gouvernement passible d'indemnités vis-à-vis soit du capteur soit du capturé. — Ainsi, il a été déclaré que le Conseil d'Etat, en déclarant valable la prise d'un navire, n'engage pas le gouvernement à en payer la valeur dans le cas, par exemple, où une puissance neutre dans les ports de laquelle la prise a été conduite, aurait relâché ce navire, sous prétexte que le corsaire aurait violé les règlements de neutralité : « Louis, etc., « Considérant qu'en déclarant par notre ordonnance du 14 octobre 1819, les prises de l'*Expectation* et du *Hope* bonnes et valables, nous n'avons point entendu prononcer que le trésor royal serait tenu de rembourser la valeur des bâtiments ». (Ord. Conseil d'Etat, 3 septembre 1825. — M. Crouseilhès, rap. aff. *Rougemont*). — Jugé aussi que la convention conclue à Paris le 25 avril 1818, ayant libéré le gouvernement français de toutes réclamations que pourraient faire des sujets de puissances alliées contre la France, l'étranger propriétaire d'un navire capturé, même pour cause d'utilité publique, encore bien que la capture dût être nulle

1. Dalloz, *Répertoire* (1856). V. Prises Maritimes, p. 965, n° 242.

n'est pas recevable à demander la valeur de son bâtiment ni une indemnité égale à la perte de son frêt (Conseil d'Etat, 2 février 1821) »¹.

« La prise d'un navire auquel le gouvernement français a délivré une licence secrète n'est pas valable ; il doit donc être restitué à son propriétaire. Mais sur qui doit retomber la charge de cette restitution ? — Est-ce sur le capteur ou sur le gouvernement ? — En faveur du capteur, on dit : il ne peut être déclaré responsable de l'invalidité de la prise, car il ignorait l'exemption qui mettait obstacle à son droit. La capture opérée dans les conditions de la loi doit constituer pour lui un droit acquis. Si le gouvernement à raison de ses relations politiques se trouve dans le cas d'indemniser des sujets étrangers par suite d'une capture de ce genre, il est tout simple qu'il le fasse des deniers publics ; mais il ne peut faire cette restitution aux dépens d'armateurs qui ont capturé de bonne foi. D'autre part, et en faveur du gouvernement, on répond que la licence qu'il a accordée n'est que l'exercice légitime de son droit de souveraineté ; que le soumettre à indemniser le capteur c'est restreindre et presque annuler son droit de guerre. Le corsaire n'a pas un droit acquis, mais il n'est consommé que par le jugement de la prise ; et si cette prise n'est pas jugée valable, quelle que soit la cause de la nullité, la conséquence ne peut en retomber que sur le capteur. — C'est cette dernière opinion qui a prévalu devant le Conseil d'Etat (Ordonnance du Conseil d'Etat, 17 juillet 1816, Affaire *Le Gioseppino*, contre *Le Brave*) »².

1. Voir cette décision, Dalloz, *loc. cit.*, n. 1.

2. Dalloz, *loc. cit.*, n° 243.

§ 7. — *Epoque à laquelle finit le droit de prise*

Conseil des Prises, 2 floréal, an XI, navire anglais : *Le Porcher*, Merlin, *Répertoire*. V. Prise Maritime, p. 855. 14 floréal an XI, *La Petite Renommée*, Merlin, *ibid*, p. 860 (*in fine*).

« Il a été jugé ¹ d'une part que, lorsqu'une prise a été faite après un traité de paix mais avant le temps fixé pour qu'il soit réputé connu, la prise est valide s'il n'est prouvé que le capteur avait une connaissance positive du traité et que le capteur n'est pas censé avoir une connaissance suffisante du traité par l'exhibition d'une *Gazette* qui annonce les préliminaires de paix qui lui a faite le capitaine du navire capturé et d'autres navires : — « Attendu que ce serait étrangement se méprendre sur l'objet de la course et les principes qui la dirigent, que de penser que de simples avis de l'existence de la paix, donnés vaguement en mer à un corsaire par des navigateurs étrangers, ou sur la foi d'une gazette, dussent, en paralysant ses lettres de marque, être pour lui le signal de l'abandon de sa croisière, au risque même de tomber entre les mains de l'ennemi; qu'un semblable effet n'appartient qu'à l'ordre qui lui serait intimé au nom du gouvernement dont il tient l'autorisation formelle de capturer; que si, cependant, la communication de la paix lui était faite par la voie de l'ennemi en vertu d'instructions spéciales et officielles dont il serait porteur, la juste déférence pour les arrêts émanés de l'autorité d'un souverain, déterminerait sans doute le corsaire à respecter cette sauvegarde, pourvu qu'elle fût réciproque, mais que ce serait être par trop libéral à son préjudice et lui enlever

1. Dalloz, *Répertoire*. Prises Maritimes, p. 930, n° 15.

arbitrairement le bénéfice des règlements et des traités que de restituer une prise qu'il a faite dans les termes précis de son droit, et lorsque les avis qu'il aurait reçus ne portaient point avec eux le cachet de l'authenticité et moins encore le gage de sa sûreté particulière... » (Conseil des Prises, *Le Porcher*, contre *La Bellone*). —

« Mais on a décidé, d'autre part, qu'une prise qui a eu lieu après que les préliminaires de la paix ont été connus par des gazettes seulement, est nulle si elle a été faite après que les préliminaires de la paix y étaient connus. (Conseil des Prises, 14 floréal an II, affaire *La Petite Renommée*). Le commissaire du gouvernement signalait la différence qui existait entre cette espèce et la précédente : « Si la *Bellone* a pu capturer *Le Porcher*, a-t-il dit, c'est qu'au moment où elle a quitté le port, elle n'avait aucune connaissance de la paix, elle ne l'a acquise qu'en mer ; dès lors, courant les dangers d'être prise jusqu'à l'expiration des délais fixés par les préliminaires de la paix, elle avait le droit incontestable de prendre. *La Petite Renommée* ne se trouvait pas dans les mêmes circonstances, puisqu'elle était partie du port cinq jours après qu'avait été répandue la nouvelle des préliminaires de la paix ».

* * *

Nous avons laissé de côté l'immense majorité des décisions rendues sur des questions intéressant le droit de la guerre maritime, parce que ces décisions se bornent à faire application des textes du droit interne (Ordonnance de 1681, Règlement de 1704, Loi du 3 brumaire an IV). Nous terminons donc avec les deux affaires ci-dessus citées, l'examen de la jurisprudence française en cette matière et en même temps l'ensemble de notre étude dont la guerre sur mer formait le dernier objet.

CONCLUSION

Pendant la période considérée, les tribunaux français ont pénétré dans un domaine somme toute assez vaste du Droit International Public. — L'œuvre jurisprudentielle qu'ils ont édifiée à cette occasion a une valeur très variable suivant les différentes parties de ce domaine qu'elle concerne.

C'est naturellement sur les rapports entre le droit international et le droit interne, que cette œuvre semble avoir pris les contours les plus achevés. C'est cette matière qui présente naturellement le plus d'intérêt pour l'autorité judiciaire interne, en droit des gens.

On a vu que le problème essentiel n'a jamais été abordé. Les juges n'en ont eu ni le loisir ni, directement au moins, l'occasion. Aussi est-il vain de chercher quelle doctrine a pu les inspirer dans le choix des solutions adoptées par eux en ce qui concerne leur pouvoir d'appliquer les traités, celui de les interpréter, le conflit du traité avec la loi. C'est à l'aide de considérations d'ordre pratique et en s'inspirant des principes du droit public interne qui tracent les limites de leur action du côté du pouvoir exécutif que les tribunaux se sont tracés une ligne de conduite.

Il en est ainsi notamment dans les arrêts capitaux, intervenus dans cet ordre d'idées (*Rougemont*, ci-dessus,

p. 76), (*duc de Richmond*, ci-dessus p. 52) au sujet du pouvoir d'interprétation des traités.

Dans les autres matières, l'élaboration jurisprudentielle existe à peine. C'est qu'en effet, les cas d'espèce présentent trop rarement, trop incidemment des questions relevant de ces matières à trancher.

Il faut cependant citer la série d'arrêts qui consacrent le principe de l'incompétence des tribunaux internes à l'égard des différends dans lesquels un Etat est en cause, *Balguerie*, *Blanchet*, *Ternaux*, *Solon*, cités ci-dessus p. 98. — Cette règle est basée sur l'idée de l'indépendance mutuelle des Etats ; elle est formulée dans les décisions de la manière la plus générale et la plus classique qui soit, de sorte que les expressions employées ne permettent pas de discerner quelle doctrine a pu plus particulièrement inspirer les Cours à ce propos.

De même, l'arrêt *Muselli* (p. 122) est à retenir, sur l'effet des changements de domination vis-à-vis de la législation.

Il y a eu aussi un certain travail jurisprudentiel, d'une part, sur l'extension du régime des immunités diplomatiques aux Consuls, et, d'autre part, en ce qui concerne l'effet de la guerre sur les traités (*Zwickert*, p. 230).

Trop souvent, les juridictions, lorsqu'elles font appel à une règle de droit international, se bornent à dire : « il est reçu que... »

En dehors du texte même des décisions, on trouve des références à certaines sources précises. Il faut constater que les auteurs du *xviii^e* siècle et particulièrement l'école du droit de la nature et des gens ont gardé un prestige incontesté grâce vraisemblablement surtout à Merlin.

Or le droit naturel, à cette époque, s'intéresse également aux rapports entre particuliers et aux relations interétatiques. Il était invoqué à l'occasion, pour faciliter l'interprétation de la loi civile. Dans les questions de droit international, il joue un plus grand rôle encore, dans cette première époque du développement du droit des gens. Ainsi un droit unique semble présider aux relations juridiques privées et interétatiques, en un certain sens. Dès lors les tribunaux internes ne marquent aucune appréhension à s'en référer au Droit International public qui s'appelle alors droit des gens, lorsqu'ils en éprouvent le besoin et c'est, semble-t-il, à la manière de cette branche du droit naturel qui concerne les individus, qu'ils le conçoivent.

L'école positiviste, en gagnant des partisans, contribuera peut-être plus tard à incliner les tribunaux internes dans une attitude plus réservée, à les inciter à s'appuyer toujours de préférence sur la loi interne ou sur le texte international écrit qui vont d'ailleurs aller l'un et l'autre en se multipliant.

Vu, le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse,
BASDEVANT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BARREAU. — *Principes du droit de la nature et des gens*, 1831.
- BOUVET. — *Introduction à l'établissement du droit européen*, 1856.
- CHEVALLEY (E.). — *Essai sur le droit des gens napoléonien*, thèse, Paris, 1911.
- CHEVALLEY (Mme L.). — *La déclaration du droit des gens de l'abbé Grégoire*, thèse, Paris, 1912.
- COTELLE. — *Abrégé d'un cours élémentaire du droit de la nature et des gens*, 1820.
- DEFOURNY. — *89 et le droit des gens*, 1888.
- FELICE (de). — *Leçons de droit de la nature et des gens*, 1830.
- Les Fondateurs du droit international :
Wolf, par OLIVE (L.);
Vattel, par MALLARMÉ (A.);
de Martens, par BAILLY (H.).
- GARDEN (G. de). — *Code diplomatique de l'Europe*, 1853.
- RAYNEVAL (Gérard de). — *Institution du droit de la nature et des gens*, 2^e édit., 1851.
- ISAMBERT. — *Tableau historique des progrès du droit public et du droit des gens jusqu'au XIX^e siècle*, 1833.
- KLUBER. — *Droit des gens moderne* revu par OTT, 1873.
- MARTENS (Ch. de). — *Causes célèbres du droit des gens*, 2^e édit., 1858.
— *Nouvelles causes*, 1843.
- MARTENS (G.F. de). — *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, revu par PINHEIRO-FERRERA, 1858.
- NYS. — *Le droit international*, 1912.
- SCHMALZ. — *Le droit des gens* revu par PINHEIRO-FERRERA, avec notes de PRADIER-FODÉRÉ, 1863.
- MARTENS (Ch. de). — *Cours diplomatique*, 1801.
- MEISEL. — *Cours de style diplomatique*, 1826.
- WICQUEFORT. — *L'ambassadeur et ses fonctions*, 1719(?)
- ORTOLAN. — *Des moyens d'acquérir le domaine international*, 1851.
- BILLOT. — *De la révision nécessaire des lois politiques et des traités internationaux dans le rapport judiciaire*, 1861.

- BOREL. — *Origine et progrès des Consulats*, 1830.
- BURSOTTI. — *Guide des agents consulaires*, 1837.
- CUSSY (F. de). — *Dictionnaire du diplomate*, 1846.
- MILTITZ. — *Manuel des consuls*, 1837-42.
- WARDN'S. — *Origine des établissements consulaires*, traduction BARRÈRE de MORLAIX, 1815.
- BASILY. — *Contrebande de guerre*, Jurisprudence R.C. de L., 1868.
- VILLEFORT. — « Privilèges diplomatiques », *Revue critique de législation* 1861.
- BASDEVANT. — *La Révolution Française et le droit de la guerre continentale*, thèse, Paris, 1901.
- GROTIUS. — *Le droit de la guerre et de la paix*, édit., Pradier Fodéré, 1865-1867.
- CAUCHY. — *Du respect de la propriété privée dans la guerre maritime*, 1866.
- BACON. — *Essai d'un traité sur la justice universelle*, traduction de VAUXELLE, 1824.
- SOLIMÈNE. — *Justice et liberté*, 1844.
- RAYNEVAL (G. de). — *De la liberté des mers*, 1812.
- HAUTEFEUILLE. — *Droit et devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime* 1868.
- LAMPREDI (G.). — *Du commerce des neutres en temps de guerre*, traduction PENCHET, 1802.
- WEISS (Siegfried). — *La diplomatie et le principe des Etats neutres*, 1865.
- DUFRIQUE-FONTAINES. — *Code des prises*, 1804.
- GROTIUS. — *Le droit de prise* (en latin), 1868.
- GUICHARD. — *Code des prises*, 1800.
- PISTOYE et DUVERDY. — *Traité des prises*, 1854-1859.
- PRUDHOMME. — *La loi territoriale et les traités internationaux*, thèse, Paris, 1910.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

DÉCISIONS TOUCHANT AUX QUESTIONS

DE SOURCES DU DROIT DES GENS.....	25
-----------------------------------	----

Chapitre premier. — <i>Les sources du droit des gens</i>	27
Chapitre II. — <i>Les limites de la force obligatoire du droit international public</i>	34
Chapitre III. — <i>La force obligatoire des traités en droit interne</i> ..	44
Chapitre IV. — <i>L'interprétation des traités</i>	74
Chapitre V. — <i>Questions diverses</i>	80

DEUXIEME PARTIE

LES SUJETS DU DROIT INTERNATIONAL	85
--	----

Chapitre premier. — <i>L'État, les différentes formes d'État, les droits fondamentaux</i>	87
Chapitre II. — <i>Changements dans la condition des Etats</i>	115
Chapitre III. — <i>L'individu (Les droits de l'homme)</i>	155

TROISIEME PARTIE

REGLES DE COMPETENCE.....	163
---------------------------	-----

Chapitre premier. — <i>Compétence territoriale</i>	165
Chapitre II. — <i>Compétence personnelle</i>	179
Chapitre III. — <i>Compétence à raison des services publics.</i> <i>Les agents diplomatiques. Les Consuls</i>	187

QUATRIEME PARTIE

LE DROIT DE LA GUERRE.....	224
----------------------------	-----

Chapitre premier. — <i>La guerre sur terre</i>	225
Chapitre II. — <i>La guerre sur mer : Prises maritimes</i>	258

CONCLUSION.....	271
-----------------	-----

Imprimerie F. BOISSEAU, 34, rue du Taur. — TOULOUSE

